



Université de Constantine 3
Faculté d'architecture et d'urbanisme
Département d'urbanisme

DEVELOPPEMENT LOCAL DURABLE DANS LA WILAYA DE GUELMA :
REALITES ET PERSPECTIVES...

THESE

Présentée pour l'Obtention du
Diplôme de Doctorat L.M.D en architecture et urbanisme
en urbanisme

Par
Nada ABBOUDI

Année universitaire
2021-2022



Université de Constantine 3
Faculté d'architecture et d'urbanisme
Département d'urbanisme

N° de Série :

N° d'Ordre :

DEVELOPPEMENT LOCAL DURABLE DANS LA WILAYA DE GUELMA :
REALITES ET PERSPECTIVES...

THESE

Présentée pour l'Obtention du
Diplôme de Doctorat L.M.D en architecture et urbanisme
en urbanisme

Par

Nada ABBOUDI

Devant le jury composé de :

Pr BOUCHAREB Abdelouahab	Président	Pr	Université Constantine 3
FOURA Mohamed	Directeur de thèse	Pr	Université Constantine 3
ZEHIOUA HECHAM Bernia	Examineur	Dr	Université Constantine 3
ALKAMA Djamel	Examineur	Pr	Université de Guelma
CHERRAD Salaheddine	Examineur	Pr	Université de Constantine 1
BENGHODBANE Fouad	Examineur	Dr	Université d'Oum ElBouaghi

2021-2022

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toutes les personnes qui m'ont aidé de près ou de loin dans l'élaboration de ce travail de thèse.

Je souhaite tout d'abord adresser toute ma reconnaissance à mon directeur de thèse, Professeur FOURA Mohamed pour sa patience, sa disponibilité et surtout ses judicieux conseils, qui ont contribué à alimenter ma réflexion.

J'adresse mes sincères remerciements à tous les enseignants, intervenants et toutes les personnes qui par leurs paroles, leurs écrits, leurs conseils et leurs critiques ont guidé mes réflexions et ont accepté de me rencontrer et de répondre à mes questions durant mes recherches, sans oublier toutes les institutions qui m'ont fourni les informations pour la réussite de cette thèse.

Je désire adresser aussi mes remerciements aux membres du jury d'avoir accepté l'évaluation de ce modeste travail de thèse.

Je tiens à exprimer ma gratitude à tous mes amis et collègues qui m'ont apporté un soutien moral tout au long de ce travail

DEDICACE

Je dédie cette Thèse à :

- Mes parents : Tous les mots ne pourront jamais exprimer l'amour, le respect et les remerciements que je vous offre à tous les deux et, cette thèse est le cadeau que je vous offre tous les deux.
- Mes chères sœurs : Hanane et Sara
- Mon cher mari : Azzedine
- Mes chers enfants : Younes, Moujib et Djouairia

TABLE DES MATIERES

LISTE DES PHOTOS	xiii
LISTE DES TABLEAUX	xiv
LISTE DES GRAPHIQUES.....	xv
LISTE DES CARTES.....	xvi
LISTE DES ABREVIATIONS	xvii
RESUME	xviii

CHAPITRE I

INTRODUCTION	1
1.1. Actualité du thème	1
1.2. Le choix du cas d'étude	2
1.3. Problématique.....	3
1.4. Hypothèses	4
1.5. Objectifs de la thèse	5
1.6. Méthodologie de travail	5
1.7. Structure de la thèse	6

CHAPITRE II : LES CONCEPTS ET LES NOTIONS LIEES AU DEVELOPPEMENT LOCAL

INTRODUCTION	10
2.1. Le concept de développement	10
2.2. Le concept de local	12
2.2.1. Dans le domaine de géographie	12
2.2.2. Dans le domaine d'aménagement et d'urbanisme.....	12
2.2.3. Dans le domaine politique	12
2.3. La notion du territoire	13
2.3.1. Dans le domaine de la géographie	13
2.3.2. Dans le domaine de géographie physique.....	13
2.3.3. Dans le domaine de l'économie	14
2.4. Origine du concept de développement local	14
2.5. Quelques définitions sur le développement local	16
2.6. Le développement local durable	17
2.7. La dynamique du développement local	20
2.7.1. Les objectifs du développement local	20
2.7.2. Le rôle du développement local	20
2.7.3. Les outils de développement local	20
2.7.4. Les acteurs de développement local	23
2.7.5. Les conditions du développement local	23
2.7.6. Les délicats de développement local	24
CONCLUSION	25

CHAPITRE III : LA PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT LOCAL EN ALGERIE, EVOLUTION DE L'ECONOMIE ALGERIENNE DEPUIS 1962 A 2017

INTRODUCTION	26
--------------------	----

3.1. Planification économique et domination du développement local centralisé.....	26
3.1.1. L'économie algérienne avant l'indépendance	26
3.1.2. L'économie algérienne juste après l'indépendance	27
3.2. Les premiers réaménagements à la crise ouverte (1980-1988) : Le rééquilibrage du système économique	30
3.2.1. Le changement dans la continuité	31
3.2.2. Le plan quinquennal 1980-1984	31
3.2.3. Développer l'économie sur des décisions administratives par des « réaménagements »	32
3.2.4. Crise et restructuration	33
3.2.5. Nouvelle réforme : l'autonomisation du secteur public économique	33
3.3. Réformes économiques et transition vers la fin du monopole de l'état (1988-1999)	34
3.3.1. Le démantèlement progressif et radical des mécanismes rentiers de l'économie administrée	34
3.3.2. Crise et privatisation (1988-1993)	34
3.3.3. La situation aujourd'hui	35
3.4. Gouvernance locale et gestion administrative des collectivités territoriales	37
3.4.1. Le développement local exige des collectivités locales performantes	37
3.4.2. Qui dirige la wilaya et les collectivités locales	38
3.4.3. Un Bicéphalisme nuisible dans la gouvernance des collectivités locales	39
3.4.4. Le développement local exige une politique régionale	40
3.4.5. La collectivité doit promouvoir une politique d'attractivité	40
3.4.6. Promouvoir les ressources naturelles	42
3.4.7. L'urgence d'une réforme de l'administration	42
CONCLUSION	43
CHAPITRE IV : LE REGAIN D'INTERET POUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL	44
INTRODUCTION	44
4.1. Le développement local veut dire la fin de l'Etat Providence	44
4.2. Assainissement du foncier industriel, la libération des initiatives d'investissement et l'abandon de la mentalité rentière	46
4.3. Le développement local est la responsabilité des collectivités locales ...	48
4.3.1. Le rôle des chefs de Daïra et des Walis	48
4.3.2. Une nouvelle génération de « maires-entrepreneurs »	48
4.3.3. Quelles ressources pour le développement local	49
4.3.4. Réformes en attente	49
CONCLUSION	49
4.4. Les expériences étrangères dans le domaine de développement local ...	52
4.4.1. Dans les occidentaux	52
✓ L'États-Unis d'Amérique	52
✓ L'Europe	54

4.4.2. Dans les pays en voie de développement	56
✓ L'Afrique	56
CONCLUSION	61
CHAPITRE V : LE CONTEXTE SOCIAL LOCAL ; UN PILIER DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	63
INTRODUCTION	63
5.1. Le contexte	63
5.2. La Population	64
5.3. L'emploi	74
5.4. Les caractéristiques sociologiques (l'enquête sur terrain)	84
5.4.1. Les étapes à suivre pour la réalisation d'un questionnaire	84
5.4.2. L'analyse des résultats par thématique issus des questionnaires...	87
CONCLUSION	95
CHAPITRE VI : LE CONTEXTE SPATIAL LOCAL ; VARIETE ET MULTI- ACTIVITE	97
INTRODUCTION	97
6.1. Le contexte	97
6.2. Situation et description de la wilaya	98
6.3. Découpage administratif	100
6.4. Infrastructure routière	103
6.5. La représentation spatiale du territoire de la wilaya	107
6.5.1. Topographie et relief	107
6.5.2. Aspects topographiques	108
6.5.3. Hydrogéologie	109
6.6. Potentialités hydrauliques	115
6.6.1. Hydrographie	115
6.6.2. Hydraulique	118
6.6.3. Potentialités minières	118
6.6.4. Forêts	119
6.7. Risques majeurs	122
6.7.1. Les séismes	122
6.7.2. Les inondations	124
6.7.3. L'Érosion, glissement s de terrain et envasement des ouvrages hydrauliques	126
6.7.4. Les feux des forets	126
CONCLUSION	128
CHAPITRE VII : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE LOCAL ; ATOUTS ET CONTRAINTES	129
INTRODUCTION	129
7.1. Le contexte	129
7.2. L'activité agricole : un secteur à valoriser	130
7.2.1. Répartition générale des terres	130
7.2.2. Végétale	135
7.2.3. L'élevage	145
7.2.4. Bilan de La production Animal	154
7.2.5. Materiel et la main d'œuvre agricole	156

7.2.6. Structure foncière	159
7.3. L'activité industrielle	164
7.3.1. Les unités Industrielles	164
7.3.2. Zones d'activités	166
7.3.3. Zones industrielles	167
7.3.4. Les PME-PMI : un secteur en croissance continue	167
7.3.5. Mines et Carrières	172
7.4. Le tourisme facteur de développement	176
7.4.1. Potentialités naturelles	177
7.4.2. Potentialités patrimoniales	180
7.4.3. Thermalisme	183
7.4.4. Les infrastructures d'accueil	184
7.4.5. Les terrains de camping	187
7.4.6. Les programmes	189
7.5. L'artisanat	190
7.5.1. L'évolution du nombre des artisans	191
7.5.2. Le nombre des artisans par commune	192
7.5.3. Type d'artisanat (domaine d'activité)	193
7.5.4. La source de financement	195
7.5.5. Les richesses artisanales	196
7.5.6. L'importance du secteur de l'artisanat.....	197
CONCLUSION	200
CHAPITRE VIII : PRINCIPES DE DEVELOPPEMENT LOCAL DURABLE, DISCUSSION ET RECOMMANDATION.....	201
INTRODUCTION	201
8.1. Discussion des résultats obtenus du territoire de Guelma	201
8.1.1. Le contexte social local	202
8.1.2. Le contexte spatial local	204
8.1.3. Le contexte économique local	207
8.2. Contraintes spécifiques à la wilaya dans la réalisation des programmes de développement	211
8.2.1. D'Ordre Physique	212
8.2.2. D'Ordre Spatial et de Population	212
8.2.3. D'Ordre Economique et de Réalisation	212
8.3. Les interprétations du développement local.....	213
8.4. Les recommandations.....	216
8.4.1. Recommandations méthodologiques	217
8.4.2. Recommandations pratiques	218
CONCLUSION	221
CHAPITRE IX : CONCLUSION GENERALE	222
BIBLIOGRAPHIE	226
LISTE DES ANNEXES	232
Annexe A : Questionnaire	233
Annexe B : Détails des échantillons d'enquête	236
Annexe C : Promesse de publication	237

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES FIGURES

	Titre	page
4.1	situation d'États-Unis d'Amérique.....	53
4.2	situation de la France.....	55
4.3	situation de la Tunisie.....	59
4.4	situation du Maroc.....	60
5.1	Répartition de la population par dispersion.....	64
5.2	évolution de la population par Daïra.....	66
5.3	Répartition de la population et des densités par commune	69
5.4	Répartition de la Population Par Génération et par Sexe.....	70
5.5	Répartition de la population résidente des ménages ordinaires et collectifs selon la situation individuelle (sexe masculin).....	71
5.6	Répartition de la population résidente des ménages ordinaires et collectifs selon la situation individuelle (sexe féminin).....	72
5.7	synthèse de la population de la wilaya par Commune.....	73
5.8	synthèse de la population et de la densité de la wilaya par Commune	74
5.9	pourcentage de la population en âge de travail par dispersion.....	75
5.10	Répartition des Emplois par Branche d'Activité Economique.....	76
5.11	Bilan ANGEM par secteur d'activité.....	81
5.12	Synthèse de répartition des employeurs par secteur d'activités	83
5.13	Les caractéristiques démographiques de la population enquêtée.....	87
5.14	Les caractéristiques socioprofessionnelles de la population enquêtée..	88
5.15	Les caractéristiques de l'aptitude à la collaboration.....	89
5.16	Les caractéristiques de La compréhension du territoire local.....	91
5.17	Les caractéristiques de l'ouverture à l'externe.....	92
5.18	Les caractéristiques de l'environnement socio-politiques.....	93
5.19	La vision de développement local dans le futur.....	94
6.1	Vue sur la wilaya de Guelma.....	98
6.2	limites administratives de la wilaya de Guelma.....	99
6.3	découpage administratif de la wilaya de Guelma.....	102
6.4	le réseau routier de la wilaya de Guelma.....	106
6.5	les reliefs de la wilaya.....	108
6.6	vues sur les reliefs de Guelma	108
6.7	Aspects topographiques de la wilaya de Guelma.....	114
6.8	Les principaux Oueds de Guelma.....	116
6.9	le réseau Hydrographique.....	117
6.10	les Principales forêts.....	119
6.11	Répartition d'espace Forestière Par Commune.....	121
6.12	les zones séismiques	123
6.13	les zones inondables.....	125
7.1	les terres agricoles.....	130
7.2	Affectation du sol.....	132
7.3	les différents types des terres agricoles.....	132
7.4	pourcentage rapport à la S.A.U.....	134
7.5	Evolution de la production de la céréale.....	135
7.6	Evolution de la production du maraîchage.....	136

7.7	pratique des céréales par commune.....	137
7.8	Evolution de la production de pomme de terre.....	138
7.9	production de Pomme de Terre par commune.....	139
7.10	Evolution de la production du fourrage.....	140
7.11	Evolution de la production de l'arboriculture.....	140
7.12	Evolution de la production d'oléiculture.....	141
7.13	Evolution de la production du légume sec.....	141
7.14	Evolution de la production de la culture industrielle.....	142
7.15	Evolution de la production de la Tomate Industrielle.....	142
7.16	Production de Tomate par commune.....	143
7.17	différents Culture agricole.....	144
7.18	Quantité produit par grand spéculation.....	144
7.19	différents produit végétale.....	145
7.20	Evolution de gros élevage.....	146
7.21	Evolution de petit élevage.....	147
7.22	Répartition des gros élevages.....	149
7.23	Répartition de gros élevage par commune.....	150
7.24	Répartition des petits élevages par commune	153
7.25	Occupation des sols.....	163
7.26	la répartition des unités industrielles.....	175
7.27	Djebel Mahouna	177
7.28	Reserve naturelle de Beni Saleh.....	178
7.29	Bir Osmane	179
7.30	Ghar-ladjmaa	179
7.31	Aïn Sefra	180
7.32	Théâtre romain.....	181
7.33	Mosquée El Attik.....	181
7.34	La nécropole Funéraire.....	181
7.35	Vestiges de l'antique Thibilis	182
7.36	Le théâtre municipal	182
7.37	La grande cascade.....	184
7.38	Les potentialités touristiques de la wilaya de Guelma	188
7.39	L'évolution du nombre des artisans à l'échelle de la wilaya.....	191
7.40	Le nombre des artisans par commune	193
7.41	La répartition des artisans selon le domaine d'activité	195
7.42	la source de financement.....	196
7.43	richesses artisanales dans la wilaya de Guelma.....	197

LISTE DES TABLEAUX

	Tableau	page
5.1	Répartition de la population de la wilaya de Guelma par dispersion.....	64
5.2	Répartition (Evolution) de la population par Daïra.....	65
5.3	Répartition de la population et de la densité de la wilaya par Commune.	66
5.4	Répartition de la Population de la Wilaya Par Génération et par Sexe...	69
5.5	Taux d'Analphabétisme et taux d'Alphabétisation de la population âgée de 10 ans et plus	70
5.6	Répartition de la population résidente des ménages ordinaires et collectifs âgée de 15 ans et plus selon la situation individuelle.....	71
5.7	Population en âge de travailler par dispersion et par sexe.....	75
5.8	Répartition des emplois par branche d'activité économique.....	76
5.9	Bilan de l'activité de l'ANSEJ Guelma	78
5.10	Bilan CNAC Guelma	79
5.11	Bilan global CNAC Guelma	80
5.12	Bilan ANGEM par secteur d'activité.....	81
5.13	Récapitulatif des échantillons d'enquête.....	86
6.1	le Découpage administratif de la wilaya de Guelma.....	100
6.2	Les routes nationales (RN)	103
6.3	Les chemins de wilaya (CW)	104
6.4	consistance du réseau routier au niveau de la wilaya de Guelma.....	105
6.5	Principales productions forestières (moyenne).....	120
6.6	Superficie incendiée entre 2001 et 2011.....	127
7.1	Répartition Générale Des Terres Agricoles En Hectares.....	131
7.2	Répartition des Terres par Types de Cultures dans la wilaya.....	134
7.3	Evolution de gros élevage	145
7.4	Evolution de petit élevage.....	146
7.5	Répartition de la production animale - gros élevage –.....	148
7.6	Répartition de la production animale – petit élevage-.....	151
7.7	Evolution de la production de gros Elevage	154
7.8	Evolution de la production de petit élevage.....	155
7.9	Bilan de la Production Animale	155
7.10	Matériel Agricole Existant par Commune	156
7.11	répartition de main d'œuvre agricole par commune.....	157
7.12	Nature Juridiques des exploitations Agricoles par commune	159
7.13	les zones d'activités commerciales et artisanales dans la wilaya.....	166
7.14	zone industrielle dans la wilaya.....	167
7.15	Statistique des PME de la wilaya de Guelma.....	168
7.16	Statistique des PME industriels de la wilaya de Guelma.....	170
7.17	Les différentes carrières existantes de la wilaya	173
7.18	Localisation des sites historiques dans la commune de Guelma.....	182
7.19	les sources thermales	183
7.20	Répartition de l'infrastructure hôtelière.....	185
7.21	Agences de voyages et de tourisme.....	186
7.22	Projet en cours de réalisation et projeter.....	189
7.23	L'évolution des artisans	191
7.24	la répartition des artisans par commune	192
7.25	Type d'artisanat.....	194
7.26	La source de financement	195

LISTE DES ABREVIATIONS

FMI : Fond Monétaire International

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

BM : Banque Mondiale

OIT : Organisation Internationale du Travail

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

ONG : Organisations Non Gouvernementales nationales ou internationales

PME : Petite et Moyenne Entreprise

ANEM : Agences Nationales de l'Emploi du Microcrédit

ANSEJ : Agence Nationale de l'Emploi des Jeunes

CNAC : Caisse Nationale de l'Assurance Chômage

ANEM : Agence Nationale de l'Emploi

DATAR : Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Aménagement Régional : organisme créé en France en 1963 qui a un rôle de « synthèse, d'arbitrage et de propositions des politiques de l'État en matière d'aménagement du territoire »

SAU : Surface Agricole Utile

SAT : Surface Agricole Totale

RESUME

Cet essai est une modeste contribution qui a pour objectif de lier le projet territorial à l'aspect économique de la ville en termes de production de richesse et de valeur ajoutée. Théoriquement, le développement local est une source de richesse et de valeurs ajoutées. C'est un concept qui a pour finalité de conduire à la création par les collectivités locales de leurs propres richesses. Partant du constat que chaque région dispose de spécificités et d'atouts, il est désormais recommandé aux autorités locales de chercher des alternatives pour remplir les caisses de leurs communes. Les domaines traditionnels concernés par le développement local sont l'agriculture, l'industrie locale, l'artisanat, le commerce, le tourisme local et d'autres.

Nous nous attellerons d'abord à définir et à démontrer que le développement local et sa capacité de développement régional sont confrontées à des difficultés dans de nombreux domaines, qu'ils soient culturel, social, politique ou même économique. C'est l'un des concepts économiques les plus importants aux niveaux national et international actuellement. Thème d'actualité suite à la baisse des revenus des hydrocarbures en Algérie suite à une longue période d'économie planifiée, le développement local est devenu une préoccupation majeure pour les autorités locales algériennes sous la contrainte de l'Etat central. Malgré les efforts déployés par les autorités locales afin promouvoir ce domaine, il existe toujours des faiblesses au niveau local, ce qui nous a amené à tenter de répondre à certaines questions liées à la réalité économique de la région.

Notre recherche visera aussi à mettre en évidence ce qu'est le développement local et présenter les différentes parties impliquées pour l'appliquer et comment relever les défis du développement local en Algérie.

Pour atteindre cet objectif, deux approches ont été effectuées : l'une théorique afin de démontrer le concept de notre recherche et une autre approche territoriale combinant plusieurs sous-approches pour identifier les opportunités locales offertes par la wilaya de Guelma et mettre en exergue les richesses potentielles du territoire de cette wilaya.

Au terme de notre cas d'étude, nous mettons en valeur les résultats encourageants pour la mise en œuvre du processus de développement local durable dans le territoire de la wilaya de Guelma qui même enclavé offre des potentialités incontestables de développement, surtout dans le domaine de l'agriculture et du tourisme.

Mots-clés : développement locale, décentralisation, collectivités locales, gouvernance locale, démocratie participative, richesses, valeurs ajoutées.

ABSTRACT:

This essay is a modest contribution, which aims to link the urban project to the economic aspect of the city in terms of wealth production and added value. Theoretically, local development is a source of wealth and added value. It is a concept, which aims to lead to the creation by local communities of their own prosperity. Based on the observation that each region holds specificities and strengths, it is now recommended that local authorities seek alternatives to fill their capital of their municipalities. Traditional areas concerned with local development are agriculture, local industry, crafts, commerce, local tourism and others.

We will first attempt to define and demonstrate that local development and its capacity for regional development face difficulties in many areas, cultural, social, political or even economic. It is one of the most important economic concepts nationally and internationally today. It is a topical question following the decline in hydrocarbon revenues in Algeria following a long period of planned economy, local development has become a major concern for Algerian local authorities under the constraint of the central state. Despite the efforts made by the local authorities to promote this area, there are still weaknesses at the local level, which has led us to try to answer certain questions related to the economic reality of the region.

Our research will also aim to highlight what local development is and present the different parties involved in applying it and how to meet the challenges of local development in Algeria.

To achieve this objective, two approaches were carried out : one theoretical in order to demonstrate the concept of our research and another territorial approach combining several sub-approaches to identify the local opportunities offered by the wilaya of Guelma and highlight the wealth potential of the territory of this wilaya.

At the end of our case study, we highlight the encouraging results for the implementation of the sustainable local development process in the territory of the wilaya of Guelma, which, even if it is landlocked, offers undeniable development potential, especially in the field of agriculture and tourism.

Keywords : decentralization, local development, local communities, local governance, participatory democracy, wealth, added values.

هذا العمل مساهمة متواضعة تهدف إلى ربط المشروع العمراني بالجانب الاقتصادي للمدينة من حيث إنتاج الثروة والقيمة المضافة. من الناحية النظرية ، التنمية المحلية مصدر للثروة والقيمة المضافة. إنه مفهوم يهدف إلى خلق المجتمعات المحلية لثروتها الخاصة. بناءً على ملاحظة أن لكل منطقة خصائصها ونقاط قوتها ، يوصى الآن بأن تبحث السلطات المحلية عن بدائل لملاء خزائن بلدياتها . المجالات التقليدية المعنية بالتنمية المحلية هي الزراعة والصناعة المحلية والحرف والتجارة والسياحة المحلية وغيرها.

سنبدأ أولاً في تحديد وإثبات أن التنمية المحلية وقدرتها على التنمية الإقليمية تواجه صعوبات في العديد من المجالات ، سواء كانت ثقافية أو اجتماعية أو سياسية أو حتى اقتصادية. وهي من أهم المفاهيم الاقتصادية على الصعيدين الوطني والدولي اليوم. أصبحت التنمية المحلية من أهم القضايا في أعقاب تراجع عائدات النفط والغاز في الجزائر بعد فترة طويلة من الاقتصاد المخطط ، وأصبحت مصدر قلق رئيسي للسلطات المحلية الجزائرية في ظل قيود الدولة المركزية. ورغم الجهود التي تبذلها السلطات المحلية للنهوض بهذه المنطقة ، لا تزال هناك نقاط ضعف على المستوى المحلي ، مما دفعنا لمحاولة الإجابة على أسئلة معينة تتعلق بالواقع الاقتصادي للمنطقة.

سيهدف بحثنا أيضاً إلى إبراز ماهية التنمية المحلية وتقديم الأطراف المختلفة المشاركة في تطبيقها وكيفية مواجهة تحديات التنمية المحلية في الجزائر. لتحقيق هذا الهدف ، تم تنفيذ نهجين: أحدهما نظري لإظهار مفهوم بحثنا وآخر إقليمي يجمع بين عدة مقاربات فرعية لتحديد الفرص المحلية التي توفرها ولاية قالمة وتسليط الضوء على إمكانات الثروة. أراضي هذه الولاية. في نهاية دراسة الحالة الخاصة بنا ، نسلط الضوء على النتائج المشجعة لتنفيذ عملية التنمية المحلية المستدامة في إقليم ولاية قالمة والتي ، حتى لو كانت غير ساحلية ، توفر إمكانات تنموية لا جدال فيها ، خاصة في مجال الزراعة والسياحة.

الكلمات المفتاحية: اللامركزية ، التنمية المحلية ، المجتمعات المحلية ، الحكم المحلي ، الديمقراطية التشاركية ، الثروة ، القيم المضافة

CHAPITRE I :

INTRODUCTION

1.1. Actualité du thème :

Le développement local est un concept d'actualité et omniprésent dans la plupart des discours sur le développement en général. En effet ces dernières années surtout, nous avons été témoins de questions sur l'importance des politiques élaborées et contrôlées par l'autorité centrale.

Cette remise en cause repose sur les conséquences d'un certain nombre de constats d'échecs tout en encourageant des alternatives nouvelles en faveur du concept de développement local.

« Le développement local est né dans les années 60 et repose sur un principe simple : mobiliser les potentiels locaux (naturels, sociaux, individuels, etc.) pour orienter les dynamiques sociales, économiques et spatiales. Il est utile aussi de signaler que le concept de développement local a été une réaction d'une part à la mondialisation dont on commençait à sentir les effets, et d'autre part la volonté d'engager une approche durable par rapport à l'aménagement du territoire soumis à la planification centralisée ».(NAIT M, Mars 2012)

Le développement des territoires ne cesse de problématiser les réflexions des théoriciens et des professionnels du développement, surtout avec les directives sur le développement durable.

L'accroissement des écarts de croissance entre les divers pays du monde ainsi que les diverses régions d'un seul et même pays représente une réelle atteinte à l'équilibre social, écologique, économique et même politique.

Face à cette réalité, un débat sur les qualités du système de développement local a fait son apparition dans la communauté des pratiques et de la philosophie du développement territorial, et ces valeurs sont de plus en plus reconnues.

Du côté des pratiquants, le développement local est envisagé comme une réponse pour stimuler les territoires en difficulté, ce même discours conçoit le développement comme : "

le développement à la base " favorisant les forces propres des collectivités et mettant fortement l'accent sur quelques facteurs oubliés dans les démarches classiques de développement, comme le territoire, le local, la solidarité, la proximité, etc.

Du point de vue des auteurs, de nouveaux éléments imposant de repères nouveaux d'une évolution plus égalitaire, plus logique, plus capable de répondre aux enjeux du changement durable, viennent interroger les présupposés habituels en termes de développement et par suite une modification substantielle du fonctionnement du développement apparaît inévitable.

La planification territoriale, en cherchant de meilleures méthodes et de nouvelles approches territoriales permettant une plus grande transparence spatiale, culturelle, sociale et écologique, constitue une déclinaison efficace de la problématique du financement du développement durable.

C'est dans cette optique que s'inscrit notre travail qui met l'accent sur l'importance de la réflexion en termes de développement local dans les territoires en difficulté (soit pour des raisons naturelles ou sociales, soit pour les deux). Parmi ces territoires se classent les territoires des milieux montagneux, qui sont par leurs spécificités à la fois spatiales (différentes espaces), économiques (système productif diversifié), culturelles (fortes relations sociales, forte identité), et historiques (lieux des civilisations millénaires) des lieux d'ancrage pour ceux qui y vivent et travaillent, c'est pourquoi, ils constituent des terrains laboratoire pour étudier la mise en œuvre d'une démarche de développement local.

1.2. Le choix du cas d'étude :

Notre cas d'étude est la wilaya de Guelma est un territoire propice au développement local qui dispose de potentialités économiques considérables qui peuvent engendrer de la richesse et de la valeur ajoutée dans le cadre d'un développement local. Du point de vue démographique, et aussi la géographie de la Wilaya est caractérisée par la diversité du relief. Du point de vue stratégique, La Wilaya de Guelma forme un lien entre au nord pour les deux pôles industriels (Annaba et Skikda) et au sud pour les centres commerciaux (Oum El Bouaghi et Tébessa). D'un point de vue économique, c'est principalement une région agricole, car elle a un grand potentiel et la production végétale est très diversifiée. D'autre part, la Wilaya a une richesse minière très importante mais sous-exploitée et

compte les potentialités touristiques certaines, car il ne faut pas oublier que c'est l'ancienne Calama (BOUDRA, 2013).

La wilaya de Guelma est un exemple type, malgré ses apparentes richesses en termes d'espaces, de paysages, d'histoire et d'activités (diversifiée), elle souffre d'un retard économique caractérisé et accentué, dont les effets sont traduits par un taux de chômage important et des investissements économiques relativement faible c'est pour ce là le développement local n'est pas une gestion facile à appréhender ou à gérer dans la Wilaya de Guelma, Donc on peut poser une autre question:

- les territoires montagneux constituent des lieux d'ancrage (social, spatial, économique) pour le développement local durable. Donc, le territoire de Guelma possède t-il des fondements d'ancrage ?

1.3. Problématique :

Les disparités de niveaux de développement des territoires entre le Sud et le Nord en Algérie, et même entre les territoires d'une même région compromettent les politiques régionales et nationales de développement durable.

Dans les territoires montagneux, cette disparité de niveaux de développement est fortement marquée, notamment entre les territoires de dominance plaine et ceux de dominance montagne.

Ces derniers ont été toujours mis à l'écart par les politiques nationales de développement. Cette marginalisation peut souvent s'expliquer par une absence des conditions de développement adaptées au modèle de développement suivi par l'État telles que : l'absence de matières énergétiques, éloignement des grands pôles industriels, l'aspect physique contraignant, etc., (Rahmani C, 1982 ; Schnetzler J, 1981). Alors que ces territoires pourraient assurer bien souvent la continuité spatiale de l'ensemble régional (la cohérence territoriale), ils pourraient participer aussi fortement au développement socio-économique régional et national, par leurs richesses latentes et diversifiées s'ils étaient intégrés dans la démarche nationale de développement territorial ; et ils pourraient constituer également des réserves naturelles appréciables de par leur importance environnementale.

En effet, la marginalisation de ces types d'espaces participe d'une façon directe ou indirecte à leur retard économique accumulé depuis la période coloniale.

Une telle situation mérite de repenser le développement en prenant en compte les ressources endogènes de ces territoires, tant physiques, socioculturelles et économiques dans une perspective de développement durable.

La Wilayat de Guelma est riche d'éléments très significatifs qui lui permettent de réaliser efficacement un développement local durable dans la réalisation d'un développement global. Les craintes et les freins les plus importants du développement local dans la Wilayat de Guelma sont représentés dans les points suivants :

- ✓ Agrandir l'environnement urbain et par conséquent s'étendre au détriment des espaces verts pour répondre à la pénurie du secteur de l'urbanisation
- ✓ La pénurie de ressources en eau, d'autre part, la consommation irrationnelle de l'eau compte tenu des fluctuations climatiques défavorables
- ✓ Absence d'une culture de préservation des monuments archéologiques par les acteurs
- ✓ Absence de structures touristiques dans la plupart des zones archéologiques, en particulier celles éloignées
- ✓ La grande pénurie de matières premières, notamment pour les artisans

L'ensemble de ces éléments, qui se répartissent sur toutes les régions de la wilaya, constitueraient un terrain solide pour envoyer de larges investissements et ainsi dédier l'agriculture, tourisme, l'artisanat et l'industrie...etc. En tant que secteurs de développement économique local, et cela nécessite une étude en extrayant les faiblesses et les risques qui les entourent et en identifiant les forces et les opportunités qui s'offrent à eux, ce qui pousserait la roue du développement local

Et donc la question clé c'est : Les piliers du développement durable peuvent-ils être exploités pour atteindre les objectifs de développement local ?

En principe le développement local est par essence durable. Comment exploiter les ressources « endogènes » pour assurer un développement territorial homogène, cohérent et s'inscrivant dans la durabilité ?

1.4. Hypothèses :

Cette situation nous conduit à formuler cette hypothèse :

Les trois piliers du développement durable, à savoir : social, spatial (environnemental) et économique sont les mêmes que les composantes du développement local dans le territoire de la wilaya de Guelma.

Cette hypothèse peut être divisée en trois épreuves comme suit :

- ❖ Le contexte social sera l'un des atouts importants des territoires de wilaya.
- ❖ Contexte spatial, grâce à sa diversité environnementale, sera un catalyseur pour le développement local durable dans le territoire de la wilaya.
- ❖ Contexte économique, à travers ses différents services, sera un atout majeur pour le développement local durable dans le territoire de la wilaya.

Pour vérifier ces hypothèses à travers la wilaya de Guelma, nous devons identifier les pertinences que ce territoire offre pour un développement local durable.

1.5. Objectifs de la thèse

Donc, l'objectif poursuivi par cette étude est double et un objectif scientifique :

Premièrement, contribuer à réfléchir sur la façon de développer le territoire de la wilaya, ainsi que les méthodes utilisées dans le processus de planification pour placer la wilaya dans le contexte du développement durable

Deuxièmement, d'explorer les possibilités disponibles par ces territoires pour promouvoir le développement local.

En plus de certains objectifs secondaires qui devraient être pris en compte tels que :

- ✓ Mettre en exergue les spécificités de chaque commune de la wilaya qui contribue au développement local.
- ✓ Approfondir la connaissance du territoire de la wilaya en analysant son identité à partir des forces et des faiblesses.

1.6. Méthodologie de travail :

La méthodologie que nous proposons de suivre dans ce travail est de combiner plusieurs méthodes (nombreuses méthodes réalistes), afin de répondre aux exigences et spécificités de cette approche globale :

-La méthode historique et sa technique « analyse de contenu » qui met en évidence les différentes dimensions historiques du territoire, ce qui nous permet de comprendre la situation actuelle, assurer certaine fiabilité d'interprétation des résultats et de comprendre le présent par le passé pour projeter sur le futur.

-La méthode d'enquête avec ses techniques de questionnaire sont des moyens les plus importants pour remplir les informations sur les différents aspects de la recherche cela aide à démystifier.

-les investigations cartographiques, l'analyse qualitative, l'analyse quantitative... sont aussi des moyens qui permettent de jouer un rôle d'argument d'autorité, la localisation des phénomènes et des informations pour les mettre en relation et pour les comparer. Elle constitue une bonne démarche pour donner aux acteurs une lecture globale, instantanée et visualisé de leur territoire, et pour faire aussi passer les discours de l'aménagement.

-La méthode d'approche comparative qui permet de situer notre cas d'étude par rapport aux stratégies d'ailleurs et tirer des conclusions utiles à notre sujet dans l'application.

L'approche analytique permet d'analyser différentes dimensions sociales, spatiales et économiques, ainsi que les effets de ces dimensions et de leurs différentes directions sur le développement futur des territoires.

L'approche statistique a également été utilisée pour traiter les différentes données obtenues à la recherche et de faire des projections futures des phénomènes étudiés.

1.7. Structure de la thèse :

Cette thèse est divisée en deux parties principales, la première partie est théorique et la deuxième partie est pratique, et elle est expliquée dans le schéma suivant :

La première partie de cette thèse décrit le cadre théorique et conceptuel de notre recherche.

Dans **un premier chapitre**, L'introduction générale.

Le deuxième chapitre on va essayer d'appréhender en étape préalable l'outillage conceptuel utilisé. Nous sommes donc amenés à identifier les locutions de "développement local durable" Puis, on identifie les grands enjeux, acteurs, dimensions de travail, etc. Enfin on s'interroge sur les limites de cette approche.

Le troisième chapitre propose une lecture synthétique autour de la problématique du développement local en Algérie et de l'évolution de l'économie Algérienne.

Le quatrième chapitre le regain d'intérêt pour le développement local, puis on mentionne quelques initiatives locales et communautaires qui pourraient constituer en quelque sorte un éventail de modèles.

La deuxième partie a pour objectif d'identifier les opportunités offertes par le contexte local des territoires de milieu montagneux à une démarche locale de développement à travers l'exemple type de territoire de la wilaya de Guelma (Est Algérien). Elle vise à déterminer les avantages qu'il possède et les limites qu'il présente à une telle perception de développement.

Dans cette partie, on va essayer de mettre l'accent sur les opportunités sociales, spatiales et socio économiques du territoire à un développement local durable sans étudier l'aspect organisationnel et institutionnel car ces éléments sont acquis et ne font pas partie des potentialités originaires.

Chapitre V : traite du contexte social local. Ce tissu, par son caractère positif ou négatif, pourrait supporter ou empêcher les interventions de développement économique local.

Chapitre VI s'intéresse à l'identification des ressources qu'offre l'espace local à une tendance de développement économique, ainsi que les obstacles qu'il présente.

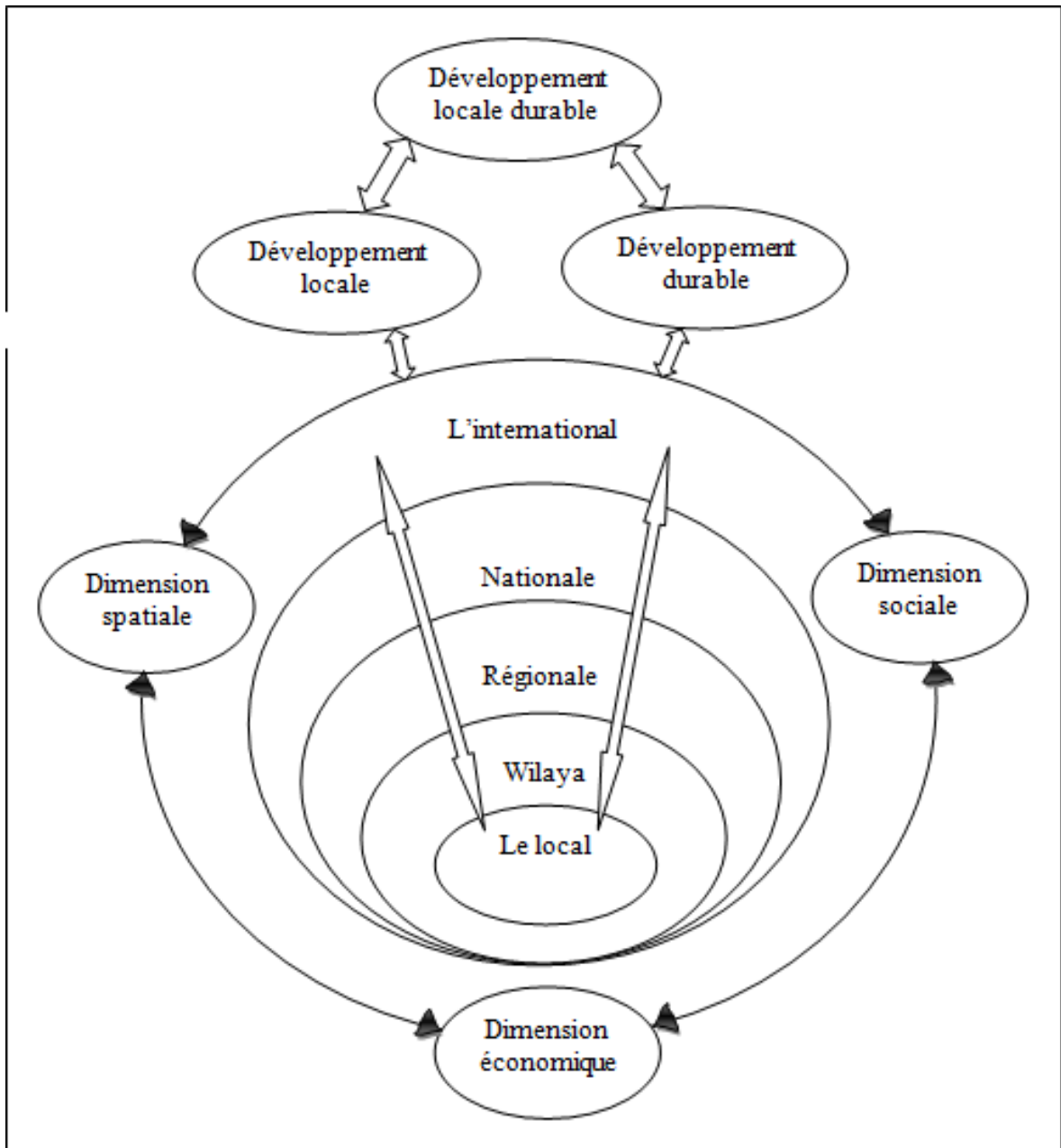
Chapitre VII s'intéresse aux éléments majeurs d'attractivité économique dans ce territoire, il s'agit de la population locale et des activités économiques (la base économique locale).

Chapitre VIII qui comporte d'abord un bilan synthétique des possibilités offertes par le territoire local de Guelma au développement local. Ensuite, on développe une réflexion stratégique de développement pour réussir un développement local durable dans le

territoire communal. Puis on propose quelques recommandations susceptibles d'apporter des améliorations à la situation économique au niveau de la wilaya de Guelma.

Chapitre IX : nous concluons notre recherche par une conclusion générale

➤ **Façon générale de réfléchir**



Une telle perception du développement nécessite une approche régionale-globale qui permette d'identifier les différentes fortunes potentielles que recèle la zone d'étude.

Elle permet l'implication d'une pluralité des aspects, ce qui favorise le respect des différentes vocations et identités de territoires impliqués, et permet de suivre les différents parcours selon les contextes historiques et géographiques propres de ces territoires.

Donc, notre approche du développement local accorde une place centrale au territoire. En définitive, notre perception de développement dans ces territoires pourrait être résumée dans le schéma suivant :

CHAPITRE II :

LES CONCEPTS ET LES NOTIONS LIEES AU DEVELOPPEMENT LOCAL

Introduction

La problématique de la recherche nécessitant une compréhension théorique et pratique, les concepts de base doivent donc être abordés afin d'être définis, car l'utilisation de ces concepts doit être plus proche avec leurs significations et leurs origines. Dans ce chapitre, nous proposons quelques définitions qui sont décomposées selon le domaine d'étude : développement, local, développement local, développement local durable.

La présentation de concepts sur le développement local durable n'est pas suffisante seul et doivent être présentés avec d'autres éléments, tels que leur dynamisme et certaines de leurs caractéristiques et ce afin d'approfondir la compréhension de la problématique du développement local durable qui est devenu l'objectif de la politique nationale et globale.

Pour cette raison, nous aborderons certains des aspects nécessaires à une meilleure compréhension du développement local durable

2.1.Le concept de développement :

« Le nom développement a été pratiqué pour la première fois le 20 janvier 1949 par le président américain 'Harry Truman' pendant son discours sur l'état de l'Union, dans un effort pour couvrir l'aide aux «pays sous-développés» dans le système de la lutte contre le communisme. Il a déclaré qu'il est du devoir des pays capitalistes du Nord, considérés comme des 'pays développés', de partager leurs technologies et leur assistance aux pays considérés comme 'pays sous-développés', afin de se rapprocher du référentiel de l'association occidentale ». (BEZABAKH P., 2000)

Par conséquent, le développement est devenu l'un des buts de toutes les associations et il est utilisé de différentes manières. Ceci explique le large éventail d'explications qui diffèrent suivant les cadres politiques, sociaux et économiques et suivant les règlements. (ABDELMALKI L., (2003))

Dans divers domaines, qu'ils soient politiques, économiques ou géographiques, ce terme est source d'ambiguïté, même s'il est couramment utilisé et répété.

D'une manière générale, si on veut lui donner un sens précis, *« il faut le comparer au terme croissance. Lorsque la croissance détermine carrément l'accroissement des dimensions économiques, Le développement définit les processus*

qui tendent à répartir harmonieusement les effets de la croissance dans l'ensemble de la société et à l'accession d'une indépendance de soi de croissance. Il implique des changements qualitatifs et des évolutions des structures sociales et économiques relativement à une marge de référence pour le développement qui est habituellement la marge des pays industrialisés. ...» (GEORGE P, 2004)

Les mots-clés qui apparaissent dans cette définition sont : la croissance, la transformation (progrès) et le processus, cela nous aidera à comprendre le concept de développement.

Ce progrès mené à une industrie susceptible de créer des biens de consommation rapidement et à grande échelle grâce à l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles. (CRIDEL, 1997.)

Pour Lattès R, « *la croissance concrète et physique, avec ses ramifications, ne peut pas se poursuivre indéfiniment sur une planète finie* ». Ainsi, la surexploitation des richesses naturelles constitue non uniquement un danger pour stabilité des écosystèmes planétaires mais encore une menace pour la survie et la prospérité de l'humanité. Le développement, dans ce cas, est l'origine d'inégalités sociales, dépourvu de tout signification éthique et donc éthiquement condamnable, culturellement dévastateur et écologiquement destructeur. (JOLLIVET & M., 2001)

Ainsi, un nouveau concept de développement est apparu, à savoir le développement durable qui repose principalement sur la préservation de l'environnement et sa participation au développement, l'émergence du développement durable a été présentée à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de Stockholm en 1987 et s'est répandue à la fin des années 1980.

Le rapport Brundtland, décrit le développement durable entant que « un développement qui répond aux demandes des générations présentes sans affecter les générations futures. » (VEYRET, 2007)

Cette notion de développement : va donner lieu à des réflexions qui se sont enrichies par d'autres conceptions comme la notion de bien-être, qui s'étend au concept de développement humain. «*Depuis 1990, la Banque mondiale propose le concept de développement humain avec moins de concentration sur l'augmentation de l'économie du pays (développement du produit national brut, produit national brut / par habitant, balance commerciale, etc.) que sur l'expansion des Potentialités humaines en terme d'espérance de vie moyenne, d'éducation, de travail et de niveau de vie*» (BAUD P, 2003) ;

« Le développement n'est pas synonyme du concept macro-économique d'accroissement. En réalité, une augmentation quantitative des richesses d'un pays ne signifie pas forcément l'amélioration des conditions de vie de ses populations ; Le terme de développement est utilisé particulièrement au niveau d'un pays, mais il peut également l'être dans un échelon plus réduite, telle que la région, la Wilaya ou la commune. » (NAIT M, 2012)

En résumé :

À partir de là, nous pouvons appréhender le développement comme un processus à long terme qui conduit la croissance du développement et protège le progrès général soit que progrès technique, économique et social, etc. Ce processus est profondément lié aux changements structurels, à l'amélioration technique et à l'innovation globale et affecte donc tous les horizons de la vie.

2.2.Le concept du local :

Local étant un concept multi-concept, donc plusieurs définitions doivent être fournies :

2.2.1. Dans le domaine de géographie :

Le local *« se dit d'un fait dont l'élargissement spatiale est moindre à la dizaine de kilomètres carrés. Par conséquent, l'adjectif s'applique aux unités inférieures de la région, et à plus puissante cause à la nation»*(GEORGE P, 2004)

2.2.2. Dans le domaine d'aménagement et d'urbanisme :

Le local *« est un espace ouvert à usage collectif visant à améliorer la vie sociale dans les grands groupes d'habitation »*(MERLIN P, 1988)

Le local tandis que adjectif *« qualifie un processus ou un progrès de taille limité »*.(SAFFACHE, 2002)

2.2.3. Dans le domaine politique :

Le local *« est une entité régionale administrativement limitée qui a la capacité d'autonomie et une certaine capacité de prise de décision. Il fonctionne comme un système cohérent, ce n'est qu'un sous-ensemble d'un système local plus large »*. (DAVEZIES L., 2005)

Par conséquent, le local est la conséquence d'une interférence d'étendues spatiale, politique et économique. De là, nous suggérons les définitions suivante :

-En même temps, le local est un lieu d'interaction spatial, social, socio-

économique et politique

-Local est un espace d'organisation très limité.

-Le local est l'endroit où les relations sociales sont incarnées.

-Le local est le lieu où les groupes sociaux se font face, directement ou indirectement, pour empêcher des valeurs culturelles, ou pour contrôler et utiliser cet espace.

Donc le local peut constituer un cadre juridique pertinent pour le développement.

Quant à la notion de « *local*, elle repose sur la notion de territoire, cependant, la délimitation du territoire pose un problème lié aux critères de délimitation qui peuvent être : « *Le découpage administratif - L'appartenance identitaire - Le champ d'action* »(TABET-AOUL, 2008-2009)

Cette explication présentée est à l'origine du débat sur le concept du local né après l'idée de réhabilitation et de reconversion des terres. Cela signifie que ce concept local est directement lié au territoire.

Pour les géographes, le local s'appuie sur le concept de territoire, tandis que d'autres, notamment Guy de Méo et Al, prennent en compte le local et le territoire en guise de récompense. Selon ce dernier sens, on ne peut parler sur la notion du locale sans discuter sur le territoire. (GUMUCHIAN H., (2000).)

2.3. La notion du territoire :

2.3.1. Dans le domaine de la géographie :

Le territoire est déterminé comme « *un espace géographique compétent par une affiliation légale (on parle donc de territoire national) ; ou par une intimité naturel ou culturel : territoire montagneux, territoire linguistique, etc. Malgré sa nature, un territoire signifie qu'il y a des extrémités ou des limites. Les deux derniers expressions sont usagés en fonction des types de territoire qui composent son périmètre* »(GEORGE P, 2004)

2.3.2. Dans le domaine de géographie physique :

Un territoire : c'est une zone à échelle topographique (métrique, déterminée par la continuité et la communication) qui peut être un vecteur d'activités, de réseaux et de collaborations intercommunales. (BONERANDI E., (2000).)

Selon PIERRE TIESSERENC : « *s'intéresse spécialement à la dimension de la participation des acteurs locaux, et nous invite à appréhender les régions comme des distances à géométrie variable. Ce besoin provient de l'extrême complexité du territoire*

dont il faut examiner la disparité géographique doit être prise en compte et qui doit être comprise comme un espace à aménager, un espace à gérer, un espace de vie et aussi un espace à développer. » (TIESSERENC, 2002)

2.3.3. Dans le domaine de l'économie :

Un territoire est « une dimension située entre l'individu et le système productif national. Le territoire est donc plus qu'un simple réseau, c'est la composition d'un espace dépourvu de collaboration entre divers acteurs avec un ancrage géographique pour générer des ressources spécifiques et des nouvelles solutions » (PECQUEUR, 2000)

Depuis lors, la région des économistes semble être non seulement un système d'acteurs égaux, mais également un espace vital pour les personnes présentant des caractéristiques sociales et culturelles.

Donc :

Le territoire est un lieu de formation et d'interaction, mais aussi une région géographique cohérente déterminée par les représentants qui y vivent et n'est pas nécessairement une région administrative.

À travers tout ce qui précède, l'aperçu de développement repose en premier lieu sur le concept de territoire. Cette dimension est donc très importante dans le processus de développement local.

A partir de cette définition de territoire on retient que la notion de territoire est très proche de celle du local. Donc, dans notre recherche on accepte que :

Le local = le territoire

2.4. Origine du concept de développement local

Le premier concept de développement local est arrivé dans les Etats membres occidentaux. Ce dernier est né du fait que les politiques nationales macroéconomiques et les actions sectorielles ne permettent pas de résoudre les problèmes qui se présentent jour après jour aux échelles locale et territoriale en ce qui concerne le développement socio-économique. (TESSON, 2005)

Dans ce cadre, nous constatons que la démarche de type développement local est un concept original car elle consiste à mettre en œuvre et à dynamiser les composantes et les moyens de la collectivité afin de faire émerger de véritables projets, de lancer et accompagner des projets de changement et de développement au niveau individuel et au

sein de la collectivité.

Ce dynamisme vient de l'intérieur et pas de l'extérieur : pour cela, un certain ensemble de dispositifs seront mis en place pour permettre de libérer les énergies et de mettre le produit en situation de devenir un produit de consommation, et ainsi de gérer les actions créatrices de l'emploi.

Il est tout aussi important de clarifier que le développement local interne ne fait pas l'impasse sur le soutien précité. Il est essentiel de combiner les plans interne et extérieur. En fait, le premier échelon (interne) permet de remobiliser la société, de favoriser les innovations, de monter des propositions, de valoriser les compétences existantes, de consolider la volonté et la disponibilité au travail, alors que le deuxième niveau (externe) permet de fournir une intervention en amont en ce qui concerne les placements porteurs, la mise en place de formation, le soutien financier, technique, la décentralisation de pouvoirs, etc. Le développement local se présente donc comme un lieu de convergence entre ce qui provient du fond et ce qui vient des piliers du haut. (BACHELARD P., (1993).)

Si nous nous référons à la documentation académique sur ce thème, la naissance de ce concept date de la fin des 1950, quand John Friedmann et Walter Stohr ont présenté la théorie de l'évolution interne. Il paraît qu'il existe une approche dynamique qui se focalise sur un petit secteur, qui envisage le développement selon une approche bottom-up, d'où son nom de développement par le bas, en favorisant les moyens locaux ou les moyens de proximité. L'idée du " développement par en bas " appelle les collectivités locales et les régionales à se saisir de leurs ressources et de leurs institutions pour créer des effets durables et pour réinvestir les économies de la zone dans des PME locales à haute intensité. La main-d'œuvre, et de définir des plans de développement sur mesure. (PNUD., (2001).)

Le développement local a aujourd'hui une référence économique et politique qui débute avec les performances des réformes de la décennie 1980 en termes de décentralisation. Dès cette époque, les transformations attachées à la centralisation vont permettre de donner de nouveaux enjeux aux autorités territoriales pour la mise en œuvre de politiques et de plans locaux propres à chaque territoire. De telles réformes font apparaître de réelles dynamiques de région dans la mise en place de projets, dans l'administration locale et la prise en compte des espaces où vivent les citoyens. (PREVOST P., (2005).)

Il ne faut cependant pas perdre de vue que la notion de développement local a constitué

une réponse aux traditionnels schémas et politiques régionaux basés sur des politiques de subventions à la recherche d'entreprises. Il était ainsi possible de profiter des activités des entreprises locales, mais aussi de la capacité à innover de la région, pour renforcer les avantages concurrentiels de la zone, c'est-à-dire pour garantir son évolution.

Le développement local se présente ainsi comme un "modèle de développement alternatif" qui a régressé sous les termes de "développement endogène", "développement ascendant" ou "développement communautaire"...

2.5. Quelques définitions sur le développement local :

Le concept de développement local comprend de nombreuses définitions. Par conséquent, en termes de "développement indépendant", "développement socio-économique"... Tous ces signes, qui caractérisaient dès le départ différentes visions, afin d'enrichir notre pensée dans une compréhension plus claire et plus large du développement local et dans différentes disciplines, nous pouvons donner les définitions suivantes :

La DATAR définit le développement local quand« *Mettre en œuvre un projet global qui combine les aspects économiques, sociaux et culturels du développement, le plus souvent dans le contexte de la collaboration intercommunale. En général, le processus de développement local est développé à partir de la concertation locale avec tous les citoyens et partenaires concernés et trouve sa traduction dans une gestion conjointe des travaux* » (DATAR, 1963). Et« *En général, l'opération de développement local est développée à l'initiative des élus locaux à partir d'une large consultation de tous les citoyens et partenaires concernés.* » (YVES J., 2001)

L'ONU définit le développement local pareillement« *une collection de mesures prises par la population d'un pays unissant leurs efforts à ceux des autorités publiques afin d'améliorer le statut économique, sociale et culturelle des sociétés, reliant ces sociétés à la vie de la nation et de leur permettre de participer sans réserve au progrès du pays* » (HOUÉE P., (2003).)

PAUL HOUEE il donne une définition plus vaste : « *le développement local est une approche globale pour initier le mouvement et en synergie entre les acteurs locaux pour la mise en valeur des richesses humaines et matérielles d'une région particulière, en relation de négociation avec les centres de jugement des groupes économiques, sociaux, culturels et politiques auxquels ils appartiennent* » (HOUREE, 2001)

GHERARDI S « *Le concept de développement local souffre souvent d'un manque de définition de la part de ceux qui l'utilisent ou l'étudient. Parfois, vu comme un objet, parfois regardé comme un sujet, le développement local pourra être selon les auteurs une opération, une gestion, une politique, un résultat, un moyen... voire même une nouvelle idéologie.* » (GHERARDI S, 2004)

J-L Guigou « *Le développement local est une expression de solidarité locale qui crée de nouvelles rapports sociales et exprime la volonté de la population d'une petite zone de progresser la richesse locale, créant ainsi un développement économique.*»(GUIGOU J-L., 1983)

L'une des significations les plus nécessaires du développement local, que nous devons qualifier de développement local, est le processus de transformation sociale, économique et culturelle qui opère dans une région qui favorise la prospérité. Cette transformation doit se faire sous la forme d'un partenariat entre les efforts d'un grand nombre d'acteurs locaux, dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie et la poursuite d'un changement structurel à long terme. Le succès continu de ce processus est dû à sa aptitude à répondre aux obstacles locaux en mobilisant les ressources les plus importantes possibles, y compris internes (humaines et financières) et externes (financement public ou privé). (GOUTTEBEL J-Y., (2001).)

La décentralisation est un acte ferme et organisé de l'État. Elle repose sur la création ou l'extension des capacités accordées aux institutions publiques dont les capacités sont définies par la loi. Le développement local est un mouvement progressiste, basé sur la dynamique des acteurs socio-économiques pour soutenir les différents liens entre eux Au niveau national et international. Afin de le développement local et la décentralisation soient basés l'un sur l'autre, ils doivent chercher leur expression et non affirmer leur identité. (GREFFE X., (1984).)

En fin de compte, l'inégalité entre la décentralisation, l'aménagement du territoire et le développement local est impérative. D'après les définitions précédentes, nous voyons que le développement local est fondamentalement différent des processus de décentralisation.

À travers des lectures précédentes du concept de développement local en général, toutes ces définitions fournissent une base conceptuelle et pratique assez riche pour soutenir l'expression de stratégies innovantes et parfaitement adaptée par les communautés locales. Ils placent le développement local dans le développement durable et mettent l'accent sur les processus internes.

La combinaison des concepts de développement durable et de développement local

nous confère le concept de développement local durable, dont les définitions et les implications démontrent la richesse et l'importance dans le processus de développement durable.

2.6. Le développement local durable :

Le terme développement local durable pour le grand public est une idée vague. Lorsque nous prenons la définition une à une, les mots qui composent ce terme peuvent facilement être compris. Une fois exprimés, ils semblent moins réalistes. Par conséquent, avant de traiter cette question dans la pratique, il semble nécessaire de déterminer avec précision ce qui sous-tend l'idée de développement local durable. (AUBERTINL C., (1996).)

Il est faux de définir le concept de développement local durable d'une manière ou d'une autre. En fait, chacun peut créer sa propre définition de ce concept en lui donnant son caractère personnel et en utilisant ses propres concepts. Par conséquent, la définition du développement local durable continuera à définir les concepts principaux plutôt qu'une définition claire et directe. (AYEVA, (2003).)

Pour connaître les différences entre différentes définitions d'un même concept, il faut lire plusieurs définitions de ce concept, à savoir le développement local durable, comme suit :

Définition une : *« Le développement local durable est une opération grâce auquel la communauté collabore à façonner son environnement spécifique dans l'objectif de progresser la qualité de vie de ses habitants. Cette approche oblige une assimilation harmonieuse des constituants économiques, sociaux, culturels, politiques et environnementaux. La composante économique devient souvent un bénéfice en raison de l'importance pour chacun de pouvoir libérer sa vie et de fournir des services satisfaisants pour lui-même et ses voisins. Cette démarche est avant tout un fait humain dans lequel les projets et les travaux, aussi que les établissements et les politiques, mobilisent tous les acteurs de la communauté de chaque quartiers »* (PREVOST, 2002)

Dans cette définition du développement local durable, nous constatons que celui-ci se caractérise par une forte orientation économique qui permet à l'homme de conserver une position gagnante aux dépens d'institutions différentes.

Définition deux : *« Le déracinement a refusé de voir sa région, son village ou son arrondissement impliqués dans le déclin démographique et le déclin économique, avec le manque des services qui en résulte. La sensibilité courante à la protection*

l'environnement est venu soutenir cette volonté de résistance des communautés locales. Le développement local est une tactique d'intervention qui a ses caractéristiques nets, caractéristiques qui l'empruntent à cette situation particulier » (DOUCET, 1997)

Les caractéristiques les plus importantes de cette définition sont de réagir à l'état de déclin de la région auquel l'individu doit réagir, ainsi que de veiller à ce que l'aspect environnemental prévale.

Définition trois : *« En général, le développement local durable, dans ses formes les plus spontanés, décrit les méthodes d'adaptation et d'initiative indépendante des producteurs de biens et services aux changements profonds que connaît l'économie mondiale. Ce passage par une re-régionalisation des stratégies d'acteurs s'accompagne d'une mondialisation des échanges. Cela démontrerait l'internationalisation des marchés d'aujourd'hui requiert comme qualité première la capacité à s'adapter et innover, plus que la simple capacité à produire. La région devient le creuset des changements planétaires. Bref, le local et le mondial sont les deux côtés du mouvement d'amendement lui-même. Le développement local n'est pas une idéologie en ce sens qu'il ne suit pas une seule voie possible. La redistribution des cartes, dont elle n'est qu'un signe, produira sûrement de nouvelles inégalités entre ceux qui auront su s'adapter et les autres. Seulement les critères de la différenciation des espaces changent. Gérer ces nouvelles inégalités nécessite des concessions et des politiques publiques qui restent largement à découvrir. » (PECQUEUR, 2000)*

Le développement local durable, tel qu'il est défini dans cette définition, est une réaction aux changements de l'économie mondiale et rejette l'idée de l'auto-confinement dans une représentation "locale" du développement local durable.

Définition quatre : *« Le développement local durable se définit comme une stratégie délibérée et conjointe visant à mettre en place à l'échelle local, dans un espace à dimension humaine antérieurement défini par les promoteurs de l'initiative, une cohérence sociale, économique, culturelle et régionale visant à améliorer de la situation de tous les acteurs locaux sans mettre en danger leur avenir. Le développement local durable est une approche intersectorielle, systémique et globalisée qui permet l'usage de toutes les forces vives disponibles dans la région. Sous l'emportement d'un leader qui agit pour l'intérêt public et jouit de la confiance de tous les acteurs locaux, une gouvernance locale devra être mise en place afin d'impliquer tous les acteurs dans le processus de décision et de créer une vraie synergie nécessaires à la mise en place de ce projet stratégique commun qu'est le développement local durable » (DECOSTER, 2003)*

Dans cette dernière définition, la participation est décrite et le processus de développement local durable se concentre non seulement sur les citoyens mais également sur toutes les parties prenantes (y compris les acteurs institutionnels).

Donc, nous pouvons identifier le développement local durable comme suit :

Le développement local durable est le processus de diversification et de changement dans les différents domaines (économique, social, spatial et culturel) qui accompagne la croissance locale dans un développement durable, en tirant parti du potentiel local d'une région pour atteindre le bien-être. Sont initiés et mis en œuvre par la population occupant le territoire

2.7. La dynamique du développement local :

2.7.1. Les objectifs du développement local : (DAVEZIES L, (2005).)

Le développement local à deux objectifs principaux pour les individus, à savoir :

- ✓ Amélioration du cadre de vie des membres de la communauté locale afin qu'ils puissent vivre dans un environnement sain et agréable ; et mise à niveau dans une société qui leur offre de nombreuses opportunités sociales et culturelles
- ✓ Élever le niveau de vie des individus afin que chacun dans cette communauté puisse travailler et ainsi améliorer ses revenus pour profiter des avantages de la société, c'est-à-dire créer plus d'opportunités d'emploi.

2.7.2. Le rôle du développement local : (DECOSTER D-P., (2004).)

D'après le point de vue économique et social, le rôle lié au développement local dépend sur les points suivants :

- ✓ consolider les ressources existantes et potentielles, pour la satisfaction du marché local et surtout les plus éloignés grâce aux compétences des constructeurs et des spécifiques des produits réalisés ou travaillés ;
- ✓ l'enrichissement et la multiplication des activités et des échanges au niveau des unités de production dans les zones et les régions au but de créer un ensemble d'activités affectueuses ;
- ✓ réaliser l'organisation des entreprises par une coopération des différents domaines ;
- ✓ Faire un remède des problèmes liés à l'emploi et combler les lacunes d'infrastructures économiques et de services de base ;
- ✓ la planification du projet d'avenir par la création des solidarités réelles ;

- ✓ avoir l'esprit de la négociation et le travail collectif, donner les opinions et avoir des points de vue de chaque élément du groupe.

2.7.3. Les outils de développement local :

De nombreuses organisations internationales soulignent le rôle décisif des collectivités locales et de la participation du public dans le développement durable et dans les décisions affectant l'environnement et la qualité de la vie.

En gardant cela à l'esprit, l'Agenda de Rio c'est le résultat le plus considérable de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED). Le concept d'Agenda 21 est la référence inévitable au développement durable. (Initiative des collectivités locales à l'appui d'Action 21.)

➤ L'agenda 21 :

L'Agenda 21 est conçu pour mettre en œuvre les lignes directrices de la conférence connue sous le nom de Sommet de la Terre ou Sommet de Rio sur l'environnement et le développement, qui s'est tenue au Brésil en 1992. Cette conférence s'est distinguée par l'adoption du texte fondateur composé de 27 principes, intitulé « *La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* », dans lequel le concept de développement durable a été défini. « *L'élément humain est la principale préoccupation du développement durable, car ils ont parfaitement le droit à une vie saine et créative en paix avec la nature.* » (Principe 1), « *Pour que le développement durable soit atteint, la défense de l'environnement doit faire part adoptant d'opération de développement et ne peut être examinée individuellement* » (Principe 4) (CNUED, 1992)

Donc, Action 21 ou L'Agenda 21 est un programme de travail qui est composé de plus 600 pages, 40 Chapitres et répertorie environ 2 500 recommandations sur la mise en œuvre concrète des principes convenus lors la Conférence de Sommet (mentionnées ci-dessus). Prise en compte des problèmes de santé, de logement, de pollution de l'air, de gestion de la mer, de foresterie, de montagne, de désertification, de gestion des ressources en eau et d'assainissement, la gestion de l'Agriculture et la gestion des déchets. À ce jour, Action 21 reste la référence à la mise en œuvre du développement durable au niveau régional. (GAZ DE FRANCE, (2002).)

L'élément le plus important du rapport de la Conférence de Rio est le rôle des différents acteurs dans la mise en œuvre du développement durable : femmes, jeunes, enfants, peuples autochtones, organisations non gouvernementales (ONG), collectivités

locales, entreprises, chercheurs et agriculteurs.

L'Agenda 21 est également connu sous le nom de "*stratégie globale pour le développement durable*" (VEYRET, 2007)

Les autorités locales sont invitées, dans le contexte du chapitre 28 de l'Agenda 21 de Rio, à mettre en place un programme d'Agenda 21 à son niveau, intégrant les fondements du développement durable, à la base d'un « mécanisme de concertation de la population » : et c'est ainsi qu'est né l'Agenda 21 local (extrait du chapitre 28).

Principes d'action : *« Elles jouent, au échelon administratif le principalement proche des habitations, une fonction nécessaire dans l'éducation, l'excitation et la prise en compte de l'opinion du public en aide d'un développement durable. »*

Activités d'action 28.3 : *« Ils devraient que le totale des autorités locales engager un dialogue avec les résidents, les dispositions locales et les entreprises privées pour opter un plan d'action 21 au niveau de la collectivité locale ».*(CHAPITRE 28 :)

➤ **L'agenda 21 local :**

Un agenda 21 local est les premiers instruments de transcription dans l'existant du développement durable proposé par l'Agenda 21. (AGENDA 21 LOCAL.)

À proprement parler, l'expression d'agenda 21 local coïncide aux plans de développement durable mis en place par les autorités locales (les ménages, les entrepreneurs, les associations, les citoyens). En effet, d'autres acteurs se sont consacré le terme « agenda 21 local » à la qualification des projets de développement durable au niveau local, telles certaines institutions publiques ou entreprises. (CHAPITRE 6)

Plus simplement, l'agenda 21 local est un document qui fixe un projet de territoire dans lequel toutes les collectivités locales sont appelées à dialoguer avec la population afin d'adopter un développement durable au niveau local.

« En conséquence, les programmes, les lignes directrices et les orientations législatives et réglementaires apposés par les autorités locales pour atteindre les buts d'Action 21 seraient évalués et ajustés conformément aux programmes d'Action 21 adoptés au niveau local »(VEYRET, 2007)

« D'un point de vue méthodologique, le processus d'exécution d'un Agenda 21 local se déroule en quatre phases successives, chaque étape étant déterminée en fonction des ressource humaines et financières disponibles : le diagnostic, la consultation, la rédaction du plan d'actions et l'évaluation. »(SACQUET, 2002)

Donc, l'agenda 21 local doit répondre aux enjeux de développement durable

pour le futur localement en fonction des capacités des collectivités locales selon les propositions du Sommet de Rio.

➤ **Les autres outils :** (MIPMPEPI, Septembre 2011)

Il existe d'autres outils essentiels à la réalisation du développement local, à savoir :

- ✓ Une planification régionale qui identifie les grandes directions et établit le ligne de développement des régions ;
- ✓ Pouvoir de décentralisation soutenue par la déconcentration des compositions étatiques ;
- ✓ La gouvernance locale est définie comme l'ensemble des interventions entre les acteurs de l'association locale (le secteur public, le secteur privé et l'association civile) visant à définir un projet intégral collectif et des projets de développement communautaire spécifiques ;
- ✓ Participation citoyenne exprimée au sein des structures gouvernementales locales ;
- ✓ Le financement est assuré par les impôts nationaux et locaux et les agences internationales.

2.7.4. **Les acteurs de développement local :** (KOLOSZY K., (2006).)

Au travers de notre étude des acteurs du développement local, nous avons trouvé plusieurs avis sur cet élément et nous avons essayé de citer les acteurs les plus importants en fonction le sujet de notre étude, à savoir :

- **Les individus (les sociétés civiles) :** ils constituent le groupe de personnes qui vivent quelque part et sont les éléments actifs qui contribuent à soutenir le développement local pour atteindre leurs objectifs.
- **Les institutions :** est un groupe d'entreprises locales qui vise à créer des emplois, divers emplois pour les particuliers et à accroître l'efficacité du développement local. En plus de les institutions financières qui sont capables de mobiliser et d'affecter de l'épargne.
- **La communauté :** est une zone géographique ou une zone résidentielle dans laquelle les individus, les institutions et l'élément principal constituent l'élément principal.

Il existe une grande similitude dans certains outils et acteurs de développement où le même élément est pris en compte par certains des outils de développement, tandis que d'autres sont pris en compte par les acteurs du développement.

D'après les documents que j'ai lus pour comprendre le sujet du développement local et d'après les exemples étudiés, nous constatons que d'autres types sont considérés comme des acteurs du développement local.

2.7.5. Les conditions du développement local : La réalisation du développement local besoin de trois conditions fondamentales : La présence d'une communauté locale, le partenariat et un climat approprié à l'action : (AMEUR S & CHERIFI K, 2003)

➤ **L'existence d'une communauté locale**

Le développement du pays nécessite également la participation des personnes pour l'intervenir selon les travaux et les intérêts communs ainsi que l'implication active qui se spécialise aux zones du travail où les personnes où les sentiments pour préserver l'identité du groupe.

➤ **Le partenariat**

Le partenariat présent ainsi que la mise en place du séjour d'échange dans les réseaux locaux qui doivent être mis en point et de travailler collectivement pour résoudre que l'image devrait le montrer.

Le choix du travail collectif entre les deux secteurs malgré la variation des intérêts désigne le succès du développement.

Le vrai partenariat doit être appliqué entre toutes les parties prenantes spécialement l'intérêt de la communauté entre le pouvoir et les partenaires socio-économique.

➤ **L'existence d'un climat propice à l'action**

L'émergence d'un climat détermine souvent le processus de pensée qui permet de déterminer des objectifs communs et les concerts de projet, ce processus permet un plan visant à identifier les tendances et les objectifs de conservation ont porté sur les efforts de tous ceux qui ont participé dans la même but.

La réussite des projets de développement local à besoin d'un minimum d'un processus structuré pour développer la surveillance nécessaire et de soutenir la revitalisation économique et sociale des efforts des restrictions de la communauté, aussi un processus qui assure la coexistence avec l'environnement social et administratif et de l'interaction positive entre les structures formelles et informelles.

2.7.6. **Les délicats de développement local : (PECQEUR, 2000)**

Les critiques les plus fréquentes sont bien connues et elles sont parfois justifiées.

- ✓ **Les délicats sociale :** le succès du développement local ne dépend pas de la gestion administrative et politique, mais il existe d'autres critères de grande importance comme la confiance, la solidarité, l'apparence, etc., et ces éléments sont difficiles à regrouper.
- ✓ **Les délicats économiques et financières sont fréquentes :** le développement local dépend dans une large mesure des engagements financiers ; Souvent, les possibilités vacantes dans toute la région ne sont pas toujours à l'altitude du défi.
- ✓ **Les délicats politique :** les expériences de développement local ont montré qu'il nécessite de nombreuses conditions difficiles à réaliser dans tous les domaines, telles que : la bonne gouvernance, la démocratie locale et l'indépendance de la prise de décision.
- ✓ **Les délicats méthodologiques :** Les faits présentent la complicité de cette approche du développement local tant dans le cotée théorique que pratique : d'une part, elle fait appel à la fois à différents critères (sociaux, économiques, politiques et environnementaux) dont la cohérence est très difficile et complexe. En revanche, les zones en difficulté souffrent spécifiquement d'une série d'obstacles de natures diverses. En conséquence, ils exigent de pleins politiques publiques distinctes et le résultat est un mélange d'initiatives étroitement liées les unes aux autres.

Conclusion :

À travers ce chapitre introductif, le développement local se caractérise par un ensemble de caractéristiques : le développement local est un processus global, il englobe toutes les composantes de la société et n'élimine pas l'existence de l'une de ses composantes. Contribuer au développement de la société, cela dépend d'un ensemble de stratégies et de plans visant à améliorer les conditions de vie et d'éducation dans la communauté. Le développement local vise à utiliser toutes les ressources et à faire des ressources primaires un moyen d'autosuffisance pour les membres de la société. Il cherche à fournir tous les services de base aux particuliers, qu'il s'agisse des transports, des établissements d'enseignement, des secteurs publics ou autres.

Nous ne pouvons pas parler de développement local dans une perspective générale qui doit être abordée en Algérie, et c'est ce que nous aborderons au chapitre deux.

CHAPITRE III :

LA PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT LOCAL EN ALGERIE, Evolution de l'économie algérienne de 1962 à 2018

Introduction

Avant d'aller plus loin, il est sans aucun doute nécessaire de s'attarder avant toute chose sur l'évolution du développement en général du pays par rapport aux orientations économiques depuis l'indépendance jusqu'à nos jours afin de situer et de déterminer la signification et la portée du développement local durant plus de trois décennies où des moyens colossaux ont été déployés pour sortir les collectivités locales du sous-développement.

3.1. Planification économique et domination du développement local centralise :

3.1.1. L'économie algérienne avant l'indépendance :

L'économie pendant la colonisation :

L'Algérie a été une colonie française et par conséquent va hériter hérita après son indépendance d'une situation économique selon le modèle colonial où « *la mise en valeur du territoire* » était réalisé selon les intérêts économiques de l'Etat français et aussi de la population minoritaire européenne résidant sur le territoire algérien.

En dépit des prises de décisions de dernières minutes de l'administration coloniale dans le but d'atténuer les inégalités entre les populations indigène et française en introduisant une nouvelle politique de développement (Plan de Constantine) spécialement destiné aux « départements d'Algérie », les conditions reflétaient fondamentalement les particularités d'un économie coloniale qui repose principalement sur une industrialisation quasi inexistante, un secteur agricole sous développé et une liaison contrainte à l'administration centrale française du point de vue financier et commercial. (OUCHICHI M. , 26 mai 2011)

Le plan de Constantine : Une tentative tardive de rattrapage.

Conséquence du déclenchement de la guerre de libération nationale, la France reconnaissait enfin les conditions socio-économiques de l'Algérie. C'était une opportunité pour beaucoup de gens en France et en Algérie qui étaient contre l'ordre

colonial, en dénonçant la situation humanitaire douloureuse imposée aux populations autochtones et d'entreprendre les actions nécessaires afin de changer leur condition.

En 1958, quatre années après le déclenchement de la Guerre de Libération Nationale, la France a initié un plan de développement économique qui se voulait très efficace. Le Plan de Constantine avait pour urgence de rehausser rapidement le niveau de vie de la population autochtone, reconnaissant enfin la différence avec la population européenne qui n'a fait que s'aggraver pendant la longue période coloniale. La visée de ce plan était en fait plus politique qu'économique étant donné que le plan de Constantine était une tentative d'affaiblir le FLN en guerre et le couper de sa base sociale. Ce qui accentuait le poids stratégique de ce plan aux yeux des autorités françaises. (CALSATE J.H., (1960).)

3.1.2. L'économie algérienne juste après l'indépendance :

La période 1962 – 1971 : les nationalisations :

1962 à 1971 est une période dominée essentiellement par la nationalisation des sphères stratégiques du secteur économique ainsi que la création de sociétés nationales et aussi en même temps d'établir les mécanismes d'une politique de planification centralisée, la mise en place d'une organisation industrielle et également la création d'institutions publiques. L'année 1966 a été celle de la nationalisation des mines ainsi que des sociétés d'assurances étrangères et la signature d'accords de coopération avec la France. L'année 1971 a été celle de la nationalisation des hydrocarbures avec la prise par l'État de 51 % des actifs des entreprises pétrolières françaises sur le sol algérien. L'année 1973 a été celle du lancement de la « révolution agraire » et la « gestion socialiste des entreprises ». (VIRATELLE, 1970)

L'option du développement par la planification centralisée :

Au lendemain de l'indépendance, l'Algérie va opter pour une économie étatisée. En 1962, l'Algérie est un pays pauvre qui manquait de tout. L'Algérie faisait face à de gros déficits dans le domaine des ressources financières, d'accès à l'éducation et à la santé. Les conditions de vie des Algériens étaient fort élémentaires, ce qui va amener le gouvernement à poursuivre une politique économique centralisée reposant sur l'option du socialiste avec une orientation axée sur l'édification d'une industrie lourde et le développement de l'agriculture dans le but d'inciter la création de postes d'emplois aux Algériens.

Donc, l'Algérie va s'engager dans la concrétisation d'un modèle politico-économique absolument antithétique par rapport celui de la France coloniale. L'Algérie indépendante optera en faveur d'un développement reposant sur la planification centralisée qui sera désigné officiellement « socialisme spécifique ». En outre, le paysan orienter son projet de développement plutôt sur une industrie lourde, dite « industrialisant », et ce en causant un préjudice à l'agriculture. Sur le plan politique, le nouvel Etat va engager le pays dans la voie du système du parti unique. Ainsi le développement local était soumis exclusivement à l'autorité centrale. (BENISSAD, 1981)

Utopisme et volontarisme économique des années 1960/1970 :

La direction politique constituée juste après l'indépendance en 1962 va stipuler un projet utopique qui consiste en l'édification d'une économie totalement éloignée des lois du marché. C'est un projet reposant sur une idéologie qui a un objectif politique. Avec cette orientation, il importait notamment aux yeux des décideurs du régime de prévenir les disparités que le capitalisme peut induire dans un pays nouvellement indépendant. A cet effet, il réclamait de réglementer le domaine de la production et de la diffusion des biens et services. Toutefois, cette orientation économique n'a pas pu éloigner les inégalités, la pauvreté, le gaspillage et la corruption. Bien au contraire l'option socialiste a défavorisé l'économie qui est devenue dépendante de l'exportation des hydrocarbures et donc de la rente de richesses non renouvelables.

L'autoritarisme politico-économique sur lequel reposent les pratiques de l'Etat central algérien pendant les années 1960 et 1970 se concrétisera sur la base de la mise en œuvre de ce qui est usuellement désigné de « Stratégie Algérienne du Développement » (S.A.D). Ces diverses expressions étaient repérables par le biais de la signification d'orientation économique plébiscité, mais autant et particulièrement grâce à la profusion des procédés utilisés par l'Etat pour sa concrétisation.

La concrétisation du volontarisme est basée sur les cinq axes suivants :

- ✓ L'instauration doctrinale et l'application évidente de la S.A.D.
- ✓ L'instauration de la nationalisation de l'économie et de la planification dirigée par l'Etat central.
- ✓ Les pratiques de rationalisation de l'économie centralisée.
- ✓ Le monopole de l'Etat central et l'intensité des financements publics.
- ✓ L'administration de la monnaie et du crédit en économie administrée.

Comme on peut le constater, il n'était nullement question de développement local.(OUCHICHI M. , 2015)

Étatisation de l'économie et planification centralisée (Les années 1960-70) :

Sans aucun doute, l'élément essentiel de rupture avec l'économie coloniale résida dans le changement du mode de production à travers la régulation par le marché. Ainsi, la sphère marchande « algérienne » est passée à la gestion directe par l'Etat. Effectivement, dès le début de l'indépendance, le gouvernement algérien indiqua que la démarche maintenue rejettera la direction capitaliste en ce qui concerne le développement de l'Algérie indépendante. Cette dernière est assimilée dans le discours officiel au colonialisme et le marché est considéré comme une source d'inégalités et de domination du capital international.

Donc, le contrôle de l'économie par le marché va être exclu par le pouvoir de ce début de l'indépendance en faveur d'un mode de production totalement opposé où domine le secteur public et donc le régime économique est soutenu par la création de plans nationaux de développement centralisé. Le pouvoir attribué à ce mode de production l'appellation de « socialisme spécifique » parce qu'il répond aux préceptes de la religion musulmane, comme le prône le discours officiel des autorités de l'époque.

Afin de palier à la régulation par le marché, le régime préconise une démarche politico-économique où les activités les plus importantes sont contrôlées par l'Etat et où les lois de l'offre et de la demande sont totalement ignorées et où dominent des directives administratives.

Cette approche politico-économique va être matérialisée grâce au contrôle systématique des fonctions économiques par l'Etat, la suppression de l'indépendance des opérateurs économiques ainsi que le contrôle systématique des subventions en termes de ressources financières. Pour les dirigeants des premières années après l'indépendance, la planification économique centralisée ainsi que le financement par l'Etat de façon massive particulièrement dans le secteur industriel sont l'unique solution pouvant permettre à l'Algérie d'en venir à bout du sous-développement.

En conclusion, du milieu des années 1960 à la fin des années 1970, l'Algérie va appliquer une politique volontariste inédite façonnée avec des nationalisations, des financements publics démesurés tout en remettant en cause de façon radicale tous les pouvoirs économiques, monétaire, syndical, etc. (OURABAH, 1982.)

L'émergence d'une économie rentière et distributive :

Les espérances de la politique volontariste en tant qu'action voulant stimuler l'économie ne vont pas être probantes et vont contredire les certitudes des dirigeants de l'époque. La politique contre le marché qui a été vilipendé par l'Etat central pendant longtemps va produire des conséquences lourdes contre ses propres organisateurs en faisant perdre le contrôle des prix, exerçant une perte de pertinence aux instructions administratives du planificateur. Par conséquent, à l'opposé de ce que devait être une économie industrielle et productive, l'Algérie se voit, vers la fin des années 1970, avec une économie rentière, distributive des richesses qu'elle ne produit pas, en s'écoulant en grande partie dans le marché informel.

La nationalisation des hydrocarbures va octroyer une manne financière importante. Incité par une rente pétrolière conséquente, l'Etat va échafauder sa politique stratégique sur la base d'un financement public sans précédent et touchant toutes les sphères d'activité où le local dépend du l'Etat central.

Aussi, au nom des principes qui régissent la croissance économique par la planification, c'est à l'Etat que revient la charge de déterminer les critères de régulation des flux et reflux de richesses : les prix, le taux d'intérêt, le taux de change, les salaires, sont déterminés à priori par l'organe de planification. Ainsi, c'est tout l'environnement politico administratif qui administre le domaine économique qui s'est trouvé totalement métamorphosée pour mettre le secteur économique sous l'autorité de l'Etat central. Au niveau local, les collectivités locales sont entièrement sujettes aux ressources étatiques. (BENISSAD, 1981)

3.2. Les premiers réaménagements à la crise ouverte (1980-1988) : Le rééquilibrage du système économique :

Les années quatre-vingt débute par un projet de transformations économiques visant le but qui était progressé le développement qui a commencé dans les années 70. En rééquilibrant la théorie économique du bénéfice des secteurs en retard (agriculture, infrastructures, etc.) et en restructurant les institutions financières et publiques, elle se présente comme un résultat approprié pour sauver aux «déséquilibres» remarqués dans la guidée de la politique de développement approuvée précédemment. Les conséquences de ce projet qui va être rejeté au bout de quelques années, sont, selon l'opinion générale des observateurs, largement défavorables.

L'Algérie comme un exportateur exclusivement d'hydrocarbure, et économiquement très fragile. La raison est que le pays dépend seulement des contraintes du marché international des hydrocarbures.

« Au milieu des années 80, le marché des carburants a souffert d'une baisse significative des prix et l'Algérie en a souffert de façon permanente. Il perdra près de demi de ses moyens en devises en certains mois, et par conséquent c'est tout l'ossature politico-économique qui s'est subira une crise sans précédent. Ainsi, une fois de plus l'Etat va remettre en branle le processus de réforme ». (BENISSAD, 1991)

3.2.1. Le changement dans la continuité :

L'expression consacrée du premier mandat de Ch. Bendjedid condensait pleinement l'esprit des révisions de l'économie algérienne du début des années 1980 : « *Le changement dans la continuité* ». Un renouveau économique était exigé afin de remettre en question la politique de développement antérieure qui venait de perdre son principal mentor, en l'occurrence H. Boumediene. Les promesses du développement économique tant vanté n'étaient pas au rendez-vous et les conditions socio-économiques de la population ne faisaient que se délabrer. Malgré cela, la continuité était un passage obligé aussi parce que pour le régime politique il n'était pas question de se détourner de ses modèles politiques et idéologiques de l'organisation et des fonctions du système économique.

Par voie de conséquence, la continuité a pris le pas sur le changement. Il est utile de rappeler qu'au lendemain du décès de H. Boumediene, la nouvelle équipe dirigeante conduite par Ch. Bendjedid avait entrepris la réalisation d'un bilan économique et social accomplissements des années 1970. Les résultats de ce bilan qui est le premier de l'Algérie indépendante ont été très défavorables pour les « industrialistes » dont l'importance politique a été déterminante, de 1965 à la mort de Boumediene en décembre 1978.

Comme solution, les nouveaux dirigeants préconisaient de nouvelles orientations politico-économiques auxquelles on donnera officiellement le terme de « réformes ». Les conclusions de cette récente direction économique ont été selon des observateurs, en deçà des visées proclamées. (BENISSAD, 1991)

3.2.2. Le plan quinquennal 1980-1984 :

Avec l'introduction du plan quinquennal de 1980-1984, l'agriculture va prendre une grande importance et constituera l'une des priorités de la politique économique Etatique.

Le but affiché était un renforcement des modalités globales en ce qui concerne le fonctionnement du secteur agricole afin de réduire la dépendance alimentaire du pays. Dans la pratique de cette nouvelle politique, l'agriculture va voir ses investissements progresser avec l'application d'un grand nombre de décisions qui sont d'ordre organisationnelles comme la réorganisation des fermes agricoles appartenant à l'Etat, l'autorisation de la vente et de l'achat des terres agricoles et aussi l'introduction de facilité en ce qui concerne la propriété foncière à long terme. (BOUKERZAZA H., (1991).)

3.2.3. Développer l'économie sur des décisions administratives par des « réaménagements » :

Ces orientations économiques innovante sont été exprimées avec comme point de départ les décisions du congrès extraordinaire du parti unique en juin 1980. Le plan quinquennal 1980-1984 a été exposé en tant qu'élément véhiculant des modifications essentielles à faire concernant les coutumes précédentes dans le cadre du développement.

Les dirigeants algériens des années 1960 et 1970 avaient pour vision la nécessité de développer l'économie simplement par l'application de décisions administratives. Les dirigeants qui leur ont remplacé au début des années 1980 vont continuer dans cette démarche. Ils essayeront d'apporter des correctifs aux « erreurs du passé » en substituant les vieilles pratiques par d'autres, tout en préservant la logique de fonctionnement de l'ancienne vision politico-économique. Dans ce sens, au lieu de se référer à une réforme, il est plus approprié de signaler de simples « réaménagements ».

Et comme solution, les architectes du plan quinquennal (1980-1984) vont faire une tentative afin d'initier une nouvelle politique de développement imaginée sur le concept du « rééquilibrage ».

Le but du plan quinquennal (1980-1984) était une réorientation de toute la politique économique en faveur de sphères estimées « retardataires » par rapport au secteur industriel, tel que le secteur agricole, l'hydraulique et autres infrastructures économiques et sociales (autoroutes, logements etc.). Le journal El Moudjahed se référant sur les auteurs du plan quinquennal, organe central du pouvoir écrivait : *« Dans la période à venir, les secteurs de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'hydraulique, de l'agriculture, du logement et des infrastructures de transport devront jouer un rôle fondamental et fédérateur dans la réussite des travaux de développement. »*. (Journal El Moudjahed, 13 juin 1970.)

3.2.4. Crise et restructuration :

L'Algérie a été durement déstabilisée en 1986 par les conséquences de la subite baisse des prix des hydrocarbures : la baisse en même temps des prix du pétrole et de la valeur du dollar américain va déclencher aussitôt un effondrement conséquent des recettes en devises. Par conséquent, s'imposaient à nouveau le retour de la politique reposant sur des réformes économiques. Ainsi, l'Etat est dans une situation de recherche dans l'urgence afin d'aboutir à des solutions efficaces et durables mais aussi radicales à ce genre de difficultés économiques dont en fait la récurrence était considérée comme une menace concrète de la stabilité politique de l'Etat algérien.

Ce choc pétrolier inattendu va engendrer une amplification d'une crise économique qui était en fait déjà en cours. L'effondrement constant du prix du brut qui avait commencé à la mi-1985 va en s'accroissant et baissant en flèche brutalement en 1986. La valeur du prix du baril va connaître un niveau critique et va ainsi montrer de façon concrète les grandes difficultés de l'économie de l'Algérie. La baisse des prix du pétrole qui va atteindre les 40 % va faire perdre toute illusion de force concernant la capacité industrielle de l'Algérie tout divulguant la dépendance et la fragilité d'un système échafaudé sur la unique prospérité de la sphère des énergies non renouvelables. (TALAHITE, 2010)

3.2.5. La nouvelle réforme : vers l'autonomie du secteur public économique.

1986 est l'année où l'Algérie connaît en effet une sorte de crise cachée de l'économie centralisée, longtemps dissimulée par les rentrées en devises des hydrocarbures. Sans que les gouvernants n'y soient préparés, cette crise soudaine va être révélée inopinément, se soldant par la déstabilisation de tout le système assurant la stabilité des équilibres économiques et sociaux.

Un nouveau projet de réformes est adopté afin de faire face à l'ampleur des conséquences soudaines de la diminution des moyens de paiement extérieur. Cette réforme consistait en la diminution graduelle du système de planification centralisé et la soumission de la sphère économique aux règles du commerce. C'est ainsi que nous allons voir émerger la politique du développement local.

En 1987, une année après le début de la crise économique conséquence choc pétrolier, un autre projet de réforme est proposé. L'objectif essentiel de cette énième réforme a pour but d'introduire une politique donnant une certaine autonomie au secteur public économique,

en d'autres termes, sa subordination aux lois de rentabilité en le dégageant graduellement de la gestion directe par l'administration. (HENNI, 1991.)

3.3. Réformes économiques et transition vers la fin du monopole de l'état (88-99) :

3.3.1. La dissociation progressive et radicale des mécanismes rentiers de l'économie administrée :

«L'année 1988 est pleine de d'événements marquants dans la mémoire de l'Algérie. Elle est plus particulièrement marquée par la fin de l'unification politique et économique qui régit le pays depuis 1962. Les Chronique d'octobre de cette année vont en résultat déclencher un réaménagement de la constitution qui va sonner le glas du système régissant économie d'état unitaire et planifiée. Le projet économique commencé vers la fin des années 1980 va libérer les entreprises publiques. Ce projet va être étendu pour devenir une volonté politique de passer à la démocratie et l'économie de marché, spécialement après l'accès au pouvoir de dirigeants réformateurs. Ces nouveaux gouvernants vont avoir la volonté de s'atteler pendant près de deux années à la déconstruction graduelle mais définitive des mécanismes rentiers de l'économie administrée, par la volonté d'une métamorphose du cadre politico-juridique régissant tout le secteur économique. Ce projet représentait un espoir afin d'aller jusqu'à la libération du marché concernant la sphère des biens, des prestations et des centres de production. Par la même occasion il se hasarda à libérer également le contrôle du système monétaire de l'administration à travers l'indépendance de la Banque Centrale d'Algérie, et mettant fin au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur». (BENISSAD, 1991)

3.3.2. Crise et privatisation (1988-1993) :

La chute des prix des hydrocarbures entre 1985 à 1987 va avoir des prolongements sur le contexte social et économique du pays. La crise politique de 1988, les résultats des élections de 1991 et leurs annulations vont conduire l'Algérie dans une période très contraignante en matière d'insécurité et de désordre économique. Grâce à l'acquisition d'emprunts financiers de la part du FMI et les décisions qui lui sont incorporées, l'urgence des réformes va être consolidée.

Vers la fin des années 1980, les gouvernants réformateurs vont admettre le principe d'une réforme de l'économie dont l'objectif était de parvenir à une transition vers l'économie de marché et par conséquent mettre fin à tous les monopoles d'Etat, dont particulièrement celui du commerce extérieur. Malgré cela, après deux décennies de

réformes, l'économie est toujours soumise aux mêmes contraintes perceptibles dans la déficience de la rentabilité des capitaux et la grande dépendance à la rente des hydrocarbures. Le pouvoir algérien de l'époque est en face de deux alternatives sans aucune volonté de faire le choix entre l'une ou l'autre. D'un part, il existe une volonté de libéraliser l'économie afin d'avantager les dynamiques locales de création de richesses, et d'autre part, il ne veut pas abandonner l'utilisation de l'économie comme levier politique. (CÔTE M., (1998))

Le changement radical d'attitude à l'égard de la problématique du développement ; Le Passage à l'économie de marché :

Au début de l'année 1994, la transition d'une économie administrée à une économie de marché est fortifiée par une dévaluation du dinar algérien, la libéralisation du commerce extérieur, la liberté des prix, et le réaménagement de la dette extérieure. Avec l'adoption de l'économie de marché, la classe moyenne, en majorité constituée de fonctionnaires avant 1994, va être affaiblie en quelques années. (DEALVARD H., (1994).,)

3.3.3. La situation aujourd'hui :

Remise en cause des réformes économiques et retour à la centralisation étatique :

Dès les premières années 2000, les conditions financières de l'Algérie vont connaître une embellie jamais connue à partir de son indépendance en 1962. La hausse constante et accentuée des prix mondiaux des hydrocarbures va lui concéder en même temps de relâcher la pression externe selon le règlement anticipé des dettes et à l'accumulation de réserves importantes de devises.

Cet apaisement du côté du domaine financier devait en principe donner l'opportunité pour stimuler les réformes économiques afin de tempérer la fragilité de l'économie et sa dépendance permanente aux moyens en hydrocarbures. Curieusement, l'Algérie va prendre la voie contraire. Depuis l'année 2000, nous somme témoin effectivement d'une la remise en cause graduelle des réformes les plus indispensables introduites dans les années 1990.

Après plus de trente années d'application des recommandations supposées remettre debout l'économie du pays en la contraignant aux normes universelles de la compétition et de la multiplication, l'évidence des exploits économiques algériennes persiste quasiment identique. Et le passage de l'économie algérienne vers le marché est une besogne qui doit être accomplie, par les observateurs ou par le discours officiel. Effectivement, hormis le

relèvement de stabilités macro-financier du fait de la tendance à la hausse des prix internationaux du pétrole, l'économie algérienne reste assez éloignée des dynamiques d'entassement. Manifestement, ni les pressions intérieures, ni les exigences du FMI et ses avertissements, n'ont contredit la « réalité algérienne ».

Par voie de conséquence, on remarque qu'à partir des années 2000 un rejet même du principe de la réforme économique. De ce fait, l'abondance financière de l'Etat a ressuscité chez les gouvernants le mirage d'une éventuelle gouvernance dans le cadre d'une économie centralisée. Ainsi, ils vont revenir à la centralisation de la décision économique, remettant en cause l'autonomie de la Banque d'Algérie, en manifestant un retour vers le « développement » planifié étatique rétribués par le Trésor public, nourri par la fiscalité pétrolière. (BENDIB, 14.06.2016)

L'économie semble condamnée à rester une économie rentière :

Deux décennies après le changement pris vers l'économie de marché, l'économie algérienne reste toujours industrielle en dessous de moyenne avec un secteur industriel qui atteint difficilement les 5 % du PIB, économie essentiellement dominée par des prestations modestes et surtout de commerces (83 % de la superficie économique). Le système économique est aussi fragilisé par les effectifs pléthoriques dans les sociétés nationales ainsi que dans fonction publique. Les revenus des hydrocarbures représentent toujours un niveau au-delà de 95 % de ses revenus extérieures et 60 % du budget de l'État algérien.

A partir de 2014, le pays est de nouveau en face d'une grande chute de ses rentes pétrolières (-43,71 %) amplifiant beaucoup le déficit de la balance commerciale. La balance des paiements va atteindre un niveau record de - 10,72 milliards de dollars au premier trimestre 2015. Ainsi, l'Algérie va certainement connaître encore des difficultés en 2017-2018 à soutenir ses importations. (MEKIDECH, 2008)

Le plan quinquennal 2015-2019 :

« Le plan quinquennal 2015-2019 vise la mise en œuvre d'une stratégie visant l'émergence d'une économie nationale diversifiée. Le prochain plan quinquennal faudrait dynamiser l'émergence de cette économie. Ainsi, le prochain plan quinquennal 2015-2019 devrait dynamiser l'émergence d'une économie diversifiée et compétitive. La réalisation de cet objectif passe par une « ré-industrialisation » du pays et la mise en œuvre d'une stratégie de remplacement des importations où le potentiel public doit favoriser le développement d'une industrie nationale afin de briser la logique d'ouverture aux importations. La baisse du volume des exportations d'hydrocarbures sur le marché pétrolier est une disposition

majeure qui aura des effets négatifs sur le niveau des recettes issues de la fiscalité pétrolière, sachant que la baisse progressive des revenus des rentes pétrolières est une réalité que l'on ne peut éluder. Le seuil gênant atteint dans les importations en 2013, 55 milliards de dollars a imputé les retards enregistrés dans la mise en œuvre d'une politique de changement aux importations. Les mécanismes de mise en œuvre de la stratégie de substitution aux importations pourraient être mise en œuvre grâce à l'action coordonnée de grands groupes nationaux des secteurs publics et privé, soutenus par un réseau de PME. Notant que l'approche «état social» ne doit pas être adaptée à l'approche «cas du gaspillage», et citant le modèle du carburant et de quelques produits alimentaires, ce plan stipule que la politique globale de subvention tous azimuts conduit à une consommation irresponsable et à d'importantes fuites transfrontalières. Ainsi, la révision des subventions gouvernementales est inévitable, à condition que l'État mette en place de nouveaux mécanismes d'aide ciblant les groupes vulnérables et à faible revenu. »

3.4. Gouvernance locale et gestion administrative des collectivités territoriales :

3.4.1. Le développement local exige des collectivités locales :

Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, actuellement en Algérie les collectivités locales sont au cœur des préoccupations constantes du gouvernement, particulièrement au centre de la question de la gouvernance locale face à la grave crise énergétique internationale que traverse le pays depuis lors 2014 et dont dépend notre économie. Presque complètement dépendant. Enfin, les pouvoirs publics encouragent la volonté d'évoluer vers une économie non pétrolière.

« Enfin, on dit que beaucoup de temps est disparu après vingt-neuf ans de libéralisme économique. L'autorité centrale a perpétuellement voulu entreprendre un développement local ou socio-économique basé sur les revenus pétroliers et gaziers, mais les options n'ont jamais été centrées sur l'économie locale suivant les règles et les mécanismes de l'économie de marché qui n'ont cessé d'être invoqués depuis l'émergence de réformes en 1989. En effet, si les communautés locales ne souffrent aujourd'hui d'aucune panique face à la situation économique actuelle caractérisée par de faibles moyens financières, l'épuisement du fonds de régulation des revenus et une option de financement non conventionnelle (planche à billets), alors cela est vrai compte tenu du faible degré d'intégration extrêmement récente dans l'économie locale. Le moment est venu pour les communautés locales de gouverner définitivement avec de réelles capacités, capables de

maîtriser la gestion, de valoriser les moyens et de définir une politique de développement économique en encourageant les investissements, en réformant les finances et les impôts locaux, ce qui leur permettra d'implanter et de développer les territoires pour lesquels ils sont responsables et sortent ainsi le pays de l'impasse économique. En outre, le renforcement des ressources financières des autorités locales devrait inclure l'utilisation de prêts bancaires pour financer les dépenses en capital. L'administration est pleine d'employés compétents, mais ils manquent quelquefois cruellement d'organisation et de culture générale parce qu'ils ont longtemps été marginalisés ou négligés, et ont été oubliés par la transformation et les réformes. En outre, tous les Algériens connaissent les gouverneurs et les chefs d'APC. Mais peu d'entre nous connaissent vraiment leurs autorités, leurs rôles ou leurs pouvoirs. »

Plus de pouvoir pour les APC :

Que disent actuellement les habitants, ces citoyens sur le fonctionnement des communautés locales ? C'est l'interrogation qui tourmente l'esprit des Algériens. Ils soulignent sur les côtes suivants à cause de cela l'État perd son autorité publique et les habitants s'y noient : « Faiblesse de l'accueil et du service, manque de considération pour le citoyen, ils nous ont tués à cause de leur bureaucratie, insuffisance de transparence et de croyance, l'administration répond parfois aux messages des habitants. » (Elwatan, 25.03.2018)

Donc, il est urgent de se pencher sur le fonctionnement des collectivités locales, qui sont les premiers concernés, puisqu'ils assurent la gestion délicate des plans d'investissements publics. Plus important également, nos APC perdent de plus en plus leur importance sociale et politique, leur représentation, aussi que leur rôle dans l'administration locale, alors qu'ils devraient être une véritable expression des intérêts et des préoccupations des citoyens. Il doit dire que les habitants attachent une grande importance à leur APC permanente d'arbitrage. En fait, ils n'attendent pas d'aide sociale, mais bien plus : un emploi, un logement, pour s'intégrer dans la vie sociale et économique.

3.4.2. Qui dirige la wilaya et les collectivités locales :

Le rôle du Wali :

« Wali est connu pour être un grand fonctionnaire du gouvernement algérien à la tête de toute une wilaya. La wilaya algérienne a une terre, un nom et une capitale. La wilaya est un groupement régional de l'Etat. Elle jouit de la personnalité juridique et de l'indépendance

financière, c'est aussi une région administrative décentralisée qu'il ne faut pas confondre avec la régionalisation de l'État. La wilaya a deux organes : une instance exécutive et l'autre consultative. Le wali a également un gouvernement constitué d'un chef d'équipe nommé par décret présidentiel, et ce dernier assiste le wali dans l'exercice de ses fonctions et sous son autorité. Il dispose d'une autorisation de signature du wali dans les limites de ses pouvoirs. Le wali de notre pays dispose également d'un secrétariat général conduit par le secrétaire général chargé du suivi du développement. Ce dernier est le deuxième fonctionnaire après le wali et il est sous son autorité »

Le rôle de l'assemblée populaire de wilaya :

Assemblée populaire de wilaya, est une instance élue consultative. Chaque wilaya gouverne un certain nombre déterminé de daïras et de communes. Le wali dispose d'une inspection générale soumise à son autorité. Sa mission est suggérer les mesures correctives nécessaires et assurer le respect permanent des lois et règlements.

Le rôle de l'assemblée populaire communale :

L'APC est composé de comités permanents. Le président de l'APC est participé du secrétaire général de la commune, qui dirige les divers services de la commune. La commune est la base de la décentralisation. La commune bénéficie de l'individualité juridique et de l'indépendance financière pour répondre aux besoins des habitants et réformer leurs conditions de vie.

3.4.3. Un Bicéphalisme nuisible dans la gouvernance des collectivités locales.

Le wali a des pouvoirs presque présidentiels dans sa région, et tous ces pouvoirs font du wali un fiduciaire de l'autorité légale de l'État et le seul représentant du gouvernement, mais ils sont également très controversés. A l'heure où de nombreux pays à travers le monde choisissent le régionalisme avancé et où les élus régionaux participent à l'administration locale, en Algérie, le wali concentre tous les pouvoirs de l'Etat entre ses mains.

L'administration n'est pas une force suprême à l'ère de la démocratie (pluraliste) et de l'économie de marché pareillement c'est le cas dans notre pays. Gérer et développer les services publics et l'environnement à fournir, la communauté nationale, les agents économiques et la gouvernance locale ont une responsabilité commune. Nous ne pouvons pas continuer à faire de l'économie une affaire d'État, comme moyen de sortir de la crise et de préparer l'avenir face aux mutations mondiales changeantes des sociétés.

3.4.4. Le développement local exige une politique régionale.

Pour que le développement local réussisse il est impératif : un nouveau mécanisme de gouvernance doit être mis en place, à notre avis, est la régionalisation, en tant que nouvelle perspective pour les collectivités locales.

Cela consiste de créer des zones économiques placées sous l'autorité d'un conseil composé d'élus et de l'administration locale, ainsi que de partenaires, d'experts indépendants (élites locales) et de représentants des communautés civiles, y compris un examen des codes de wilaya et communal, doivent prendre en compte la détermination de la population et dans un souci d'équilibre territorial.

Sur cette question, il est nécessaire et important d'établir un dialogue, Autrement dit, le dialogue est un principe de grande valeur civilisationnelle pour éclairer, éveiller la conscience et promouvoir l'amélioration et le développement.

« Ce qui nous unit, c'est l'avenir du pays et sa véritable économie. En fait, comment notre pays a-t-il un grand potentiel en possédant du pétrole, du gaz, du minerai de fer, des phosphates et des sources de revenus habiles de financer son développement économique, mais ces ressources ne sont pas perpétuellement une opportunité qui est utilisée à bon escient, tant que l'Algérie est encore luttant pour développer sa vérité. L'économie, le budget de l'Etat, qui reste restreint en raison de l'évolution du prix du baril de pétrole sur le marché international. Les moments que vit le pays aujourd'hui sont incroyables et très décisifs, car ils sont liés à une crise économique structurelle et budgétaire, une situation qui appelle une stratégie appropriée de réformes économiques et administratives. Il peut être utile de rappeler qu'après vingt-neuf ans de libéralisme économique, les revenus pétroliers et gaziers continuent de financer les budgets des collectivités locales, faute de politique intérieure réelle et sérieuse, en particulier un très petit nombre d'entreprises qui ont pu investir et travailler pour créer des emplois durables Le gouvernement perçoit chaque année environ 70% de ses taxes sur le pétrole, dont 60% financent les dépenses de fonctionnement. »

3.4.5. La collectivité doit promouvoir une politique d'attractivité.

Il est impossible d'éviter la pression démographique, qui s'ajoute à la situation difficile des villes, à moyen terme sans remettre en cause cette option budgétaire précédemment la crise énergétique de 2014, afin de renforcer une politique fiscale dont les fondements sont :

l'entreprise, l'investisseur, et l'élite locale garante d'une bonne politique économique Pour le pays, en termes de recettes fiscales et de valorisation des ressources. Ils sont source d'efficacité et de rationalité des dépenses publiques et de rentabilité des biens publics, notamment pour accorder aux jeunes la garantie et l'espoir d'un avenir meilleur basé sur une vie sociale et économique plus équilibrée.

Il faut aussi rappeler la règle de la fiscalité ordinaire, qui s'est avérée très faible en particulier, puisque les contribuables inférieurs (les agents économiques), c'est-à-dire la structure de l'économie algérienne sont encore fortement dominés par les personnes physiques qui montrent environ 85% services et commerces).

Cela peut perturber la stabilité de l'économie algérienne parmi l'offre et la demande actuelles et futures du pays vers de tenir la bonne voie de la reprise économique, à l'exception des hydrocarbures. C'est le vaste drame de notre pays. Étant donné qu'APC et l'administration locale tardent encore à s'adapter au progrès de développement national. Sur un autre plan, l'Algérie est toujours n'exerce que peu attraction en termes d'investissements directs étrangers (IDE) en plus de sa modeste aptitude en termes de production et aussi de faire plus d'investissements et plus d'exportation et de travailler davantage. Nous avons constamment voulu réaliser du développement local sur la base des revenus pétroliers et gaziers, mais à aucun instant nos options ne se sont concentrées sur l'économie locale auparavant la crise énergétique mondiale de 2014.

ce qui est essentiel pour créer une nouvelle dynamique puissante qui peut placer l'offre locale au centre de la production, en initiant les technologies et capacités appropriées pour gérer correctement les affaires publiques de la commune à un moment que l'Algérie contemple l'après-pétrole.

La trajectoire future de l'économie doit être considérée comme un levier puissant de la politique économique du pays, dont les principaux défis sont la croissance et l'emploi. En d'autres termes, il faut savoir attirer des investisseurs et renforcer et développer les ressources municipales. Il faut aussi veiller assurer l'émergence et le développement des ressources humaines, et assurer l'équilibre régional grâce à une économie compétitive entre les régions. Il est aussi intéressant de rentabiliser et de développer les infrastructures existantes, de renforcer les relations de partenariat avec l'université comme source d'expertise et de savoir et de résoudre les problèmes de développement local, et enfin de réduire le chômage, éliminer la pauvreté, et ainsi assurer l'équilibre sociale à un moment où l'État élabore actuellement des plans de relance pour répondre aux besoins sociaux et économiques de la population. (Schnetzler J., (1981).)

3.4.6. Promouvoir les ressources naturelles.

Dans la même situation, les politiques publiques en domaine de développement local qui ont été mises en œuvre jusqu'à présent n'ont pas de créer d'attractivité ou de développement économique pour nos communes, car nombre d'entre elles n'étaient pas en mesure d'utiliser leurs ressources naturelles pour assurer la stabilité régionale et un système de financement harmonieux. En conséquence, les communes ont connu une augmentation de leurs dettes à des taux élevés, dans les dernières années, il a donc fallu intervenir de l'Etat pour l'assainissement en complément d'un plan d'investissement en équipements et en ressources matérielles.

D'autre part, un certain nombre d'équipements essentiels ont été concrétisés par le pouvoir central dont les communes ont bénéficié et qui sont les plus évidentes telles que les infrastructures de base, les équipements collectifs ainsi que des actions sociales majeures.

Il est de ce fait indispensable qu'il serait judicieux de prendre en considération les décisions importantes encourageant la délocalisation par des mesures économiques adéquates afin d'harmoniser une politique locale et susciter l'intérêt de la participation des élus, des élites, des habitants d'honneur, des structures spécialistes et des diverses associations en vue d'une intégration tangible et réelle de l'économie algérienne. Il s'agit donc d'exprimer positivement cette nouvelle façon de procéder, garantie d'une économie locale efficace acceptée de tous.

3.4.7. L'urgence d'une réforme de l'administration :

Une mesure clé dans la réussite du développement local, est la réforme de la gestion qui est à la base de la perpétuation des principes d'un véritable État de droit en plus d'une organisation économique plus dynamique, conforme aux normes et à l'éthique internationales,

- le caractère de la réglementation, Combattez la corruption
- Gérer les fonds publics, Organisation régionale
- Administration des services généraux.
- la gouvernance des centres territoriaux ;
- un environnement sain et finalement l'implication effective de la société civile par le biais des associations et des élites.

Une réforme efficace devrait se déployer conjointement à la gouvernance de l'économie selon le droit privé, base de l'efficacité et la productivité économique qui reste le souci essentiel des opérateurs économiques.

La concrétisation de cela implique la réduction très poussée des formalités d'aménagement, de liberté d'entreprendre, la primauté du droit commercial, la garantie des droits de jouissance industrielle et intellectuelle, le respect normes et des opérations sur la concurrence et la transparence, la fiabilité du système fiscal, la probité des règles bancaire. Et, enfin, permettre l'émergence de la liberté d'entreprendre ainsi que les concepts innovateurs facteurs d'idées dans l'investissement, et ce, par rapport aux projets économiques pour lesquels les membres de la collectivité locale sont été élus.

Conclusion :

Après près d'un demi-siècle d'indépendance, l'Algérie reste dépendante des revenus pétroliers pour ses réserves. Son économie est séparée de la dynamique interne de l'accumulation.

À partir de le début des années 80, le sujet des réformes économiques a dominé le propos politique des autorités algériennes. La tâche principale de tous les gouvernements désignés au cours des trois dernières décennies a été d'engendrer et de mettre en œuvre des mesures susceptibles de corriger les déséquilibres de l'économie. En d'autres termes, donner de l'efficacité à la boule économique, éliminer le déficit des institutions publiques et rapprocher l'appareil de production national avec la logique économique en les soumettant à la raison de la multiplication.

De la restructuration des institutions publiques aux plans finals de correction économique, en fréquenté par les changements politiques et économiques et le plan d'ajustement structurel, l'histoire économique de l'Algérie a connu au moins quatre chaînes de réformes en termes de variables de portée et de vitesse. Clé en main, il effectue des réparations et des réparations qui sont toujours les bienvenues aujourd'hui. Ouverture du champ médiatique aux journaux privés en concurrence avec la presse d'État. Il est crédité d'être ouvert à l'investissement privé tout en autonomisant les institutions publiques. Il donne des pouvoirs et une indépendance accrues à la Banque d'Algérie. Bien qu'une politique du développement local ait été initiée en 1986 et 2011, avec une très puissante corruption, en l'absence globale d'État de droit, et avec une large dépendance aux hydrocarbures, le secteur privé ne se développe pas et l'économie semble vouée à rester rentière.

CHAPITRE IV :

LE REGAIN D'INTERET POUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL

Introduction

En Algérie le développement local est une réaction et en même temps une alternative au développement centralisé de la période socialiste (de la période centralisée post indépendance jusqu'aux années 80).

En effet, l'Algérie a vécu un développement économique que l'on peut diviser en deux périodes : la période de l'Etat providence reposant sur les plans de développement (1967-1977) et la période d'un développement reposant sur la décentralisation (1980-1989) c'est-à-dire la période d'émergence du développement local en Algérie pour ensuite passer à la période de l'économie de marché (post 1990).

L'embellie financière des années 2000 a fait complètement oubliée le développement local. C'est l'Etat-providence qui est l'Etat distributeur de la rente pétrolière. Selon la conception de l'Etat-providence, l'Etat doit jouer un rôle actif dans la recherche et la réalisation du progrès économique et social.

La chute des prix des hydrocarbures se solde par une crise financière qui commence en 2012 va faire resurgir la nécessité du développement local. L'Etat providence est systématiquement remis en cause.

4.1.Le développement local veut dire la fin de l'Etat Providence :

Pendant l'élaboration de cette thèse nous assistons à un regain d'intérêt pour le développement local suite à la crise engendrée par la chute des prix des hydrocarbures. Le développement local est réellement un thème d'actualité ou nous assistons à des interventions directes des autorités centrales dans l'économie locale en convoquant les responsables locaux de l'Est du pays et à Oran ceux de l'Ouest du pays dans le but de promouvoir le développement local. Il n'a pas été distribué de mauvais points, mais on n'a pas caché une grande insatisfaction quant à la cadence du développement local. Les wilayas de l'Est du pays sont enclines à l'investissement, mais cela reste insuffisant.

La motivation exprimée par les autorités centrales répond à un double objectif : réduire la dépendance des collectivités locales vis-à-vis du trésor public en stimulant une nouvelle dynamique de développement et permettre à l'Algérie de sortir de sa dépendance aux hydrocarbures.

La nécessité d'encourager et de diversifier la production de biens et de services pour compléter les importations va de pair avec la nécessité de « rationaliser les dépenses publiques et de réduire les questions de gestion, malgré les instructions émises dans ce domaine, des exagérations ont été observées dans la préparation de budgets orientés vers les dépenses plutôt que vers l'achat d'équipement » (Quotidien El Moudjahed, 15 Mai 2014)

Pour l'Etat représenté par le ministre de collectivités locales, les walis doivent créer des ressources indépendantes de l'État. Donc, pour être honnête. L'Etat veut activer les leviers économiques locaux. Pour ce faire, la communauté est invitée à devenir un maillon dans le processus de développement. "La récente réunion entre le gouvernement et les walis a défini cette vision et l'a évaluée, nous encourageant à faire un meilleur travail", a déclaré M. Bedoui aux chefs de l'exécutif.

Le ministre prend comme exemple sa propre expérience dans quelques wilayas de l'Est, dont Sétif et Constantine, où il a adroit les mêmes fonctions que ses homologues aujourd'hui. "D'après mon expérience à l'Est, le potentiel de quelques wilayas sont grand. Il a ajouté que l'impact économique d'Annaba ou des atouts touristiques de Jijel et Bejaia est loin de s'améliorer." Il a également noté que, ironiquement, en Occident, où le développement est centré autour d'Oran à l'Est, il existe de nombreux pôles productifs susceptibles de stimuler l'économie locale, y compris les wilayas de l'intérieur telles que Guelma.

Lors de cette réunion, qui fait partie d'une série visant à évaluer en permanence les évolutions locales, le ministre de l'Intérieur a parfois utilisé un ton menaçant à l'égard des administrateurs réfractaires en déclarant : «Le wali est en premier lieu responsable de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie.» Auquel cas, les personnes impliquées devront certainement assumer la responsabilité de leurs actes. Face à cette demande, l'État a élaboré un ensemble de textes et de dispositions pour soutenir les sociétés dans leurs efforts de développement et de modernisation. "Des mécanismes seront développés pour diversifier la richesse intérieure."

Le cadre local ne peut être dissocié du contexte national. Par conséquent, les sociétés subissent le poids de la politique d'austérité dictée par le gouvernement qui a conduit à un ralentissement significatif du rythme de développement. D'où ce cadre en termes de gestion pour diversifier les revenus. Le ministre a minimisé l'impact de la baisse du prix du baril de pétrole en déclarant : «Alors que d'autres pays souffrent des affres de la crise

économique, notre pays résiste car il s'attendait à un effondrement avec une vision globale».

Le gouvernement table sur un programme de développement global qui ne laisse aucune région à la traîne et c'est ce qui motive la «création de nouvelles zones d'activités, y compris dans les communes les plus enclavées». Le chiffre de 50 000 lots de terrains à attribuer dans le cadre des micro zones d'activité a été par ailleurs communiqué et vise à permettre aux jeunes entrepreneurs de se lancer dans l'aventure sans avoir à mobiliser des ressources importantes. En parallèle, il est demandé aux walis d'assainir la situation du foncier industriel et d'encourager les «vrais» investisseurs en les accompagnants réellement dans leurs démarches. «Il n'y a pas de commune pauvre sauf chez ceux qui ont encore la mentalité rentière», selon les responsables de l'Etat pour inciter les décideurs locaux à être entreprenants et prendre en compte les ressources fiscales comme les sources de revenus, tout en assurant le bon fonctionnement des services de l'Etat. (Quotidien El Moudjahed, 15 Mai 2014)

4.2. Assainissement du foncier industriel, la libération des initiatives d'investissement et l'abandon de la mentalité rentière :

Partant du constat que chaque région dispose de spécificités et d'atouts, l'Etat, par la voix de son ministre, ambitionne un programme de développement équitable qui ne laissera aucune région à la traîne. Officiellement, 62% des communes algériennes sont déficitaires et vivent des dotations de l'Etat.

Au niveau central, des initiatives ont été prises pour revoir les lois relatives à la réglementation locale et au financement afin de fournir aux communautés locales plus de ressources. Le ministre a annoncé que de nouveaux textes sont également en préparation pour établir des mécanismes locaux pour encourager le secteur productif, soulignant que la surveillance et le contrôle de tous les travaux administratifs sont le seul rempart contre le gaspillage de propriété publique et la corruption.

Pour y remédier, les maîtres-mots sont l'assainissement du foncier industriel, la libération des initiatives d'investissement et l'abandon de la mentalité rentière. «Le temps de la dépendance aux finances publiques est révolu, c'est à vous de créer vos richesses par l'investissement, l'augmentation des recettes, la revalorisation du patrimoine et du foncier local», a assené le ministre. Ces carences relevées dans la majorité des 4541 communes du pays sont à pallier au plus vite pour que les trésoreries locales puissent se renflouer.

A ce titre, les statistiques fournies par le gouvernement, sont éloquentes. La présentation du bilan du développement économique local a levé le voile sur une certaine gestion peu rationnelle.

Dans la région Est du pays, un déficit de 12 milliards de dinars a été documenté dans 14 wilayas de l'Est, lié uniquement aux marchés locaux et au programme des cent locaux. Le tableau de l'utilisation des terres est sombre. Sur les 14 454 candidatures acceptées par Calpiref, 510 projets ont été lancés et 38 uniquement sont opérationnels.

Dans la région Ouest, nous sommes encore loin et les chiffres qui prennent en compte Calpiref et les lignes directrices de la loi de finances supplémentaire de 2015 parlent d'eux-mêmes. Les wilayas de l'Ouest (13) ont enregistré 11 204 dossiers d'investissement, dont 2666 ont été conservés. Seuls 817 actes de concession ont été émis, et 607 projets seulement ont été lancés, pour une valeur totale de 4,3 milliards de dinars. Enfin, seuls 60 projets d'une valeur de 1,3 milliard de dinars sont en cours de réalisation. Au final, le taux d'achèvement du projet n'était que de 7,3% contre 5,7% à l'échelle nationale. Au niveau régional, les 6 540 emplois dans ce contexte ne représentent qu'une petite fraction du véritable potentiel de développement de la région, et c'est l'attente que le gouvernement veuille compenser en multipliant les rencontres avec les responsables locaux. (Quotidien El Moudjahed, 15 Mai 2014)

En général, quels que soient les effets négatifs de la bureaucratie, le développement local est soumis à des problèmes concrets, tels que la centralisation de certaines décisions qui font obstacle à l'initiative locale et font perdre du temps ; C'est le cas du service des zones industrielles, qui ne relève pas des collectivités locales. L'une des questions les plus controversées est l'état des terres agricoles situées à proximité de zones territoriales ou dans les zones d'expansion du tourisme.

L'Algérie, a estimé le gouvernement, qu'aucun pays au monde n'a fait autant que l'Algérie en matière de développement de progrès même s'il y a eu des hauts et des bas qu'il s'agisse d'infrastructures, de réalisations diverses et variées, de logements et tant d'autres choses. Néanmoins, l'Etat Providence est fini et que la force de l'Etat commence avec les élus, dans les APC jusqu'au gouvernement, responsable des dépenses du pays dont il est comptable devant l'APN et qu'il est du devoir de tous de penser aux générations futures.

4.3. Le développement local est la responsabilité des collectivités locales :

Après cinq ans sur les «fameuses» assises de développement local, nous mettons les recommandations des experts dans l'incertitude, annihilons tout et appelons les autorités locales à redoubler d'efforts pour aider à attirer les investissements locaux et le recouvrement des impôts.

Avec quelles méthodes et avec quels pouvoirs ? Les questions qui se posent, sachant que l'autorité des élus locaux au stade des communes est très limitée, coincés entre un absence de pouvoirs, d'une part, et l'interventionnisme de la conseil incarné par le wali, d'autre part. «Il y a une marge de manœuvre, pourtant les textes réglementaires essentiels pour accepter aux communes de fonctionner ne sont pas disponibles». «Le code de 2011 prévoyait l'indépendance financière de la commune, mais en réalité cela est pénible. Elles ne peuvent même pas exiger une taxe. Nous n'avons pas ressenti une volonté concret de décentralisation et de accorder de vraies pouvoirs aux maires» (BOUZIDI, 13.06.2004)

4.3.1. Le rôle du chef de Daïra et du Wali :

Cela signifie qu'il y a un état de désespoir dans lequel tombent certains responsables locaux. Nous regrettons que "les textes actuels n'accordent pas la liberté au président de l'assemblée populaire communale. Cela signifie que le gouverneur n'a compétence que sur tout ce qui est décidé à son niveau"

Dans l'instruction interministérielle n°01 du 06.08.2015, le wali a été indiqué comme la personne qui décide. Par exemple, les projets ne sont pas institutionnalisés faute de cadre réglementaire. Le maire n'a pas toute la permission pour agir.

«La crise financière dans le pays sème la panique au sein du gouvernement». (Instruction interministérielle n°01, 2015)

4.3.2. Une nouvelle génération de « maires-entrepreneurs » :

Il existe une autre voie vers le futur qui vise de manière très ambitieuse à «changer les maires en vrais entrepreneurs». Le code de la commune accepte déjà les maires à emprunter de financer des exercices locales, à condition que cela n'entraîne pas des niveaux d'endettement intolérables.

Afin d'obtenir de nouvelles sources de financement, en dehors des sources classiques, les responsables locaux sont invités à chercher des partenaires, des alliances stratégiques publiques et privées et d'autres formes de participation, et pourquoi la coopération internationale n'a-t-elle pas lieu ? (JOHANNESBURG., (2002).)

4.3.3. Quelles ressources pour le développement local :

Côté moyens, c'est pareillement le casse-tête. Il existe divers rapports confirmant la faiblesse des communes. Ces derniers souffrent dans la plupart des cas d'un déficit important. D'où l'endettement des communes récurrent, avec des exigences de financement croissants et une diminution des aptitudes d'autofinancement.

«Malgré l'entrée de nouvelles mesures et le progrès du niveau des revenus, les impôts locaux continuent de ne pas répondre aux besoins fiscaux sans cesse croissants des communes». (CENEAP, 2008)

La raison du déficit est due à l'inadéquation entre les tâches confiées aux communes et ses ressources, sachant que les coûts salariaux représentent parfois jusqu'à 50% de leur budget de fonctionnement. Grâce à l'aide et à l'annulation de la dette, l'Etat a réussi à réduire le nombre des communes déficitaires, mais sans les adopter. "Le gouvernement s'est donné beaucoup de mal pour résoudre le problème du déficit, mais par le biais de la FCCL. Si les communes deviennent pleinement indépendantes, elles subiront des déficits. "

4.3.4. Réformes en attente :

S'il est temps de se débarrasser des subventions gouvernementales, suivant le gouvernement, les élus locaux ne sont pas contre, mais avec des provisions. "On aurait dû lancer des résolutions tandis il y avait de l'argent. Nous ne pouvons pas annuler toute aide du jour au lendemain. Les terrains industriels ont besoin d'entretien, d'aménagement, etc.". Il est clair qu'il y a un problème avec les textes. "Les maires doivent pouvoir déterminer la valeur marchande des biens et des actifs qu'ils possèdent. Il est également impératif que les délibérations des conseils des assemblées communales soient menées."

Couplé à une démographie accélérée et à des besoins démographiques croissants, l'insuffisance de ressources et la sécession déclarée de l'État annoncent des tâches difficiles pour les futurs maires, dont les prédécesseurs n'ont pas vraiment profité de l'ère de la facilité à améliorer la vie quotidienne, la vie de leurs concitoyens.

Parmi ces réformes, nous mentionnons : Investissement touristique : Un potentiel considérable en jachère

Conclusion :

Quelle sont les raisons du changement d'attitude à l'égard de la politique économique socialiste ?

- 1- Un changement d'orientation dans la politique économique du pouvoir.

2- Échec et essoufflement de la politique de planification centralisée et la volonté d'adopter un modèle reposant sur l'économie de marché

3- Effondrement des prix du pétrole et du gaz.

Récemment, l'impact de la chute du prix du baril du pétrole a conduit à un changement d'attitude optant pour un discours économique-politique encourageant l'augmentation de la cadence du développement local. Les wilayas doivent trouver des ressources indépendamment de l'Etat. L'Etat veut activer les leviers économiques locaux. Pour ce faire, la communauté est invitée à devenir un maillon dans la marche de développement.

L'Etat reconnaît que les potentialités de certaines wilayas sont non négligeables. En Algérie il existe plusieurs pôles productifs susceptibles de propulser l'économie locale.

Face à cette exigence, l'Etat propose la mise en place une batterie de textes et de dispositions pour l'accompagnement des collectivités dans leur quête de développement et de modernisation. Des mécanismes seront élaborés pour diversifier les richesses locales.

Face à cette demande, l'Etat propose de créer un ensemble de textes et de dispositions pour accompagner les sociétés dans leur quête de développement et de modernisation. Des outils seront développés pour diversifier la richesse locale.

Ainsi, le développement n'est plus uniquement une affaire de l'Etat, mais aussi l'affaire de nouveaux acteurs locaux. Le développement local est la création de ses propres richesses par la collectivité locale. Le contexte national ne peut être dissocié du contexte local. Par conséquent, les sociétés subissent le poids de la politique d'austérité dictée par le gouvernement qui a conduit à un ralentissement significatif du rythme de développement. D'où ce cadre en termes de gestion pour diversifier les revenus. Partant du constat que chaque région a ses propres particularités et origines, bien que l'Etat central vise un programme de développement équitable qui ne laisse aucune région de côté, il est conseillé aux municipalités de rechercher des alternatives pour remplir les coffres de leur ville. A noter qu'officiellement, 62% des communes algériennes sont déficitaires et vivent de subventions publiques. Le développement d'un territoire dépend ainsi de sa capacité à valoriser ses ressources spécifiques et à en créer de nouvelles. La valorisation des richesses locales à travers une approche de développement basée sur les initiatives locales et la mise en place d'initiatives locales innovantes qui peuvent être une éventuelle solution. Les collectivités locales se doivent prendre les mesures d'ajustement nécessaires afin d'améliorer les mécanismes de perception des impôts, notamment en créant des outils qui leur permettent de s'éloigner de la gestion approximative des fonds et de s'orienter vers une gestion plus précise des biens et des ressources. La gestion financière et l'obligation

désormais imposée aux communes et aux collectivités locales d'atteindre l'autosuffisance en termes de ressources, sont les maîtres mots du nouveau discours suite à l'effondrement des prix du pétrole et du gaz.

En effet, le développement local ne peut être imposé, car il repose sur la capacité à mobiliser les forces vives des régions (population, collectivités locales, associations, entreprises). Parce qu'on suppose que les projets des régions répondent aux problèmes et aux aspirations de la population qui ne veut plus vivre sa vie comme destin.

Le développement local est un concept d'actualité et omniprésent dans la plupart des discours sur le développement en général. En effet, ces dernières années en particulier, nous sommes témoin de questions sur l'importance des politiques établies et contrôlées par l'autorité centrale, en particulier « l'Etat Providence » (PREVOST, 2003)

Cette remise en cause repose sur les conséquences d'un certain nombre de constat d'échecs tout en encourageant des alternatives nouvelles en faveur du concept de développement local.

Le développement local qui a émergé dans les années 1960 part d'un principe simple : la mobilisation des potentiels locaux (ressources naturelles, sociales, individuelles,...) peut diriger les dynamiques sociales, économiques et spatiales. Économiques et spatiales. Il est utile aussi de signaler que le concept de développement local a été une réaction d'une part à la mondialisation dont on commençait à sentir les effets, et d'autre part la volonté d'engager une approche durable par rapport à l'aménagement du territoire soumis à la planification centralisée.

De quoi s'agit-il ? Le développement local est une opération qui vise à progresser la situation de la région des points de vue économique, social, environnemental et culturel, à partir de l'analyse des intérêts, des exigences et des décisions de différents acteurs locaux (publics et privés), et à travers la mise en œuvre coordonnée d'actions cohérentes entre ces différents acteurs. Ces procédures sont mises en œuvre en utilisant les ressources internes et externes de la région et dans une relation continue avec d'autres régions de même niveau et à un niveau plus large.

En outre, le développement local, c'est la volonté politique de certains acteurs de changer la situation de la région dans laquelle ils vivent en engageant un processus et des procédures dans le but de construire, par leurs efforts conjoints avec le reste de la population, le futur projet de la région qui intègre les différentes composantes économiques, sociales et culturelles et en lien avec d'autres niveaux de décision et d'action. (BOUZIDI, 13.06.2004)

Par conséquent, le développement local peut être entendu comme un processus qui stimule, construit et consolide des dynamiques locales et dont l'objectif est améliorer grandement le vivre collectivement et du bien-être de tous. Aussi, le développement local est susceptible d'aller au-delà de l'idée traditionnelle de croissance économique auprès s'installer dans la perspective d'un développement durable qui combine les indicateurs économiques, sociales et culturelles, piliers de la durabilité du développement. (CHALINE, 2007)

4.4. Les expériences étrangères dans le domaine du développement local :

Avec toutes nos tentatives pour comprendre le développement local durable, mais il reste nécessaire de voir quelques expériences réelles et liées à l'état d'étude, cela rend la problématique plus proche qu'elle ne l'est.

À cet égard, nous présenterons quelques expériences étrangères, qui nous permettront d'identifier les principales caractéristiques du développement local durable (Problèmes, approches, acteurs, etc.)

4.4.1. Dans les pays occidentaux :

Nous allons prendre un aperçu générale sur les expériences de certains pays du Nord dans le domaine du développement local : aux États-Unis et dans l'Europe spécifiquement la France et Italie.

L'États-Unis d'Amérique (MIPMPEPI, Septembre 2011)



Figure 4.1 : situation d'États-Unis d'Amérique

Source : Google Maps, 2018

Le développement local se dépend principalement sur deux aspects de politiques, et ils sont : les incubateurs et le partenariat Entreprises-Elus locaux.

Les Incubateurs

Les incubateurs existent depuis une trentaine d'années dans le monde entier sans recouvrir pour autant la même signification. Une chose est tout de même commune pour tous, leur objectif : contribuer à la réussite des porteurs de projet de création d'entreprise et en favoriser le développement. Aux Etats-Unis, le terme « incubator » désigne les pépinières, le concept d'incubateur étant parfois traduit par « innovation center » Apparus dans les années 60, sous le nom de « Business Incubator », les incubateurs Américains désignent à la fois la structure d'appui avant et après la création de l'entreprise. L'ancienneté de l'incubation et l'environnement favorable à la création d'entreprise font des Etats-Unis un des pays le plus important et le plus innovant en matière d'accompagnement à la création et à l'innovation au niveau local et régional.

Aux Etats-Unis, les premiers incubateurs, issus d'initiatives locales avec des financements publics locaux ou de l'Etat, ont été créés dans un souci de développement économique local. Ce modèle est le plus pérenne à condition que celui-ci bénéficie de fonds publics et de donations privées constantes.

Partenariat

Un bon exemple américain de ce type de partenariat est celui de la ville de Philadelphie, où les 30 plus grandes entreprises se sont regroupées pour former la Greater Philadelphia First Corporation afin de contribuer au développement économique de l'agglomération.

Dans ce contexte, elles ont formé en compagnie des élus locaux la Greater Philadelphia Economie Development Coalition qui a été énormément financée par des entreprises privées et est devenue le important lieu de coopération territoriale au développement régional.

La création de cette organisation avait trois objectifs :

- ✓ Attirer le plus d'entreprises possible ;
- ✓ Produire un environnement propice aux moderne entrepreneurs ;
- ✓ Découvrir des solutions aux difficultés graves, en particulier les problèmes sociaux, qui affectent grandement les strates sociales les plus pauvres.

L'expérience apparaît décisive : grâce à cette organisation, le centre-ville de Philadelphie a été restauré, de récents sièges sociaux y ont été installés, des secteurs industriels innovants se sont développés et la qualité de vie des citoyens s'est améliorée.

À travers de ces expériences de développement lancées aux États-Unis, nous pouvons voir que ses initiatives, qui tiennent la forme des expériences communautaires, accorder toutes les activités que les acteurs communautaires organisent pour répondre aux exigences de essentiels. Il a été associé à des assistantes pour le développement d'espaces, ainsi qu'à des retenues macro-économiques, dans lesquels l'État, sous tous ses aspects, fournit des méthodes et des capitaux. Ces pratiques se font sans exprimer de développement local, pourtant plutôt du développement communautaire et du partenariat à l'échèle local.

L'Europe

«L'Europe suit le mouvement avec un décalage de quelques année .Chaque pays de Nord ou du Sud du continent adapte les initiatives à sa culture et à sa situation de départ»
(PECQUEUR, 2000)

➤ La France



Figure 4.2 : situation de la France

Source : Google Maps, 2018

Le concept de développement local est récent en France, où il a effectué un parcours difficile pour être accepté. La reconstruction nécessaire de la France au lendemain de la deuxième guerre mondiale a initié le débat sur la démarche à adopter : planification verticale ou démarrage à partir des territoires ? Dans l'ensemble, la 1ère conception a prévalu et la phase des " schémas qui se sont succédé jusqu'à la fin de la décennie 1950 " a débuté.

Vers le milieu des années 1960, le terme de développement local apparaît en France en réaction à l'utilité d'une action de planification territoriale basée sur la seule logique des secteurs. Pour l'État, le concept de développement territorial peut être observé en considérant l'aspect géographique de la mise en œuvre de la programmation. Quand, à la fin des années 1960, la volonté de l'Etat est de mener une politique " ardente " de planification territoriale, il commence par développer une forte critique du quadrillage territorial dont il a hérité, le maillage des districts : mal divisé, trop étriqué, et inadapté à une grande action nationale. Au tout début des 70, les protagonistes du milieu local qui estimaient que le développement de toute collectivité doit tenir en compte des exigences et des motivations de ses citoyens s'y étaient opposés : un développement par le bas que demandait le " mouvement paysan ", dont le slogan " vivre, travailler et décider au pays " synthétisait la logique de son indépendance à vis-à-vis des lieux de prise de décision, qu'ils se situent sur le plan économique ou politique.

En 1982-1983, les lois de décentralisation de Defferre ont aussi donné des compétences aux pouvoirs publics locaux pour la mise en œuvre de chantiers locaux et de stratégies de valorisation plus pertinentes pour chaque région. La loi sur les libertés et compétences locales (2004), dite 2ème loi de décentralisation, prolonge la démarche de l'Etat de conférer plus de responsabilités et plus d'indépendance aux collectivités territoriales.

La fin des années 90 se traduit par une série de réformes importantes dans le domaine de l'aménagement du territoire. Cette époque a également vu l'apparition de nouveaux acteurs : l'Union européenne (UE) à travers des stratégies régionales destinées à réorienter le mode de développement de leurs Etats. Cette période a donc vu apparaître des questions modernes comme le développement durable.

Actuellement, après la phase pionnière, après la phase des pays des décennies, après la période des chartres de planification et de valorisation des communes, on peut distinguer près de 500 projets de collectivités, dont 180 communautés territoriales et communautés de communes, sur tout le territoire français. Du fait de ce processus de décentralisation, de nombreuses nouvelles forces vives se sont constituées pour créer des territoires de propositions et élaborer des stratégies communes, voire des stratégies.

En général, en France, les initiatives de développement local est une utile institutionnelle à de nombreux égards. La DATAR intègre le développement local en tant qu'extension des autorités de planification régionales et de l'action régionale. Cette initiative montre l'obstacle d'intégrer le développement local dans sa propre position dans la base institutionnelle française.

Nous ne pouvons pas juger le développement local à travers ces exemples simplement parce qu'ils ne sont pas universels. Nous devons explorer d'autres expériences dans les pays du Sud car ces dernières sont plus proches de notre étude, nous allons donc examiner un certain nombre de pays d'Afrique et d'Amérique latine.

4.4.2. Dans les pays en voie de développement :

Il ya plusieurs facteurs contrôlent les progrès des expériences de développement local dans les pays du Sud, en fonction de la situation socio-économique, culturelle et politique de chaque pays.

L'Afrique

En Afrique, la situation est légèrement différente, car la notion de développement local

a émergé au début des années 90 sous la pression nationale et internationale et le développement local s'est concrétisé sous la forme d'une décentralisation. Ceci sera illustré par les expériences suivantes :

- **Sénégal**

La problématique de développement local au Sénégal

Au lendemain du désastre des politiques publiques en Afrique noire et des scandales économiques, l'espoir suscité par l'émergence d'alternatives locales semble conduire à la déception. En effet, un développement local pauvre est le mot-clé qui enrichit le vocabulaire pathologique du destin de l'Afrique. (CODESRIA, 2008)

Les initiatives de développement lancées localement ont-elles permis de faire un meilleur travail que l'État ?

Le développement local est-il alors un ensemble d'actions concrètes pouvant entraîner des changements sociaux et économiques suffisamment importants pour faire partie de la durabilité ?

Cette conception dépréciative de la campagne provoque malheureusement les «spécialistes du monde rural» dont les analyses sont biaisées des préconçus durs, Ça vient l'urgence traiter les problèmes du monde rural avec une perspective nouvelle et neutre.

En effet, le développement local en milieu rural présente des atouts importants :

- ✓ Les populations rurales sont unies et peuvent s'appuyer sur cette caractéristique pour mener des actions largement partagées, valeur que l'on retrouve dans la conscience populaire traditionnelle ;
- ✓ Le principe de décentralisation, conduit dans le monde rural à partir plus de trente ans au Sénégal, est une réalisation précieuse qui a fait l'objet de réformes progressives importantes permettant aux acteurs locaux d'intervenir dans divers domaines ;
- ✓ De plus en plus de partenaires extérieurs soutiennent la décentralisation et le développement local en mobilisant des ressources financières substantielles, souvent au profit direct de la population.

Compte tenu du caractère multi-sens du concept de développement local, ces questions, qui concernent à la fois le chercheur et l'acteur local, nécessitent un diagnostic transversal du contexte et des pratiques de développement local en milieu rural au Sénégal.

Résultats de développement local au Sénégal

Alors, le développement local au Sénégal n'est pas un mauvais départ ? La décentralisation régionale, censée lui apporter un appui officiel, est impliquée dans une simulation juridique perceptible dans le parachutage de textes mal adaptés au réel et dans le manque de formation des élus ainsi que le caractère mort-né des stratégies de mobilisation financières locales.

Les efforts déployés par l'État pour surmonter la décentralisation dynamique et intégrer la relance de l'économie locale et le développement de projets communautaires de grande envergure ont été accueillis avec une position critique, à savoir le favoritisme des dirigeants, tandis que les partenaires au développement ont l'avantage d'apporter un soutien financier et méthodologique précieux pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives locales.

Dans les zones rurales, les principaux obstacles au développement sont les migrations massives des campagnes plutôt que l'entrepreneuriat rural, l'attentisme plutôt que la ruée vers la créativité. Il est urgent d'arrêter, c'est ce concept qui rend les ruraux pauvres. Ce sont les ruraux qui doivent avoir l'esprit d'entreprise, car les réformes ne peuvent surgir qu'après une évaluation rigoureuse de ce qui est déjà en place.

La situation au Sénégal, la même que dans d'autres pays africains, doit prendre en compte l'environnement politique et culturel dans la méthodologie d'analyse du développement local comme moyen de sortir de la crise. Le continent africain a le plus besoin de ressources pour s'extirper du cycle de la pauvreté, mais c'est aussi le lieu où les ressources humaines sont limitées en raison de considérations tribales ou ethniques.

En Afrique, l'initiative privée est plus urgente que jamais pour compenser les lacunes de l'intervention de l'État, mais c'est aussi là que l'épargne privée est détournée vers l'achat de biens ostentatoires et improductifs.

La fragilité des États africains rend l'existence d'États puissants une question urgente, car l'État en Afrique est embourbé dans des spéculations partisans et des conflits de pouvoir meurtriers. Par conséquent, nous ne pouvons ignorer cet environnement lorsque nous commençons à analyser le comportement des acteurs impliqués dans les dynamiques de développement nationales et locales. Il est impératif d'adopter des comportements

conformes aux exigences d'équité, de transparence, de gestion participative et de sécurité sociale à tous les niveaux. (ALISSOUTIN, 2005)

Le Sommet des chefs d'État responsables du NEPAD, tenu à Kigali, au Rwanda, les 13 et 14 février 2004, a tenté de définir des normes de bonne gouvernance car l'application de ces normes nationales ne peut prospérer que si l'intérêt pour la bonne gouvernance se reflète au niveau local. Ces déchirures et ces sacrifices que vous exigez sont le prix du progrès. En effet, comme nous l'enseigne, à juste titre, Théodore Jouffroy, « Il faut alors choisir l'une des deux choses : où souffrir pour l'évolution, ou ne pas se évoluer pour ne pas souffrir ; c'est le substitut de la vie, voilà le dilemme de l'état terrestre » (Jouffroy 1843 : 25).

▮ **Tunisie** (MIPMPEPI, Septembre 2011)



Figure 4.3 : situation de la Tunisie

Source : Google Maps, 2018

À les localités tunisiennes, les utiles autoritaires de gestion des ressources (économiques, humaines, civiles, etc.) ont toujours prévalu sur les comportements démocratiques basés sur la concertation et la participation active de tous les acteurs

institutionnels locaux, qu'ils soient étatiques ou civils.

Si l'économie tunisienne est largement efficace, c'est la initiale économie africaine, elle se classe première, suivant le rapport final du Forum économique mondial 2011-2012, publié le mercredi 7 septembre 2011, à la première place parmi les 10 économies africaines les particulièrement compétitives de 2011. - 2012 Et ceci pourtant la crise socio-politique que traverse ce pays. Cependant, le résultat est un développement économique qui a peu profité à tous les citoyens tunisiens, en particulier dans les communautés rurales.

Le projet d'approche DDD «Dignité, Développement et Démocratie», dans le cadre d'initiatives de coopération internationale décentralisée, Tunisie - Union européenne, contient à supporter les forces civiques locales dans leurs efforts pour promouvoir l'entrepreneuriat social et économique qui crée des opportunités d'emploi pour les jeunes chômeurs, en particulier les diplômés de l'université.

□ **Maroc** (MIPMPEPI, Septembre 2011)



Figure 4.4 : situation du Maroc

Source : Google Maps, 2018

La prise de conscience de l'ampleur de la pauvreté et de l'exclusion, en particulier dans les lieux rurales, a permis l'émergence de dynamiques récentes de développement local à partir du début des années 1990, comme le montrent :

- ✓ Le volume des programmes à spécificité sectoriel ou intégré, mis en œuvre par des départements ministériels, au profit de petites et moyennes localités

- ✓ Adopter des approches participatives comprenant les habitants et les élus locaux dans la détermination des exigences et la mise en œuvre des projets locaux ;
- ✓ le développement de corrélations de coopération entre les administrations, les autorités locales et les associations.

L'Institut Marocain pour le Développement Local

Ces dernières années, cependant, le travail de développement local a connu une dynamique exceptionnelle, représentée par la représentation des décisions locales entreprises par la société civile d'une part, qui ont été renforcées par les efforts de l'Etat pour approfondir le processus. La décentralisation progressive, en revanche, a abouti à la nouvelle charte communautaire en 2009.

C'est ainsi qu'est née la notion de créer l'Institut marocain de développement local (IMADEL), et il a été considéré comme un moyen de participer à la formulation des concepts et à la réflexion sur les manières dont ses stratégies sont susceptibles de se transformer en faits concrets, sur la base de trois pivots de travail :

- ✓ Le développement local nécessite la mise à organisation de toutes les capacités qui existent parmi le cadre d'action structuré dans lequel l'autorité locale est examinée comme un modèle pour intégrer les rôles des partenaires locaux.
- ✓ Le développement local est un progrès dynamique, interne, subjectif et continu qui ne peut être réduit à un seul projet délimité dans le temps et dans l'espace. Il entend actualiser les projets et programmes intégrés à divers échèle, dans le encadrement d'une image commune, répartie par les acteurs locaux et soutenue par des politiques nationales et régionales plus actifs.
- ✓ Le réconfort des établissements locaux élus est une priorité essentielle pour parvenir au développement local.

La principale caractéristique des projets de développement local dans les pays africains est l'assistance technique et administrative extérieure, en particulier en termes de financement, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) étant les acteurs les plus importants, qui jouent un rôle important dans le soutien aux expériences de développement local à l'échelle locale.

Conclusion

Sur la base de la lecture des expériences menées sur ce sujet, qui sont utiles du point de

vue de la convergence géographique, historique, sociale et économique entre elles et entre notre cas d'étude l'Algérie. D'un côté, Ces expériences nous ont permis d'alimenter notre réflexion sur la problématique de notre recherche et nous a permis d'enrichir notre concept de développement et d'autre côté, de comprendre le concept de développement local.

Bien que le développement local obtienne des résultats importants, il en est toujours au stade théorique à ce jour, car de nombreuses questions restent sans réponse. Ce développement local est un moyen parmi d'autres qui ne doit pas être rejeté et peut être utile à surmonter des difficultés spécifiques

Dans la deuxième partie de notre thèse, nous essayons d'identifier les opportunités offertes par le territoire de Guelma pour le développement local durable.

CHAPITRE V :

LE CONTEXTE SOCIAL LOCAL ; UN PILIER DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Introduction :

Il est indéniable que la dimension sociale joue un rôle déterminant et significatif dans la réalisation du développement, bien qu'elle soit souvent négligée dans certaines études du développement territorial.

Cela est une raison suffisante pour ne pas ignorer ou négliger les caractéristiques sociales dans la réalisation des stratégies de développement en général et le développement local en particulier. Cette dimension constitue les différences entre une région et une autre (les zones vitales et zones stagnantes).

Cette idée fait des caractéristiques sociales une ressource essentielle pour le développement économique local et par conséquent, nous devons donc souligner son rôle effectif dans ce chapitre dans lequel nous examinerons la première hypothèse « Le contexte social serait l'élément important du territoire de Guelma ».

Dans ce chapitre, nous nous attellerons à mettre en valeur les avantages et les limites de la dimension sociale à travers l'étude de la population, l'emploi, le chômage...etc. Qui prouvent l'importance de cette dimension, qui est un indicateur clé de la durabilité du développement local.

Pour atteindre ces objectifs, Nous nous sommes basée sur certaines estimations portées sur la monographie de la wilaya de Guelma 2015 et des données statistiques concernant la wilaya, il s'agit par le RGPH de Guelma.

5.1. Le contexte

La connaissance, l'étude et la maîtrise de la donnée démographique sont fondamentales dans la prise en charge des besoins sociaux de la population et dans la recherche de l'équilibre et l'évolution spatiale d'un territoire. Pour ce faire, le poids démographique, son rythme de croissance, ainsi que toutes les sous populations qui découlent de la structure par âges, à savoir les populations scolarisables, en âge de travailler et les personnes âgées représentent les éléments essentiels et vitaux.

L'analyse de la situation démographique passée et présente est nécessaire pour appréhender la situation future.

5.2. Population :

- Population totale : **530.736 hab** (voir le tableau n°01).

Tableau 5.1 : Répartition de la population de la wilaya de Guelma par dispersion :

Wilaya de Guelma	Agglomération Chef-Lieu (ACL)	Agglomérations Secondaires (AS)	Zone Éparse (ZE)	Total
	400.136 Hab	58.806 Hab	71.794 Hab	530.736 hab.

Source : Données reconstituées par ABBOUDI Nada à partir de la Monographie de Guelma

2016

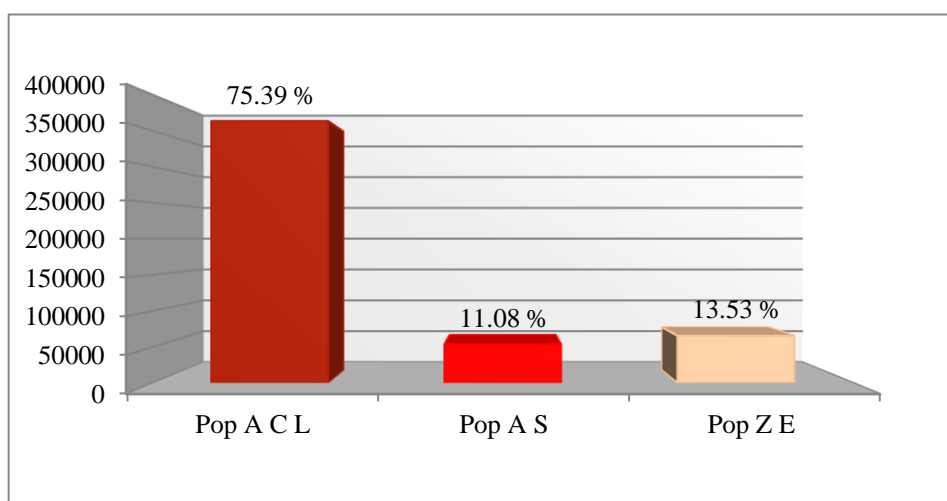


Figure 5.1 : Répartition de la population par dispersion

Source : ABBOUDI Nada

La Population Urbaine est estimée à **316.478** habitants, soit **59,63 %** de l'ensemble de la population. Ce taux reflète une forte urbanisation des centres agglomérés et un déséquilibre dans la répartition des habitants entre les milieux urbains, semi urbain et rural (voir le graphique n°1) (Le taux d'agglomération dans le chef-lieu est de 75% de la population totale, celui de l'agglomération secondaire est de 11% et enfin la zone rurale représente 14% de la population de la wilaya.). Ceci se traduit par une forte pression démographique sur les principaux centres, particulièrement le chef-lieu de Wilaya qui abrite près de 25 % des habitants et regroupe l'essentiel des services et équipements.

Les quatre centres importants de la wilaya (Guelma, Bendjarah, Belkhir, El Fedjoudj.) regroupent près de 155 561 habitants soit 31 % de la population totale de la wilaya. Ces mêmes centres forment le grand Guelma.

La commune de Guelma est le chef-lieu de la wilaya. Ce dernier souffre de la concentration de la population qui est de 99.30%. Ce taux justifie ainsi la prédominance totale de l'urbain sur le rural ce qui explique son niveau d'équipements et de service qui est plus développé dans la zone d'étude (voir le tableau n°02).

Tableau 5.2 : Répartition et Evolution de la population par Daïra :

Daïra	Pop. RGPH Avril 2008	Population 2014		Observations
		Totale	Agglomérations Chef-lieu	
Guelma	127.400	140.156	138.708	Urbaine
Guelaât Bou Sbaâ	60.452	66.505	51.555	Hétérogène
Bouchegouf	49.794	54.780	31.429	Semi Urbaine
Oued Zénati	50.716	55.794	38.571	Urbaine
Ain Makhoulouf	38.798	42.683	27.703	Rurale
Ain Hessainia	20.760	22.838	14.454	Rurale
Khezaras	20.738	22.815	12.046	Fortement Rurale
Hammam Debagh	30.537	33.595	24.907	Urbaine
Héliopolis	45.108	49.625	39.370	Semi Urbaine
Hammam N'Bails	38.128	41.946	21.392	Rurale
Total Wilaya	482.430	530.736	400.136	

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de la Monographie de Guelma

2016

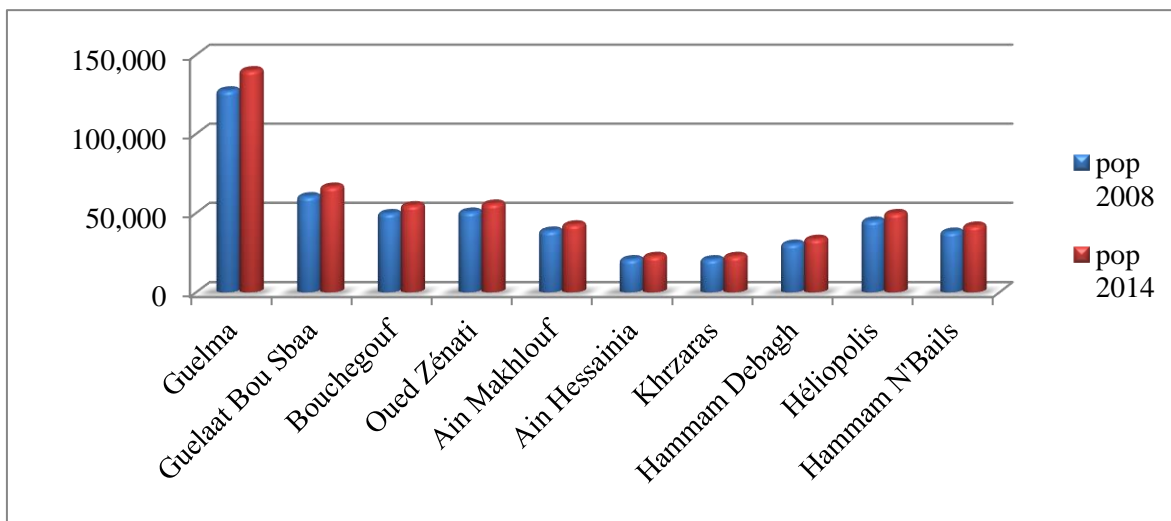


Figure 5.2.: évolution de la population par Daïra

Source : ABBOUDI Nada

Tableau 5.3 : Répartition de la population et de la densité de la wilaya par Commune

:

Commune	Population	Superficie (km2)	Densité (hab. / km2)
Guelma	132.947	45	2 954
Ben Djerrah	7.209	79,37	91
Total Daira	140.156	124,37	1 127
Guelaât Bou Sbaâ	6.199	36,25	171
Nechmeya	10.962	121,75	90
Belkheir	19.416	94	207
Béni Mezline	5.372	63,25	85
Boumahra Ahmed	19.620	71,25	275
DjeballahKhemissi	4.936	66,62	74
Total Daira	66.505	453,12	147
Boucheougouf	27.991	193,55	145
Oued Fragha	7.868	99,26	79
Ain Ben Beida	10.442	131,25	80

MedjezSfa	8.479	142,03	60
Total Daira	54.780	566,09	97
Oued Zénati	36.161	135	268
Bordj Sabath	11.175	198,7	56
Ain Regada	8.458	118,79	71
Total Daira	55.794	452,49	123
Ain Makhlouf	13.532	190,08	71
Tamlouka	20.786	303,77	68
Ain Larbi	8.365	167,5	50
Total Daira	42.683	661,35	65
Houari Boumediene	7.825	50,18	156
Medjez Ammar	8.474	38,67	219
Ras El Agba	2.969	37,27	80
SellaouaAnnouna	3.569	93,55	38
Total Daira	22.837	219,67	104
Khezaras	11.422	71,22	160
Ain Sandel	5.237	91,47	57
Bouhachana	6.156	63,62	97
Total Daira	22.815	226,31	101
Hammam Debagh	18.032	58,75	307
Bouhamdane	4.834	159,62	30
Roknia	10.728	201,87	53
Total Daira	33.594	420,24	80
Héliopolis	28.964	76,87	377
Bouâti Mahmoud	10.625	88,7	120

El Fedjoudj	10.035	66,25	151
Total Daira	49.624	231,82	214
Hammam N'Bails	17.821	164,22	109
Dahouara	8.676	68,9	126
Oued Cheham	15.449	98,26	157
Total Daira	41.946	331,38	127
Total Wilaya	530.736	3686,84	144

Source : Données reconstituées par ABBOUDI Nada à partir de la Monographie de Guelma 2016

Avec une population de **530.736** habitants et une superficie totale estimée à 3686.84Km², la densité moyenne de la wilaya de Guelma est de 144Hab /km². Cette densité varie d'une commune à l'autre avec une grande différence entre le chef-lieu de wilaya et les autres communes.

Elle est maximale au niveau du noyau central (Guelma chef-lieu de wilaya) ou elle est supérieure à 2954Hab /km². Par contre, les communes urbaines se détachent avec des densités relativement importantes. Il s'agit des communes de : Héliopolis, Hammam Debagh, Boumahra Ahmed, Oued Zénati,

On enregistre des densités faibles dans le reste des communes de la wilaya. Ce sont des communes rurales, moins peuplées et plus vastes (voir Graphique n° 03).

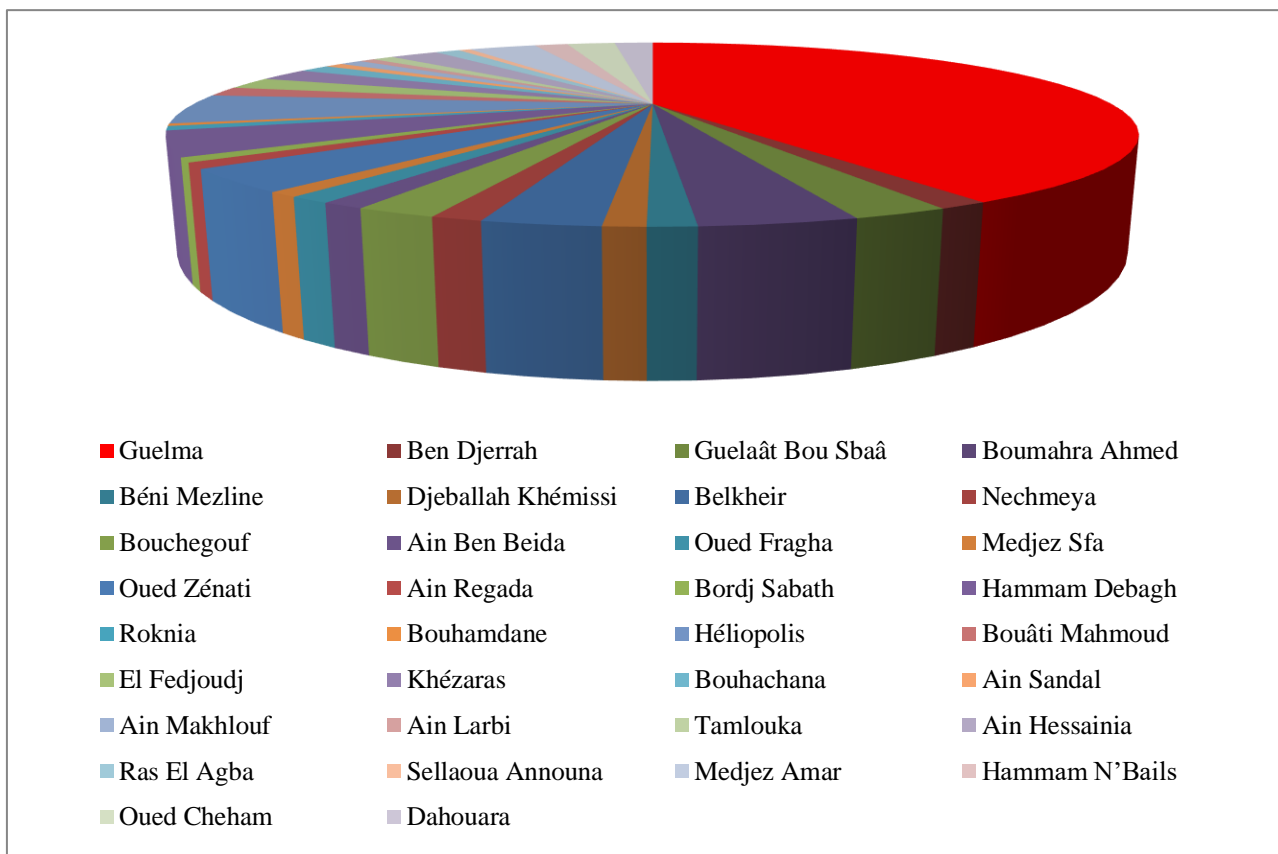


Figure 5.3 : Répartition de la population par commune

Source : ABOUDI Nada

Tableau 5.4 : Répartition de la Population de la Wilaya de Guelma Par Génération et par Sexe :

Groupes d'Age	Population		
	Totale	Sexe Masculin	Sexe Féminin
0 – 9 Ans	112.839	57.137	55.701
10 – 19 Ans	129.026	66.019	63.007
20 – 29Ans	98.878	49.079	49.799
30 – 39 Ans	74.993	37.631	37.362
40 – 49 Ans	49.461	24.856	24.604
50 – 59Ans	28.337	13.996	14.341
60 Ans et plus	37.202	17.888	19.314
Total Wilaya	530.736	266.607	264.129

Source : Monographie de la wilaya de Guelma 2016 (direction de DPAT)

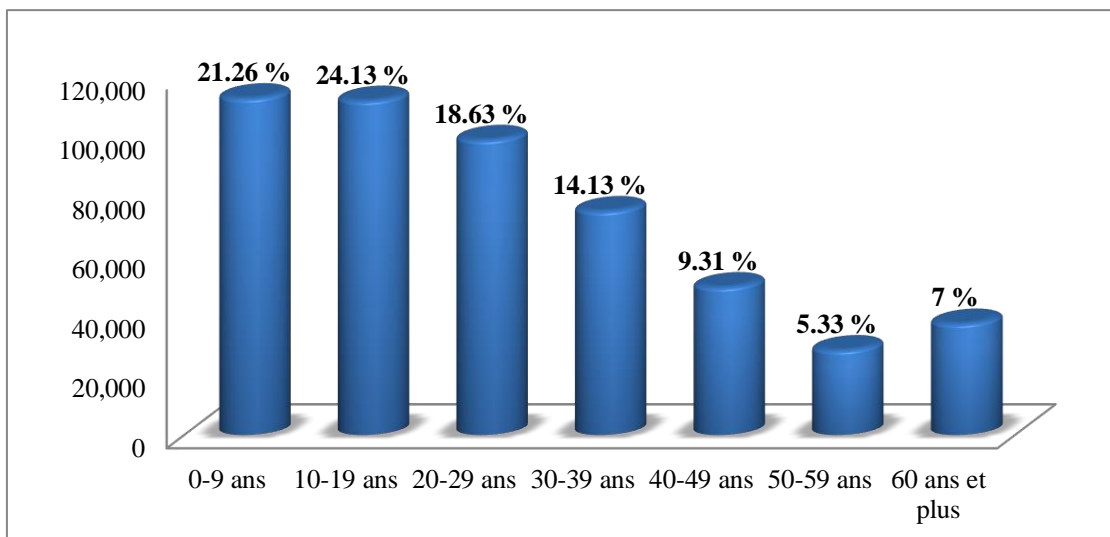


Figure 5.4 : Répartition de la Population Par Génération

Source : **ABBOUDI Nada**

Cette population reste jeune et est constituée de plus de 42.76 % de personnes entre 11 et 29 ans ce qui constitue un atout favorable pour l'essor et le progrès socio-économique et culturel de la wilaya si ce potentiel est pris en charge dans des bonnes conditions. Il y a une proportion importante dans la population entre les âges de 30 et 40 ans, puisqu'elle est de 14.13 %, Pour la population juvénile de 00-10 ans le taux est de 21.26 %, enfin pour la population vieille plus de 60 ans elle représente 7 % de la population de la wilaya.

Tableau 5.5 : Taux d'Analphabétisme et taux d'Alphabétisation de la population âgée de 10 ans et plus :

	Total		Masculin		Féminin	
	Taux d'analphabétisme	Taux d'alphabétisation	Taux d'analphabétisme	Taux d'alphabétisation	Taux d'analphabétisme	Taux d'alphabétisation
commune	16,0	83,9	11,1	88,8	20,8	79,2
wilaya	22,4	77,5	16,4	83,6	28,5	71,5

Source : **RGPH Guelma**

Les indicateurs de l'Alphabétisation de la wilaya de Guelma se caractérisent par une baisse du taux d'analphabétisme, Le taux d'analphabétisme dans la wilaya de 22 %, bien que le taux d'alphabétisation soit élevé, à 78 % peut constituer une opportunité à la wilaya pour réaliser et atteindre les différents objectifs assignés. Ceci paraît un élément fort

encourageant pour une meilleure prise en charge de cette population, une meilleure coordination et concentration de sa localisation.

Tableau 5.6 : Répartition de la population résidente des ménages ordinaires et collectifs âgée de 15 ans et plus selon la situation individuelle (Sexe : Masculin)

	Actifs	Etudiants écoliers	Retraités	Pensionnés	Autres inactifs
commune	31803	6047	5517	349	1217
wilaya	133 094	20 532	18 130	2 871	6 040

Source : RGPH Guelma

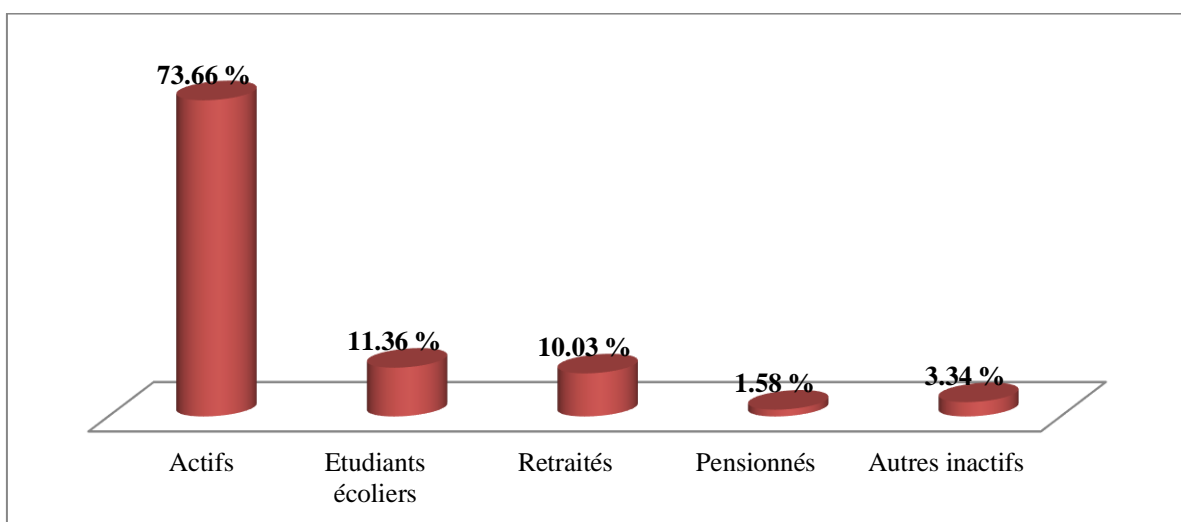


Figure 5.5 : Répartition de la population résidente des ménages ordinaires et collectifs selon la situation individuelle

Source : ABOUDI Nada

Sexe : Féminin

	Active	Femmes au foyer	Etudiantes écolières	Retraitées	Pensionnées	Autres inactives
commune	11219	24068	8193	1032	1152	561
wilaya	33 125	110 235	27 495	2 435	4 847	2 252

Source : RGPH Guelma

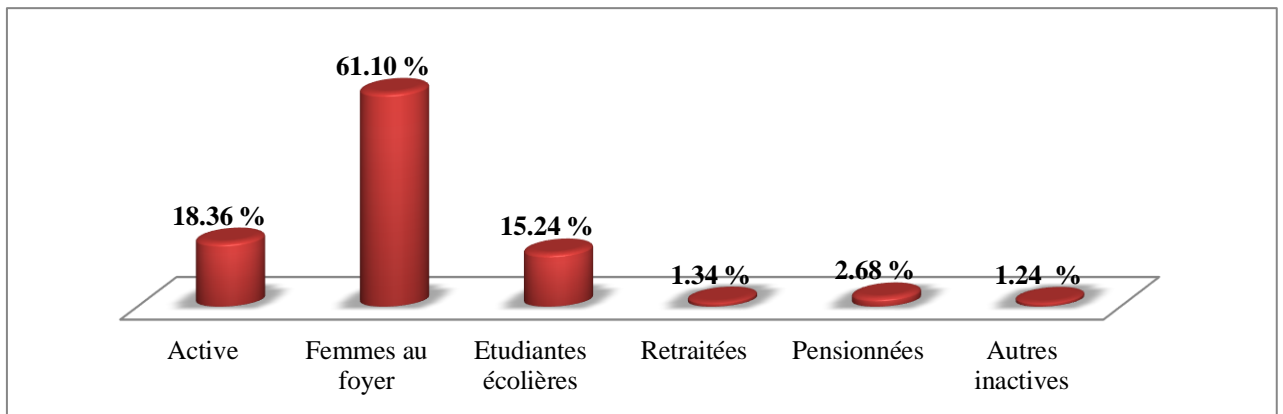


Figure 5.6 : Répartition de la population résidente des ménages ordinaires et collectifs selon la situation individuelle

Source : ABOUDI Nada

- la situation individuelle dans la wilaya de Guelma pour le sexe Masculin se caractérise par une forte proportion du nombre des actifs (73.66 %) par rapport au nombre des inactifs (3.34 %).
- La même situation est vraie pour le sexe féminin, de sorte que le pourcentage de femmes Actives (18.36 %) est pris en compte par rapport au pourcentage de femmes inactives (1.24 %). Mais voici le grand pourcentage de femmes restant à la maison était de (61.10 %).

Synthèse de l'analyse démographique :

- un chef-lieu de wilaya engorgé avec une population agglomérée de 99.30% de la population communale, et qui abrite 26% de la population totale de wilaya, Viennent ensuite Oued Zenatiet Bouchegouf, Alors que Bouhamdane, Rass Elagba et Sallaoua Anouna occupent la dernière place en termes de la densité (voir la carte n°08).
- Des communes qui ont récupéré un peu leur attractivité avec un taux d'accroissement élevé (commune Ben Djerrah : 4.96%, Khezaras : 2.5%, Hammam Debagh, El Fedjoudj, Bouchegouf, Oued Zenati, Oued Cheham) et un solde migratoire positif.
- Une attraction faible des communes rurales au profit des zones urbaines.
- Une jeunesse importante de la population malgré la baisse sensible du taux d'accroissement naturel avec une population de 295 510 (58,40%) en âge de travail et une population moins de 19 ans avec 160373 (32%), orientant les priorités d'amélioration du cadre de vie vers une mise en place de dispositifs particulier (voir la carte n°07).

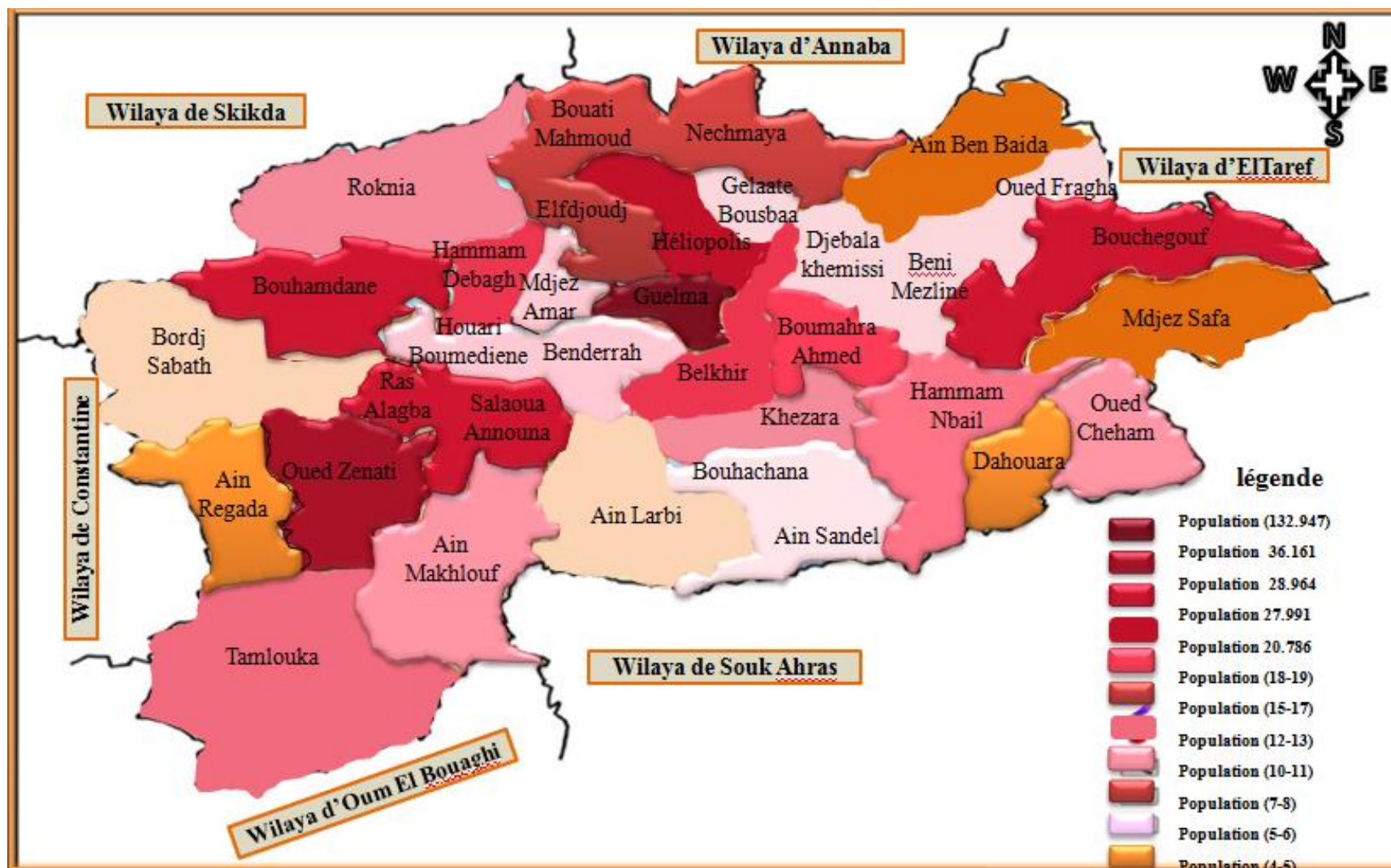


Figure 5.7 : synthèse de la population de la wilaya par Commune

Source : monographie de Guelma + traitement d'hauteur

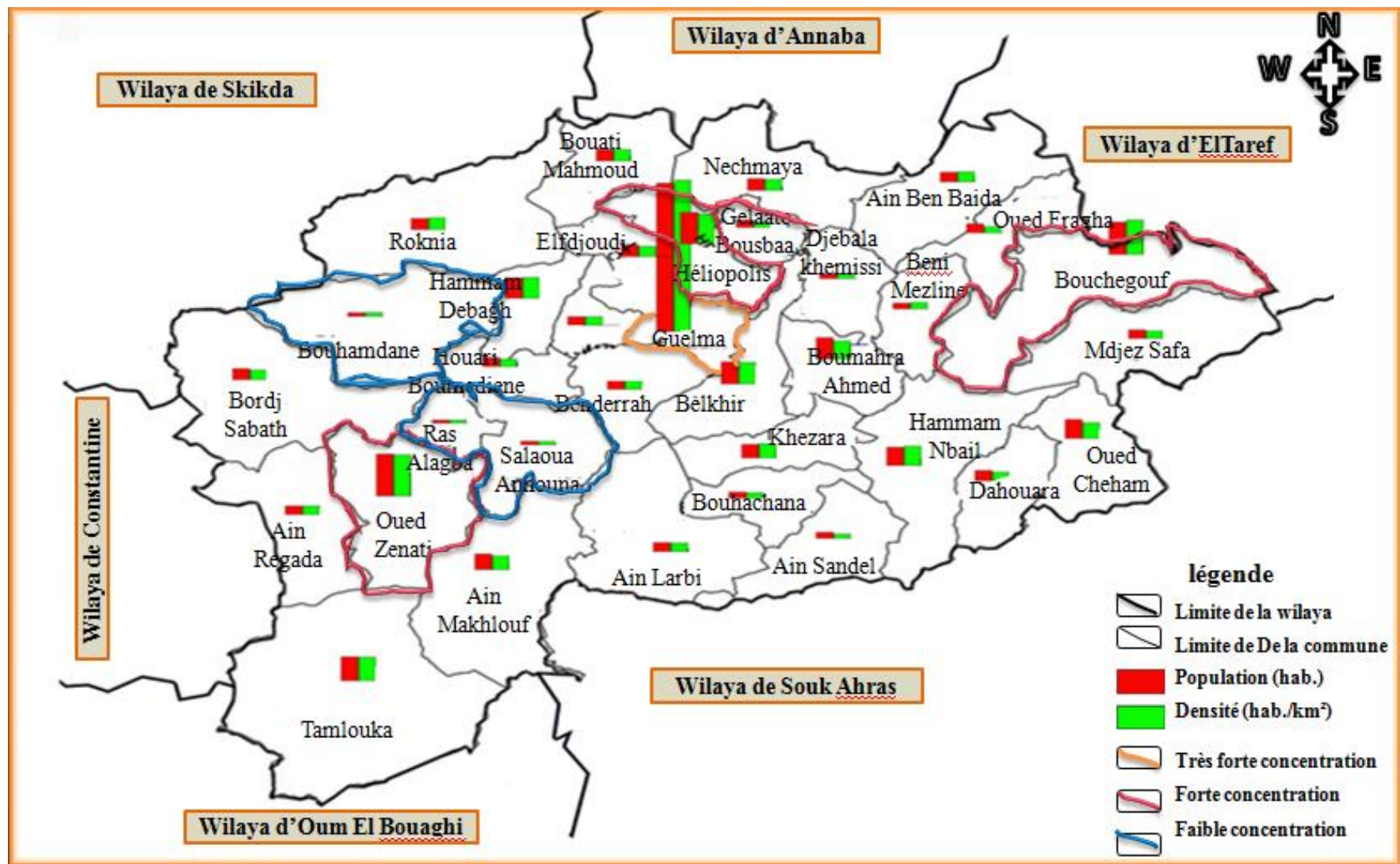


Figure 5.8 : synthèse de la population et la densité de la wilaya par Commune

Source : monographie de Guelma + traitement d'hauteur

5.3. L'Emploi :

La Wilaya de Guelma, persistant à une structure agricole, son secteur primaire ne suffit plus à absorber les requérants d'emploi. Relativement aux unités industrielles, elles sont non uniquement saturées mais en situation soit des obstacles, soit de non expansion économique.

✓ Situation (Estimative) 2015 :

* **Population active** : 271.471 soit un taux d'activité de 51,15 %.

* **Population occupée** : 185.768 personnes occupées, soit 68,43 % de la population active.

* **Population au chômage** : près de 17.741 chômeurs.

* **Taux de chômage** : près de 9,55 %,

L'évolution de l'emploi entre 1987 et 2015 montre une nette amélioration de celui-ci où le taux de chômage a diminué de 27.1% en 1987 et à 9.55% en 2015 grâce aux efforts de création d'emplois déployés par l'état ont été remarquables durant cette période,

Tableau 5.7 : Population en âge de travailler par dispersion et par sexe

	CHEF- LIEU	AGG SECONDAIRE	ZONE EPARSE	Wilaya
Masculin	106120	16125	19041	141286
Féminin	106290	15621	19072	140983
TOTAL	212410	31746	38113	282269

Source : Monographie de la wilaya de Guelma 2015 (direction de DPAT)

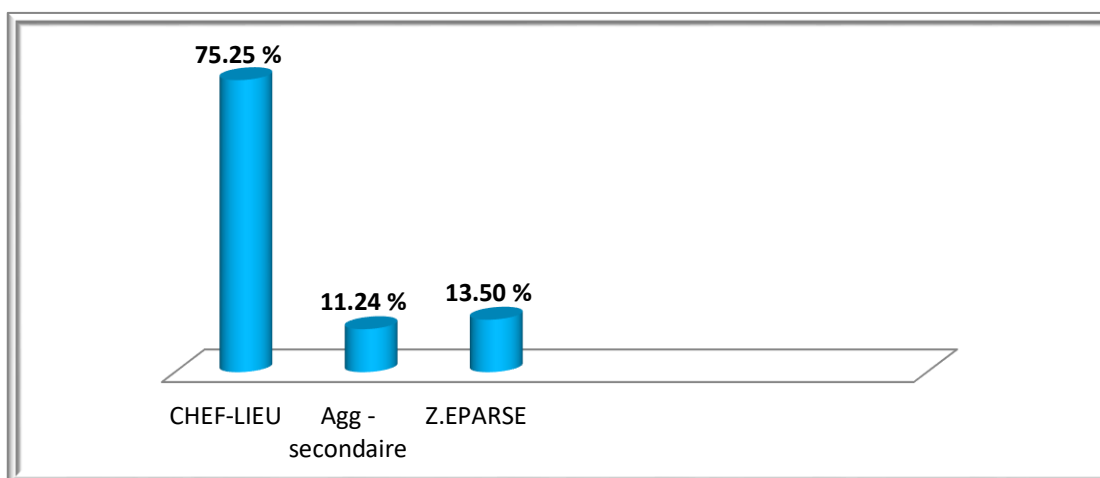


Figure 5.9 : pourcentage de la population en âge de travail par dispersion

Source : ABOUDI Nada

La population en âge de travail représente **58.51%** de la population total. Cette frange est très importante pour la force active.

La population en âge actif s'illustre essentiellement par une certaine équivalence entre les deux sexes masculin et féminin (représentent de **49.95%** et **50,05%** voir le tableau n°07).

Tableau 5.8 : Répartition des emplois par branche d'activité économique (B.A.E) :

Branches Activités Economique	Effectifs
Agriculture	79.694
Industrie	11.126
BTPH	35.271
Services,	38.986
Administrations	20.672
Ensemble Wilaya	185.768

Source : Monographie de la wilaya de Guelma 2016 (direction de DPAT)

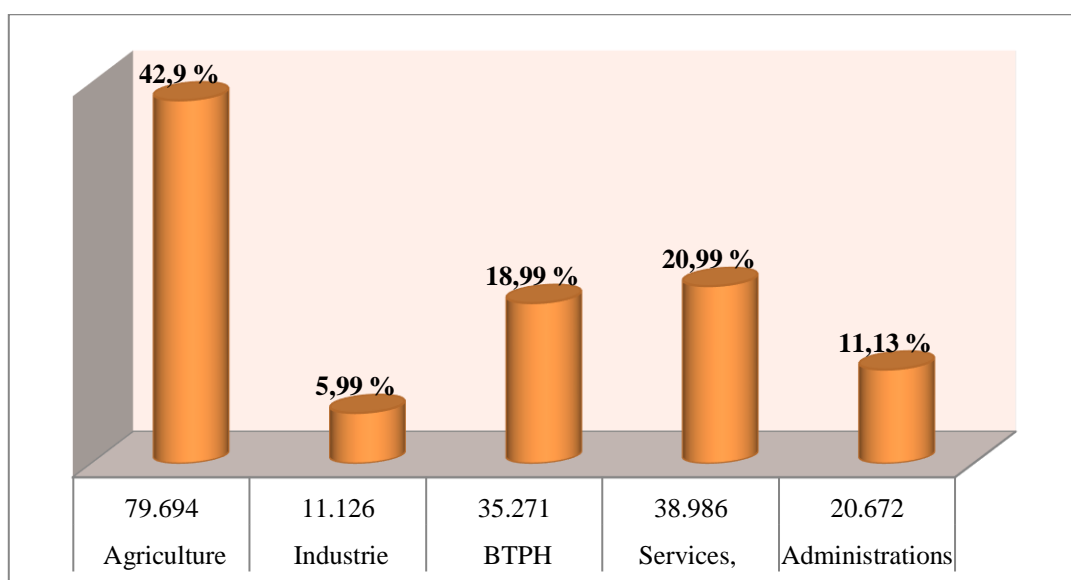


Figure 5.10 : Répartition des Emplois par Branche d'Activité Economique

Source : ABOUDI Nada

D'après ces statistiques, le secteur qui a pu absorber la plus grande tranche des chômeurs dans la Wilaya de Guelma c'est bien le secteur de l'agriculture, grâce à la céréaliculture,

les fourrages et légumes en particulier, et pareillement avec le secteur des services et de l'administration, car ils représentent ensemble un taux de 85% de la population occupée.

Aussi, le BTPH a pris de l'ampleur à la faveur des grands programmes publics d'équipement lancés ces dernières années avec un taux de 19% du nombre occupés. Ce secteur demeure en effet un domaine créateur d'emplois impliquant aussi bien les populations urbaines que rurales. Le reste de la population occupée dans le secteur de l'industrie en dernière place avec un taux de 6% (voir le tableau n° 08).

Une politique sociale pour la création d'emploi :

Le marché d'emploi en Algérie est tellement complexe que les autorités ont ouvert un dernier volet intitulé « Stratégie de promotion de l'emploi et de lutte contre le chômage » pour atteindre l'objectif de baisse du taux du chômage et prévenir le risque qui se profile à l'horizon .Cela est évident, en particulier lorsque la crise financière internationale avertit de récession économique de l'ensemble des pays de la planète.

De ce fait, il est absolument nécessaire de relever ce grand défi majeur de lutte contre le chômage, aujourd'hui confondu à cette durée très ambiguë de l'économie mondiale, et au temps où dans d'autres pays des mesures d'exigence sont mis en route pour se protéger contre des catastrophes de la crise financière internationale et des licenciements massifs qu'elle enfante.

L'Algérie a minimisé son taux de chômage au cours des dix dernières années grâce aux grands projets, de la construction notamment, que l'on retrouve partout à travers le pays (autoroute Est-Ouest, grands travaux ferroviaires, programmes spéciaux régionaux...), aussi par la mise en créant de nombreux dispositifs (ANSEJ, micro-entreprises, ANEM...) qui à leur tour ont permis d'épuiser un grand nombre de chômeurs. L'opération de l'activité économique, identiquement, a changé. Pendant que le secteur public était l'unique pourvoyeur d'emplois jusqu'à la fin des années 90, aujourd'hui c'est le secteur privé qui occupe approximativement la première situation en la matière, ensuite l'administration.

Les dispositifs créés pour aider les jeunes et les plus âgés à trouver un boulot ou créer sa propre entreprise mais, côté cour, l'image très soignée et officielle du marché de l'emploi, ainsi que les campagnes menées tambour battant sur les possibilités et les avantages offerts aux demandeurs d'emploi a été ternie.

D'autre coté, les jeunes qui étaient dans le passé perdus et désorientés ne sachant pas à quelle porte frapper pour déposer une demande, ont aujourd'hui plusieurs adresses pour s'informer et postuler même pour un poste selon leur profil. La création des directions de l'Emploi et des Agences nationales de l'emploi (ANEM) a été une bouffée d'oxygène à travers laquelle les jeunes gardent espoir.

La création de plusieurs mécanismes de l'emploi représentent des opportunités pour tous les jeunes qui souhaitent créer leurs propres entreprises et deviennent entrepreneurs dont :

- L'Agence nationale de l'emploi des jeunes (ANSEJ)
- L'Agence nationale de la gestion du microcrédit (ANGEM)
- La Caisse nationale de l'assurance chômage (CNAC)
- Le centre de facilitation des PME.

Tel que expliqué par les responsables de ces différents dispositifs, avec une dose de sérieux et de rigueur, la chance est du côté de toute personne - même âgée de 50 ans et au chômage de percer dans le monde du travail.

Donc Il existe une réelle politique de création d'emplois qui préconise de très nombreux dispositifs et programmes pour Promouvoir l'emploi et lutter contre le chômage :

En ce qui concerne les emplois générés dans le cadre du plan d'action pour la promotion de l'emploi et de la lutte contre le chômage reparti comme suit :

▪ **Dispositif de création d'activité :**

a- A.N.S.E.J

Tableau 5.9 : Bilan de l'activité de l'ANSEJ Guelma

secteur	NBRE de projets inscrits	NBRE de projets financés	Poste d'emploi Estimés
Services	3887	764	1366
Transport de marchandises	3973	560	1120
Transport de voyageurs	144	22	55
Transport de Frigorifiques	491	154	308
Maintenance	52	12	30
Activités libérales	187	86	215
Industrie	851	222	537

Travaux publics	799	319	913
Agricultures	2798	239	571
Artisanat	854	225	484
Total	14036	2603	5599

Source : ANSEJ Guelma 2016

On constate que :

- Il reste toujours un écart considérable de 81.45% entre les projets inscrits et celles qui sont financés.
- Le secteur non productif (service et transport) occupe tout seul 60.50% parmi les projets inscrits dont 17.65 % ont été acceptés par la banque (dossiers financés) et qui représentent 57.63% de l'ensemble des projets financés. Suivi par l'agriculture avec un taux de 20.0% des projets inscrits dont 8.54% ont eu la réponse positive de la banque et le reste englobe les autres secteurs.
- Il semble en ce qui précède que les demandeurs préfèrent l'investissement dans le secteur de services peut-être car il est facile de le gérer et qu'il ne demande pas beaucoup de temps pour qu'il devienne rentable.
- Le nombre des postes d'emploi estimé à la wilaya dans l'année 2011 par le dispositif de l'ANSEJ est de 5599 postes, c'est à dire 2 postes /entreprise en moyenne (voir le tableau n° 09)

b- C.N.A.C

Tableau 5.10 : Bilan CNAC Guelma

Secteur	Nombre de dossiers déposés	Nombre de dossiers étudiés	Accords notifiés de banque	Nombre de projets financés	Poste d'emplois prévus	Poste d'emplois Réels
Industrie	60	29	12	11	66	45
BTPH	195	112	19	30	150	63
Agriculture	155	55	13	15	45	35
Services et Transport	2202	1567	420	352	704	177
Artisanat	224	114	25	23	92	70

Total	2836	1877	489	431	1057	390
--------------	-------------	-------------	------------	------------	-------------	------------

Source : CNAC Guelma 2016

Tableau 5.11 : Bilan global CNAC Guelma

Secteur	Nombre de dossiers déposés	Nombre de dossiers étudiés	Accords notifiés de banque	Nombre de projets financés	Poste d'emplois prévus	Poste d'emplois Réels
Industrie	133	76	35	24	144	45
BTPH	437	276	112	100	500	200
Agriculture	547	266	45	37	111	74
Services et Transport	3919	2753	1082	908	1816	908
Artisanat	401	213	67	53	212	106
Total	5442	3584	1341	1122	2783	1332

Source : CNAC Guelma 2016

Le bilan global du CNAC : sur **5442** dossiers déposés au niveau du CNAC de Guelma **1122** seulement ont été réalisés en activités réelles soit **20.61%**, engendrant **1332** postes d'emplois.

Le secteur des services et transport occupe toujours une place prépondérante par rapport aux autres secteurs et de ce fait les demandeurs préfèrent ce type d'investissement car il est facile de gérer et rapidement rentable (voir le tableau n° 11).

Cette première série de dispositifs qui vise le soutien à la création de l'activité a mobilisé davantage de crédits dont les secteurs bénéficiaires ont été essentiellement les services, l'industrie et l'artisanat, tandis que l'agriculture est l'un des secteurs qui n'a pas profité de ces projets

D'ailleurs il y a toujours un grand écart entre le nombre des inscrits et celui des dossiers acceptés. Ceci explique la lenteur des financements et des procédures de crédits.

Malgré cela, il convient de souligner que ces activités portant des enveloppes financières conséquentes contribuent activement à atténuer les effets du chômage qui reste relativement élevé.

C. A.N.G.E.M

Tableau 5.12 : Bilan ANGEM par secteur d'activité

secteur	Nbre de projets inscrits		Nbre de projets financés		Nbre de postes d'emploi estimés	
	AMP 40.000 DA	Financement Triangulaire de 100.000 A 1000.000DA	AMP 40.000DA	Financement Triangulaire de 100.000 A 1000.000DA	AMP 40.000DA	Financement Triangulaire de 100.000 A 1000.000DA
Service	1068	753	776	66	776	198
Industrie	1	8	1	4	1	12
Travaux Public	111	9	111	0	111	0
Agriculture	2066	121	1906	23	1906	69
Artisanat	4459	1182	3584	138	3584	414
Total	7705	2073	6378	231	6378	693

Source : ANGEM Guelma 2016

On note que les dossiers financés au niveau de l'ANGEM de Guelma ne représentent que 67,60% des dossiers inscrits, dont 96,50 % de type financement mixte (peu crédit : 40.000Da), la majorité des bénéficiaires de ce type sont des femmes au foyer, ou des personnes qui ont utilisé ce type de crédit, pas pour le montant lui-même mais pour avoir un local parmi les locaux du programme présidentiel (100 locaux par commune).

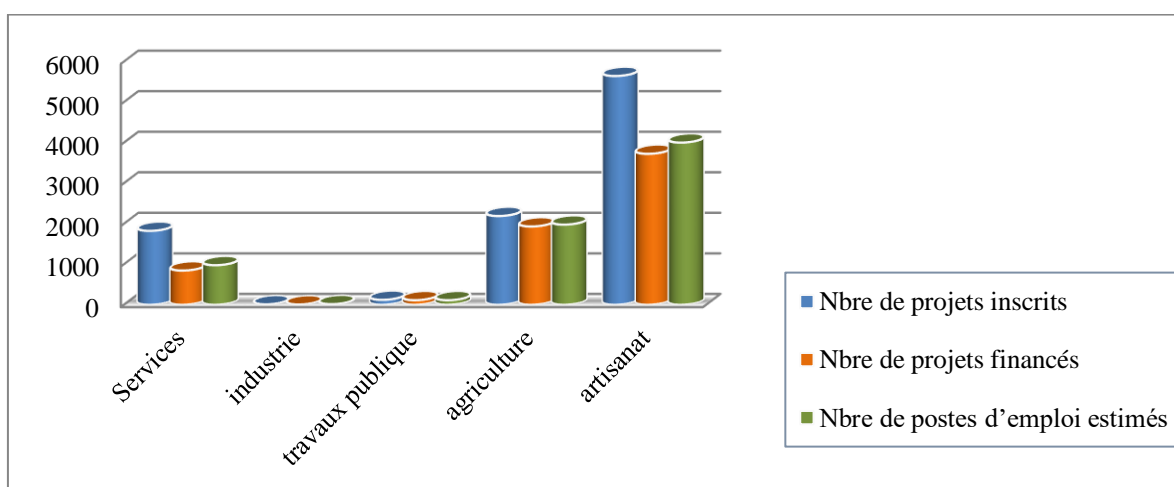


Figure 5.11 : Bilan ANGEM par secteur d'activité

Source : ABOUDI Nada

▪ **Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle :**

- ✓ 560 : CID
- ✓ 671 : CIP
- ✓ 134 : CFI
- ✓ 1178 : CTA

Les formules de l'agence nationale de l'emploi (ANEM) –Wilaya de Guelma

Une nouvelle politique a été appliquée depuis juin 2008 pour promouvoir l'emploi et lutter contre le chômage. C'est le dispositif **d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP)** qui est l'ex pré emploi, transformé en nouveau dispositif afin de couvrir non seulement les jeunes diplômés mais aussi la catégorie qui ne dispose d'aucune qualification.

Ce dispositif comprend trois contrats d'insertion professionnelle.

- ✓ Le premier concerne les diplômés de l'enseignement supérieur et les techniciens supérieurs : contrat d'insertion des diplômés (CID).
- ✓ Le second concerne les diplômés de la formation professionnelle et les jeunes sortant du cycle secondaire : contrat d'insertion professionnelle (CIP).
- ✓ Le troisième contrat est destiné aux demandeurs d'emploi sans formation ni qualification : contrat de formation insertion (CFI).

Pour ce qui est des emplois créés dans le cadre des dispositifs d'insertion sociale leur nombre est de 3.316 repartit comme suit :

- Emplois au titre du programme d'aide à l'insertion sociale (DAIS) : 650
- Dispositif (Blanche Algérie) : 800
- Programme TUPHIMO : 866
- Programme prime d'insertion des diplômés (PID) : 1.000

La répartition des employeurs par secteur d'activités et par commune (voir la carte n°08).

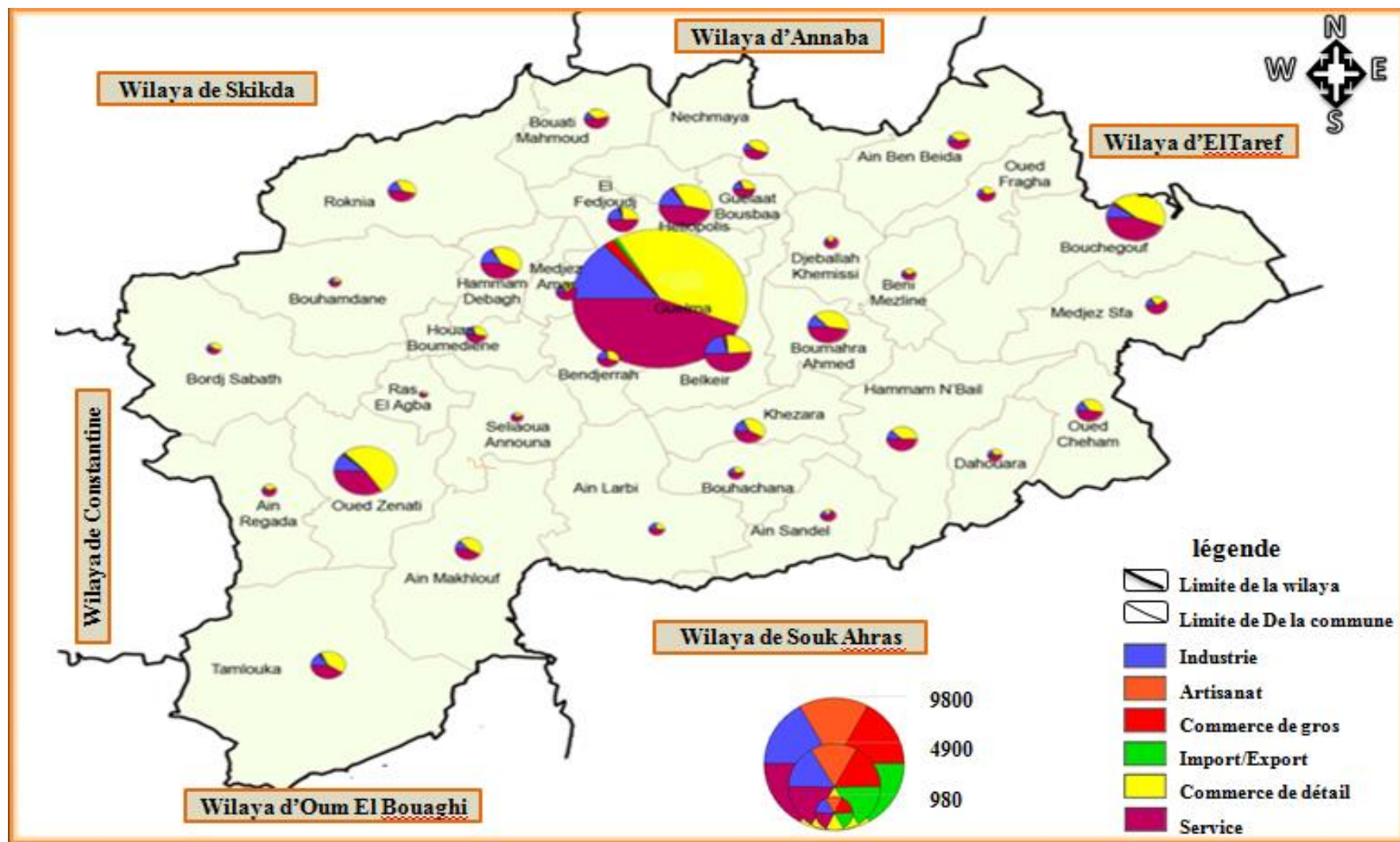


Figure 5.12 : Synthèse de répartition des employeurs par secteur d'activités

Source : monographie de Guelma + traitement d'hauteur

Conclusion :

La population jeune est constituée de plus de 55 % d'individus de plus de 20 ans et ce qui constitue un atout favorable pour le développement et le progrès socio-économique et culturel de la wilaya si ce potentiel est pris en charge dans de bonnes conditions. D'ailleurs, cela paraît un élément fort encourageant pour une meilleure prise en charge de cette population.

Le niveau de développement démographique dans la wilaya est cohérent avec le niveau national. En outre, le taux de croissance global est une opportunité pour la wilaya d'atteindre divers objectifs de développement local.

Par conséquent, la question devrait être posée : comment prendre les effets positifs des caractéristiques sociales et éviter les effets négatifs ?

Après avoir étudié la dimension sociale, il est devenu clair pour nous qu'il ne suffit pas seulement de réaliser le modèle de développement local durable.

Les deux dimensions spatiales et économiques jouent un rôle essentiel qui doit être pris en compte dans l'amélioration du modèle de développement local durable.

C'est ce que nous aimerions mettre en lumière dans le deuxième chapitre (le chapitre qui suit), dans lequel nous allons tenter de donner l'accent sur les potentialités spatiales (environnementales) de la wilaya de Guelma.

5.4. Les caractéristiques sociologiques (l'enquête sur terrain) :

5.4.1. Les étapes à suivre pour la réalisation du questionnaire

✓ Le choix des échantillons et définition de la méthode d'enquête :

Pour l'élaboration de ce questionnaire, le choix a été porté sur chaque branche d'activité sélectionnées en activité de leur poids sur l'économie de la wilaya (les agriculteurs, les industriels et les artisans) pour la raison évidente que ces échantillons n'étaient pas aléatoires (orientés logiquement) et dans chaque groupe d'échantillons, des sélections aléatoires : simple. La collecte des offertes s'est réalisée sur place et les résultats obtenue sont généralisés à chaque groupe ciblé.

En raison du grand nombre d'échantillons de l'enquête, nous avons opté pour l'utilisation de la méthode de groupe de discussion ou « focus group » : un groupe d'individus allant de 3 à 10 personnes sélectionnés qui permet de collecter des

renseignements ou des informations sur un thème ciblé en fonction de l'échange d'expériences personnelles et de la présentation des opinions et de l'expression des sentiments et des tendances d'une heure à deux heures.

Cette approche est un aspect de recherche qualitative / étude qualitative qui se contourne au sein d'un groupement précise, pour inspirer la réponse de ce groupe et l'attitude qu'il adopte envers un produit, un service, un concept ou des avis. Il est également utilisé pour tester ou faire émerger de nouvelles idées inattendues pour le chercheur.

Cette méthode est largement utilisée pour sa simplicité, sa clarté et ses facilités pour les répondants car elle permet de :

- ✓ Connaître l'interaction d'un groupe par rapport à un sujet particulier ;
- ✓ Connaître le degré de réactivité à certaines questions et rapidement ;
- ✓ Découvrir comment les gens se sentent ou agissent envers une cause particulière et pourquoi ils se sentent ou agissent aussi bien.

Le groupe de discussion est habituellement utilisé pour atteindre les cibles suivantes :

- ✓ Recueillir des avis, des pensées et des attitudes sur un sujet
- ✓ Affirmer des hypothèses
- ✓ pousser les gens à parler de problèmes spécifiques

Notre hypothèse est de prouver que la dimension sociale, la dimension environnementale et la dimension économique sont les fondements du développement local. Par conséquent, la recherche se concentrera sur les mesures d'indicateurs qui décrivent et définissent les concepts développés dans la première partie. En plus de ces indicateurs, nous étudierons un autre indicateur, à savoir la dimension politique concernant la « Prise de décision » et les changements institutionnels liés à la région. Pour ce faire, nous allons essayer de mesurer différents indicateurs et d'autres dimensions liées aux concepts mentionnés ci-dessus.

Les précisions sur les informations contenues dans le tableau suivant : (En annexe, vous trouverez les détails complets pour chaque échantillon)

Tableau 5.13 : Récapitulatif des échantillons d'enquête

Population mère	Taille de l'échantillon	Observation
22679	allants de 1133 à 2267	Selon les enquêtes de cette manière, nous trouvons que le nombre des enquêtés n'a pas atteint 10% mais dépassé 5%

Source : ABOUDI Nada

✓ **La préparation du questionnaire :**

Le questionnaire se compose de 33 questions et ces questions sont divisées en 4 sections et qui sont les suivantes :

- 1) La première section est appelée « aspect démographique et socio-professionnel » : les questions de cette section sont des questions préliminaires (partie introductive) pour faire une idée générale de la personnalité liées aux futures mesures de développement économique.
- 2) La deuxième section est appelée « aspect socio-économique » où nous avons essayé à travers les questions de cette section de préjuger les divers aspects tels que la coopération, l'étendue de la connaissance de la région locale et enfin le niveau d'échange social et économique entre les communes de la wilaya.
- 3) La troisième section est appelée « aspect financier » et se rapporte à toutes les questions liées à l'investissement : la source du capital, l'épargne et la source de compensation en cas de défaillance.
- 4) La quatrième section traite sur « les relations avec les autorités locales » en évaluant l'environnement socio-politique entre les citoyens et les autorités à travers des indicateurs qui nous permettent de déterminer la qualité de cet environnement tel que : la communication, l'intégration et l'animation...etc.

Enfin, nous terminons ce questionnaire avec une question générale pour ouvrir un espace de liberté afin de leur permettre d'exprimer leurs points de vue sur l'avenir du développement local dans la wilaya.

5.4.2. L'analyse des résultats par thématique issus des questionnaires :

5.4.2.1. L'aspect démographique et socioprofessionnel :

Cette partie de l'enquête met en évidence les différentes caractéristiques soit démographiques ou socioprofessionnelles comme l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, etc. (voir graphique n ° 13). Connaître ces caractéristiques nous aide à mieux définir les groupes cibles.

✓ Les caractéristiques démographiques :

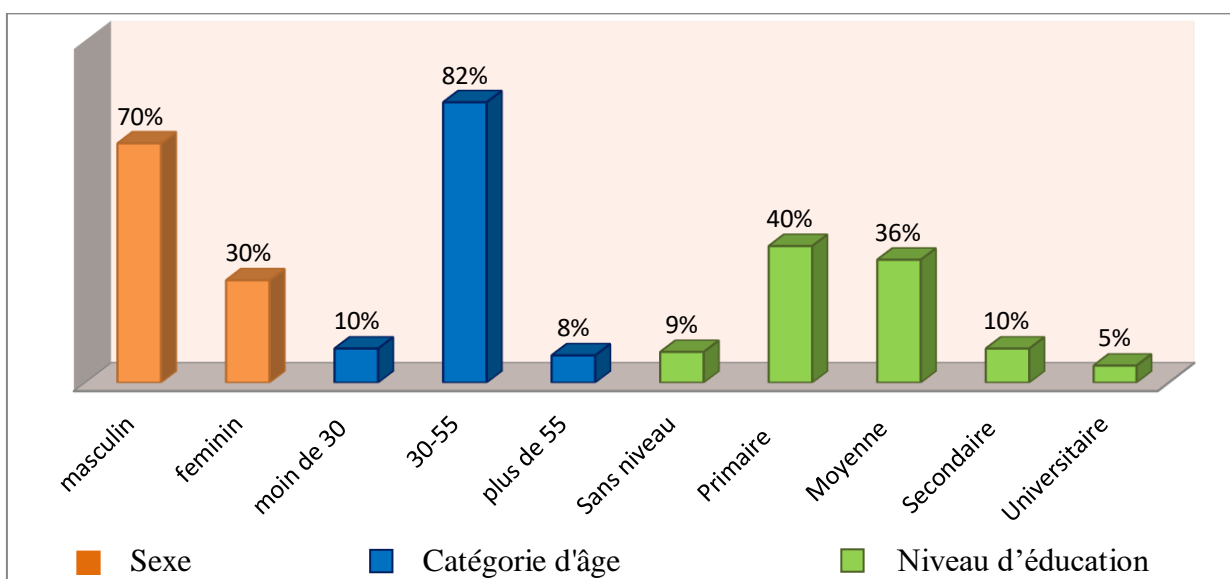


Figure 5.13 : Les caractéristiques démographiques de la population enquêtée

Source : l'auteur, 2018

- ✓ La population de sexe féminin, représente qu'environ 30 % des femmes travaillant dans différents domaines d'activité particulièrement dans l'agriculture et l'artisanat mais dans le domaine l'industrie on les trouve dans les PME.
- ✓ La plupart des enquêtés résident dans la commune de Guelma (chef lieu de la wilaya).
- ✓ Le groupe d'âge prédominant est représenté par 82% de ce groupe entre 30 et 55 ans, indiquant la population travaillant est dans un âge moyen.
- ✓ À propos de le niveau d'éducation, les résultats montrent que 40 % de la population enquêtées ont le niveau primaire, le niveau moyen représenté 36 % et le niveau secondaire représenté 10 %. Les 9% restants des enquêtés sont sans niveau et employés dans le domaine de l'agriculture. Un pourcentage faible de personnes universitaires travaillant dans le secteur d'industrie (PME).

- ✓ Concernant le niveau d'éducation, les résultats montrent que 40% de la population enquêtée à un niveau primaire, 36% à un niveau moyen et 10% à un niveau secondaire. Les 9% restants sont sans niveau et travaillent dans la branche d'agriculture. Faible pourcentage à un niveau universitaire travaillant dans le secteur industriel (PME).
- ✓ **les caractéristiques socioprofessionnelles :**

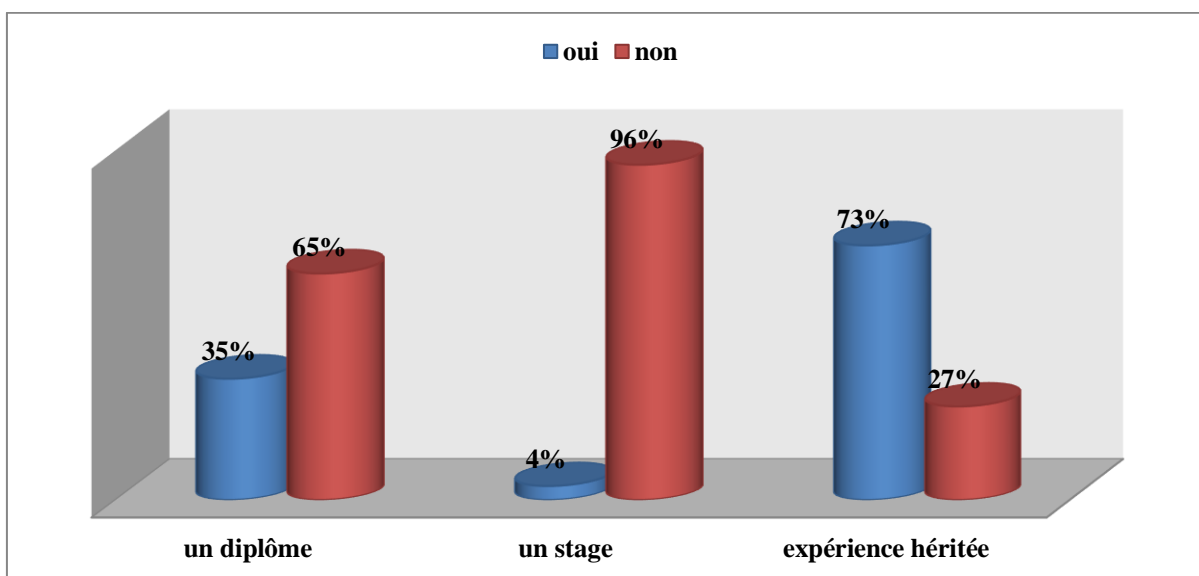


Figure 5.14 : Les caractéristiques socioprofessionnelles de la population enquêtée

Source : l'auteur, 2018

- ✓ Les résultats montrent qu'environ 73% de ces personnes ont plus de 10 ans d'expérience.
- ✓ Nous notons que uniquement de 35% des populations de la wilaya ont un diplôme dans le travail et aussi des expériences héritées. Ce sont principalement des artisans qui sont pour la plupart diplômés.
- ✓ Malheureusement, ces diplômés ne bénéficient d'aucune formation complémentaire ou reconversion (stage) sauf certains artisans dans environ la moitié ont profité une formation (stage). (voir le graphique n°14).

Les principaux résultats des caractéristiques de cette section sont :

- ✓ Le faible niveau d'éducation des membres de ses groupes au niveau de la wilaya ;
- ✓ Une expérience professionnelle significative ;
- ✓ Le rôle des femmes dans quelque branche d'activités économiques au niveau de la wilaya, en particulier l'agriculture et l'artisanat.

Dans la stratégie de développement locale, il doit être pris en compte toute ces caractéristiques.

5.4.2.2.L'aspect socio-économique

Dans l'ensemble, le travail d'équipe (commun) est mis en condition par des facteurs sociaux et culturels, aussi avec la médiation par es 'institutions formelles qui favorisent la cohésion de travail commun. Alors nous allons essayer d'étudier l'aptitude à la collaboration.

L'aptitude à la collaboration

Il y a des caractéristiques fiables comme l'appartenance, la créance (fiabilité), l'esprit social et l'entraide nécessaires afin de juger de l'aptitude à la collaboration entre les groupes socio-économiques au niveau des communes de la wilaya (voir le graphique n°15).

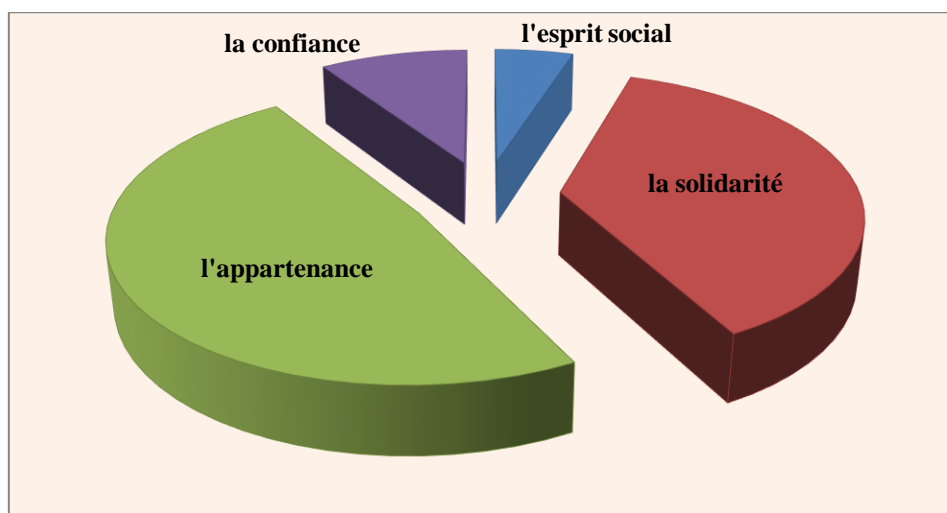


Figure 5.15 : les caractéristiques de l'aptitude à la collaboration

Source : l'auteur, 2018

➤ L'appartenance

- ✓ Les résultats de l'enquête ont montrés que l'indice d'appartenance est très fort car un faible pourcentage (12 %) de la population enquêtée a montré son désir de quitter le territoire pour chercher à tirer profit ailleurs.
- ✓ Alors que 28 % ont accepté de changer leur travail tout en restant dans le territoire (surtout dans l'agriculture).

Cet indicateur montre que la population en général affiche des valeurs très positives, encourageant une vision commune pour l'avenir de la région.

➤ **La créance (la confiance ou fiabilité)**

- ✓ Les résultats de l'enquête montrent que 83 % de la population donne confiance à la minorité des gens de la commune, alors que seulement 17% de ces populations ne font confiance qu'à une majorité.

Nous trouvons une contradiction dans les résultats attendus : malgré une puissante appartenance dans la région, bien que cependant la confiance reste limitée à un milieu de connaissances limité.

➤ **l'esprit social (Intimité)**

- ✓ Les indicateurs de l'esprit social, concluent que 91% des répondants préfèrent travailler séparés (seuls). C'est un moyen d'éviter les difficultés et de faire un bon travail, tandis que 74% de ces répondants (en particulier les agriculteurs) ont une relation non professionnelle avec leurs collègues.
- ✓ La plus part de la population enquêtée ne se soucie pas de la vie associative et regarde que c'est une perte de temps.

Nous trouvons une vulnérabilité sociale et un individualisme fort.

➤ **La solidarité (l'entraide)**

- ✓ Environ 68% des enquêtés assurent que existe une solidarité entre les gens de groupes d'activité en raison de la nature du travail, car la plupart d'entre eux appartiennent au secteur agricole. D'autres disent que 32% des enquêtés assurent que n'existe pas la solidarité entre les groupes de travail et la plupart d'entre eux appartiennent au secteur de l'artisanat.

Généralement, l'indice de l'aptitude à la collaboration montre des résultats très positifs pourtant que l'absence de relations régulières entre ses indicateurs pour évaluer ce niveau : un faible indicateur d'esprit social, un indicateur de solidarité très positif, un indicateur d'appartenance et un indicateur de confiance sont également en contradiction.

La compréhension du territoire local

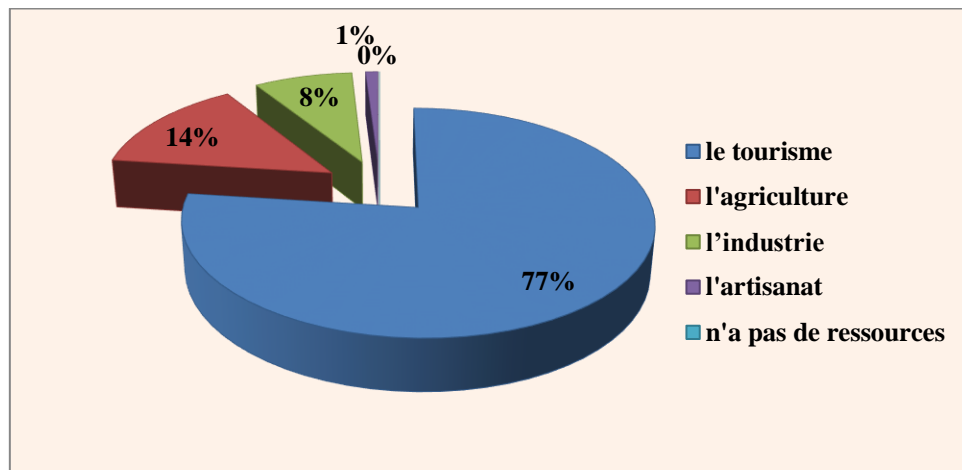


Figure 5.16 : les caractéristiques de La compréhension du territoire local

Source : l'auteur, 2018

- ✓ Selon l'enquête, plus de 77% de la population, voit le tourisme (El Hammamet) est le principal atout économique de la wilaya. En deuxième place vient l'agriculture avec un pourcentage de 14 % et puis viens l'industrie avec un pourcentage de 8 %. Le totale de la population donne moins d'importance à e secteur d'artisanat. Il est à noter que 00 % de la population considèrent que la wilaya n'a pas des ressources économiques (voir le graphique n°16).
- ✓ Concernant les problèmes de développement de la wilaya, la majorité des répondants signalent les problèmes humanitaires (gestion, qualité des relations administratives) : les agriculteurs considèrent que les autorités locales ne font pas assez pour améliorer leur environnement fonctionnel et leurs conditions de vie. Les industriels sont catégoriques sur le problème des fréquentes coupures de courant. Pour les artisans, ils posent le problème de la pénurie de matières premières.

D'une manière générale, cette perception populaire de la population peut encourager une action dans l'intérêt collectif. (Voir le graphique n°16).

L'ouverture à l'externe

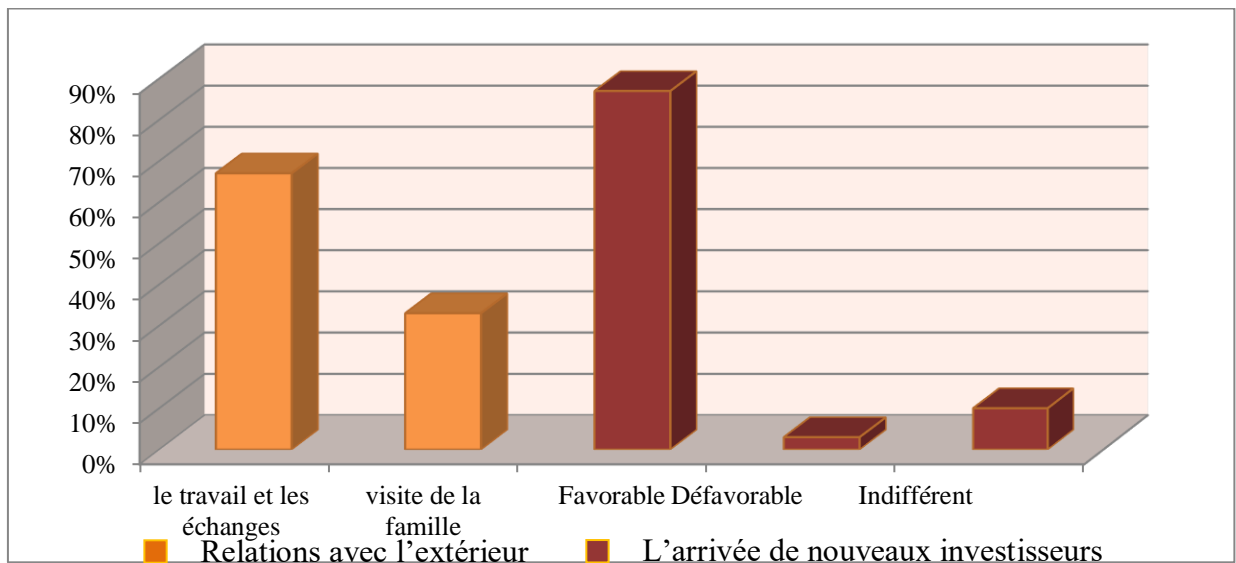


Figure 5.17 : les caractéristiques de l'ouverture à l'externe

Source : l'auteur, 2018

- ✓ Les résultats ont montré que tous les répondants ont des relations avec les autres wilayas (extérieur), et ils représentent 100% d'entre eux 67% pour les voyages d'affaires et de commerce. Les voyages à l'extérieur pour rendre visite à la famille et aux amis représentaient 33% des résidents interrogés, tandis qu'aucun n'a déclaré n'avoir jamais voyagé à l'extérieur.
- ✓ Concernant l'arrivée de nouveaux investisseurs dans la région, près de 87% d'entre eux soutiennent, mais pour autant que leurs entreprises créent de nouveaux emplois. Alors que 10% se déclarent indifférents. Le reste, qui représente 3%, est opposé à l'arrivée des investisseurs pour des raisons environnementales et sociales.

En général, les indices d'ouverture sont attrayants et les groupes semblent davantage liés aux étrangers. (Voir le graphique n°17).

D'après ses résultats de ses indicateurs précédents, le sectaire préfère le processus de développement économique durable malgré certaines restrictions dont il faut tenir compte.

5.4.2.3. L'aspect financier

- ✓ La plupart des enquêtés ont déclaré que l'autofinancement était la principale source de financement de leurs activités actuelles ou prévues. C'est le moyen par excellence d'éviter divers risques, pendant que l'emprunt auprès de la famille et des amis reste la deuxième source. Seulement 6% ont déclaré avoir reçu des crédits bancaires pour financer ses activités. Cela signifie que la grande majorité n'utilise pas, ou peu, de crédits bancaires.
- ✓ Ces résultats s'expliquent par imposent souvent des taux d'intérêt très hauts en raison du risque de non remboursement.
- ✓ Mais une proportion significative de la population enquêtée finançait leurs projets en aidant l'Etat dans le cadre de l'ANSEJ dans le secteur de l'agriculture et l'industrie et ANGEM beaucoup plus dans le secteur de l'artisanat.

C'est pourquoi la population préfère le système financier informel (autofinancement, empreint de la famille ou des amis proches) et évite les services fournis par les institutions financières de l'État.

5.4.2.4. Relation avec les autorités locales

La volonté des pouvoirs politiques locaux de traiter le développement local au niveau de la wilaya est analysé sur la base des données démographiques étudiées.

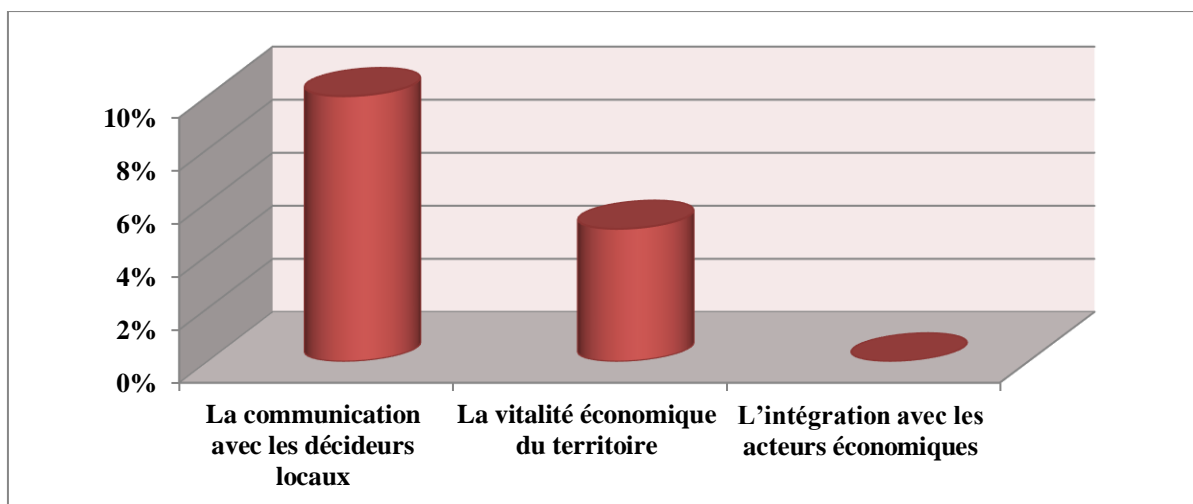


Figure 5.18 : les caractéristiques de l'environnement socio-politiques
Source : l'auteur, 2018

- ✓ **La communication avec les décideurs locaux (connexion) :**
- ✓ Les résultats de l'enquête montrent que 47% de la population enquêtée dit avoir des difficultés à communiquer avec les décideurs. D'autres enquêtés affirment n'avoir

aucune difficulté à communiquer avec les décideurs, ce qui représente environ 53%.

✓ **La vitalité économique du territoire (animation) :**

✓ Dans la wilaya de Guelma, cette activité (animation, exposition etc.) est absente dans toutes les branches d'activité, à l'exception de certaines initiatives personnelles de la part des artisans qui prend la forme des foires en la marge de manifestation officielle. Certains artisans interrogés affirment qu'ils participent régulièrement à ces expositions, les reste des artisans ne participent pas à ses manifestation.

✓ **L'intégration avec les acteurs économiques (l'harmonie) :**

✓ Selon les repenses, tous les enquêté ont indiqué qu'ils n'avaient jamais été invités à des réunions consultatives au niveau de leur commune.

✓ Tous ces enquêtés ont déclaré avoir reçu des visites de représentants locaux au lieu de travail seulement pendant les périodes des élections.

Ces réponses témoignent du manque d'intégration, formelle ou informelle.

L'analyse des relations sociopolitiques à l'échelle de la wilaya montre un faible niveau de communication, d'activation économique et de manque d'intégration. Cette situation menace le succès et la pérennité des projets collectifs de développement économique. (Voir le graphique n°18)

5.4.2.5. La vision du développement local dans le futur :

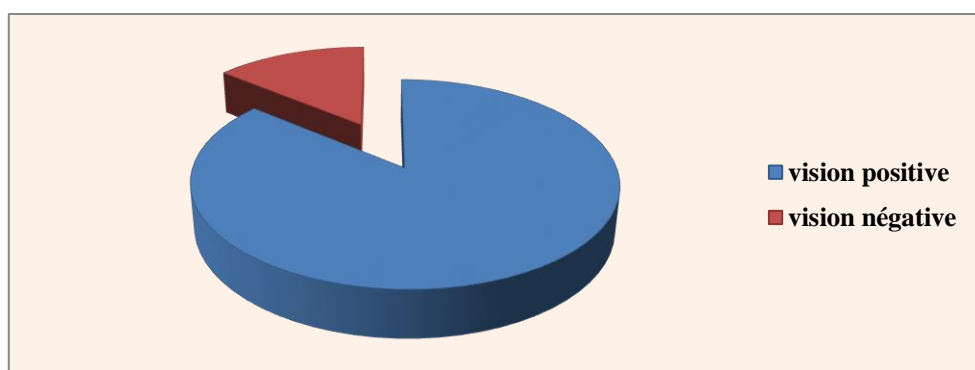


Figure 5.19 : La vision de développement local dans le futur

Source : l'auteur, 2018

Suite à la demande portant sur les recommandations des actions principales pour consolider la vie économique locale de la wilaya, nous constatons deux perspectives très distinctes : (voir le graphique n°19).

- ✚ **Une attitude positive** : elle est exprimée par la plupart des personnes interrogées, qui sont 86%. Cette attitude positive est un des atouts majeurs pour la réalisation de la méthode de développement local.
- ✚ **Une attitude négative** : représente 14% des personnes enquêtées. Ils considèrent qu'il n'y a pas de solution pour sortir de cette situation. Ce regard peut être expliqué par le sentiment de désespoir de ces personnes, qui est un facteur favorisant la réalisation du projet de croissance locale car il permet d'agir de manière positive et de résilier les difficultés (voir graphique n°19).

Pour la catégorie optimiste des enquêtés, les efforts de développement local durable devraient se concentrer sur :

- ✓ La prise en charge des besoins sociaux fondamentaux : l'emploi, les équipements et les services
- ✓ La diversification des actions d'investissements : c'est la principale voie d'accès facile au développement économique dans la wilaya.
- ✓ La rectification des lois (la rendre plus flexible)
- ✓ Le développement de la vie associative
- ✓ Le développement du secteur touristique en effet qui constitue le moteur de développement local : la wilaya est riche en sites touristiques, mais beaucoup d'entre eux a négligé ceci est la raison de l'absence de touristes.
- ✓ L'aide financière : pour améliorer et développer les travaux « renforcement des agriculteurs (le coût du matériel d'agricultures est très coûteux) et les artisans (manque de matière première en plus du coût très élevé) »
- ✓ La non-discrimination entre les communes de la wilaya (l'égalité des droits)

Conclusion

Les caractéristiques liées à la vie quotidienne apportent une réelle valeur aux trois dimensions de la durabilité :

- La dimension de durabilité économique en facilitant le fonctionnement en équipe.
- La dimension durabilité écologique par une meilleure qualité de vie
- La dimension durabilité sociale de façon concrète.

En effet, en travaillant sur le levier social, on ne cherchera pas forcément à perfectionner le dispositif, mais à modifier la façon dont on en fait usage. La volonté de se responsabiliser

en prenant davantage en charge le développement de son propre territoire donne bien plus de sens aux éléments du système qu'à la transformation des dispositifs. En outre, les actions de programmation doivent tenir en compte la mixité sociale des compétences humaines et favoriser des modes de fonctionnement qui prennent en compte cette diversité.

La question est alors de savoir de quelle manière on peut saisir au mieux les effets bénéfiques des éléments sociaux de la collectivité, tout en éliminant les effets défavorables.

Les résultats de l'enquête montrent que, de façon générale, la seule intégration de la dimension sociale ne suffit pas à faire évoluer le mode de développement durable local. Le cadre spatial, économique et social à partir de ses possibilités et de ses contraintes est aussi un des principaux éléments à considérer pour mieux sculpter ce dernier, en intervenant sur les autres facteurs (politiques et financiers) qui engendrent un ralentissement de l'économie au niveau de la wilaya.

CHAPITRE VI :

LE CONTEXTE SPATIAL LOCAL ; VARIETE ET MULTI- ACTIVITE

Introduction :

Le contexte spatial est un sujet vital pour le développement de toute la région car l'exploitation de toute matière environnementale est liée à la source.

Dans ce chapitre, nous étudierons le contexte environnemental en identifiant les différentes entités ou soi-disant les grands ensembles physiques basés sur les zones homogènes, permettant d'analyser le territoire de la wilaya et de comprendre toutes les ressources de chaque zone, en particulier les zones hydrogéologiques. Et ceci, sans pour autant oublier les grands dangers car on sait que la wilaya de Guelma est confrontée à certains risques majeurs et à des degrés plus au moins intenses Il est bien entendu impossible de dresser une liste exhaustive de tous les dangers ; puisqu' ils sont infinis, mais nous pouvons donner une vue complète de celui-ci.

Et bien sûr, l'identification de ces entités dépend d'une approche géophysique pour identifier la topographie et les potentialités naturelles de ces différentes entités spatiales. Cette approche nécessite de combiner :

- Cartes synthétiques et thématiques ;
- Données statistiques sur la wilaya ;
- Des études menées sur la wilaya avant.

La prédisposition du territoire de Guelma au développement :

6.1. Le contexte :

La wilaya présente une armature urbaine wilayale tripolaire avec un noyau régulateur dominant (Guelma) et deux pôles de moindre importance (Boucheouf et Oued Zenati) :

- La zone centrale comprenant la plaine de Guelma, c'est-à-dire les terrains irrigables et les monts les plus élevés –djebels Maouna (1411 m) et Houera (1292 m),

- La zone Est de Bouchegouf, dominée par les piémonts et la plaine de Bouchegouf, qui elle aussi est irrigable,
- La zone d'Oued Zenati, à l'Ouest composée de montagnes aux versants doux et ses hautes plaines intérieures réputées pour leur blé.



Figure 6.1 : Vue sur la wilaya de Guelma

6.2. Situation de la Wilaya (Une situation géographique avantageuse) :(SDAT., 2014)

Guelma est Wilaya depuis 1974 et est ville universitaire depuis 1986.

La Wilaya de Guelma se situe au Nord- Est du pays, s'étendant sur plus de 3 686 km², Guelma Constitue un axe stratégique. (Voir la carte n°09).

Elle est limitrophe des Wilayas suivantes :

- ✓ La Wilaya d'Annaba, au Nord avec son port, son aéroport et sa base industrielle non moins importante, à environ 60 km.
- ✓ La Wilaya de Skikda, au Nord-Ouest avec son port et sa base pétrochimique et distante de 80 Km.
- ✓ La Wilaya de Constantine à l'Ouest avec son on aéroport, ses possibilités de capitale de l'Est du pays est à une centaine de Km.
- ✓ La Wilaya de Oum-El-Bouaghi, au Sud qui est la porte des hauts plateaux et qui se trouve à 120 Km.
- ✓ La Wilaya de Souk-Ahras, à l'Est qui une région frontalière avec la Tunisie est qui se situe à 70 Km.
- ✓ La Wilaya de El-Tarf, au Nord-Est qui est une wilaya agricole et touristique mais aussi port de pêche et qui est aussi une ville frontalière à la Tunisie.

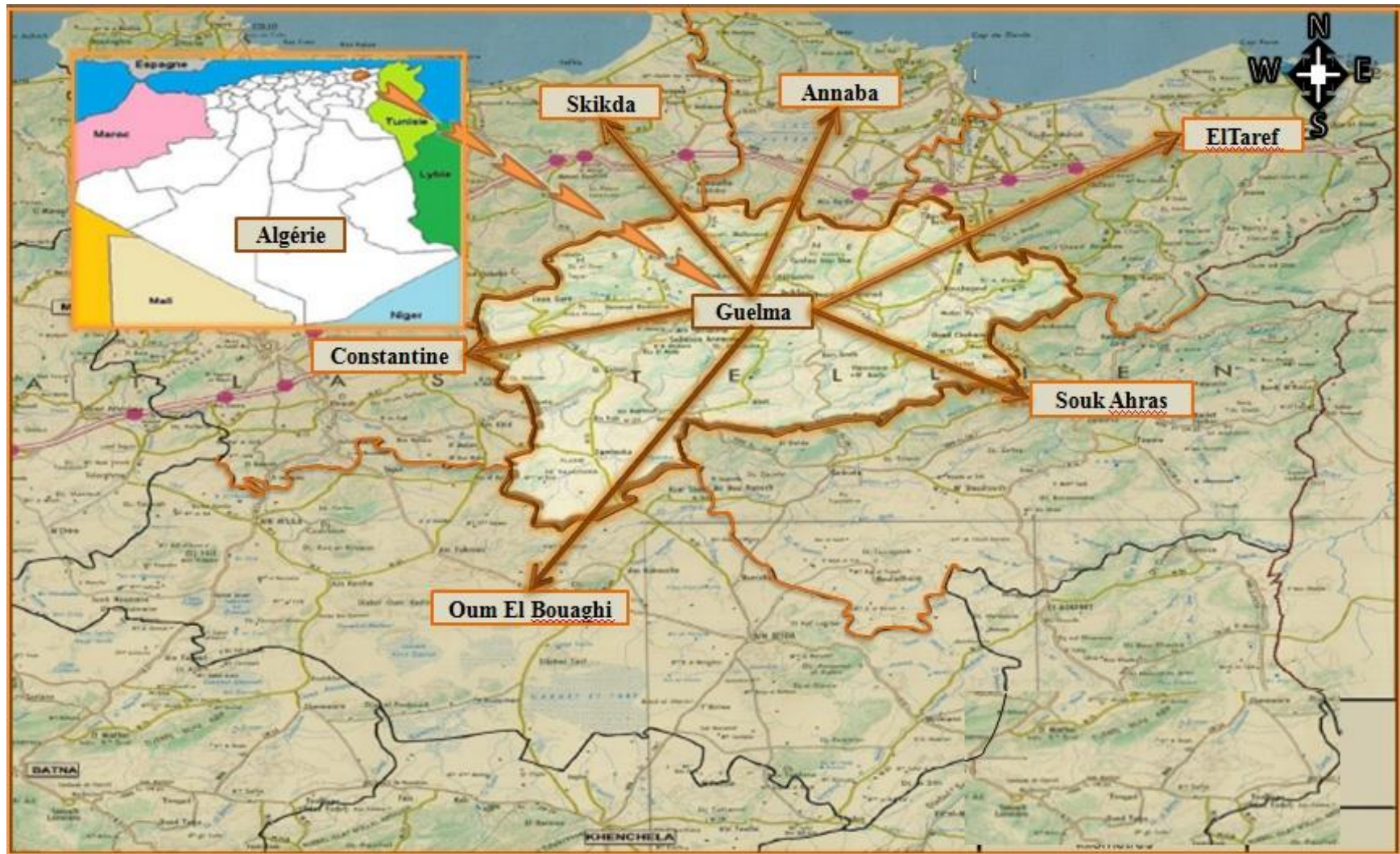


Figure 6.2 : limites administratives de la wilaya de Guelma

Source : SDAT + traitement d'hauteur

6.3. Découpage administratif (Une aire administrative dotée d'un poids administratif certain) : (DPAT, 2015)

La Wilaya de Guelma, créée en 1974, comprend 10 Daïra et 34 Communes (voir le tableau n°13 et la carte n°10)

Tableau 6.1 : le Découpage administratif de la wilaya de Guelma

Daïra	Commune	Superficie (km²)	Observations
Guelma	Guelma	45,00	Urbaine
	Ben Djerrah	79,37	Semi urbaine
Guelaât Bou Sbaâ	Guelaât Bou Sbaâ	36,25	Semi urbaine
	Boumahra Ahmed	71,25	Urbaine
	Béni Mezline	63,25	Rurale
	DjeballahKhemissi	66,62	Rurale
	Belkheir	94,00	Urbaine
	Nechmeya	121,75	Semi urbaine
Bouchegouf	Bouchegouf	193,55	Urbaine
	Ain Ben Beida	131,25	Semi urbaine
	Oued Fragha	99,26	Rurale
	MedjezSfa	142,03	Rurale
Oued Zénati	Oued Zénati	135,00	Urbaine
	Ain Regada	118,79	Semi urbaine
	Bordj Sabath	198,70	Rurale
HammamDebagh	Hammam Debagh	58,75	Urbaine
	Roknia	201,87	Rurale
	Bouhamdane	159,62	(fortement) rurale
Héliopolis	Héliopolis	76,87	Urbaine
	Bouâti Mahmoud	88,70	Semi urbaine
	El Fedjoudj	66,25	Semi urbaine
Khezaras	Khezaras	71,22	Semi urbaine
	Bouhachana	63,62	Rurale
	Ain Sandel	91,47	Rurale

Ain Makhlouf	Ain Makhlouf	190,08	Urbaine
	Ain Larbi	167,50	Rurale
	Tamlouka	303,17	Urbaine
Ain Hessainia	Ain Hessainia	50,18	Semi urbaine
	Ras El Agba	37,27	Rurale
	Sellaoua Announa	93,55	Rurale
	Medjez Amar	38,67	Semi urbaine
Hammam N'Bails	Hammam N'Bails	164,22	Rurale
	Oued Cheham	98,26	Semi urbaine
	Dahouara	68,90	Rurale
Ensemble 34 Communes		3.686,84 kms²	

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de la Monographie de Guelma

2015

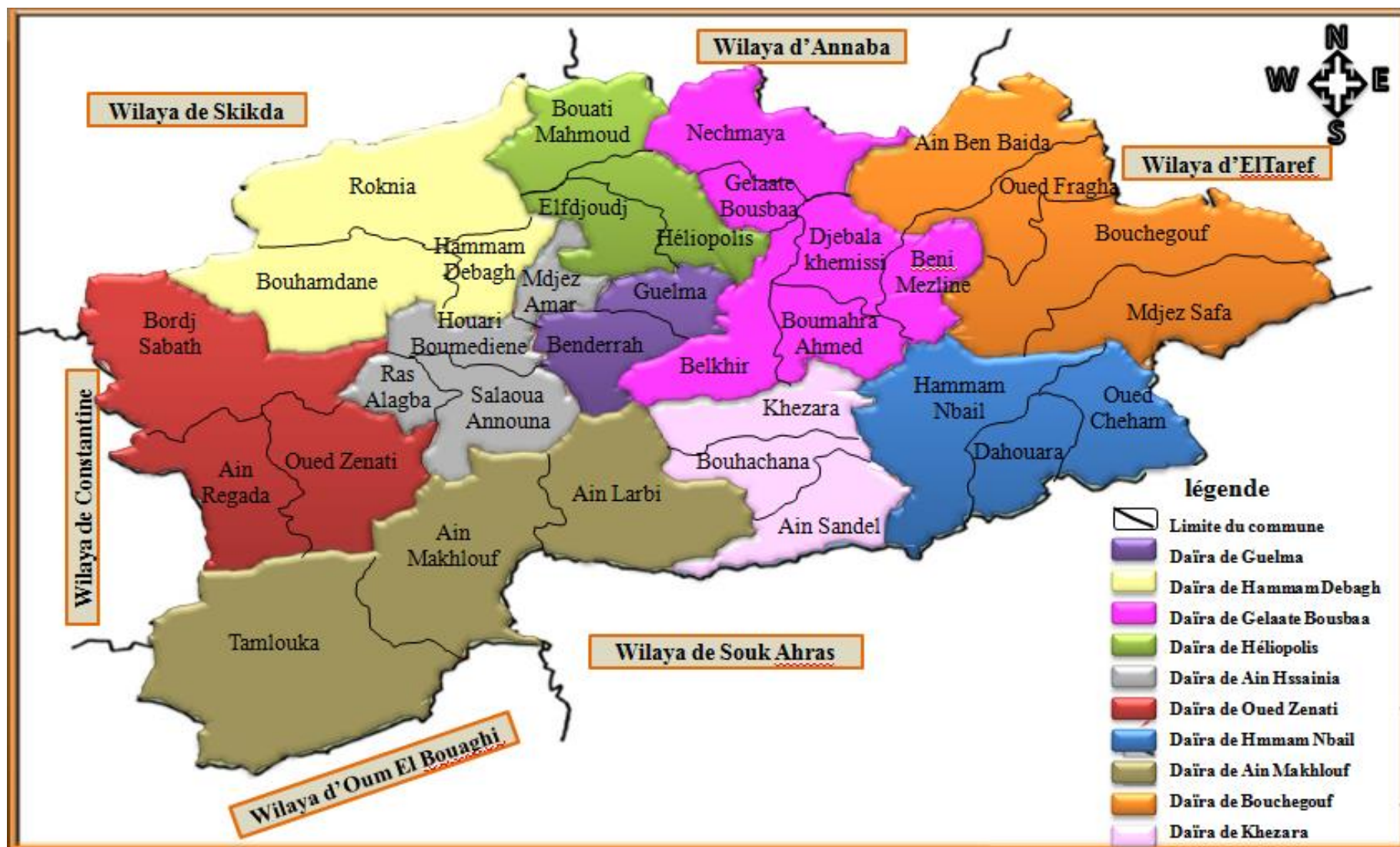


Figure 6.3 : découpage administratif de la wilaya de Guelma

Source : PAW + traitement d'hauteur

6.4. Infrastructure routière : (DTP, 2017)

La wilaya de Guelma dispose d'un réseau routier tragique et diversifié d'une longueur de **2.267,05** Km dont **293,4** Km de R.N (voir le tableau n°14).

Tableau 6.2 : Les routes nationales (RN) :

Routes Nationales	Lieu origine	Lieu Fin
RN 16	LW Taref	LW S/ Ahras
RN 16 A	LW Taref	Oued Fragha (RN 16 PK 41)
RN 20	LW Constantine	Bouchgouf (RN 16 PK 52)
RN 21	LW Annaba	Guelma (RN20 PK94+500)
RN80	LW Skikda	LW S/ Ahras
RN 80A	El Fedjoudj (RN 80 PK 39+600)	Héliopolis (RN 21PK 46)
RN 81	Oued zenati RN 20 PK 53+200	LW S/ Ahras
RN 102	LW O/Bouaghi	Oued zenati(RN 20 PK 50+000)

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de la direction de transport de Guelma

La route nationale n°20 reliant Guelma à la wilaya de Constantine, constitue également un axe de transport principal. C'est un axe qui supporte un grand trafic 6500 véhicules par jour puisqu'il permet la liaison avec les Wilayas de l'extrême Est du pays. C'est un important couloir de transit de niveau régional qui nécessite des opérations de modernisation et de renforcement.

La route nationale n°21 reliant Guelma à la wilaya d'Annaba est un axe principal de transport. A ce niveau, les activités de transport sont intenses compte tenu de l'attractivité d'Annaba sur la Wilaya de Guelma et en raison de l'importance des flux en transit Nous enregistrons un très fort trafic qui est de l'ordre de 12894 véhicules par jour dont 17% poids lourd. Son état est acceptable mais nécessite néanmoins des opérations de modernisation et de renforcement.

La route nationale n°80 constitue une importante liaison qui la relie à la Wilaya de Skikda. Le développement de la bande frontalière va reposer désormais sur cet axe routier en reconstruction. Son prolongement dans la Wilaya de Souk-Ahras et vers Tébessa permettra une dynamique certaine aux zones et agglomérations traversées. Le trafic enregistré est de 563 véhicules par jour mais néanmoins nécessitant des opérations de renforcement ou de modernisation ou de création.

Tableau 6.3 : Les chemins de wilaya (CW) :

Chemins de Wilaya	Lieu origine	Lieu Fin
CW19	LW S /Ahras (RN 16 PK 69+500)	RN 20 PK 113+800
CW 27	LW Constantine	H/Debagh (cw 122 PK 28+800)
CW 33	LW Skikda	Oued Zenati
CW 103	Bouchgouf (RN 16 PK 50+050)	LW Taref
CW 106	LW Annaba	CW 111 (PK 15+700)
CW 111	Meguesmia (RN 16 57+300)	LW Taref
CW 122	RN 80 (PK 19+200)	RN 20 (PK 80+00)
CW 123	Guelma	Ain Regada (RN 20 PK 39+400)
CW126	Bouchgouf (RN 16 PK 49+500)	Salah salahsalah (RN 20 PK 85+300)
CW 133	LW Constantine	Tamlouka (RN 102 PK 36+500)
CW 138	RN 16 (PK 27+500)	Nouadria (CW106 23+700)
CW 156	Héliopolis	RN 80 (PK 54+400)
CW 162	Guelma	Djebel Mouana
CW 168	Hammam Bradaa (RN21 PK44+500)	RN 80 (PK 29+000)

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de la direction de transport de Guelma

Le CW N°123, 162, 126, 156,168 : La concrétisation des options d'aménagement de la wilaya repose sur la mise en œuvre d'un ensemble d'actions visant essentiellement le désenclavement de toutes les parties du territoire et l'adaptation des conditions économiques de base à une meilleure répartition des activités et des populations. De ce fait, il est nécessaire de bien cerner et de mieux nuancer les rythmes de développement et les priorités tant spatiales que temporelles en fonction d'objectifs clairement définis. L'un des objectifs fondamentaux du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme est de désenclaver la totalité des communes (voir le tableau n°15).

Elle est facilement accessible de toutes les Wilayas limitrophes par des routes nationales, ces routes constituent le support pour le développement économique et la promotion touristique de la Wilaya (voir la carte n°11)

Chemins communaux et vicinaux (voir le tableau n°16) :

- **Longueur totale** : 1550,79 kms.
- **Revêtus** : 751,06 Kms, soit un taux de revêtement de 49%
- **Pistes** : 799,73 kms.

Tableau 6.4 : consistance du réseau routier au niveau de la wilaya de Guelma

Wilaya	Longueur / Km				Total du réseau	Densité routière rapportée à la superficie
	RN	CW	CC	Pistes		
Guelma	299.20	421.05	680.36	779.43	2180.40	0.59

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de la direction de transport de Guelma

Enfin, il est à remarquer qu'en dépit de cette desserte appréciable du territoire de la Wilaya notamment en ce qui concerne les routes nationales et chemins de Wilaya, ce territoire compte un espace rural nécessitant davantage d'opérations de désenclavement (ouverture de pistes) dans le but de fixer les populations et de maintenir les activités rurales et redynamiser l'agriculture de montagne. Le taux d'enclavement reste relativement élevé (près de 30%, voir le graphique n° 20).

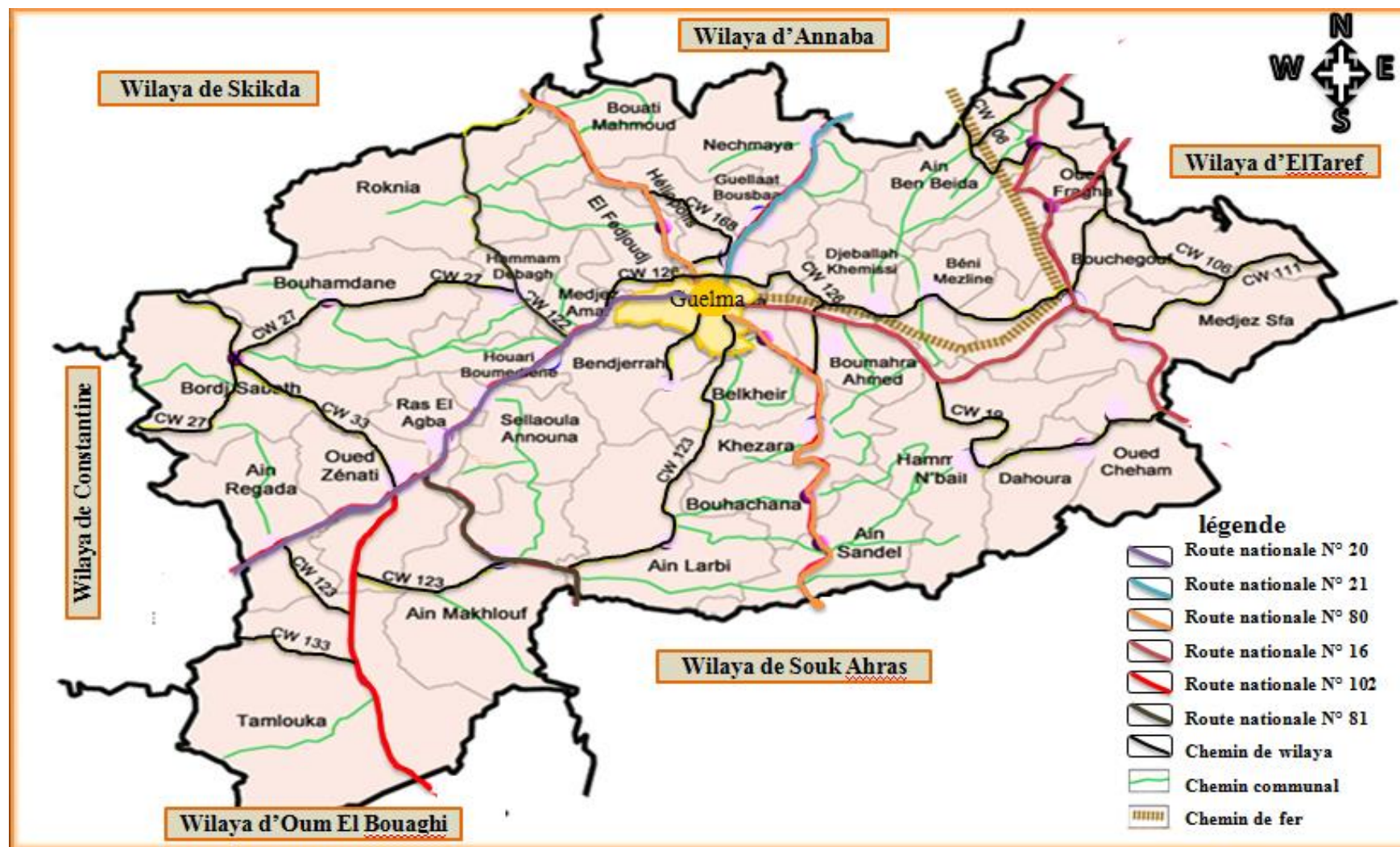


Figure 6.4 : le réseau routier de la wilaya de Guelma

Source : PAW + traitement d'hauteur

Le territoire de Guelma, étant bien desservi en réseau routier (Routes nationales notamment voir la carte n°11), constitue une plaque tournante dans la région Nord-est du pays et doit jouer le rôle de carrefour (liaison Nord-sud et avec le territoire Tunisien).

La position géographique, le réseau routier et le rang administratif sont des atouts qui permettraient au territoire de la wilaya de Guelma de relever certains défis de développement local durable. Ces atouts sont renforcés par un support spatial diversifié.

6.5. La représentation spatiale du territoire de la wilaya :

6.5.1. Topographie et relief :(PAW, 2012)

Le relief de Guelma appartient au domaine oriental Nord Atlasique. Il se caractérise par une dénivellation importante avec un contraste de forme et est divisé en 03 parties :

- ✓ Partie Nord : montagnes, collines et piémonts
- ✓ Partie centre : basses plaines et la vallée de l'oued Seybouse qui est le résultat de confluence des 02 oueds Cherf et Bouhamdane dans la commune de Medjez Ammar.
- ✓ Partie Sud : hautes plaines, piémonts et montagnes où se trouvent les plus importants sommets montagneux qui offrent des vues panoramiques par excellence. On retrouve des sommets qui dépassent 1400 m comme djebel Mahouna

Ce relief se décompose comme suit :(voir le graphique n°21)

✚ **Montagnes :** dont les principales sont :

- 1) Mahouna à Ben Djerrah : 1411 M d'altitude
- 2) Houara à Ain Ben Beidha : 1292 M d'altitude
- 3) Taya à Bouhamdane : 1208 M d'altitude
- 4) D'bagh à Hammam Debagh : 1060 M d'altitude

✚ **Plaines et Plateaux :**

✚ **Collines et Piémonts :**

✚ **Autres :**

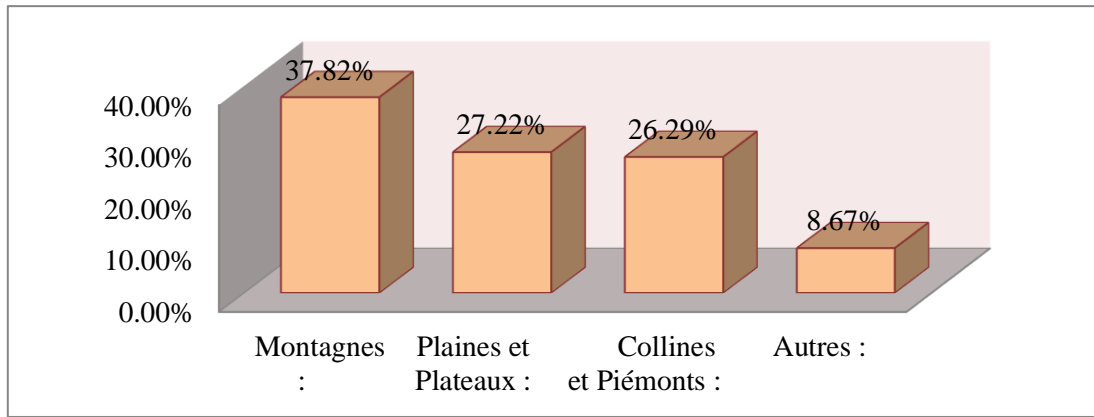


Figure 6.5 : les reliefs de la wilaya

Source : ABOUDI Nada

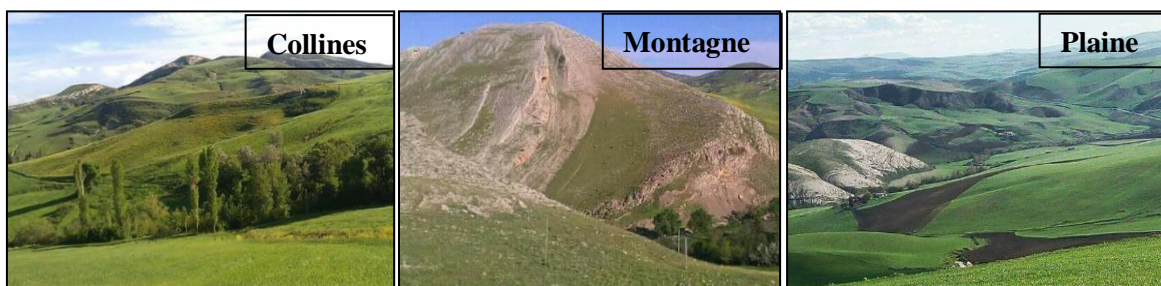


Figure 6.6 : vues sur les reliefs de Guelma

Source : ABOUDI Nada

6.5.2. Aspects topographiques : les grands ensembles physiques : (DPAT, 2015)

L'analyse du milieu physique du territoire de la Wilaya met en évidence 04 ensembles (voir la carte n°12) à savoir :

- Le bassin de Guelma
- La vallée de Guelma- Bouchegouf
- La plaine d'Oued Zénati
- La plaine de Tamlouka

- ✓ **Le bassin de Guelma** : Le territoire de Guelma, incluse dans le stade bioclimatique subhumide englobe toute la partie centrale du Nord au Sud du Wilaya. Cette région se détermine également par un large couvert forestier au Nord et à l'Est. En revanche, la partie sud souffre de dégradations répétée, d'où une manque de couvert forestier malgré la spécificité montagnaise de cette sous-région et donc une haute vulnérabilité.
- ✓ **la vallée de Bouchegouf** : Elle se détermine par un relief strictement montagneux (environ de 75%). Cette région est traversée par l'Oued Seybouse dont ses rives sont considérées comme une extension de la plaine de Guelma. Son site se

détermine par de longues falaises régulières avec des pentes intermédiaires et certains surfaces élevées à pentes plus basses, ainsi que certains plaines moins importantes que celle de Guelma.

L'usage actuel des terres se précise par les cultures multiples dans les plaines et les cultures céréalières et fourragères dans les terrains agricoles restantes.

Quant aux possibilités de mise en valeur, elles sont très considérables (Plaines de Ain-Ben-Beida), mais restent soumis à la nécessité de prendre des dispositions appropriées.

- ✓ **La plaine d'Oued Zénati** : la région d'Oued Zénati s'étend, du Nord au Sud, à travers les phases bioclimatiques subhumide et semi-aride. Par conséquent, moins de précipitations sont enregistrées que les deux régions précédentes. En ce qui concerne les perspectives d'e planification et de développement agricole, les caractéristiques des céréales de la zone est non uniquement à préservées, mais encore être davantage valorisée.

L'intensification agricole en irrigué qui nécessite une grande mobilisation de l'eau est particulièrement possible le long de l'Oued Zénati qui traverse la région. Il convient également de noter que les sous régions montagneuses demandent une protection significative contre l'érosion qui est essentielle pour l'exploitation ultérieure du potentiel de cette zone.

- ✓ **La plaine de Tamlouka** : La région de Tamlouka est plus prononcée dans l'aire de l'étage bioclimatique semi-aride. Elle fait partie de la zone des hautes plaines dont l'altitude moyenne est de plus de 800 mètres avec cependant des pentes douces.

La partie Sud de la zone est occupée par un paysage étendu de hautes plaines traversées par l'Oued M'gaisba, déterminée par des bas-fonds et des glaces limoneuses. Au Nord, des paysages de glaciais, assez vaste se connecte à la plaine.

6.5.3. Hydrogéologie : (DPAT, 2015)

Le territoire de la Wilaya de Guelma comprend totalement 04 zones (ou sous bassins versants) hydrogéologiques différents.

- ❖ **La montagne, entre fragilité et richesse :**

L'espace montagneux occupant environ 40 % de la superficie totale de la wilaya, il représente une surface pentue et organisée en étage entre djebel, fonds de vallée, versants, et dépressions. L'aspect montagneux dans la wilaya résulte beaucoup plus des altitudes se situent entre (1000 et 1300m) seul djebel Mahouna à Ben Djerrah à une altitude assez appréciable (1411m) que de l'encaissement des vallées.

✓ **Zone des Djebels au Nord et Nord-ouest :**

Elle s'étale sur toute la partie Nord de la région du territoire de la Wilaya. Elle comprend toute la partie de l'Oued Zénati et la partie Nord de la région de Guelma. En dehors de la plaine, une grande partie de cette zone est constituée d'argile rouge numide sur lesquelles est ancré le grès à faible perméabilité. Les sources y sont nombreuses mais elles s'assèchent en été. Cette zone connaît une basse perméabilité malgré des précipitations relativement fortes.

Cependant, une infiltration significative était probable sur le calcaire du Crétacé inférieur à Djebels Debagh et Taya, En général, et malgré une pluviométrie fortes, en particulier dans sa partie Nord, la zone à des potentialités en eaux souterraines relativement faibles.

✓ **La zone des Djebels surplombant les Oueds Sedrata et Héliá :**

Cette zone s'étale sur les parties Nord de la région de Tamlouka et Sud de la région de Guelma et Bouchegouf. Sa partie Sud est certainement la mieux approvisionnée en eau. Elle présente de hautes dalles calcaires du crétacé supérieur qui sont perchées sur des marnes. Des sources assez importantes imprègnent à leur contact. Dans l'autre partie (plus étendue) de la zone, les dalles calcaires sont plus droites et segmentées, et des sources parfois partiellement importantes, jaillissent des calcaires en contact des marbres.

Généralement, les eaux superficielles constituent les nécessaires ressources (Oued Sedrata et Oued Héliá).

Ces caractéristiques font de cette entité spatiale montagnarde un véritable écosystème désigné par ses richesses en faune et en flore.

- la flore est représentée par des arbres, des maquis et des herbages verdoyants, dont les plus importants sont :

- Formation de Chêne Zen

- Formation de Chêne Liège
- Formations mixtes à Chêne Zén et Chêne Liège (Chêne Liège dominant)
- Des Maquis à arbousier (Arbutusunedo), Bruyère arborescente (Erica arborea) et phyllaire (Phyllireaangustifolia)
- Des cistaies à calycotome
- Des pelouses à graminées

- la faune compte : Faune mammalienne :

- Le Cerf de Barbarie (Cervuselaphubarbarus)
- Le Porc épic (Hystrix cristata)
- Le Sanglier (sus scrofa)
- Le Hérisson d'Algérie (erinaceusalgirus)
- Le Chacal (Canis aureus)
- Le Chat Sauvage (Felissylvestris)
- L'Hyène (Hyénahyena)
- Le Renard (Vulpes vulpes)
- La Mangouste (Herpestesichneuman)
- La Belette (Mustelanivalis)
- Le Lièvre (Lepuscanesis)
- Le Lapin (Oryctologuscuniculus)
- La Genette (Genettagenétta)

Ces formations végétales contribuent à la protection du milieu, à l'épuration de l'air (cycle de photosynthèse), à la lutte contre l'érosion et à la régulation des microclimats, en plus de leurs caractéristiques environnementales et écologiques. En parallèle de son rôle dans la vie économique notamment dans le tourisme vert, ces formations végétales créent une ambiance visuelle très impressionnante par ses polychromes, ses odeurs aromatiques et par les chants des oiseaux et l'originalité des paysages. Ces espaces verts sont aussi l'origine de la fraîcheur en été (atténuation des températures, oxygénation).

Par conséquent, l'entité montagnaise, malgré sa fragilité naturelle (pays de granite et de grés, climat agressif, relief accidenté) est un espace ressource au service du développement local durable du territoire cde la wilaya, soit par ses richesses naturelles en faune et flore, soit par sa diversité topographique (vallons, versants, Djebels, dépressions), soit par sa mosaïque paysagère (espace forestier, industriel, agropastoral, touristique), soit par sa cynégétique pour la chasse.

❖ **La plaine, un espace agricole convoité :**

La plaine occupe 27.22 % de la superficie totale de la wilaya. Cette zone, regroupe les meilleures terres de la wilaya de Guelma.

La disponibilité des eaux et les pentes faibles avec des sols perméables sont des facteurs qui peuvent faciliter le développement de toutes sortes d'activité, notamment l'agriculture à condition qu'un système d'assainissement dans la plaine soit mis en place pour réduire l'hydromorphie.

L'analyse paysagère de la plaine de Guelma montre que malgré son homogénéité topographique, la plaine est diversifiée par l'usage.

✓ **Zones des plaines de Guelma et Bouchegouf (Moyenne et basse Seybouse) :**

Les aquifères captifs du champ de Guelma se prolongent sur près de 40 Km le long de la vallée de la Seybouse et sont alimentés par les suintements et les ruissellements qui se jettent dans l'Oued Seybouse. Elles enregistrent un débit utilisable de 385 l/s. Elles forment les plus importantes nappes phréatiques de la Wilaya.

Au niveau de la nappe de Bouchegouf, les limons apparaît moins perméables que ceux de la plaine de Guelma. Elle peut comporter une couche alluviale moins importante.

En effet, l'entité spatiale de la plaine, est un espace ressource convoité par le développement économique, en raison de la coexistence de diverses ressources : une topographie peu contraignante, un sol alluvial et des ressources en eaux superficielle (les oueds) et souterraine (nappe phréatique très accessible), en plus de ses ressources en terme de paysages (champs cultivés de bocage, les couleurs).

En plus de cette importance économique, la plaine constitue un écosystème de grande valeur écologique, il s'agit du cordon dunaire, et des espèces floristiques et faunistiques.

Ces caractéristiques font de la plaine un espace ressource d'enjeu majeur dans le développement local de la wilaya de Guelma.

❖ **Les collines, un espace multifonctionnel :**

L'espace collinaire qui occupe dans sa majorité la partie Ouest de la wilaya, représente environ 80% de la superficie totale du l'entité spatiale montagnarde.

✓ **La zone des plaines et collines de Tamlouka :**

Il est à distinguer pour cette région que les structures emboîtées du crétacé supérieur peuvent contenir des couches actives alimentées par des infiltrations sur les calcaires qui n'ont pas une bonne perméabilité en profondeur. Des nappes phréatiques s'établissent dans les formations quadruples à base d'argiles mucines. Elles sont évacuées par les divers affluents de l'Oued Charef, mais une partie de leurs eaux s'évapore dans les zones marécageuses.

En définitive, au vu de ses caractéristiques naturelles, morphologiques (pentes fortes, altitude et les châabates), patrimoniales et historiques, cette entité spatiale collinaire constitue un espace touristique potentiel. Elle pourrait même drainer de nombreuses catégories de la population locale et des émigrés qui aspirent à y construire leurs résidences secondaires ou même principales, notamment dans les parties facilement accessibles. En plus qu'un espace potentiel pour le développement de certaines activités telle que l'industrie de carrière et l'activité agricole (céréaliculture, arboriculture, l'élevage, etc.).

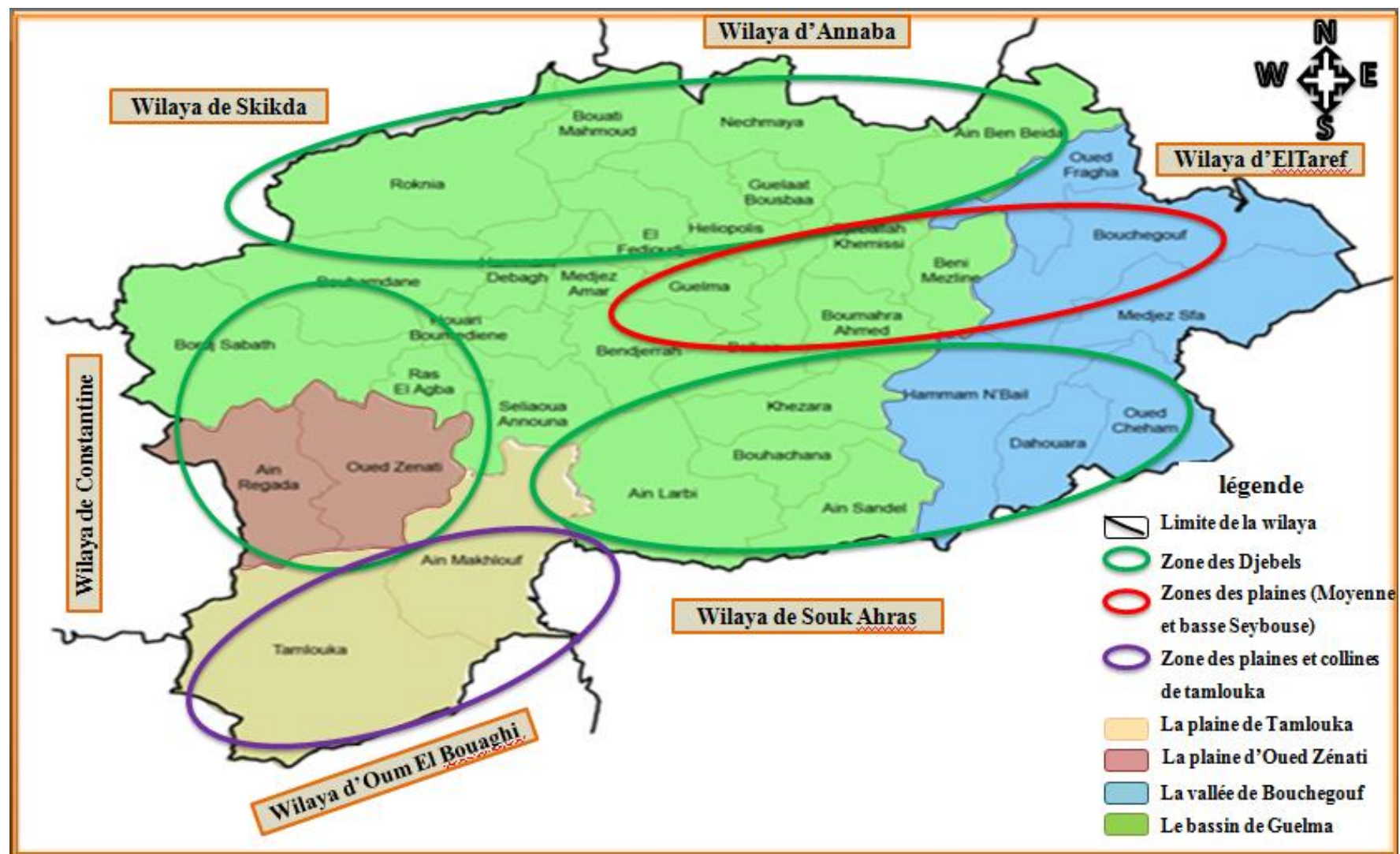


Figure 6.7 : Aspects topographiques de la wilaya de Guelma

Source : PAW + traitement d'hauteur

6.6. Potentialités hydrauliques :(DPAT, 2015)

151,81 Million m³ d'eaux mobilisables dont :

-Eaux souterraines : 04 sous bassins versants (hydriques) : **1620 points d'eau opérationnels** totalisant un potentiel total mobilisable de **94,1 Millions m³/an.**

- Eaux superficielles : **57,78 millions m³** se répartissant comme suit :

* Barrage de Bouhamdane : **185 millions m³.**

* Barrage de Medjez-Beggar (Ain Makhoulf) : **2,86 millions m³**

*Retenue de Guefta (Nechmeya) : **0.44 millions m³**

*Un important nombre de retenues collinaires (16) : **0,51 millions m³.**

Nécessitant un effort particulier de curage

6.6.1. Hydrographie : (PAW, 2012)

Les principaux Oueds (voir les photos n°2 et la carte n°13) :

1- Oued Seybouse : vient sa source de Medjez Amar (point d'entrevue d'Oued Charef avec Oued Bouhamdane). Il passe la plaine Guelma - Bouchegouf sur de 45 Km du Sud au Nord. Sa contribution totale est estimée à 408 millions m³/an à la station de Boudroua (commune d'Ain Ben Beida).

2-Oued Bouhamdane : qui vient sa source dans la Commune de Bouhamdane à l'Ouest de la Wilaya. Sa contribution est de 96 millions m³/an à la station de Medjez Amar

3-Oued Mellah : Venant du Sud-Est, cette cour d'eau enregistre une contribution totale de 151 millions m³/an à la station de Bouchegouf.

4- Oued Charef : originaire du Sud de la Wilaya et sa contribution est estimée à 107 millions m³/an à la station de Medjez Amar.



Figure 6.8 : Les principaux Oueds de Guelma

Source : ABOUDI Nada



Figure 6.9 : le réseau Hydrographique

Source : SDAT + traitement d'hauteur

6.6.2. Hydraulique: (Direction de l'Hydraulique de la Wilaya, 2017)

Alimentation en Eau Potable :

Mobilisation de la ressource en eau :

- Nombre de forage d'exploitation: 53
- Volume journalier produit : 41.730 m³/jour
- Déficit enregistré : 20 millions /m³/an

Réservoirs et château d'eau :

- Nombre : 246
- Capacité de stockage : 108.480 m³
- Déficit enregistré : 20%

Les réseaux : 1.681 KM

- Les réseaux d'adduction : 625 km
- Les réseaux de distribution : 1056 km

Taux de raccordement : 97 %

Dotation moyenne journalière : 138 l/hab./jour

Assainissement :

Les réseaux :

- La longueur des réseaux : 870,70 km
- Les collecteurs principaux : 330,385 km
- Les réseaux secondaires : 540,315 km

Taux de raccordement : 97 %

Station de traitement des eaux usées : 01

6.6.3. Potentialités minières : On y recense :

- Kaolin** :(Djebel Debagh)
- Marbre** : (Djebel Mahouna à Ben Djerrah).
- Agrégats**: à travers le territoire de la Wilaya.
- Argiles** : (matières rouges) : à travers le territoire de la Wilaya.

6.6.4. Forêts : (Direction générale des forêts, 2017)

Les forêts jouent un rôle fondamental au point de vue environnemental, culturel et économique. Il existe une grande variété d'écosystèmes forestiers et la superficie de toutes ces forêts couvrent plus d'un tiers de la wilaya de Guelma et qui se répartissent selon les domaines suivants : (voir les photos n°03)

➤ **Superficie forestière** (voir la carte n°14) :

113.182 ha, soit 31 % de la superficie totale se répartissant comme suit :

- Forêts (Denses + Claires) : 32.098 ha,
- Maquis et broussailles : 67.502 ha,
- Parcours et Vides : 13.582 ha.

Total : 113.182 has.

Forêt de Beni Salah : 12.657 ha - Forêt de la Mahouna : 1.055 ha - Forêt de Houara : 3.589 ha



Forêt de Taya : 982 Ha - Forêt de Sfahli : 1.772 Ha - Forêt de Sellaoua : 150 Ha



Figure 6.10 : les Principales forêts :

Source : ABBOUDI Nada

Autres forêts :

- Forêt dense de Beni Medjled à Bouhamdane : 2.470 ha
- Forêt d'Oued Ghanem : 3.330 Ha
- Forêt de Guendoula : 1.684 Ha

- Forêt d'El Manchar : 1.458 Ha
- Forêt d'Oued Ghrara : 381 Ha
- Forêt d'Oued Touta : 224 Ha

Total : 29.752 Ha

➤ **Répartition des espèces principales par superficie :**

La couverture forestière de la wilaya de Guelma est constituée principalement par :

- ✓ Chêne-liège + chêne vert : 18.330 ha
- ✓ Eucalyptus : 3.650 ha
- ✓ Pin d'Alep : 5.255 ha
- ✓ Chêne Zeen : 2.201 ha
- ✓ Cyprès : 1.174 ha
- ✓ Pin Pignon : 119 ha
- ✓ Pin Maritime : 1.369 ha

Tableau 6.5 : Principales productions forestières (moyenne) :

Espèces	Volume de production en 2014
Chêne-liège + Chêne Zen (Bois de chauffage)	3.000 Stères
Bois (Eucalyptus + Pin d'Alep) « Bois Industrie »	2.000 m3
Liège	6.0 X

Source : Direction générale des forêts

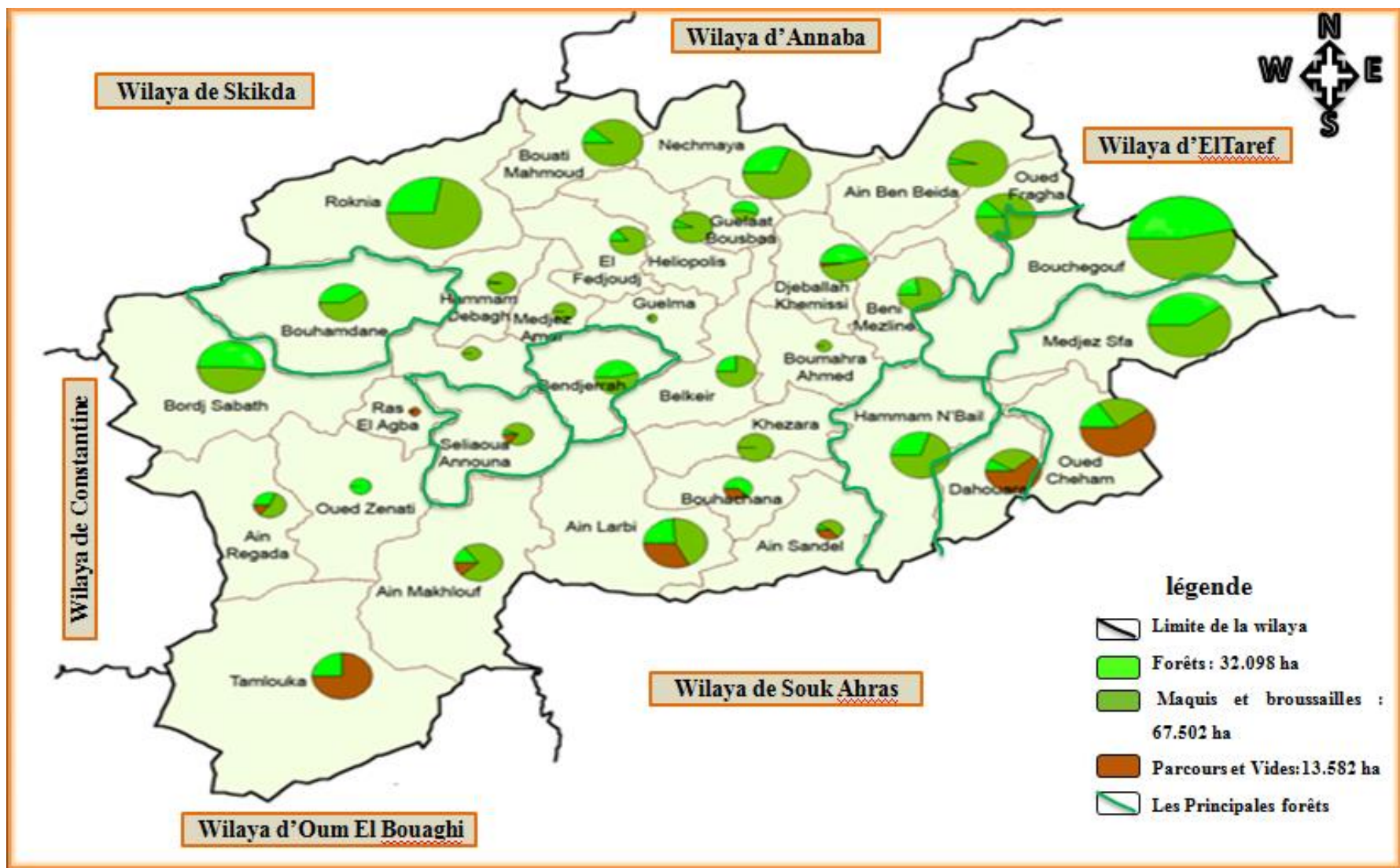


Figure 6.11 : Répartition d'espace Forestière Par Commune

Source : direction générale des forêts + traitement d'hauteur

6.7. Les risques majeurs : (PAW, 2012)

Parmi les risques naturels les plus menaçants, il y a lieux de citer : les séismes, L'érosion sous ses différentes formes et les inondations.

6.7.1. Les séismes :

L'activité tectonique actuelle est la conséquence des mouvements tectoniques complexes de convergence entre les plaques africaine au Sud et eurasiennne au Nord. Cela se traduit par des plissements, des failles et une intense activité sismique dans la région Nord de l'Algérie (région tellienne) selon un axe Oran-Tipaza. La carte de sismicité historique montre que la région Nord du pays a connu plusieurs séismes, dont certains ont été catastrophiques : Oran en 1792, Mascara en 1994 (magnitude VII), Ain-Temouchent en décembre 1999 (magnitude VII) et plus récemment Alger-Boumerdès en mai 2003 (magnitude VII), sans parler des tremblements de terre de Chleff (1954 et 1980). Sur cette carte présentée en page suivante, on peut voir que la région nord-est est concernée fortement dans toute sa frange nord, une activité non négligeable autour de la Wilaya Guelma, Ces séismes engendrent des glissements de terrain, des failles, des éboulements rocheux et des destructions de construction. Ils constituent donc un risque important pour l'urbanisme et les infrastructures (transport, barrage, sites industriels...voir la carte n°15).

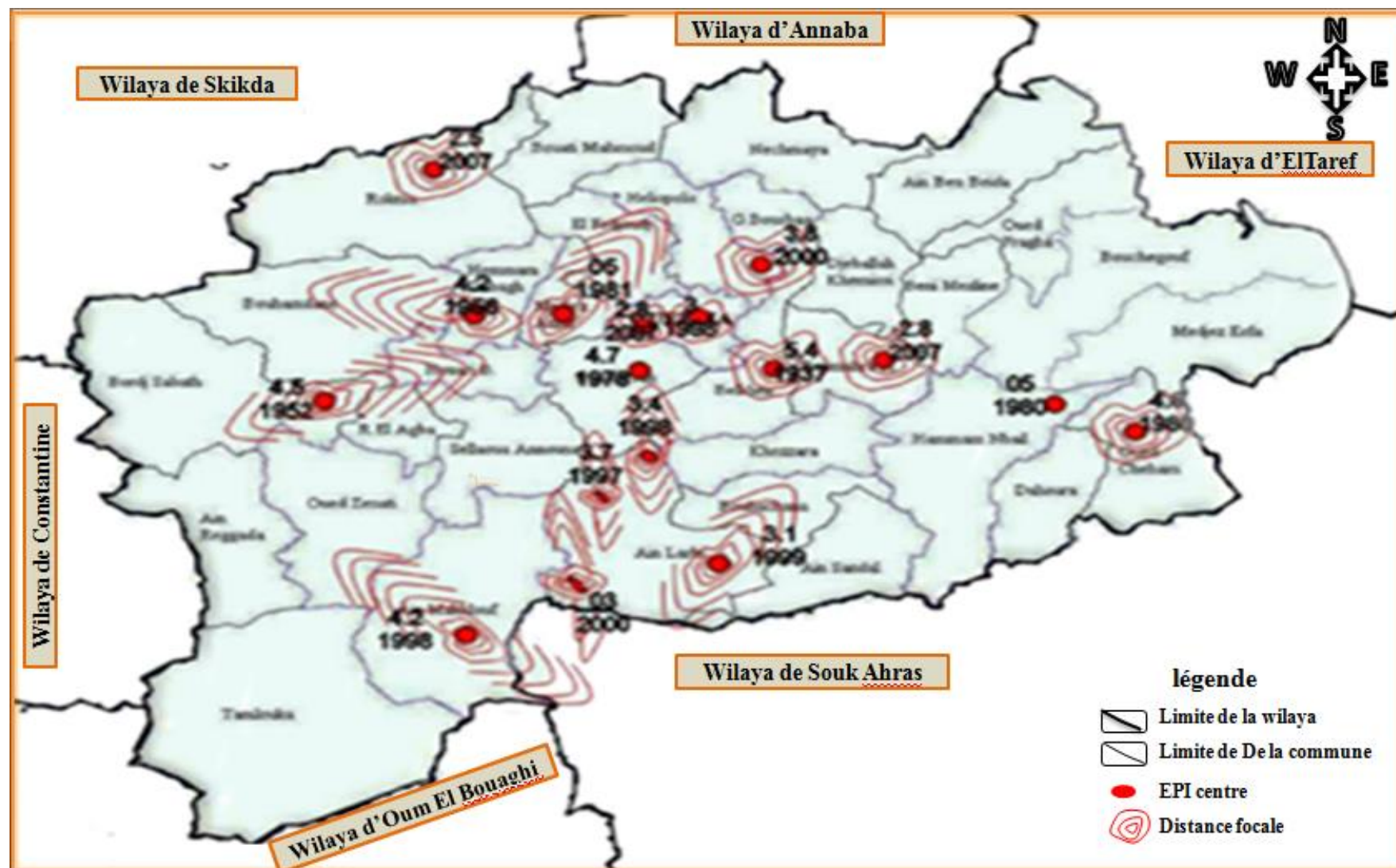


Figure 6.12: les zones séismiques

Source : PAW + traitement d'hauteur

6.7.2. Les inondations :

Les inondations figurent parmi les catastrophes naturelles les plus fréquentes et les plus dévastatrices en Algérie. Aucune zone n'est susceptible d'être à l'abri de tels risques en raison de leur imprévisibilité. De plus, les analyses faites à propos des crues et des inondations mettent en évidence leur violence et leur spontanéité ainsi que leur apparition soudaine après une période de sécheresse.

Sur la Wilaya de Guelma, les zones inondables ont en général été cartographiées pour les grands oueds (terrasses des oueds). Il y a en revanche moins de données sur le risque pluvial en zone urbaine pour lequel un manque d'études est constaté. Mais on retrouve tous ces risques d'inondation.

On peut noter quelques points sensibles dans la wilaya : Commune de Guelma, Oued zenati, Bordj sabath, Tamlouka, Mdjez Sfa, Oued Fragha, Boumahra (voir la carte n°16).

6.7.3. L'Érosion, glissements de terrain et envasement des ouvrages hydrauliques

:

L'érosion des sols représente une menace d'envasement des barrages. Elle est importante dans toute la région nord-est, et en lien avec les pluies intensives, mais elle est surtout manifeste dans toutes les régions les moins boisées. Déjà la quasi-totalité des retenues collinaires (de 5000 à 300000m³) construites dans les années 80 est entièrement envasées et une part importante des capacités de stockage des barrages est aussi indisponible.

Les oueds et ses nombreux affluents traversent des dépôts alluviaux composés d'un matériel fin. La nature de ces dépôts épais facilite les eaux de ruissellement, temporaires mais très violentes, le travail d'érosion et de ravinement par un creusement continu des lits des cours d'eau et l'affaissement des parois des nombreux méandres. La wilaya de Guelma souffre de ce phénomène qui affecter le potentiel en terres agricoles (perte de terres agricoles).

Concernant **le Glissement de terrain** : Ce phénomène causé par la fragilité du sol de nature marneuse et l'origine de grands glissement sur les réseaux routier (RN, CW et CC) engendrant ainsi des dépenses très importantes.

6.7.4. Les feux des forêts

On parle d'un incendie de forêt lorsque le feu concerne une surface minimale d'un hectare et qu'une partie au moins des étages arbustifs et / ou arborés (parties hautes) est détruites.

A l'instar de beaucoup de pays méditerranéens, l'Algérie enregistre saisonnièrement des incendies de forêts qui causent d'énormes dégâts au patrimoine forestier national déjà soumis à rude épreuve.

Ces sinistres coïncident invariablement avec l'été, saison caniculaire s'il en est, qui se distingue sous nos latitudes par une chaleur étouffante et une sécheresse prononcée qui peut se prolonger au-delà du mois de septembre.

➤ **Bilan des incendies de forêts à Guelma (Période 2001-2011) :**

Tableau 6.6 : Superficie incendiée entre 2001 et 2011

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Superficie incendiée (Ha)	347	509	44	159	1039	245.01	1221.25	2453.64	98.50	491.65	153.10
Superficie Moyenne annuelle incendiée entre 2001 et 2011 : 563.43 Ha											

Source : Conservation des forêts 2016

D'après le bilan des incendies de forêts nous avons enregistré une superficie parcourue par le feu de 6761.15 ha dans la dernière décennie. La moyenne des superficies incendiées par année se chiffre à 563.43 ha. Il faut noter que l'année 2008 est la plus affectée, la superficie parcourue par le feu est de l'ordre de 2453.64 ha soit 36,29% du total de la période. Par ailleurs, nous enregistrons une baisse dans les autres années.

L'importance des incendies de forêts au niveau de la wilaya de Guelma trouve donc ses explications dans La nature de la végétation qui compose nos forêts, Le climat favorisé caractérisé par un été chaud et sec, un relief mouvementé et des sociétés à forte démographie et fortement rurales. Cet état est donc l'indice révélateur des grands risques.

Synthèse :

D'après les données, nous avons constaté que la wilaya est menacée par :

- Le danger des séismes ;
- Le risque des inondations ;
- Le phénomène de l'érosion ;
- Glissement de terrain et l'envasement des ouvrages hydrauliques ;
- Les feux des forêts.

Particularités :

Le territoire de la Wilaya connaît les particularités suivantes :

- Territoire montagneux à 38 %.
- Sol souffrant de glissement et d'érosion.

- Sol riche en matériaux de construction.
- Une bonne proportion du territoire rural reste enclavée en dépit de l'importance des programmes de développement.

Conclusion :

La situation géostratégique de la Wilaya de Guelma est l'un des atouts les plus importants du développement local dans le territoire de la wilaya. Géographiquement, il forme un point de confrontation, voire un carrefour entre les pôles industriels du Nord (Annaba et Skikda) et les noyaux d'échanges au Sud (Oum El Bouaghi et Tébessa). Elle utilise une position intermédiaire entre le Nord du pays, les Hauts plateaux et le Sud.

En plus de la nature généreuse, les ressources hydrographiques et la variété des espaces, elle se caractérise par une dénivellation importante avec un contraste de forme.

La montagne, la plaine, la colline, le bassin et la vallée sont les principaux piliers de la wilaya qui soutiennent les différentes stratégies de développement local dans la wilaya.

Nous avons déjà parlé sur les entités spatiales. En effet, chaque entité a une image particulière affectée sur le territoire de la wilaya. Cette diversité possède de multiples facettes est une source de richesse pour le développement local de la wilaya. C'est le vrai défi à la création de la durabilité du développement local.

Cette situation peut renforcer l'économie locale et doit être choisi comme une stratégie efficace pour évaluer les ressources environnementales. Ceci est directement lié à la base économique locale, qui doit être vue dans le chapitre suivant.

CHAPITRE VII :

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE LOCAL ; ATOUTS ET CONTRAINTES

Introduction :

Les fluctuations du marché pétrolier que vit aujourd'hui l'Algérie faites peuvent engendrer un grand défi qui permettra de diversifier davantage son économie et cela vaut pour toutes les wilayas, y compris la wilaya de Guelma, qui travaille à la diversification de l'économie locale en fonction des opportunités offertes par les différents secteurs économiques, Les municipalités de la wilaya ont de nombreuses opportunités d'investissement et les mentionnent :

- ✓ Des Bains minéraux dans certaines communes.
- ✓ De vastes terres agricoles fertiles
- ✓ Diverses activités industrielles.
- ✓ Beaucoup de matières premières

Avec toutes ces opportunités d'investissement et activités économiques locales nous pouvons réaliser une croissance économique interne afin d'élever le niveau de vie de la population locale.

La réalisation de cette idée nécessite une bonne connaissance de l'environnement économique, c'est-à-dire savoir où se situent les forces et les faiblesses de la situation économique actuelle, car les attentes futures doivent être basées sur des possibilités réelles et non imaginaires.

Dans ce chapitre, nous cherchons à définir séparément les caractéristiques des activités économiques afin de guider les meilleures attentes pour le modèle de développement local durable dans la wilaya.

7.1. Le contexte :

Le développement économique est un facteur de croissance important qui permet à Guelma de conserver de d'accroître son dynamisme et par conséquent d'offrir des conditions de vie favorables à ses habitants.

Certes, dans la stratégie globale du schéma régional d'aménagement du territoire, Guelma devrait avoir un rôle complémentaire et non compétitif par rapport aux deux métropoles que sont Constantine et Annaba.

Néanmoins, au cœur de la stratégie de cette stratégie de développement, l'économie de Guelma est en mutation (investissement varié et concurrentiel durant ces dernières années) et fait face à des défis importants tant au niveau régional que national, qu'il convient d'anticiper et de relever.

Le chef-lieu de wilaya demeure un important foyer d'activités. Guelma accueille une multitude de fonctions correspondant à un très large éventail d'activités.

7.2.L'activité agricole : un secteur à valoriser(DSA, 2017)

Il est certain que la wilaya de Guelma grâce à des conditions climatiques très favorables et l'importance de la richesse de ses sols offre de grandes possibilités pour le développement de l'agriculture (La wilaya de Guelma est une zone d'origine agricole .voir la carte n°22)



Figure 7.1 : les terres agricoles

Source : ABBOUDI Nada

7.2.1. Répartition générale des terres

La répartition générale des terres au niveau de la wilaya de Guelma lors de la campagne agricole fait distinguer l'importance de la surface agricole totale (SAT) qui représente une superficie totale de **264618 Ha** soit **70,99%** de la superficie totale wilaya, dont (**70.80%**) surface agricole utile (SAU) soit **187338 Ha**.

Les ressources hydriques assez importantes permettant d'irriguer une superficie totale de **16150 ha** soit un taux d'irrigation de **8.62%** par rapport à la SAU. Les parcours occupent une superficie de **50875 Ha** soit **19.23%** de la surface agricole totale et **13.65 %** de la

surface totale de la wilaya. Les terres improductives ne représentent que 7.08% soit **26405 Ha** de la surface totale de la wilaya (voir le tableau n°18).

Tableau 7.1 : Répartition Générale Des Terres Agricoles En Hectares

Commune	S.A.U. (ha)			Parcours et pacages (ha)	Autre Terres improductives (ha)	SAT	Surface communale (ha)
	En sec	En irrigué	TOTAL				
Guelma	2160	463	2623	40	37	2700	4500
Belkheir	3531	2171	5702	700	125	6527	9400
Bendjeraah	3091	65	3156	2739	169	6064	7937
DjeballahKhemici	1410	1250	2660	890	129	3679	6662
Nechmaya	4317	21	4338	246	99	4683	12175
Bouati Mahmoud	3848	158	4006	430	63	4499	8870
Guelaat Bou Sbaa	2014	26	2040	157	120	2317	3625
El Fedjoudj	2659	491	3150	390	109	3649	6625
Heliopolis	3617	450	4067	794	257	5118	7687
Bouhamdane	4419	15	4434	3405	2466	10305	15962
Hammam Debagh	2812	72	2884	519	2106	5509	5875
Medjez Amar	1854	582	2436	1336	307	4079	5467
Houari Boumed	2597	87	2684	539	525	3748	5018
Roknia	4540	285	4825	3109	4943	12877	20187
SellaouaAnnoun	3451	15	3466	771	0	4237	9355
Oued Zenati	9098	50	9148	2959	218	12325	13500
Ras El Agba	3170	23	3193	402	10	3605	3727
Bordj Sabath	8243	124	8367	5819	210	14396	19870
Ain Regada	6690	53	6743	4275	144	11162	11879
Tamlouka	22745	182	22927	1500	493	24920	30317
Ain Makhoulouf	13972.	139.50	14112	1000	925	16037	19008
Ain larbi	8308.5	297.50	8606	700	349	9655	16750
Ain Sandel	6209	190	6399	2150	1013	9562	9147

Khezaras	5451	363	5814	1347	982	8143	7122
Beni Mezline	141	2263	2404	270	308	2982	6325
Bouhachana	3928	312	4240	70	09	4319	6362
Boumahra Ahmed	2229	4518	6747	252	1826	8825	9676
Oued Fragha	2186	295	2481	3119	1971	7571	9926
Dahouara	3034	91	3125	600	156	3881	6890
Ain Ben Beida	7839	67	7906	323	730	8959	13125
Hammam N'bails	7365	93	7458	1500	1030	9988	16422
Bouhegouf	5675	623	6298	4724	1559	12581	19355
MedjezSfaa	4620.5	47.50	4668	3000	2808	10476	14203
Oued Cheham	4161	70	4231	800	209	5240	9826
Total wilaya	17118 8	16150	187338	50875	26405	26461 8	372775

Source : Données reconstituées par **ABBOUDI Nada** à partir de la Direction des services agricoles

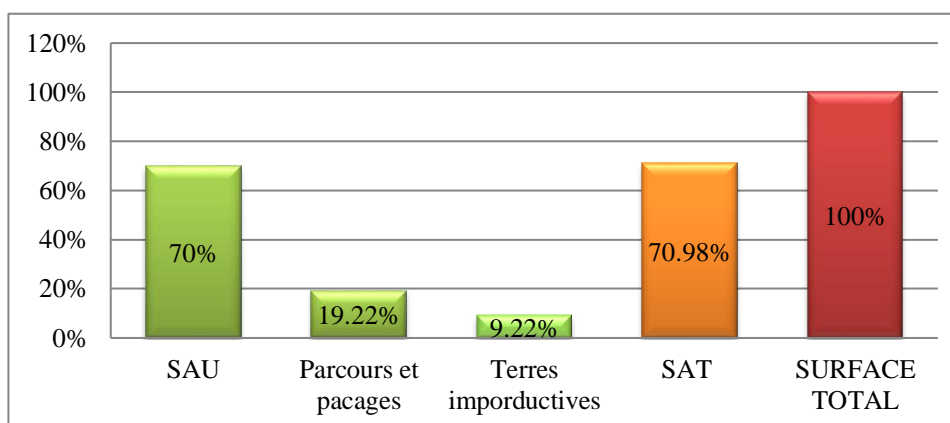


Figure 7.2 : Affectation du sol

Source : **ABBOUDI Nada**



Figure 7.3 : les différents types des terres agricoles

Source : **ABBOUDI Nada**

✓ **La surface agricole utile :**

La surface agricole utile est concentrée principalement dans les parties Ouest et Sud-Ouest, Est et Sud Est, et de la wilaya, qui représentent la majorité de la superficie du SAT de la wilaya, ce qui est estimé à 70%, comme indiqué dans le graphique n°22.

La partie Ouest et Sud- Ouest (commune : Bordj Sabath, Ain Regada, OueZenati, tamlouka, Ain makhlouf) avec 61297 ha de SAU soit 32.72% de la superficie agricole utile totale de la wilaya, la partie Est et Sud-Est (commune :oued cheham, Hammam N'bails,Ain Ben Beida, Bouchegouf , Medjez Sfa, oued Fragha) avec 31499 ha soit 16.81% du SAU totale, le reste de la surface agricole utile est répartie entre les régions Nord, Centre et Sud.

✓ **Les parcours et les pacages :**

Ces zones représentent 19.22 % de la superficie agricole totale :

Les communes d'Ain Regada, Bendjeraah, et Oued Fragha se caractérisent par une importance de la superficie des parcours qui représentent plus 1/3 de leur superficie du territoire : **35.99%**, **34.51%**, et **31.42%** de la superficie totale de la commune.

Pour les autres communes situées dans les parties Sud, Est, Ouest, Nord, Nord-Ouest et Sud-Ouest de la wilaya détiennent un espace des parcours et des pacages relativement important .

Bordj Sabath avec **29,29%** de la superficie totale de la commune, Medjezamar avec **24.44%**, Bouchegouf avec **24,41%**, Ain Sandel avec **23,50%**, Bouhamdane avec **21.33%**, Oued Zenati avec **21.92%**, MedjezSfaa avec **21.12%**, Khezaras avec **18.91%**, Roknia avec **15.40%**, Djeballah Khemici avec **13.36%**, Ras El Agba avec **10.79%**, Houari Boumadiane avec **10.74%**, et Heliopolis avec **10.33%**. Pour les restes des communes ont des espaces de parcours et de pacages peu importants.

✓ **Répartition des terres par types de culture : la céréaliculture, un atout majeur à valoriser**

La surface céréales est prédominante avec **85560 ha** soit **46%** de la surface agricole utile pour les jachères. La superficie réservée est de **60924 ha** soit **33%** de la SAU. Par contre, pour les autres occupations, les superficies qui sont consacrées sont assez significatives qui sont les suivants (voir le tableau n°21) :

-La superficie consacrée aux fourrages occupe la troisième place dans la SAU avec **17300 Ha** soit **09%**(voir le graphique n°23).

-Les cultures maraîchères avec **10616 Ha** soit **06 %** de la SAU.

-Les arboricultures fruitières représentent une surface de **5166 Ha** soit **03%** de la SAU.

-Les légumes secs et les cultures industrielles occupent la dernière place avec un taux de **02%** de la SAU.

Tableau 7.2 : Répartition des Terres par Types de Cultures dans la wilaya

Spéculation	Superficie
Céréales	85560
Légumes Secs	4432
Fourrage	17300
Cultures Maraîchères	10616
Culture industrielle	3340
Arboriculture fruitière	5166
Jachère	60924
Total	187338

Source : Données reconstituées par **ABBOUDI Nada** à partir de la Direction des services agricoles

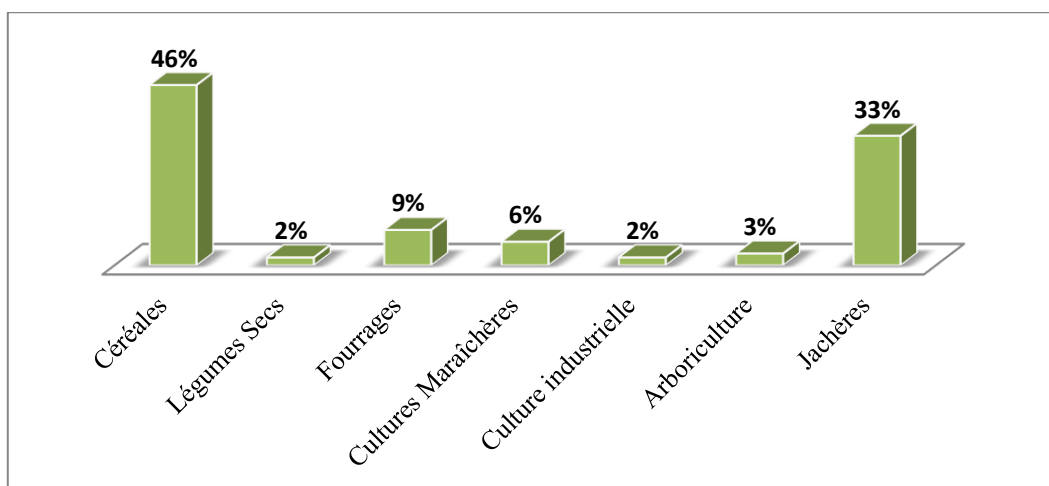


Figure 7.4 : pourcentage rapport à la S.A.U

Source : **ABBOUDI Nada**

7.2.2. Végétale :

✓ Evolution de la production végétale

Cette amélioration sensible des sols des différentes cultures (céréale, maraichère, fourrage, pomme de terre, arboriculture, oléiculture. tomate industriel,...) est dû aux efforts consentis par l'état à travers les différents programmes de mise à niveau et de valorisation de l'espace rural et particulièrement du secteur agricole durant les deux derniers plans quinquennaux.

Evolution de la production de la céréale : les campagnes 2009-2010 sont marquées par une production très importante. Elle est passée de **1108675 Qx** à **1891600 Qx**, soit une augmentation de **70.62%**, et pour les campagnes 2009-2010 et 2010-2011 on enregistre une production de moindre importance. Elle est passée **1891600Qx** à **1891740 Qx** soit **0.01%**. Ainsi, on remarque des fluctuations de production entre 2012 et 2016 où la production en 2012 a été **2184000 Qx** et qui va chuter en 2013 à **2005420 Qx** et en 2014. Par contre, elle va augmenter à **2368000 Qx**. Encore une fois, elle va tomber à **1900000 Qx** en 2015 pour revenir à **2180800 Qx** en 2016 (voir le graphique n° 24)

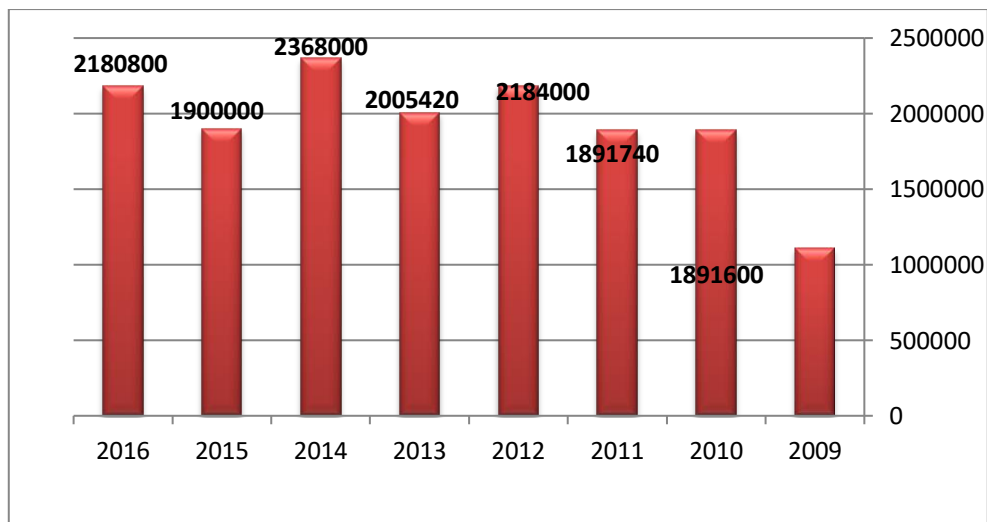


Figure 7.5 : Evolution de la production de la céréale

Source : ABOUDI Nada

La culture céréalière est concentrée dans toutes communes de la wilaya, qui comprend les parties Nord, Sud et Est de la wilaya, tandis que la plus forte concentration se trouve dans la partie Ouest de la wilaya à Oued Zenati, Tamlouka et Ain Makhoulouf (Voir la carte n° 17)

Evolution de la production du maraîchage : La production maraîchère en 2009-2010 a enregistré une très forte augmentation de sa production. Elle est passée de **1031025 Qx** à **2068793 Qx**, soit un taux de croissance de **100.65%**. Cette croissance amorcée en 2009-2010 ne s'est pas poursuivie durant la campagne suivante. La production des cultures maraîchères a connu une sensible augmentation de **2210871 Qx**, soit un taux de croissance de **6.87%**. La production continue d'augmenter jusqu'à atteindre le pic en 2013 avec une valeur de **2931520 Qx** et revient progressivement pour atteindre **2150960 Qx** en 2016. (Voir le graphique n° 25)

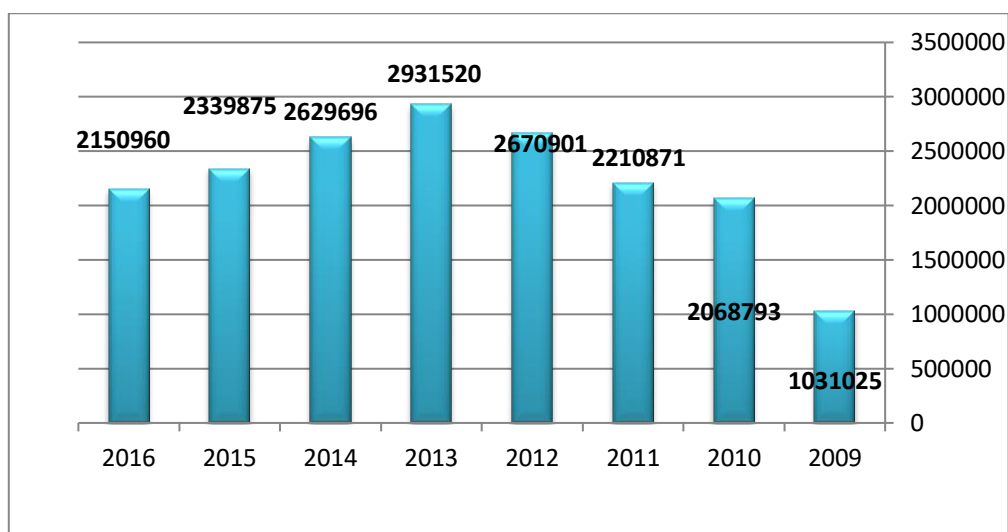


Figure 7.6 : Evolution de la production du maraîchage

Source : ABOUDI Nada

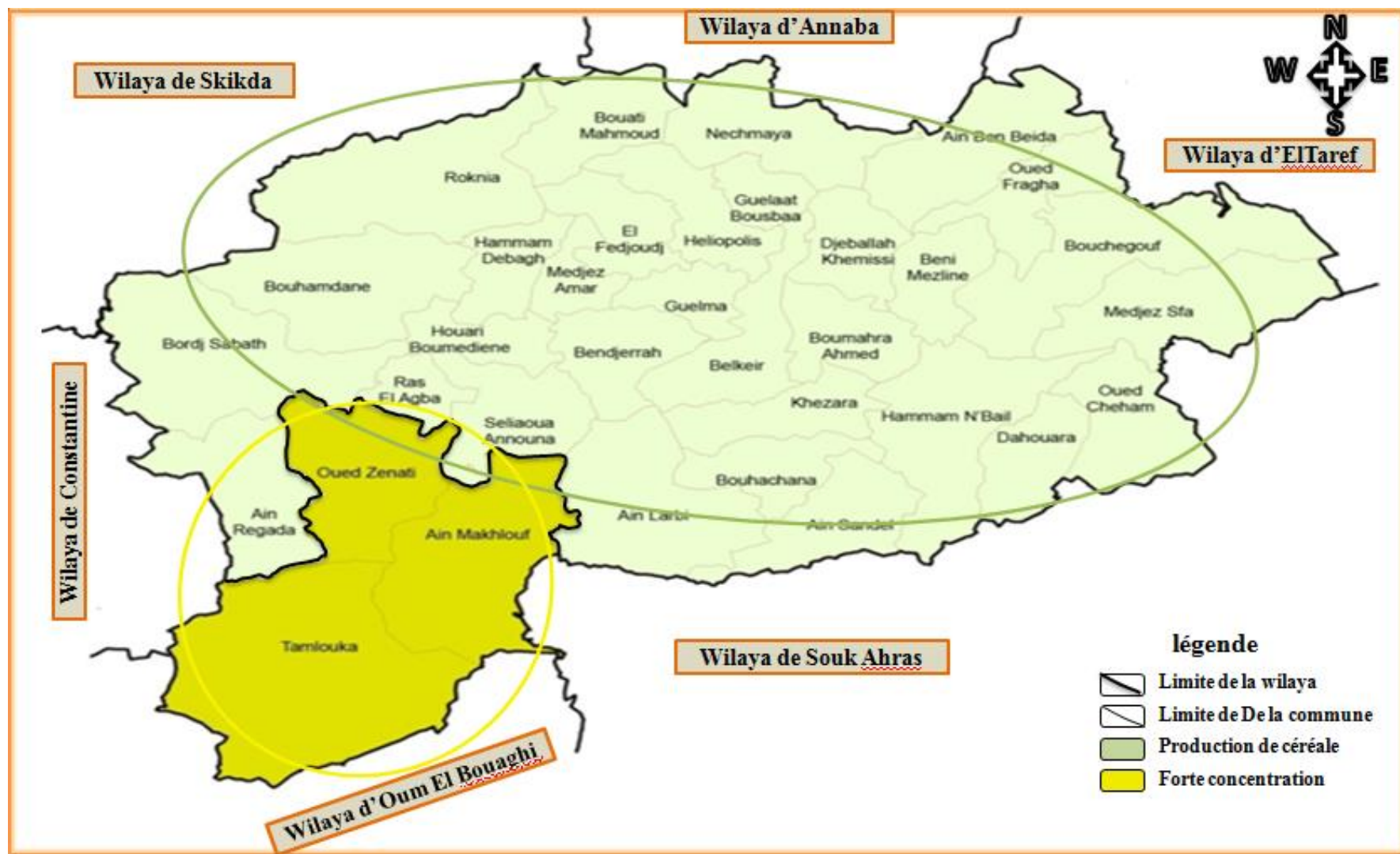


Figure 7.7 : pratique des céréales par commune

Source : PAW + traitement d'hauteur

Evolution de la production de la pomme de terre : La pomme de terre connaît une très forte augmentation de sa production. Comparativement à la production de 2009-2010, celle de l'année 2011 a enregistré une augmentation de **695.85%**. Cette production fut le pic de la valeur de production de **1015714 Qx**, puis a commencé la production de la fluctuation de **872468 Qx** à **947030 Qx** à **848438 Qx** et ce entre 2011-2014 et ainsi de suite jusqu'à ce que la production a atteint **595438 Qx** en 2016. (Voir le graphique n° 26)

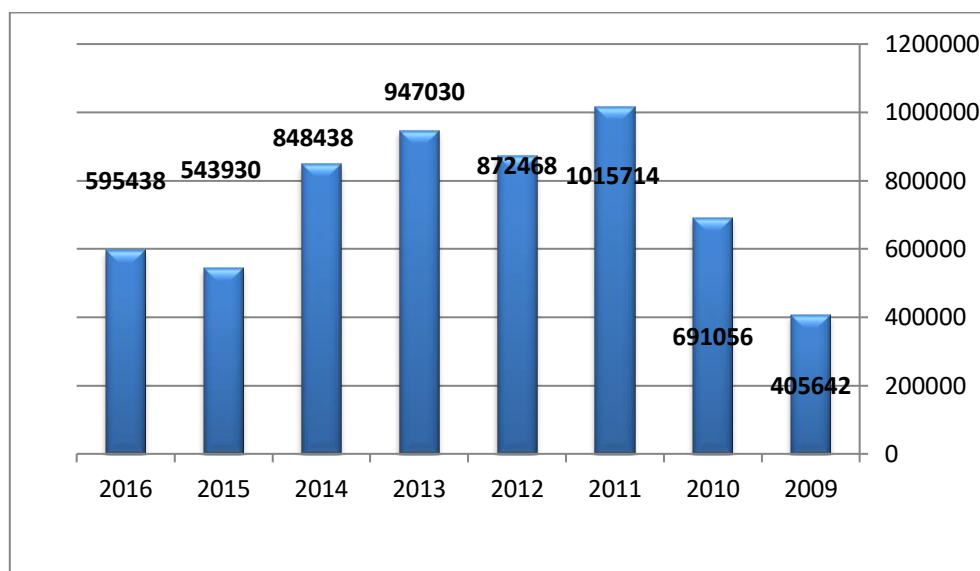


Figure 7.8 : Evolution de la production de pomme de terre

Source : **ABBOUDI Nada**

La culture de la pomme de terre existe dans la plupart des communes de la wilaya, mais elle est concentrée en abondance (forte concentration) dans les communes de : **d'El-Fdjoudj, Boumahra Ahmed et Belkhir.**

Il existe d'autres communes où cette culture est quasi inexistante, comme la commune de : **Ain Sandel, Khezaras et Bouhachana** au Sud de la wilaya, et **Ras El Agba, Sellaoua Announa, Bordj Sabath et Oued Zenati** à l'Ouest. (Voir la carte n° 18)

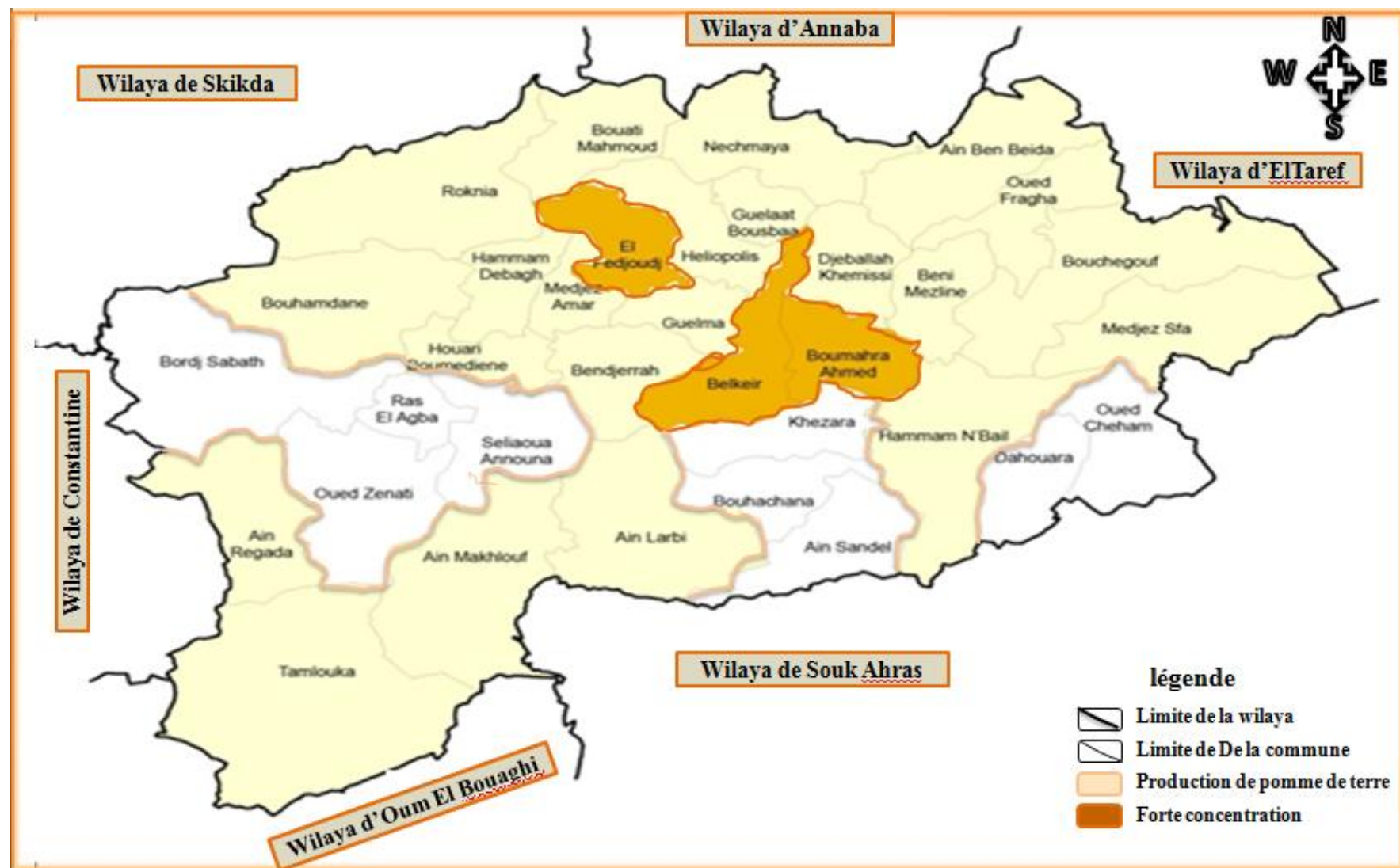


Figure 7.9 : production de Pomme de Terre par commune

Source : PAW + traitement d'hauteur

Evolution de la production du fourrage : Aux cours des années de 2009 à 2012, on assiste à une forte augmentation de la production du fourrage passant de **939817 Qx** à **1752764 Qx**, soit un taux de croissance de **77.64%**. La production a continué d'augmenter pour atteindre **23 429 845 Qx** en 2016. 27)

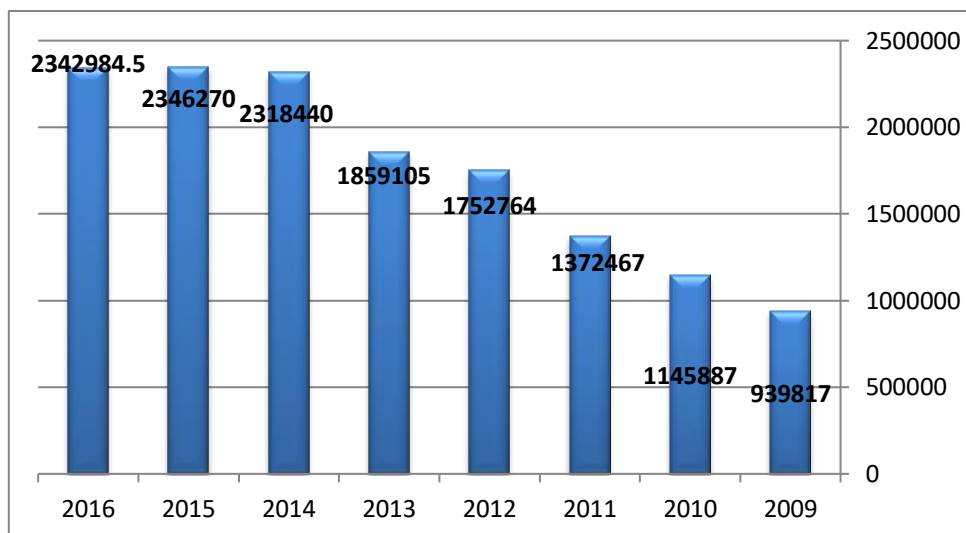


Figure 7.10 : Evolution de la production du fourrage

Source : ABOUDI Nada

Evolution de la production de l'arboriculture : La production de l'arboriculture a connu une évolution sensible, estimée à **102605Qx** en 2009 et à **254540 Qx** en 2014, soit une augmentation de **244.76%**. Cette croissance amorcée durant les quatre campagnes ne s'est pas poursuivie durant la campagne suivante et a connu une légère baisse soit **485 Qx** en 2010-201. Ensuite, elle a commencé à descendre un peu jusqu'à ce qu'il atteigne **218743Qx** en 2016. (voir le graphique n° 28)

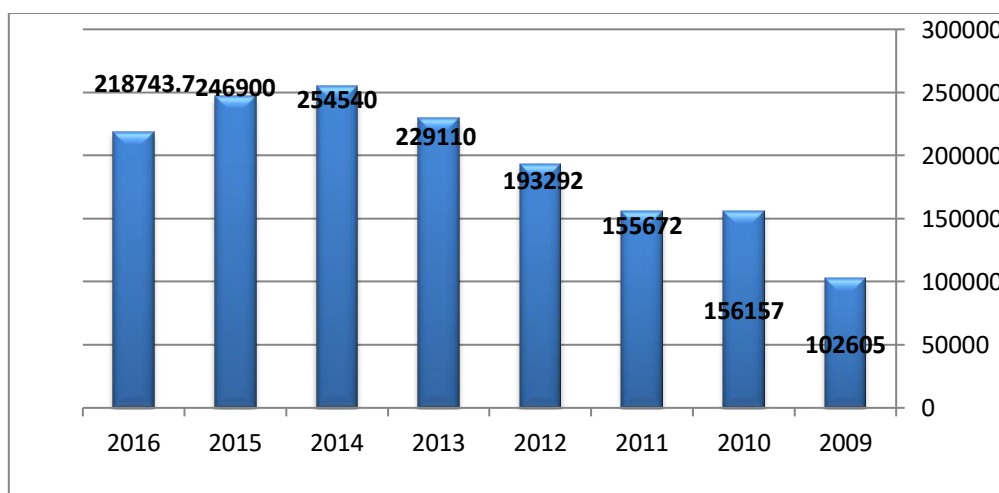


Figure 7.11 : Evolution de la production de l'arboriculture

Source : ABOUDI Nada

Evolution de la production d'oléiculture : L'oléiculture a enregistré une production irrégulière durant les campagnes. Elle est passée de **61055 Qx** en 2009 à **41750 Qx** en 2010, soit une baisse de **21.57%**. Par contre, la campagne 2010-2013 sera marquée par une forte augmentation d'environ **104340 Qx** soit un taux de croissance **113,85%**.

Durant les campagnes de 2013-2014 et 2014-2015, on enregistre ainsi une autre baisse de la production qui va passer de **104340Qx** en 2013 à **31120Qx** en **2015**,soit une baisse de **31.62%**.Par contre la campagne 2015-2016 sera marquée par une forte production estimée de**64768Qx**soit un taux de croissance de **78.28%**. (Voir le graphique n° 29)

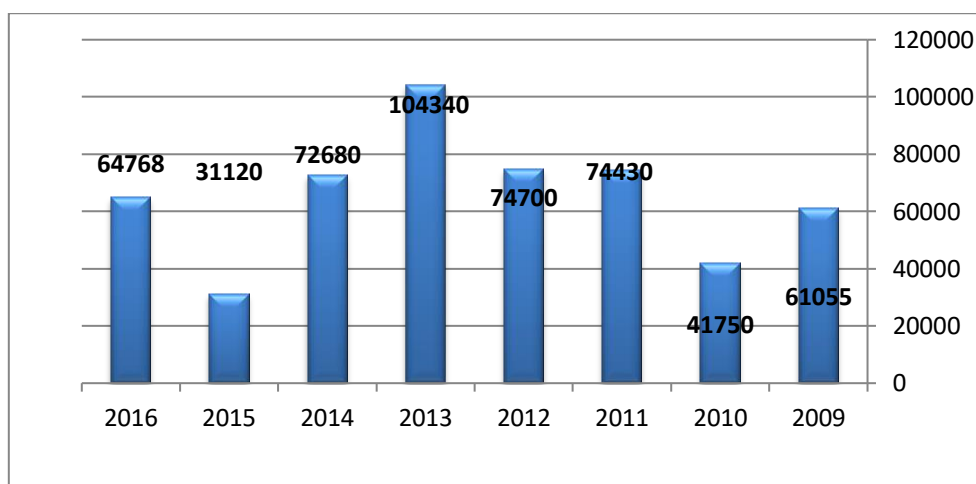


Figure 7.12 : Evolution de la production d'oléiculture

Source : ABOUDI Nada

Evolution de la production des légumes secs : La production des légumes secs a enregistré une augmentation constante sauf en 2015. Elle est passée de **36468 Qx** en 2009, ensuite à **39738 Qx** en 2010, et enfin à **81145Qx** en 2016, soit un taux de croissance de **235.43%** par rapport à la campagne 2006-2007. (Voir le graphique n° 30)

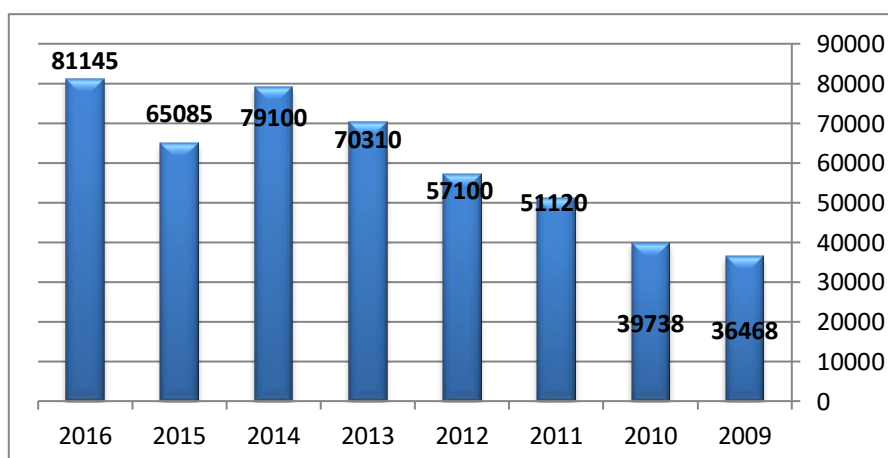


Figure 7.13 : Evolution de la production du légume sec

Source : ABOUDI Nada

Evolution de la production de la culture industrielle : Entre les campagnes de 2008-2009 et 2014-2015, on assiste une forte hausse de la production de la culture industrielle. Elle est passée de **915703Qx** en 2008-2009 à **3302005Qx** en 2014-2015 soit un taux de croissance de **506.81%**. Par contre la campagne 2015-2016 a enregistré une production faible de **3326655Qx** soit un taux de baisse de **0.30%** par rapport à la campagne de 2014-2015. (voir le graphique n° 31)

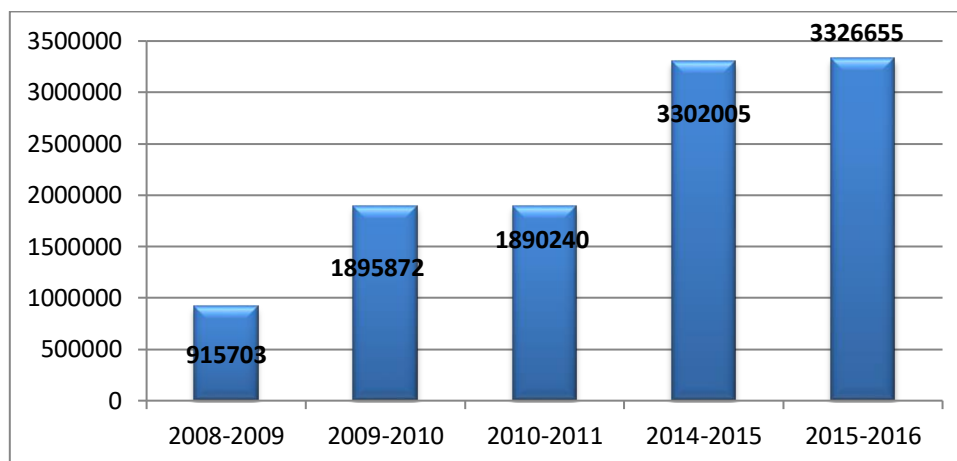


Figure 7.14 : Evolution de la production de la culture industrielle

Source : ABOUDI Nada

Evolution de la production de la tomate industrielle : La tomate industrielle connaît une très forte augmentation de sa production. Comparativement à la production de 2009, celle de 2010 a enregistré une augmentation de **508.12%**. Par contre la campagne 2010-2011 a enregistré une baisse de production de **5620 Qx** soit un taux de baisse de **0.30%** par rapport à la campagne de 2009-2010. et la production est restée proche entre 2011 et 2013 pour commencer à augmenter en 2014 jusqu'à ce qu'il atteigne **3146195Qx** en 2016

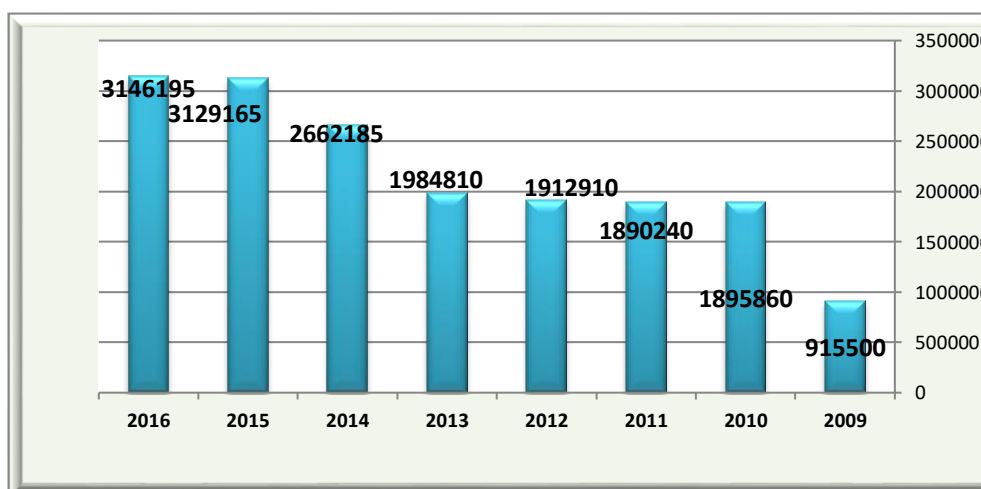


Figure 7.15 : Evolution de la production de la Tomate Industrielle

Source : ABOUDI Nada

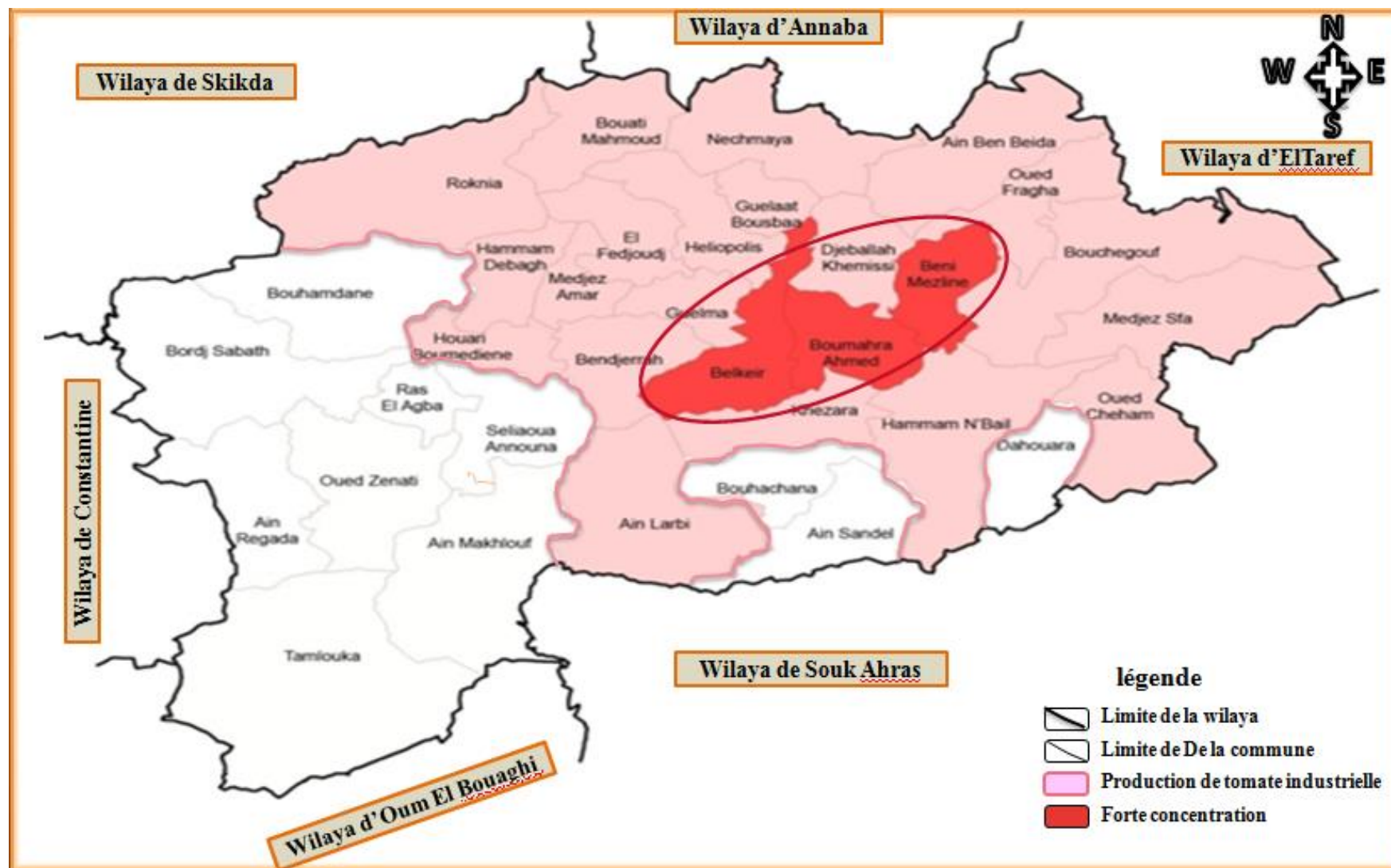


Figure 7.16 : Production de Tomate par commune

Source : PAW + traitement d'hauteur

✓ **La production végétale :**

Pour la production agricole au niveau de la wilaya dans les céréales, pomme de terre et tomate industrielle, les trois communes à forte production sont : (voir le graphique n° 33)

- **Céréales :**

- La commune de Tamlouka : 250000 Qx ;
- Le commune d'Ain makhlouf : 150000 Qx ;
- La commune d'Oued Zenati : 140000 Qx.

- **Tomate Industrielle :**

- La commune de Belkeir : 348000 Qx ;
- La commune de Boumahra : 269000 Qx ;
- La commune de Beni Mezline : 24700 Qx.

- **Pomme de Terre :**

- La commune de Belkeir : 176000 Qx ;
- La commune de Boumahra : 149000 Qx ;
- La commune d'El Fedjoudj : 9000 Qx.

Culture de blé



Culture de tomate industrielle



Culture de la pomme de terre



Figure 7.17 : différents Culture agricole

Source : ABBOUDI Nada

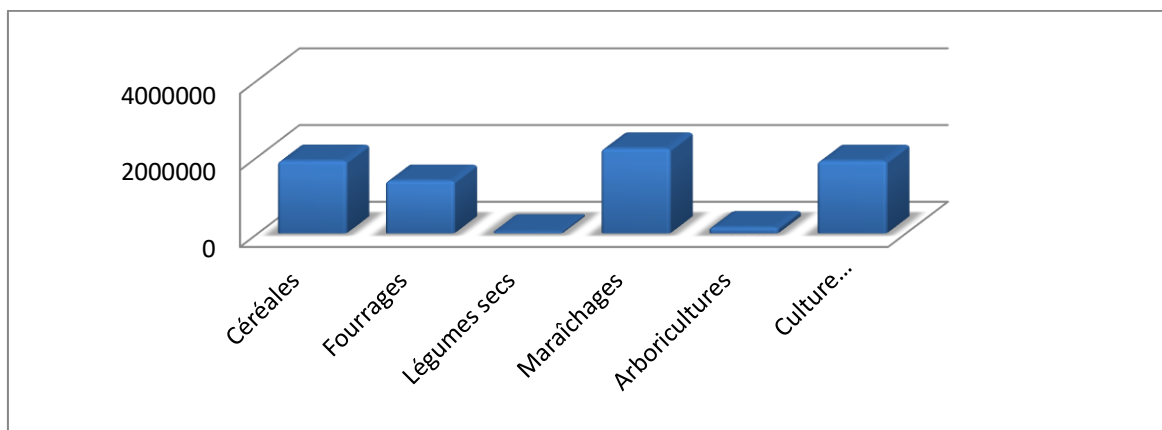


Figure 7.18 : Quantité produit par grand spéculation

Source : ABBOUDI Nada

En ce qui concerne le rendement, la tomate industrielle enregistre un rendement moyen très important avec 566 Qx/Ha. Le maraîchage représente de 208 Qx/Ha dont la pomme de terre qui a montré des rendements moyens très important de 303 Qx/Ha. Pour les fourrages 79 Qx/Ha, dont le fourrage artificiels détiennent un rendement moyen de 52 QX/Ha, alors que l'arboriculture est à un niveau de 30 Qx/Ha. Enfin, la culture céréalière représente un rendement moyen de 22 Qx/Ha. Notons que le rendement le plus faible étant celui des légumes secs avec 12 Qx/Ha.

Culture du légume sec

Oléiculture

Culture du fourrage



Figure 7.19 : différents produit végétale

Source : ABOUDI Nada

7.2.3. L'élevage :

L'élevage s'est développé avec les extensions progressives des grandes cultures. Cet état de fait est souvent dû à la recherche d'un complément de revenu des exploitations agricoles.

✓ Evolution Des Activités D'élevage

Tableau 7.3 : Evolution de gros élevage

Année	Bovins	Ovins	Caprins	Equins
2008-2009	80000	410000	50000	4300
2009-2010	85000	435000	58000	3500
2010-2011	86700	444500	59400	3760
2014-2015	96763	521658	69200	2280
2015-2016	98806	502395	69630	2364

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de la Direction des services agricoles

L'évolution générale des gros élevages sur les 05 compagnes est caractérisée par une progression du nombre d'effectif. Pour les bovins on est passée de **80000 têtes** en 2008-2009 à **86700 têtes** en 2010-2011 soit un taux de croissance de **17.50%**, pour les ovins on est passée de **410000 têtes** en 2008-2009 à **444500 têtes** soit un taux de croissance de **20.16%**, et pour les caprins on est passée de **50000 têtes** en 2008-2009 à **59400 têtes** en 2010-2011 soit un taux d'augmentation de **25.91%**. (Voir le graphique n°34)

En ce qui concerne l'équin, a enregistré une baisse du nombre d'effectif durant les compagnes 2008-2009 et 2010-2011. Il est passé de **4300 têtes** en 2008-2009 à **3760 têtes** en 2010-2011 soit une baisse de **10.79%**.

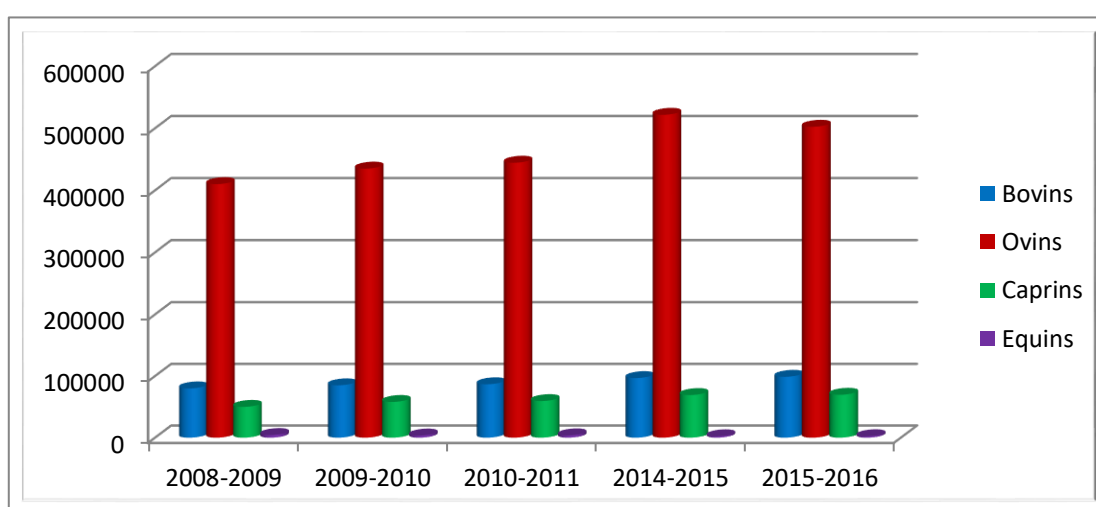


Figure 7.20 : Evolution de gros élevage

Source : ABOUDI Nada

Tableau 7.4 : Evolution de petit élevage

Année	Poule pondeuse (sujets)	Poule de chair (sujets)	Dindes (sujets)	Ruches (unités)
2008-2009	210000	1245000	9000	40000
2009-2010	325000	2126000	13850	40200
2010-2011	328100	2405300	9700	42780
2015-2016	243378	5281977	5295	20800

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de la Direction des services agricoles

Entre les campagnes de 2008-2009 et 2010-2011, l'évolution générale de petit élevage est marquée par une augmentation du nombre d'effectif. Pour la poule pondeuse on est passée de **210000 sujets** en 2008-2009 à **328100sujets** en 2010-2011 soit un taux de croissance de **58.50%**, la poule de chair est passée de **1245000sujets** en 2008-2009 à **2405300 sujets** soit un taux de croissance de **222,86**. **Concernant** l'élevage de la dinde, on est passée de **9000 sujets** en 2008-2009 à **9700** en 2010-2011, soit un taux d'augmentation de **61.67%**, et le ruche est passée de **40000 unités** à **42780 unités** soit un taux d'augmentation de **2.22%**. (voir le graphique n° 35)

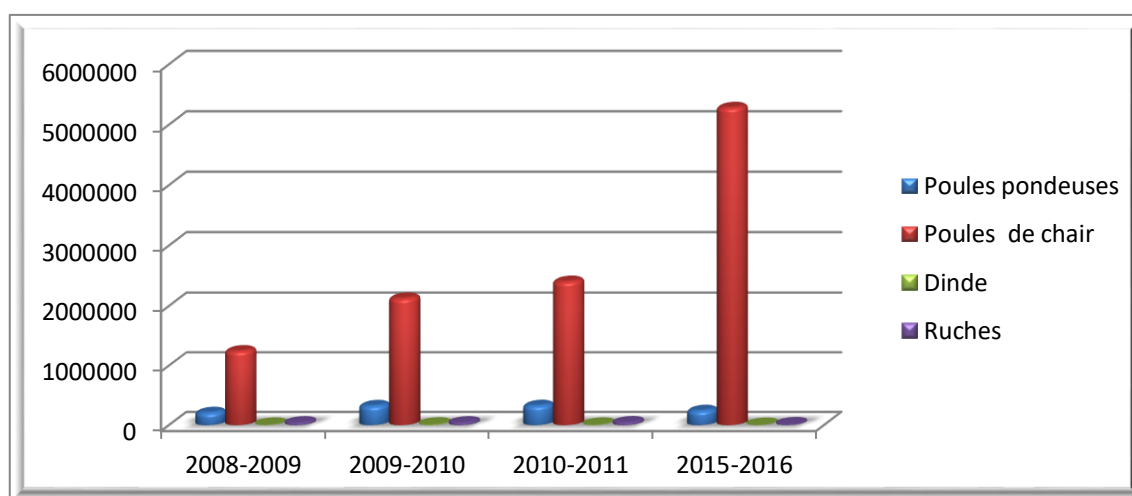


Figure 7.21 : Evolution de petit élevage

Source : ABOUDI Nada

✓ Répartition des effectifs du gros élevage :

Le cheptel compte une diversité de races constituées dans la campagne 2010 -2011 par ordre d'importance **444500** ovins, **86700** bovins, **59400** caprins, et **3760** équins. (voir le graphique n°24)

- **Ovin :** La wilaya se caractérise par la prédominance des effectifs d'ovin qui constitue de **74.79%** de l'effectif cheptel, dont **37300 têtes** se localisent dans la commune de Tamlouka.
- **Bovin :** L'effectif des bovins détient une faible intensification avec un taux de **14.59%** de l'effectif cheptel, dont **8370** concentrent dans la commune de Bordj Sabath.
- **Caprin :** Concernant ce type d'élevage, il présente une faible intensification avec un taux de **10.01%** de l'effectif cheptel, dont **6600 têtes** concentrent dans la commune d'Ain Larbi.
- **Equin :** L'effectif des équins sont presque absente (**0.63%**) dans la wilaya de Guelma.

Tableau 7.5 : Répartition de la production animale - gros élevage -

Commune	Gros Elevage						Équins (têtes)
	Bovins (têtes)		Ovins (têtes)		Caprins (têtes)		
	Bovins (têtes)	Dont vaches	Ovins (têtes)	Dont brebis	Caprins (têtes)	Dont chèvres	
Guelma	915	392	7355	4040	1160	580	10
Belkheir	2830	1850	16500	9660	1735	990	18
Bendjeraah	2220	1200	14760	7680	2040	1280	113
DjeballahKhemici	1950	1222	13630	6230	2900	1455	13
Nechmaya	1815	927	6680	3400	1220	620	110
Bouati Mahmoud	1150	721	3910	2210	450	265	20
Guelaat Bou Sbaa	1060	566	3240	1345	555	300	05
El Fedjoudj	1425	515	7115	3115	950	485	14
Heliopolis	2100	1087	5175	2435	470	235	20
Bouhamdane	2615	1595	16630	8200	1525	790	96
Hammam Debagh	1615	945	9260	3900	1120	570	60
Medjez Amar	1225	707	13200	6020	975	520	22
Houari Boumed	1150	692	13890	6750	1270	670	20
Roknia	2745	1400	18000	8840	1760	1270	135
SellaouaAnnouna	2245	1365	14390	8250	1330	910	80
Oued Zenati	2615	1740	13950	7470	585	340	14
Ras El Agba	1575	755	7730	3800	395	200	20
Bordj Sabath	8370	4265	21390	10700	1270	640	60
Ain Regada	2750	1660	14690	9970	1125	640	60
Tamlouka	2345	1460	37300	20770	1940	1100	35

Ain Makhlouf	3460	1625	25200	12160	3950	2600	167
Ain larbi	5720	3322	17250	9040	6600	4570	463
Ain Sandel	1595	1126	14490	7370	1120	575	97
Khezaras	2860	1486	13020	7370	2040	1090	85
Beni Mezline	1835	1050	7800	4050	1150	620	24
Bouhachana	2345	1220	12550	6450	1345	700	125
Boumahra Ahmed	815	482	7080	4150	890	500	15
Oued Fragha	2655	1645	6825	3945	2000	1550	105
Dahouara	3365	1740	11770	6830	2615	1765	420
Ain Ben Beida	2580	1522	12790	7860	2300	1665	197
Hammam N'bails	3470	1990	15710	9440	2990	2000	460
Bouhegouf	3580	2378	16750	10540	2300	1665	90
MedjezSfaa	3940	3175	11600	7670	2580	1460	162
Oued Cheham	3765	1865	12870	7240	2745	1780	425

Source : Données reconstituées par ABBOUDI Nada à partir de la Direction des services agricoles

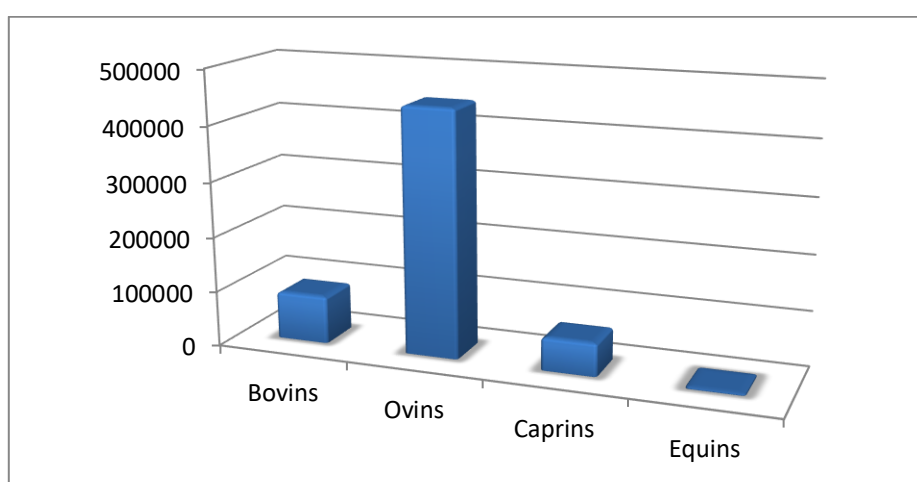


Figure 7.22 : Répartition des gros élevages

Source : ABBOUDI Nada

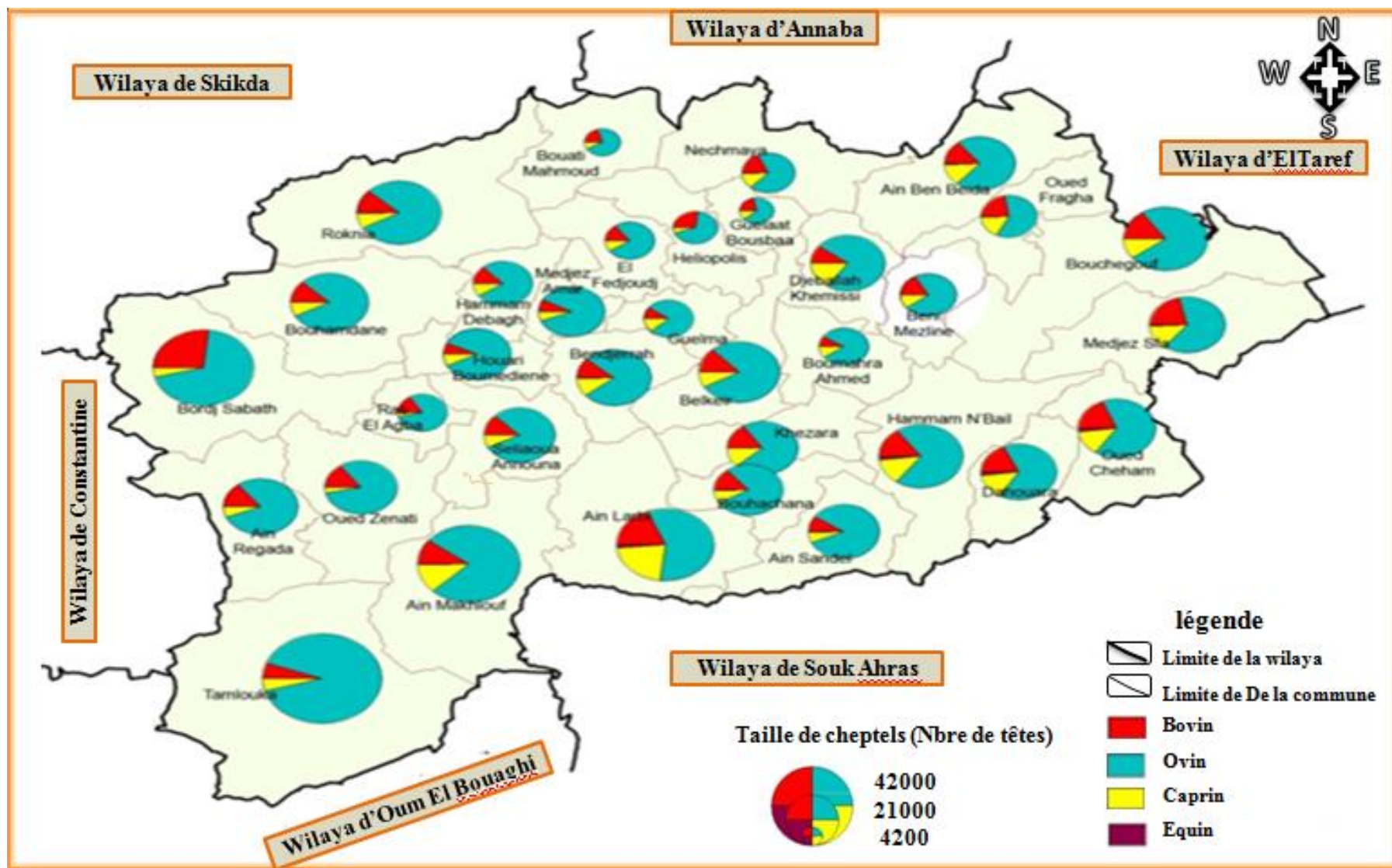


Figure 7.23 : Répartition de gros élevage par commune

Source : PAW + traitement d'hauteur

✓ Répartition des effectifs du petit élevage

Le tableau n°25 ci-dessous indique les effectifs de petit élevage dans la wilaya de Guelma :

Tableau 7.6 : Répartition de la production animale – petit élevage

Commune	Petits Elevages			
	Poule pondeuse existant (sujets)	Poulet de chair mises en place (sujets)	Dindes mise en place (Sujets)	Ruche (unités)
Guelma	6000	39000	1000	155
Belkheir	3000	70500	00	690
Bendjeraah	4800	66000	00	1040
DjeballahKhemici	00	56000	00	515
Nechmaya	10000	114000	3000	1000
Bouati Mahmoud	2400	56000	00	553
Guelaat Bou Sbaa	9600	101000	700	465
El Fedjoudj	78000	80200	2200	735
Heliopolis	17000	54000	1200	1730
Bouhamdane	5400	208500	00	650
Hammam Debagh	21600	59000	00	410
Medjez Amar	4800	99000	00	0
Houari Boumed	30000	70500	00	520
Roknia	4000	30800	00	432
SellaouaAnnouna	00	55000	00	570
Oued Zenati	7200	9000	00	220
Ras El Agba	00	11000	00	510
Bordj Sabath	4800	110500	00	900
Ain Regada	43000	8200	00	170
Tamlouka	14600	475700	00	682
Ain Makhoulouf	00	13300	00	1033
Ain larbi	00	10000	00	1415
Ain Sandel	00	6800	00	615
Khezaras	14400	83300	800	1570
Beni Mezline	21000	73500	800	940
Bouhachana	00	33500	00	2460
Boumahra Ahmed	4800	103500	00	1120

Oued Fragha	2500	21000	00	1965
Dahouara	00	67000	00	3920
Ain Ben Beida	00	15500	00	1020
Hammam N'bails	00	78500	00	4700
Boucheouf	14400	12000	00	3210
MedjezSfaa	00	38000	00	2380
Oued Cheham	4800	75500	00	4135

Source : Données reconstituées par **ABBOUDI Nada** à partir de la Direction des services agricoles

Source : **ABBOUDI Nada**

- **Poulet de chair** : La wilaya de Guelma se caractérise par un effectif de poulet de chair relativement important qui représente **2405300 sujets** soit **86.34%** du total petit élevage, elle concentre dans la commune de Tamlouka avec un nombre de **475700** sujets.
- **Poule pondeuse** : Concernant la poule pondeuse, la wilaya enregistre un effectif de **328100sujets** soit **11.78%** durant la campagne 2010-2011, dont **78000 sujets** se localisent dans la commune d'El Fedjoudj.
- **Dinde** : Aux cours de la campagne 2010-2011, on a enregistré un nombre total de la dinde de **9700sujets** soit **0.35%** du nombre total petit élevage, elle concentre quelque communes tel que : Nechmaya avec un nombre de **3000 sujets**, et d'El Fedjoudj avec un nombre de **2200 sujets**, Heliopolis avec un nombre de **1200 sujets**, Guelma avec un nombre de **1000 sujets**, Beni Mezline avec un nombre de **800 sujets**, Khezaras avec un nombre de **800 sujets**, Guelaat Bou Sbaa avec un nombre de **700 sujets**
- **Ruche** : Le nombre des cellules d'abeilles dans la wilaya a estimé de **42780 unités** pour la campagne 2010-2011, dont :
 - **4700 unités** se localisent dans la commune de Hammam N'bails ;
 - **4135 unités** se localisent dans la commune d'Oued Cheham ;
 - **3920 unités** se localisent dans la commune de Dahouara ;
 - **3210 unités** se concentrent dans la commune de Boucheouf.

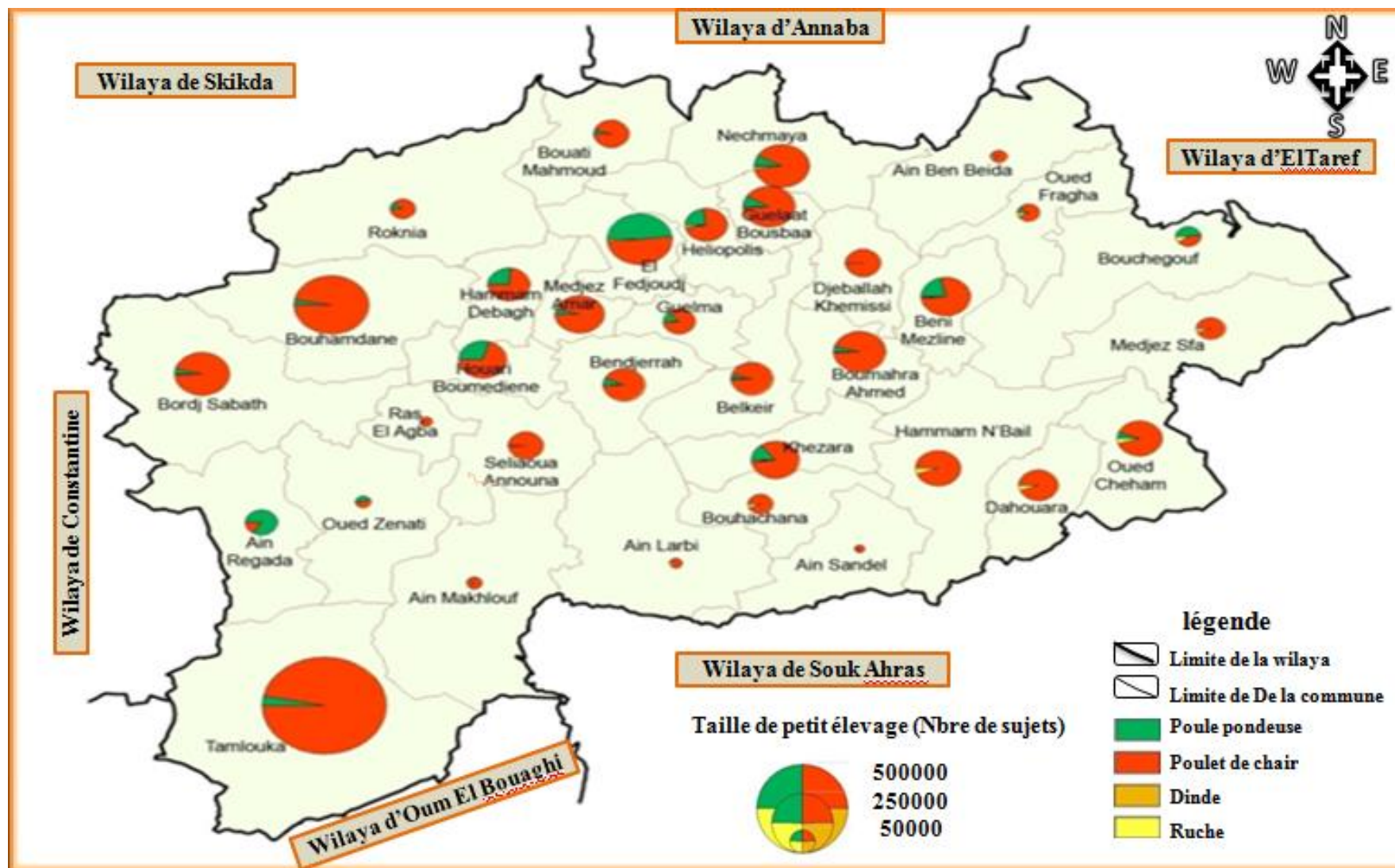


Figure 7.24 : Répartition de petit élevage par commune

Source : PAW + traitement d'hauteur

7.2.4. Bilan de La production Animal

L'évolution de la production du gros élevage et du petit élevage aux cours des dernières compagnes : (voir le tableau n°26)

✓ Evolution de la production de gros élevage :

Tableau 7.7 : Evolution de la production de gros Elevage :

Année	viande rouge (Qx)	Lait (10 ³ L)	Laine (Qx)
2009	37135	42335	4200
2010	66700	46150	4800
2011	84450	46588	5100
2012	105000	47680	6013
2013	117581	50310	6165
2014	130430	55240	6590
2015	148750	64515	6046
2016	152070	47506	5960

Source : Données reconstituées par ABBOUDI Nada à partir de la Direction des services agricoles

-La production de lait est passée **42335000 litre** durant l'année 2009 à **47506000 litre** durant l'année 2016. **17138 litre** de plus et un taux de croissance de **58,19%**.

-La production de Laine est passée **4200Qx** durant la compagne 2009 à **5960Qx** durant l'année 2016. **1665 Qx** de plus et un taux de **47.47%**.

- La production de viande rouge ont passées **37135Qx** durant la compagne 2009 à **152070Qx** durant l'année 2016. **39939Qx** de plus et un taux de croissance de **89.73%**.

✓ Evolution de la production de petit élevage :

Tableau 7.8 : Evolution de la production de petit élevage :

Année	Viande blanche(Qx)	Œufs (10 ³ unités)	Miel(Qx)
2009	21770	33315	815
2010	33557	58630	1400
2011	47806	69494	1560
2012	60693	76360	1500
2013	73018	83950	2177
2014	96452	89070	2280
2015	116128	100890	2660
2016	129670	121690	2443

Source : Données reconstituées par ABBOUDI Nada à partir de la Direction des services agricoles

-La production du miel est passée **815Qx** durant l'année 2009 à **2443Qx** durant l'année 2016. **865 Qx** de plus et un taux de **124.46%**. (voir le tableau n°27)

-La production de la viande blanche est passée **21770Qx** durant l'année 2009 à **129670Qx** durant l'année 2016. **28996 Qx** de plus et un taux de croissance de **154.15%**.

- La production d'œuf est passée **33315000 œufs** durant l'année 2009 à **121690000 œufs** durant l'année 2016. **23474000** de plus et un taux de croissance de **51.01%**.

Tableau 7.9 : Bilan de la Production Animale : Le tableau ci dessous présente les principales productions animales dans la wilaya de Guelma :

	Gros Elevage			Petit Elevage		
	Viande Rouge (Qx)	lait (10 ³ L)	Laine (Qx)	Viande Blanche (Qx)	Œufs (10 ³ unités)	miel (Qx)
wilaya	152070	47506	5960	129670	121690	2443

Source : Données reconstituées par ABBOUDI Nada à partir de la Direction des services agricoles

La filière des viandes rouges dans la wilaya de Guelma reposent globalement sur les élevages bovins et ovins, ainsi que marginalement sur des élevages caprins dont les niveaux de production restent modestes. Durant la campagne 2015-2016, la production a été de **152070Qx** par contre la viande blanche a enregistré une production de **129670Qx**. Alors que les œufs sont marqués par une production de **121690000 œufs**, et le lait avec une production de **47506000 litre**. En ce qui concerne la production de la laine, représente de **5960Qx** et le miel avec **2443Qx**.

7.2.5. Matériel et la main d'œuvre agricole:

✓ Matériel agricole :

Tableau 7.10 : Matériel Agricole Existant

Matériel	Total wilaya	Dont panne
Matériel De Traction	2755	120
MAT.ARATOIRES	3461	126
Mat.de semis-epan	1022	53
Mat. de trait. Mec	3898	223
Matériels spécialisés	0	0
MAT.TRAIT.MAN	698	24
Matériel de Récolte des Céréales	302	24
Matériel de Fenaison	1733	106
Matériel de transport	2907	47
Matériel d'irrigation	96	0
Autres matériel	1548	4
Total	18420	727

Source : Direction des services agricoles 2017

Le nombre total du matériel agricole dans la wilaya de Guelma est de **18420** dont **727** pannes soit **3.95%**, réparties comme suivant :

- Le matériel de traction est de **2755** dont **120** pannes soit **4.36%** du nombre total de matériel en panne ;
- Le matériel aratoire représente un nombre de **3461**, dont **126 pannes** soit **3.64%** du nombre total de matériel en panne ;

- Le matériel de semis- épandage détient un nombre de **1022** dont **53 pannes** soit **5.18%** du nombre total de matériel en panne ;

-Le matériel du traitement mécanique représente un nombre de **3898** dont **223 pannes** soit **5.72%** du nombre total de matériel en panne ;

- Le nombre du matériel traitement man est de **698**, dont **24 pannes** soit **3.44%** du nombre total de matériel en panne ;

- Le matériel de récolte des céréales dispose un nombre de **302**, dont **24 pannes** soit **7.95%** du nombre total de matériel en panne ;

- Le matériel de fenaison dispose un nombre de **1733** dont **106 pannes** soit **6.12%** du nombre total de matériel en panne ;

- Le matériel du transport représente un nombre de **2907** dont **47 pannes** soit **1.61%** du nombre total de matériel en panne ;

- Les autres matériels représentent un nombre de **1548** dont **4 pannes** ;

On constate, que le matériel agricole est en bon état, vu les facilitations de crédits agricole et les aides des différents fonds de financement pour la mécanisation de l'activité agricole.

✓ Main d'œuvre agricole

L'emploi dans le secteur de l'agriculture est un indicateur de sa santé économique. Il est passé de **23883** permanentes dont **1211** femme et **88021**équivalents permanents en 2009-2010 à **24123** permanenteset**183218** équivalents permanents en 2010-2011. Donc on enregistre une augmentation de 1% pour la main d'œuvre permanente et **108.15%** pour la main d'œuvre équivalent permanent. (Voir le tableau n°30)

Tableau 7.11 : répartition de main d'œuvre agricole par commune

Commune	Main d'œuvre Permanente		Main d'œuvre Equivalent permanent
	Homme	Femme	
Boucheouf	792	72	2727
Hamma N'Bail	1808	172	2334
Dahouara	71	86	1617
Oued Chehem	771	44	2464

Ain Ben eida	878	71	2537
Oued Fragha	391	45	3195
MedjezSfa	720	62	2858
Khezaras	472	44	9647
Beni Mezline	729	34	10632
DebalahKhemisse	591	11	7604
Bouhachana	475	22	8313
Ain Sandel	614	24	11175
Belkheir	831	23	27091
Boumahra Ahmed	784	15	26915
Bendjerah	302	22	1016
Bouati Mahmoud	407	10	1478
Guelma	410	35	1622
El Fedjoudj	529	18	3363
Heliopolis	401	23	2810
Nechmeya	636	17	998
Guelaat Bou Sbaa	2898	129	13286
Ain Makhoulf	1375	100	7081
Ain Larbi	1028	58	6468
Tamlouka	1371	87	8553
Oued Zenati	668	11	1019
Bordj Sabath	873	28	1098
Ain Regada	360	08	963
Ras El Agba	267	04	985
Hammam Debagh	278	06	2394
Medjez Amar	640	32	5345
Roknia	564	03	10110
SelaouaAnouna	401	12	3488

Bouhamdene	357	04	1340
Houari Boumediene	218	02	3674
Total wilaya	21937	1211	183218

Source : Direction des services agricoles 2017

7.2.6. Structure foncière

Les exploitations du secteur agricole sont très diverses, tant en termes de superficie que de condition et de fonctionnement. La structure foncière se compose principalement par le secteur privé avec une superficie de **188491 ha** qui représente **71.22%** du nombre total d'exploitation (soit **71.23%** de la SAT), le reste est partagé comme suivant : (voir le tableau n°31)

- **19.85%** d'exploitations individuelles à gestion privée (EAI) sur les terres du domaine privé de l'Etat (soit **8.65%** de la surface agricole totale) ;
- Les GCA constituent **4.78%** du nombre total d'exploitation (soit **2.43%** de la surface agricole totale) ;
- L'exploitation collective à gestion privée (EAC) elle représente **4.04%** du nombre total d'exploitation (soit **17.70%** de la surface agricole totale) ;

Tableau 7.12 : Nature Juridiques des exploitations Agricoles par commune

Commune	Type d'Exploitation	EAC	EAI	Privée	GCA	Total Exploitation
Guelma	Nombre	17	17	31	00	69
	Superficie(Ha)	884	196	1620	00	2700
Belkheir	Nombre	10	22	326	00	361
	Superficie(Ha)	435	259	5833	00	6527
Bendjeraah	Nombre	06	43	105	21	175
	Superficie(Ha)	551	431	4831	251	6064
DjeballahKhemici	Nombre	0	22	324	10	358
	Superficie(Ha)	00	338	3226	115	3679
Nechmaya	Nombre	15	104	241	21	31
	Superficie(Ha)	1098	915	2555	115	4683
Bouati Mahmoud	Nombre	12	62	188	02	264

	Superficie(Ha)	733	529	3215	22	4499
Guelaat Bou Sbaa	Nombre	08	13	136	06	163
	Superficie(Ha)	735	190	1263	129	2317
El Fedjoudj	Nombre	26	48	160	00	234
	Superficie(Ha)	1193	429	2027	00	3649
Heliopolis	Nombre	16	136	145	19	316
	Superficie(Ha)	1165	909	2902	142	5118
Bouhamdane	Nombre	01	25	150	62	238
	Superficie(Ha)	09	258	9085	953	10305
Hamman	Nombre	07	53	150	00	210
Debagh	Superficie(Ha)	817	459	4233	00	5509
Medjez Amar	Nombre	16	61	55	82	214
	Superficie(Ha)	665	491	2095	828	4079
Houari Boumed	Nombre	07	22	138	23	190
	Superficie(Ha)	494	415	2627	212	3748
Roknia	Nombre	16	16	400	27	459
	Superficie(Ha)	1821	233	10439	384	12877
SellaouaAnnouna	Nombre	05	15	338	14	372
	Superficie(Ha)	437	280	2627	212	3556
Oued Zenati	Nombre	42	157	210	00	411
	Superficie(Ha)	5092	2465	4768	00	12325
Ras El Agba	Nombre	09	19	125	47	200
	Superficie(Ha)	1132	346	1743	384	3605
Bordj Sabath	Nombre	16	366	344	57	783
	Superficie(Ha)	1728	1590	10524	554	14396
Ain Regada	Nombre	32	113	38	00	183
	Superficie(Ha)	4303	2539	4320	00	11162
Tamlouka	Nombre	43	112	515	00	672
	Superficie	6337	2103	16480	00	24920
Ain Makhlouf	Nombre	69	65	691	00	825
	Superficie(Ha)	7938	921	7178	00	16037
Ain larbi	Nombre	10	34	800	00	844
	Superficie(Ha)	962	520	8173	00	9655

Ain Sandel	Nombre	00	35	452	00	487
	Superficie(Ha)	00	122	9440	00	9562
Khezaras	Nombre	09	48	320	00	377
	Superficie(Ha)	484	393	7266	00	8143
Beni Mezline	Nombre	14	25	395	00	434
	Superficie(Ha)	626	152	2204	00	2982
Bouhachana	Nombre	00	32	207	00	239
	Superficie(Ha)	00	400	3919	00	4319
Boumahra Ahmed	Nombre	30	46	288	00	365
	Superficie(Ha)	1978	525	6322	00	8825
Oued Fragha	Nombre	17	66	65	33	181
	Superficie(Ha)	714	355	6131	371	7571
Dahouara	Nombre	04	88	434	00	526
	Superficie(Ha)	277	228	3376	00	3881
Ain Ben Beida	Nombre	16	147	125	173	461
	Superficie(Ha)	714	812	6263	1270	9059
Hammam N'bails	Nombre	07	278	1000	00	1285
	Superficie(Ha)	420	517	9051	00	9988
Bouhegouf	Nombre	29	196	215	47	487
	Superficie(Ha)	684	965	10352	580	12581
MedjezSfaa	Nombre	21	142	115	00	278
	Superficie(Ha)	1126	1117	8233	00	10476
Oued Cheham	Nombre	15	48	374	00	437
	Superficie(Ha)	1277	478	3485	00	5240
Total	Nombre	545	2676	9600	644	13479
	Superficie(Ha)	46829	22880	188491	6418	264618

Source : Données reconstituées par ABBOUDI Nada à partir de la Direction des services agricoles

Wilaya de Guelma dans sa région Nord- Est :

Contribution de la wilaya aux productions agricoles régionales :

La wilaya de Guelma apporte à la région **14%** de ses productions totales et se classe de ce fait au troisième rang après les wilayas de Skikda et d'El-Tarf. Elles se distinguent principalement par ses apports en céréalières : **22%**, en légumes secs : **22%**, en fourrages secs **25%**, et encore : en céréales d'été : **17%**, en légumes de saison : **15 %**, et en fruits rustiques (figue) : **12%**.

Contribution de la wilaya aux élevages régionaux :

18% des cheptels sont stationnés sur cette wilaya. Ce sont **11%** des effectifs bovins ; **21 %** des effectifs caprins et ovins. Cette wilaya compte pour son apport en ovins et caprins, le plus fort de la région Est après la wilaya de Souk-Ahras.

Les effets du secteur agricole sur le développement local dans la wilaya :

- ✓ La contribution de l'agriculture à la production locale
- ✓ La contribution de l'agriculture à l'emploi
- ✓ La contribution de l'agriculture pour soutenir l'investissement local
- ✓ La contribution de l'agriculture au soutien des industries agroalimentaires

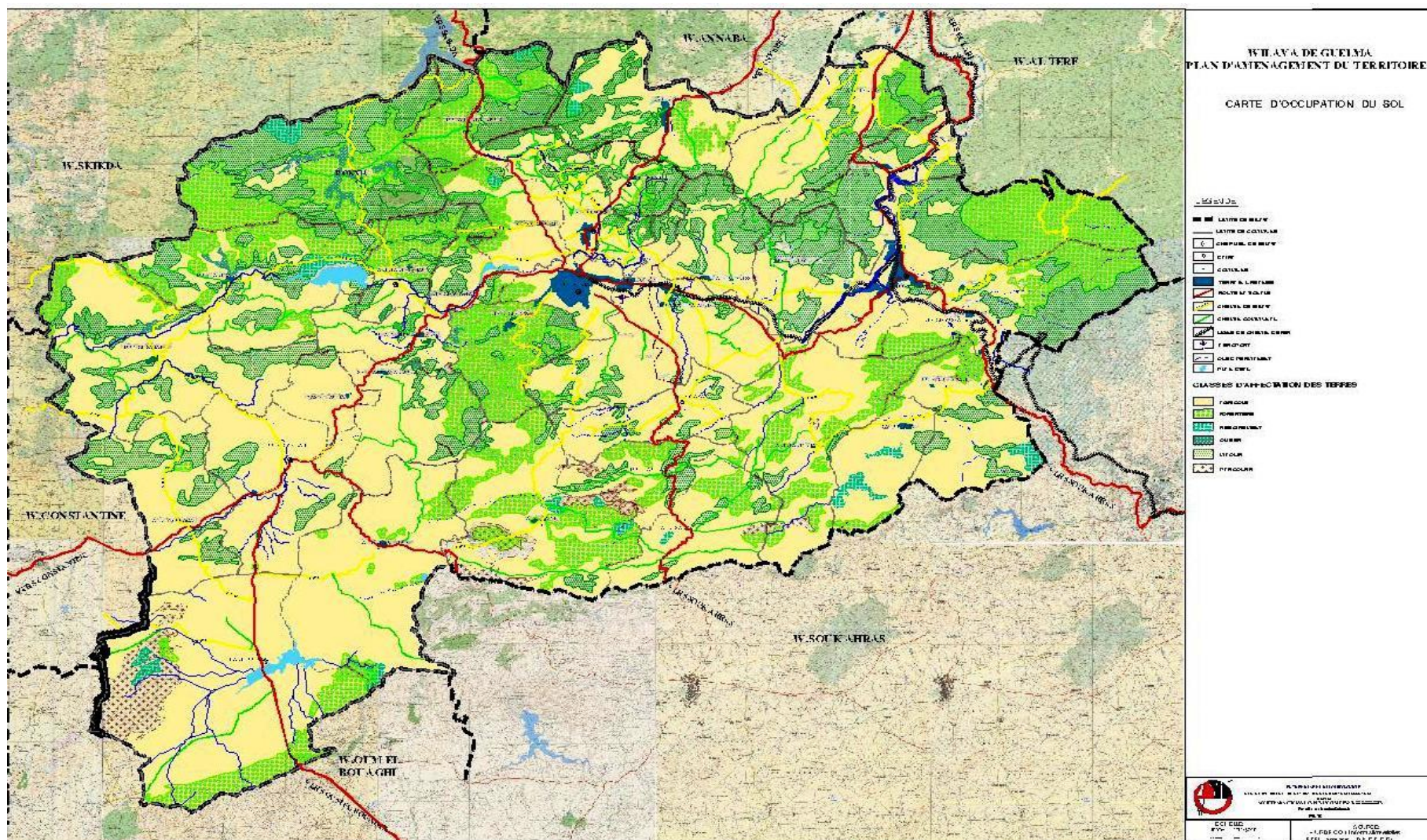


Figure 7.25: Occupation des sols

Source : Direction générale des forêts de la Wilaya de Guelma

7.3. L'activité industrielle :(Direction de l'industrie et des mines de la wilaya de Guelma , 2017)

Le potentiel industriel en pleine restructuration constitue un atout réel. Sa modernisation et son redéploiement deviennent inévitables si on veut lui préserver une certaine compétitivité. C'est également là que l'on trouvera les pôles d'excellence les mieux équipés (universités, technologies de pointe, services financiers, moyens de communication etc...).Le tissu industriel, chargé de fournir et de couvrir les besoins en produit industriels et matériaux de construction, est an constant développement.

L'industrie en tant que secteur d'activité économique générateur de biens et source d'emplois durables occupe une place prépondérante dans l'économie de la wilaya.

7.3.1. Les unités Industrielles :

✚ Les unités Industrielles Publiques :

Les Unités industrielles Publiques implantées sur le territoire de la Wilaya se répartissent comme suit :

- ✓ E.N.CYCMA, Guelma
- ✓ Levurerie, Bouchegouf
- ✓ Semoulerie, Héliopolis (ERIAD)
- ✓ Semoulerie, Bouchegouf (ERIAD)
- ✓ E.N.A. Marbre, Boumahra
- ✓ O.N.A.B aliments de bétails, Oued Fragha

✚ Unités Industrielles privées de production : On y recense plusieurs unités dont on cite :

- ✓ Une unité de transformation de la tomate à Bouâti Mahmoud;
- ✓ Une unité de transformation de la tomate à Boumahra Ahmed;
- ✓ Une unité de transformation de la tomate à El Fedjoudj;
- ✓ Une unité de Boissons Gazeuse à Héliopolis et trois à Guelma;
- ✓ Une Semoulerie de 700 T/J à El Fedjoudj;
- ✓ 03 Minoteries à la zone industrielle (Guelma – Belkheir) ;
- ✓ 02 Minoterie à El Fedjoudj, 02 à Oued Zénati et 01 à MedjezSfa;
- ✓ Une unité de Fabrication de Vêtement à Guelma.
- ✓ Une Mini Laiterie de 5000 L/J à El Fedjoudj et une autre de 32000 L/J.
- ✓ Unité de Transformation de Viande Rouge et Blanche à Guelma (à l'Arrêt)

- ✓ Un Mini Centre Enfûteur à Ain Ben Beidha de 4000 Bouteilles / Jours
- ✓ 02 Briqueterie à Ben Djerrah et Bordj Sabath.
- ✓ 02 unités Carreaux Granito à Guelma, 02 à Boumahra Ahmed et 01 à Roknia
- ✓ Une unité des produits cosmétique à Guelma
- ✓ 02 unités d'agglomérés à El Fedjoudj
- ✓ Une unité d'eau minérale à Ain Sandel.
- ✓ Une unité de Fabrication de pâtes alimentaires à El Fedjoudj
- ✓ Une unité de Fabrication de sucre à Guelma
- ✓ Une unité de Fabrication de Céramique à Guelma.
- ✓ Une unité Fil d'attache et rond à béton
- ✓ Une unité de transformation de la tomate à Belkheir
- ✓ Une unité de production d'Eau minérale et boisson non alcoolisé à Bouchegouf
- ✓ Une unité de fabrication de produit en plastique à Belkheir
- ✓ Une unité de fabrication de peinture à Oued Fragha
- ✓ Une unité de menuiserie générale de bois à Boumahra Ahmed
- ✓ Une unité de fabrication de brosses à Guelma
- ✓ 02 unités de fabrication de des produits manufacturés à Oued Zénati et El-Fedjoudj
- ✓ Une unité de fabrication de produits en Argile à Guelma.
- ✓ Une unité de construction métallique à Ain Ben Beidha
- ✓ 04 unités de boissons gazeuses (02 à Guelma, 01 à Sellaoua Announa et 01 à Belkheir

L'industrie agro alimentaire est parmi les industries les plus importantes dans la wilaya de Guelma qui est en cohérence avec les différentes activités agroalimentaires telles que : limonaderie, laiterie, minoterie, semoulerie. Par ailleurs, l'activité la plus dominante est celle de Ben AMOR conserverie et minoterie connue, par ses productions à haute performance qui promettent un bon avenir (voir la carte n °23).

7.3.2. Zones d'activités :

Tableau 7.13 : les zones d'activités commerciales et artisanales dans la wilaya réparties comme suit :

ZAC	Superficie(M ²)	Localisation	Observation
ZAC de Belkheir	82 345 ,00	Commune de Belkheir Daïra de Guelaat Bou-sbaa(Lieu dit Oued Zimba)	Zone située à limite urbaine de la commune de Belkheir (située à 05 Km du chef lieu Guelma)
ZAC de Nechmaya	88 163,00	Commune de Nechmaya Daïra de GuelaatBousbaa	Sur la route nationale N° 21 reliant GUELMA à ANNABA (située à 20Km de Guelma et à 43 Km d'Annaba)
ZAC de GuelaatBousbaa	41 329,00	Commune de GuelaatBousabaa daïra de GuelaatBousabaa	
ZAC D'Elfedjoudj	37 160,00	Commune d'Elfedjoudj Daïra de Heliopolis	
ZAC d'Oued Zenati	33 825,00	Commune d'Oued Zenati daïra D'Oued Zenati	
ZAC De Tamlouka	82 392,00	Commune de TAMLOUKA daïra D'Ain Makhlouf	
ZAC D'Ain Ben Baida	241 213,00	Commune d'Ain Ben Baida Daïra de Bouchegouf	
ZAC Artisanale D'Oued Zenati	18 916,00	Commune D'Oued Zenati Daïra D'Oued Zenati	

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de la direction de l'industrie et des mines

- ✓ Il existe un nombre important des zones d'activités commerciales, qui sont réparties entre les différentes communes de la wilaya, et c'est un point très important pour le

développement de la wilaya. Ces zones jouent un rôle clé dans le développement au niveau local en termes de services qu'ils fournissent ou les emplois qu'ils fournissent.

- ✓ La plus grande zone d'activité commerciale se situe au niveau de la commune d'Ain Ben Baida, avec une superficie de plus de 241 000 M²

NB : il existe aussi une zone d'activité d'une superficie de 140 ha en cours d'étude et de lancement à la commune de Belkheir.

Outre la zone industrielle de Guelma-Belkheir qui est aménagée, une 2^{ème} zone industrielle d'une superficie de 140 Ha est programmée sur le territoire de la commune de Ben Djeraah (l'étude est en cours).

7.3.3. Zones industrielles :

Tableau 7.14 : La wilaya de Guelma dispose d'une seule zone industrielle qui se situe à 3 Km du chef lieu de la wilaya avec une superficie de 45Ha.

Z.I	Superficie (m ²)	Nombre de lots		
		Crée/ Cédés	En construction	achevés
Z.I à Draa Lahreche Guelma /Belkheir	450000.00 m ²	70/70	17	00

Source : direction de l'industrie et des mines de la wilaya de Guelma

Une nouvelle zone industrielle d'une superficie de : 140 has est projetée au niveau de la zone de HjarMerakeb commune de Ain Regada.

7.3.4. Les PME-PMI : un secteur en croissance continue

L'ouverture du marché algérien à la compétition, l'émergence d'un grand marché euro-méditerranéen, la signature de l'Accord d'Association avec l'Union Européenne, la future adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), autant de normes qui interpellent la petite et moyenne entreprise, qui sont désormais l'alternative du développement des activités industrielles. A ce titre, la PME est appelée plus que jamais à se hisser aux niveaux d'excellence requis, sinon elle risque de disparaître. Une entreprise est une organisation à but lucratif qui produit des biens et/ou des services destinés au marché, et ce en accordant un ensemble des moyens :

- Humains.
- Matériels (équipements, bâtiments, mobilier, matières premières).
- Immatériels (technologie, logiciels, formation du personnel, informations, organisation).

Tableau 7.15 : Statistique des PME de la wilaya de Guelma 2016

	COMMUNE	PME fin 2015	Emplois fin 2015	création Nbr PME	Nbre emplois	PME fin2016	Emplois fin2016
1	GUELMA	2781	8767	256	793	2927	9064
2	NECHMAYA	65	269	6	42	68	315
3	BOUATI MAHMOUD	41	77	5	16	47	99
4	OUED ZENATI	479	1292	38	186	492	1300
5	TAMLOUKA	120	302	12	52	118	348
6	OUED FRAGHA	20	83	5	17	25	102
7	AIN SANDEL	9	25	3	15	13	55
8	RAS EL AGBA	14	43	2	16	15	52
9	DAHOUARA	30	164	3	19	30	195
10	BELKHEIR	226	935	28	79	249	1163
11	BENDJERAH	35	76	4	14	36	187
12	BOUHAMDANE	16	101	3	7	20	97
13	AIN MAKHLOUF	74	201	7	26	80	219
14	AIN BEN BAIDA	45	168	5	17	47	218
15	KHEZARAS	58	152	7	26	67	198
16	BENI MEZLINE	20	45	6	25	23	57
17	BOUHACHANA	36	80	2	4	34	72
18	GUELAAT BOU SBAA	52	167	5	20	55	198
19	HAMMAM	205	657	28	130	230	709

	DEBAGH						
20	EL FEDJOU DJ	117	868	12	37	131	895
21	BORDJ SABAT	35	156	2	11	36	178
22	HAMMAM N BAILS	80	223	4	15	77	249
23	AIN LARBI	33	82	3	12	34	104
24	MEDJEZ AMAR	42	100	8	37	45	109
25	BOUCHEGOUF	271	716	57	187	319	999
26	HELIOPOLIS	297	1006	41	181	319	1150
27	HOUARI BOUMEDIENE	58	193	8	40	63	207
28	ROKNIA	59	154	8	26	68	220
29	SELLAOUA ANNOUNA	20	58	4	26	22	81
30	MEDJEZ SFA	45	107	8	24	53	129
31	BOUMAHRA AHMED	210	674	20	54	228	692
32	AIN REGADA	38	85	7	16	41	93
33	OUED CHEHAM	84	217	11	31	90	229
34	DJEBALLAH KHEMISSI	19	57	4	9	20	57
TOTAL		5734	18300	622	2210	6122	20040

Source : Données reconstituées par ABBOUDI Nada à partir de la direction de l'industrie et des mines

Les petites et moyennes entreprises, qui constituent l'alternative au développement d'activités industrielles, fournissent des services ou produisent des biens en plus des emplois qu'elles procurent, elles fournissaient en 2015 18 300 emplois et sont passées en 2016 à 20 040 emplois.

La wilaya de Guelma comptabilise 654 P.M.E industrielles (Dont 309 sont localisées à Guelma chef lieu de wilaya). (Voir le tableau n°35)

Tableau 7.16 : Statistique des PME industriels de la wilaya de Guelma 2016

Commune	Branche d'activité	Nombre de PME	Effectifs
GUELMA	Matériaux de construction	309	1413
	Mine et carrière		
	Industrie agroalimentaire		
	Chimie (Fabrication : produits cosmétiques, des produits en plastique, produit étanchéité ...)		
	Industrie du bois (Menuiserie, Imprimerie,...)		
	Industrie divers (Bijoutière, menuiserie fabrication de brosse, ..)		
	Industrie textile		
	ISME (Tourneur, Ferronnerie, Clé minute...)		
	Industrie artisanale		
BOUCHEGOUF	Industrie agroalimentaire	45	179
	Industrie Bois		
	matériau de construction		
OUED ZENATI	Industrie agroalimentaire	50	192
	matériaux de construction		
BOUMAHRA AHMED	Industrie agroalimentaire	26	186
	Matériaux de construction		
	Industrie du bois		
EL FEDJOU DJ	Mine et carrière	28	462
	Industrie agroalimentaire		
	matériaux de construction		
	Industrie Bois		
HELIOPOLIS	Industrie agroalimentaire	33	79
	Mine et carrière		
	ISME		
	Industrie artisanale		

BELKHEIR	Industrie agroalimentaire	39	404
	Industrie du textile		
	Industrie artisanale		
	ISME		
TAMLOUKA	Mine et carrière	13	70
	Industrie agroalimentaire		
NECHMAYA	Mine et carrière	8	127
	Industrie agroalimentaire		
GUELAAT BOU SBAA	ISME	4	14
	Industrie Bois		
AIN BEN BEIDA	Énergie	3	36
	ISME		
SELLAOUA ANNOUNA	Industrie agroalimentaire	3	7
	Matériau de construction		
MEDJEZ AMAR	Industrie du bois	3	11
	Industrie agroalimentaire		
BEN DJERAH	Matériaux de construction	3	109
	Industrie agroalimentaire		
OUED FRAGHA	Industrie Bois	5	51
	Matériau de construction		
DAHOUARA	Mine et carrière	3	118
HAMMAM DEBAGH	Industrie agroalimentaire	9	28
HOUARRI BOUMEDIENNE	matériau de construction	4	14
ROKNIA	MINE ET CARRIERE	4	10
BOUHACHANA	Industrie agroalimentaire	4	9
AIN MAKHLOUF	Matériau de Construction	5	11
BOUATI MAHMOUD	Industrie artisanale	6	15
AIN SANDEL		1	4
RAS EL AGBA		1	5
KHEZARAS		3	9
BENI MEZLINE		1	2
BORDJ SABAT		6	91

HAMMAM N BAILS		9	27
AIN LARBI		5	10
MEDJEZ SFA		3	7
AIN REGADA		6	22
OUED CHEHAM		9	22
DJEBALLAH KHEMISSI		3	7
TOTAL		654	3751

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de la direction de l'industrie et des mines

Les activités dominantes sont le secteur de l'industrie qui est le plus important avec 74.65%, spécifiquement réparties sur l'industrie agroalimentaire avec 31.5% du nombre total, l'industrie artisanale avec 45 entreprises (Bijoutier, Fabrication de brosses, soudeur.). L'industrie du bois possède 18 entreprises, suivie par le secteur du bâtiment et des travaux Publics avec 37 entreprises soit 25.34%.

On remarque dans ces activités l'absence de certains secteurs tels que l'agriculture, le transport et communication, L'hôtellerie et restauration...

7.3.5. Mines et Carrières¹

➤ Secteur Privé :

Ce secteur compte quarante-six (46) carrières d'agrégats dont vingt-six (26) sont en exploitation. Elles totalisent près de **549 emplois**.

En matière d'agrégats, le secteur privé participe à la couverture du marché local et régional avec une production qui évolue à la hausse notamment suite aux nouvelles dispositions en matière d'exploitation des mines.

Autres unités du secteur privé

On enregistre :

- ✓ Quatre (04) carrières d'argile appartenant au secteur privé dont trois (03) sont en exploitation et une (01) en projet à Medjez SFA. Elles totalisent près de 111 emplois.

¹ Direction de l'Industrie et des Mines de la wilaya de Guelma

- ✓ Trois (03) carrières de Gypse à Hammam N'bails, dont deux (02) en projet et une (01) à l'arrêt.
- ✓ Une (01) carrière d'aragonite à Roknia, à l'arrêt.

➤ **Secteur Public :**

Ce secteur compte quatre (04) carrières d'agrégat dont deux (02) sont en exploitation, totalisant près de 184 emplois.

Autres unités du secteur public

On enregistre :

- ✓ Une (01) carrière de marbre à Ben Djerrah (ENAMRBRE),
- ✓ Une (01) mine de Kaolin à Roknia (ENOF), à l'arrêt.

La localisation, la superficie et la réserve géologique des différentes carrières se présente comme suit :

Tableau 7.17 : Les différentes carrières existantes de la wilaya

Nbre de Sites	Localisation	Superficie (hectare)	Reserve Géologique
1	Ben Djerrah	15	409.487 m ³
1	Ben Djerrah	10	2.468.369 T
3	Ben Djerrah	38	8281288,13 m ³
1	Roknia	391	180.500 T
3	Roknia	43	48.074.313 ,25 m ³
3	Heliopolis	19	6.095.180,84 m ³
12	El Fedjouj	150	41.084.361,72 m ³
03/	Ain Sandel	22	3826479,6 m ³
1	Bordj Sabath	17	3.700.290 T
2	MdjejSfa	61,55	9.976.944 T
03/	Hammam Nbail	20,79	22.222.890 T
2	Hammam Debagh	83	8580623,25 m ³
3	Dahouara	17	3.439.994,67 m ³
2	GuelaatBousbaa	5.1	547,485 m ³
5	Tamlouka	28	3.755.729,3 m ³
1	Nechmaya	14	1.116.432 m ³

1	SellawaAnnouna	2	4715720 m ³
02/	Bouhachana	23	3.478.197,9 m ³
1	Oued Cheham	5	717.875 m ³
2	Medjez Amar	49	33.667.960,7 m ³
1	Hammam Debagh	20	13.945.796 m ³
1	Guelma	17	7.500.000 m ³

Source : Données reconstituées par ABBOUDI Nada à partir de la direction de l'Industrie et des Mines

La superficie totale des carrières est de **1050.44 Ha**, dont Roknia prend la plus grande portion avec **391 Ha**, la majorité de ces carrières se situe à El Fedjoudj avec **12** sites d'une superficie de **150Ha**. Cette richesse minière est exploitée afin de forger une source de la matière première qui peut être utilisé par quelques unités industrielles.

Le secteur de l'industrie dans la wilaya se caractérise par la présence de plusieurs unités industrielles vivant en symbiose avec leur région du fait de la disponibilité de la matière première au niveau local (Voir la carte n°23). Le développement de ce secteur pourrait constituer un axe stratégique qui pourrait dynamiser l'économie locale de la wilaya et même participer à la création des nouveaux postes d'emplois.

L'activité industrielle adapté aux conditions locales et constitue une bonne réponse à la réalité locale : sociale (une main d'ouvre jeune), physique (diversification des secteurs d'espaces), et économique (touche plusieurs filières économique, présence de la matière première).

Aussi l'activité industrielle de par ses caractéristiques (diversification, regroupement, et d'adaptation), elle assure une certaine flexibilité qui a lui donné des effets multiplicateurs et rénovateurs, ce qui lui permet aussi d'être un secteur d'enjeu pour l'économie locale dans la wilaya de Guelma.



Figure 7.26 : la répartition des unités industrielles

Source : PAW + traitement d'hauteur

7.4. Le tourisme facteur de développement de la wilaya : (SDAT, 2017)

Le tourisme joue un rôle multiple dans le développement de l'économie constituant ainsi le nouveau moteur de développement durable, de soutien à la croissance et le troisième moteur majeur de l'économie en raison du potentiel de création de chances, d'emploi et de génération de revenus durables.

Le tourisme et les loisirs sont tout d'abord des facteurs importants d'amélioration du cadre de vie et participent à l'attractivité du territoire. La promotion du tourisme contribue au développement de la notoriété d'une destination et à l'attractivité du territoire notamment à l'international.

Il constitue en outre, un facteur de diversification économique face à la fragilité des secteurs d'activités traditionnels liés à l'agriculture et à l'industrie. Il peut ainsi devenir un domaine propice au développement des initiatives et des investissements privés, tout en contribuant au rééquilibrage des territoires.

Le tourisme depuis longtemps constitué, avec le secteur primaire (agriculture élevage ; forêt...), l'une des principales activités dans les régions internes.

La wilaya de Guelma n'échappant pas à cette règle, il serait illusoire de dresser un constat pour ce secteur en le limitant au territoire d'une seule commune car il s'agira alors de raisonner en termes de région internes.

Possédant des ressources touristiques considérables non encore valorisées, il appartient aux autorités locales de mettre en place les moyens appropriés pour les rentabiliser au maximum, et ce en vue de leur insertion dans une dynamique de développement aux effets positifs certains pour la population et l'économie de la région.

Malgré sa vocation agricole affirmée, la région de Guelma possède des potentialités touristiques considérables qui se trouvent encore à l'état vierge et qu'il faut exploiter d'une manière réfléchie. Conformément à la loi n° 03 – 01 du 17 février 2003 relative au développement durable du tourisme qui a pour objet, la création d'un environnement favorable afin :

- d'améliorer la qualité des prestations touristiques.
- de développer harmonieusement et rationnellement les activités touristiques.
- de mettre en valeur le patrimoine touristique national.
- de promouvoir et développer l'emploi dans le tourisme.

La vocation touristique de la région de Guelma apparaît à travers la diversité de ses nombreuses et indéniables potentialités (naturelles, thermales, culturelles et historiques) qui lui offre un large éventail d'opportunités touristique. A ce titre, plusieurs formes de tourisme sont possibles (tourisme de montagne ; tourisme scientifique ; éco-tourisme, tourisme climatique et tourisms sportif) (voir la carte n°24).

7.4.1. Potentialités naturelles

La géographie de la région se caractérise par un relief très diversifié offrant des sites et des paysages naturels d'une beauté exceptionnelle et d'une richesse naturelle inestimable par la multitude des espèces végétales et animales qui peuvent être exploités (conformément à la loi n° 03 – 03 du 17 février 2003 relative aux zones d'expansion et sites touristiques). Il s'agit de promouvoir une impulsion dans le cadre d'un tourisme de montagne qu'il faut accompagner par la création d'infrastructures touristiques tels que les hôtels, les espaces de loisirs, les aires de jeux, les terrains de campingetc.

Parmi les sites naturels et les paysages les plus importants, il y a lieu de citer :

- **Djebel Mahouna** (commune de Ben Djerrah) : Se situe au Sud- Est de la commune de Ben Djerrah, dont Il se caractérise par une multitude de sommets dont le plus important culmine à **1411m** d'altitude par rapport au niveau de la mer, on y trouve la forêt récréatif de Mouna, un paysage forestier très riche et très varié. La vue de ce mont est très sublime voir panoramique.
 - Un lieu de recherches scientifique privilégié.
 - Un lieu de distraction du public et de sensibilisation dans le cadre de l'écotourisme.
- Dans ce cadre, du développement du secteur tourisme ; cette zone doit être classé en zone d'expansion touristique (Z.E.T).



Figure 7.27 : Djebel Mahouna

Source : ABBOUDI Nada

- **Forêt de Mahouna** : Elle s'étend sur une superficie de **1055 ha**, à une altitude de **1411 mètres**, le point le plus haut par rapport à toute la région de Guelma. Administrativement, elle est gérée par la conservation des forêts de la Wilaya de Guelma. Le mont de la Mahouna domine toute la ville, couvert d'une forêt de chêne liège à 80 % dans la partie inférieure et de chêne zen dans la partie supérieure, à ces deux essences s'ajoutent quelques formations accompagnatrices composée d'oléastre, bruyère, arbousier.
 - **Le potentiel faunistique dans la forêt de la Mahouna.**

La forêt de la Mahouna abrite différentes espèces faunistiques qui se subdivisent en deux familles :

- 1- Les mammifères (Sanglier, Lièvre des buissons, chacal, Belette, Mangouste, Porc épic, Hérisson d'Afrique, Renard roux, Lapin de garenne, Souris grise, Souris sauvage, Lièvre brun.
- 2- Les volatiles (La caille, Pigeon, Perdrix, Aigle, Vautour, Le grand Corbeau, La cigogne, Le héron, Le hibou, Le ramier et Le rouge gorge).

- **Forêt récréative de Béni Saleh :**

Elle s'étend sur une superficie de **12 657 Ha** au mont de Bouchegouf constitue en primauté de Chêne liège, chêne zeen et Eucalyptus. Cette forêt abrite un potentiel faunistique important pareillement à celle de la forêt de la Mahouna plus une espèce rare « le Cerf de barbarie ».



Figure 7.28 : Reserve naturelle de Beni Saleh

Source : ABOUDI Nada

La réserve naturelle des Béni Salah est située à l'est de la Daïra de Bouchegouf (W. Guelma), Dans le Massif forestier des Béni-Salah. Elle est constituée du bassin supérieur d'Oued Soudan. Elle a la forme d'un trapèze, s'étendant sur une superficie de **2000 Has**.

Le plan d'aménagement de la réserve a vu la réalisation de plusieurs infrastructures : TPF, Pistes, Clôture, Points d'Eau, Portails, Layons.

La réserve abrite une espèce animale protégée, le Cerf de Barbarie, considéré comme étant le dernier cervidé d'Afrique, dont l'aire de répartition s'est rétrécie et morcelée pour n'occuper actuellement que la partie Nord-Est de l'Algérie et le Nord-Ouest de la Tunisie.

- **Le lac souterrain « Bir Osmane »** : il est situé à la limite de la commune d'Ain-Hsaïnia « Houari Boumediène », à quelques centaines de mètres au dessus de la station thermale de Hammam Chellala, sa longueur peut atteindre 80 m. Il est peu ou mal connu, son étendue et son décor naturel intérieur constitue un pôle d'attraction remarquable pour les visiteurs du grand public, et une curiosité de grand intérêt pour les scientifiques (Géologues, spéléologues...etc.).



Figure 7.29 : Bir Osmane

Source : ABBOUDI Nada

- **Ghar-ladjmaa : a Bouhamdane** : Vaste et merveilleuse grotte de stalagmite et de stalactites s'ouvrant dans le flanc Nord du Djebel Taya. Elle est découverte par M^r Jorge Bourkiate du 23 Mai 1867 et une délégation française, ses dimensions sont : 1200m de long sur 200 m profondeur, elle est formée de plusieurs passages et couloirs comportant plus de 1800 unités des Ossements, ruines, gravures remonte au 3eme siècle, ces dernières sont transférées à Paris.

Elle est classée comme un site naturel le 1927 (journal officiel N°07 le 23/01/1968).



Figure 7.30: Ghar-ladjmaa

Source : ABBOUDI Nada

- **Focus sur : Aïn Sefra** : Ancienne station d'été posée sur un versant supérieur de la Maouna, Aïn Safra était une station d'estivage de premier ordre, en raison de sa température délicieuse...



Figure 7.31 : Aïn Sefra

Source : ABOUDI Nada

7.4.2. Potentialités patrimoniales

La région Guelma a été peuplée dès l'aube des temps. Les vestiges de la présence humaine remontent au 1^{er} millénaire avant J.C comme l'atteste divers matériaux, inscriptions libyques et stèles funéraires mis au jour découverts par les chercheurs archéologiques.

La région de Guelma est riche de son histoire passée et contemporaine où plusieurs civilisations ont concouru à l'édification du patrimoine culturel de Guelma.

Les vestiges qu'elle offre témoignent, sans aucun doute, de l'importance que revêtait Calama du temps des romains.

Il existe au niveau de la commune de Guelma selon des informations recueillies auprès de la direction de la culture la wilaya de Guelma, des vestiges datant des époques préhistorique, phénicienne, romaine, latine, dont certaines sont éteintes, tandis que d'autres survivent encore qu'il faudra les préserver au maximum puisque il représente une partie des richesses de notre patrimoine et conformément à la loi n° 90- 04 du 15 juin 1998 relative à la protection du patrimoine culturel.

Les monuments historiques et culturels témoignent des civilisations qui se sont succédé dans cette région et sont représentés dans le tableau suivant. Il est à préciser que l'époque romaine est fortement représentée. Parmi les plus importants bâtiments on citera :

- **Théâtre romain** : dans la commune de Guelma, c'est le seul théâtre antique le plus complet au niveau de la méditerranée, construit au début du 3^{ème} siècle par la

prêtresse- AnniaAeliarentiTuTa-, d'une capacité de 4500 places. Il est classé en 1900.



Figure 7.32 : Théâtre romain

Source : ABBOUDI Nada

- Quant à la période musulmane elle est représentée par :
- **La mosquée El Atik**: située dans le centre la ville de Guelma, il a été inauguré en 1852.



Figure 7.33 : Mosquée El Attik

Source : ABBOUDI Nada

- **La nécropole Funéraire de Roknia** : Situé à proximité d'une falaise rocheuse, Abrite plus de 3000 dolmens répartis sur une surface de 2 Km².



Figure 7.34 : La nécropole Funéraire

Source : ABBOUDI Nada

- **Vestiges de l'antique Thibilis** : Les ruines se trouvent à 2 Km à gauche de la petite route menant à Ain Makhoulouf après Fedjdhib ou un rocher comporte des gravures

rupestres. La vue est dégagée dans la vallée de oued cheref .avec les différentes montagnes qui dominant et notamment la Mahouna en arrière plan. Aujourd’hui Thibilis est un site archéologique classé, de la région de Guelma.



Figure 7.35: Vestiges de l’antique Thibilis

Source : ABBOUDI Nada

- **Le théâtre municipal** : construit en 1880



Figure 7.36 : Le théâtre municipal

Source : ABBOUDI Nada

Tableau 7.18 : Localisation des sites historiques dans la commune de Guelma

Commune	Dénomination	Période	Classement	Observation
Guelma	Théâtre romain	Romaine	Classé en 1900 comme site historique faisant partie du patrimoine National.	Etat moyen
	Muraille de la caserne	Romaine	Classé en le 03-11-1999 comme site historique faisant partie du patrimoine National	Bon état
	Des bains maures Bains romains	Romaine	Classé en 1900 comme site historique faisant partie du patrimoine National	mauvais état
	Mosquée El Atik	Turque	Non classé	
	Site de djebel Halouf	Préhistoire	Non classé	

	Cimetière de bordj hmeme	Romaine	Non classé	
	Rempart de la ville	Période de l'occupation française	Non classé	

Source : Direction de la culture wilaya de Guelma

7.4.3. Thermalisme

Tableau 7.19 : les sources thermales : La wilaya de Guelma est reconnue par ses potentialités thermales très importantes.

L'étude élaborée par l'ENET, a montré l'existence de 15 sources thermales présentées dans le tableau suivant :

Dénomination de la source	Débit L/S	exploitants	Commune	Effet thérapeutique
Ain Cheddakha	12	Complexe Chalala	Hamam Debagh	Affections rhumatismes, affections neurologiques, affections de peau, affections du domaine de l'oto-rhino, laryngologie, affections respiratoires...
Ben Nadji	06	Hamam Ben Nadji		
Ain Cheffa	12	Complexe touristique Jehanne		
Elbakbaykia	18	-Alimenter la Cascade -Hamam Kharchich -Hamam Elmesk w Etine		
Nakhla	16	Complexe Bouchahrine	Héliopolis	Affections respiratoires, affections gynécologiques, affections neurologiques, affections rhumatismales, affections veineuses.
Elnakhlatayn	08	Complexe El baraka		
BirHamamOuled Ali Eldafla	25	-Hamam Ouled Ali -Complexe Bouchahrine		
Guerfa	11	Hamam Guerfa	Ain Larbi	Affections de l'appareil urinaire, affections de peau, affections rhumatismales, affections gynécologiques.
Belhachani	08	Complexe Hamam Belhachani		
Source Hamam N'Bail	06	Hamam Tahar	Hamam N'Bail	Affections rhumatismales, affections neurologiques, affections gynécologiques,

Source El Mina	06	Complexe ElostoraElkhalida		affections respiratoires, affections de peau.
Source Assasla	15-20	Exploiter d'une façon traditionnelle	Bouhachana	Affections respiratoires, digestives, neurologiques, rhumatismales, affections de peau.
Source Rommia	20			
Source Ben Tahar	08-12			

Source : direction de tourisme de la wilaya de Guelma

Le tableau précédant ne reflète pas le nombre exact de sources présentées sur le territoire de Guelma.

La grande cascade de Hammam Debagh :

L'autre grande attraction naturelle de la wilaya, c'est l'insolite « cascade pétrifiée » qui constitue un site pittoresque merveilleux de réputation mondiale. Elle se présente comme un majestueux rideau de pierre plissé et drapé comme une toge antique sur ses flancs couleur de neige, les eaux se ruissellent resurgissent du sol à 96°C, une température qui frise l'ébullition, (elles sont les plus chaudes du monde après celle de Geyers de « l'Islande »)



Figure 7.37 : La grande cascade

Source : ABBOUDI Nada

7.4.4. Les infrastructures d'accueil

✓ Hôtellerie :

L'infrastructure d'accueil existante à travers le territoire de la wilaya a une capacité d'hébergement globale de 1526 lits. Elle se compose de 15 établissements hôteliers situés au niveau de la wilaya (07 à Guelma, 02 à hammam Debagh, 02 à Héliopolis, 01 à Nechmaia, 02 à Bouchegouf et 01 à Belkhir), dont la majorité se trouve dans les quatre hôtels « Mermoura, complexe hammam Debagh, El Baraka et complexe Bouchahrine. ».

Il est à noter que seul 02 hôtels sont classés 3 et 2 étoiles. Le premier se situe à Guelma et le deuxième à la commune de Hammam Debagh (Mermoura et Complexe Hammam Chellala) et les autres sont en cours de classement. (Voir le tableau n°39)

Ainsi, les autres communes de la wilaya sont dépourvues d'équipements hôteliers. Cela indique que le niveau de service (hébergement) est à la limite de l'admissible sinon médiocre.

Tableau 7.20 : Répartition de l'infrastructure hôtelière

Dénomination	Localisation (Commune)	Classement	Capacité	
			Nombre de chambres	Nombre de lits
Mermoura	Guelma	3*	71	144
La couronne		N.C	21	30
L'étoile		N.C	17	27
Tarek		N.C	14	30
L'orient		N.C	15	25
Elkarama		N.C	12	16
Dar Elmoalim		En cours de classement	17	41
Complexe Hammam Chellala	Hammam Debagh	2*	170	625
Ben Nadji		N.C	21	54
Houara	Nechmaia	2*	26	38
El Baraka	Héliopolis	N.C	90	200
Complexe Bouchahrine	Héliopolis (Hammam Ouled Ali)	N.C	90	236
Elnakhil	Bouchegoufe	N.C	11	20
Elfirdaws		N.C	10	20
Elrayane	Belkhir	1*	10	20
TAOTAL			595	1526

Source : Données reconstituées par ABBOUDI Nada à partir de la Direction de tourisme

Le nombre de lits destinés au thermalisme 1115 lits s'avère très en dessous de la demande, surtout pendant la saison printanière (saison privilégiée pour les curistes).

✓ **Les agences de tourisme et voyage :**

La wilaya de Guelma compte 21 agences de voyages, dont la majorité se localise dans la commune de Guelma. (Voir le tableau n°40)

Tableau 7.21 : Agences de voyages et de tourisme

Nom d'agence	localité	Nom du propriétaire
Mermoura tour	06, rue 01 novembre 54	Guebailia Tahar
Sara tour	Cité Siraydi Med Tahar 117	Mekki Mohamed Salah
Mesk tour	05, place Abdi Mabrouk	BoudahaneAbdeallah
Malek tours (succursale)	Avenue 08 Mai 45 n°22	CHeghib Mohamed Zineddine
Oumaima tours	19 Juin n° 217	Ali Salem
Fahim Trèfle	19 Juin n°8 S'nober	ChaoukiFateh
Elmassa tourisme et voyage	Cité 57 logements n°01	Laarayssia
Elabib tourisme et voyage	Cité ElamirAbdElkaderbt 01 n°04	Aissaoui Yassine
Voyago tourisme et voyage		Hmayzi Imane
Baya forever	SouidaniBoudjama n°03	Ben ToumiOuafa
Elzaaticha (succursale)	rue 01 novembre 54 n°39	Groupe
Yaya tourisme et voyage	Rue Mihoub Ben Tayebbt 02	Behnass Khaled
Elssed	Cite Bonne accueil n°07	Mechnouai Amine
Elraya (succursale)	Lotissement 177 n°01	Lakhal Habib
Safari Voyage	Cite 100 logementbt 02	Bouchlaghem Yousef
Noumidia (succursale)	Cité Touahri Ali bt 01 n°04	SalmiSoumia
Kanzi mare tourisme et voyage	Cité 19 juin n°02 local n°01	Hadouaskhmissi

Maouna tourisme et voyage	Lotissement 02 n°55	Héliopolis	BititiAissa
Noumidia (succursale)	Rue 05 juillet 1962 n°01	Boucheougouf	Mimoini Sabrina
Maouna (succursale)	Rue 24 février 1971		Bitit Mohamed
Ritage tourisme et voyage	Cité Oumadour AbdAlhak	Belkhir	Khalfaoui Mohamed

Source : Données reconstituées par ABBOUDI Nada à partir de la Direction de tourisme

7.4.5. Les terrains de camping :

La wilaya de Guelma dispose de :

- Les zones d'expansion touristiques :

La seule zone d'expansion touristique existe au niveau de la wilaya de Guelma se localise à la commune de Hammam Debagh créée par un Arrêté ministériel du 27/06/1975.

« La révision » du POS de la ZET de la commune de Hammam Debagh est intervenue dans le cadre de l'application de l'article 33 de la loi 90/29 du 01 décembre 1990 relative à l'aménagement et à l'urbanisme.

La diminution de la surface initiale prévue par l'étude initiale de 36Ha à 09 Ha 93a 12Ca.

Le développement de l'activité touristique, dans un optique de dynamisme durable (respectueux de l'environnement, de l'éthique et des patrimoines locaux,) et harmonie avec les intérêts socio-économiques de la population locale, il nécessite de soutenir et de trouver des méthodes opérationnelles pour renforcer le rôle économique et social de cette activité surtout avec le fort potentiel touristique de ce territoire, qui se répartit entre les différentes communes de la wilaya (Voir la carte n°24), dont certaines se caractérisent par:

- ✓ Les sources thermales : Hammam Debagh, Héliopolis, Ain Larbi, Hammam N'Bail, Bouhachana.
- ✓ Les Ruines : Hammam Debagh, Selaoua Anouna.
- ✓ Les Vestiges Archéologiques : Guelma, Oued Zenati, Ben djerah, Héliopolis, Roknia, Selaoua Anouna.
- ✓ Les Sites Naturelles : Bouhamdane.
- ✓ Les Dolmens : Roknia, Ain Larbi.

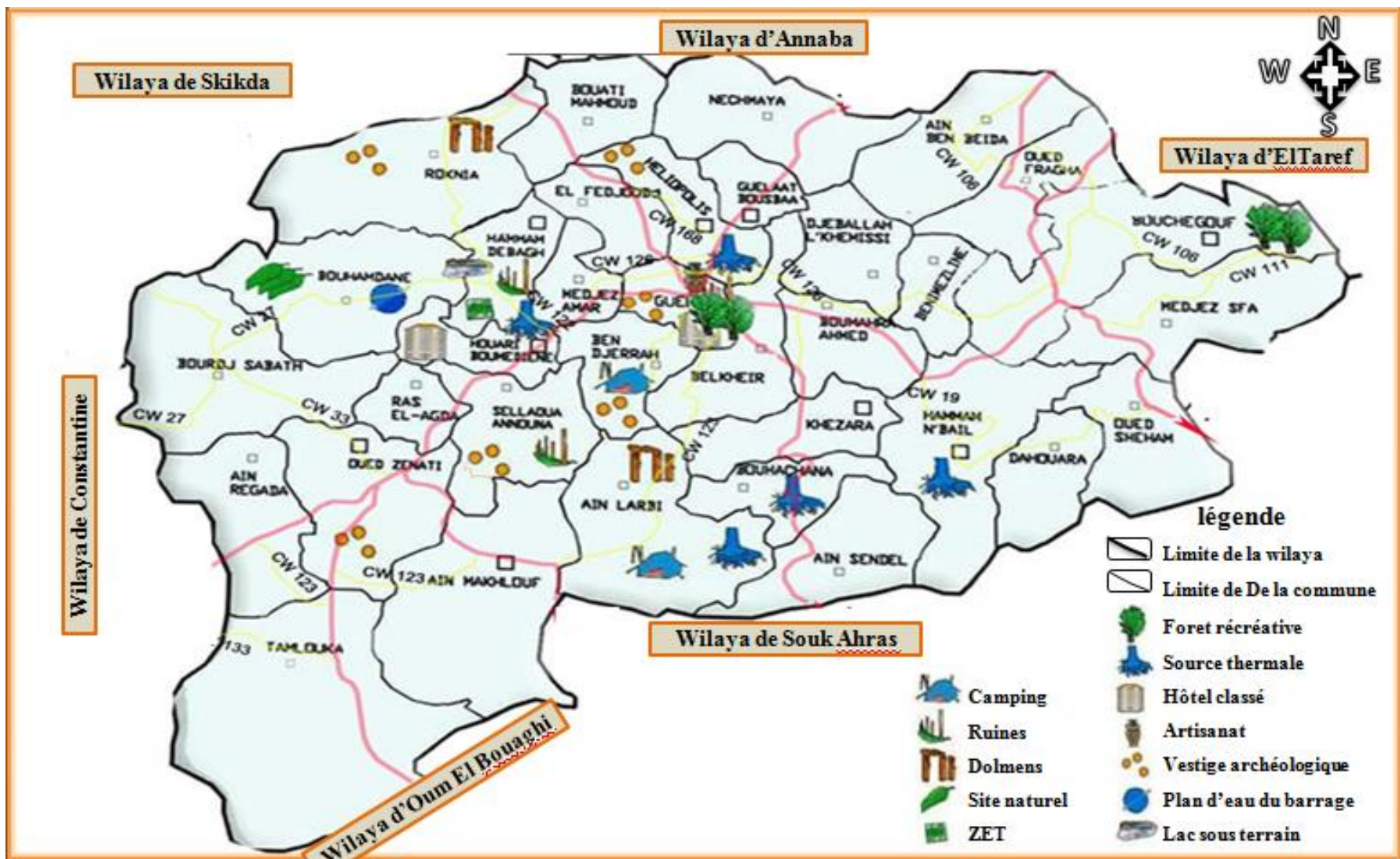


Figure 7.38 : Les potentialités touristiques de la wilaya de Guelma

Source : SDAT + traitement d'hauteur

7.4.6. Les programme

En plus des établissements hôteliers existants dans la wilaya, il existe plus de 20 autres projets situés dans les commune de (Guelma, Hammam Debagh, Héliopolis, Bouchegouf, Ain Larbi, mdjaz el safa et Nechmaia) dont 12 en cours de réalisation et 13 n'ont pas encore démarrés, avec une capacité globale d'hébergement de **2734** lits, et cela a pour but d'absorber le déficit existant en matière d'hébergement ou en terme de capacité d'accueil de structures hôtelières. Le professionnalisme de l'accueil reste à un niveau embryonnaire, ce qui indique un manque de qualification des personnels du secteur ; des prestations chères pour la population locale et de moins bonne qualité que la concurrence (Tunisie). Les loisirs d'accompagnement sont moindres. Le produit touristique étant une prestation de service, il demeure très difficile, si ce n'est impossible de l'évaluer objectivement.

Tableau 7.22 : Projet en cours de réalisation et projeter

Localité (commune)	Nature du projet	Capacité lits	Etat du projet	
Guelma	Hôtel 3*	180	En cours de réalisation	
	Hôtel 3*	224		
	Réaménagement d'hôtel Marmoura	144		
HammemDebagh	Complexe touristique	146		projeter
	Hôtel 1*	90		
	Résidence touristique 4*	376		
	Hôtel + Bungalows	123		
	Résidence touristique	120		
	Hôtel 2* + Hammam	99		
Héliopolis Hammam Ouled Ali	Hôtel 2* +restaurant et Cafeteria	45	En cours de réalisation	
	Hôtel 5*	172	projeter	
Mdjaz El Safa	Motel	28	En cours de réalisation	
Ain Larbi	Hôtel + centre thermale 3*	200		
Bouhamdane	Motel 2*	94		
Ain Ben Bayda	Hôtel 2*	72		
Hammam N'bail	Hôtel 2*	80		

	Motel+ station multiservice	48	projeter
Ennechmaya	Motel 2* restaurant+ Cafeteria+ Piscine	49	
GalaatBousbaa	Motel 2*	90	
Bouchagouf	Hôtel 1* +restaurant et Cafeteria	34	
	Hôtel 2*	80	
	Extension de l'hôtel Elnakhil		
Ain Regada	Hôtel 3*	94	
Bouaati Mahmoud	Hôtel 2*	80	
Total		2734	

Source : Données reconstituées par ABBOUDI Nada à partir de la Direction de
tourisme

Les effets du secteur du tourisme sur le développement local dans la wilaya :

- ✓ La Contribution du tourisme à l'emploi
- ✓ La Contribution du tourisme au soutien des investissements locaux
- ✓ La Contribution du tourisme à la production locale

7.5. L'artisanat :(Chambre d'industrie traditionnelle de la wilaya Guelma , 2017)

L'artisanat traditionnel est fortement ancré dans toute l'activité de la société, qu'elle soit économique ou culturelle. Economique, d'abord parce que l'artisanat crée de la richesse et offre également des opportunités d'emplois directs ou indirects.

D'où son intersection avec d'autres secteurs d'activités, comme le secteur de la petite et moyenne entreprise, la culture, le tourisme en particulier, et avec lesquels il entretient des relations fortes et étroites.

La Wilaya de Guelma dispose de matières premières nécessaires au développement des activités artisanales. On enregistre une variété d'activités artisanales notamment au niveau des centres de formation et des établissements de jeunesse ; dans le domaine de la poterie ; le tissage ; la broderie et la bijouterie.

L'activité artisanale c'est une autre activité pour le développement local, elle se répartit sur 7512 artisans jusqu'à le 31/12/2016.

7.5.1. L'évolution du nombre des artisans :

Tableau 7.23 : L'évolution des artisans

Année	féminin	masculin	Total
2010	64	216	280
2011	167	364	531
2012	231	418	649
2013	350	535	885
2014	432	510	942
2015	554	617	1171
2016	622	823	1445

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de la Chambre d'industrie traditionnelle

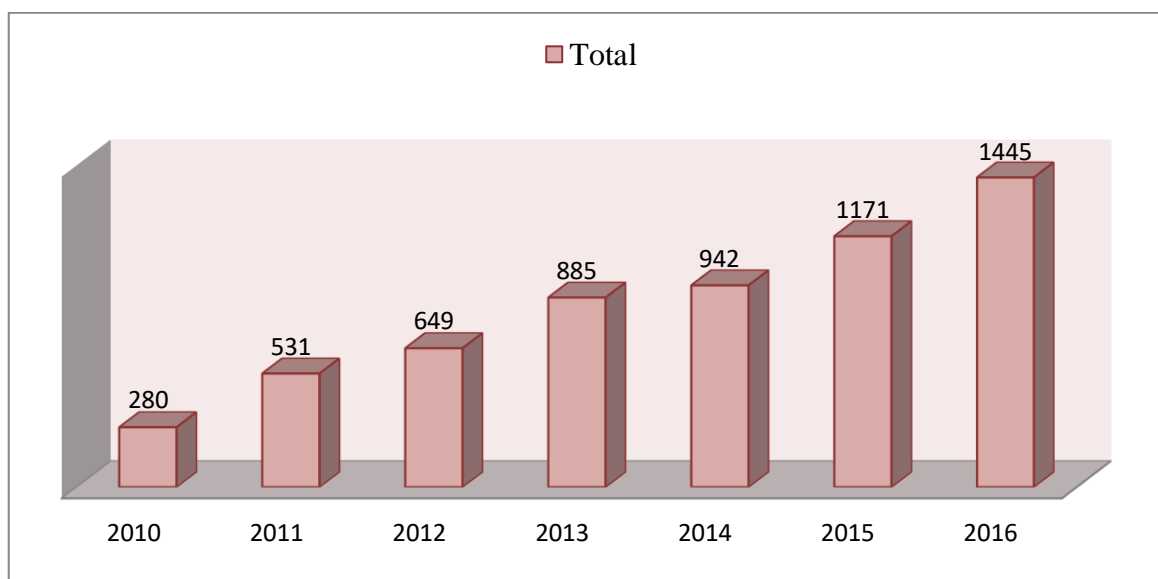


Figure 7.39 : l'évolution du nombre des artisans à l'échelle de la wilaya

Source : ABOUDI Nada

Le nombre d'artisans en constante évolution depuis 2010 (280 artisans) jusqu'à présent (1445 artisans), où l'on trouve que le nombre d'artisans masculins plus que le nombre de femmes artisans dans toutes les années. (Voir le tableau n°42)

7.5.2. Le nombre des artisans par commune :

Tableau 7.24 : la répartition des artisans par commune

commune	nombre des artisans	commune	nombre des artisans
Dahouara	37	ras elagba	27
Roknia	121	salaouaanouna	25
Elfdjoudje	176	Ainlarbi	48
Nachmaia	128	ain ben baida	78
bordj sabat	40	Ainragada	77
Belkhir	368	Ainsandel	41
ben djrah	92	ainmakhlouf	138
benimazline	54	Guelma	2641
bouhachana	44	galaatbousbaa	106
bouhegoufe	506	Lakhzara	191
Bouati mahmoud	99	Mdjazsfa	85
Boumahra ahmed	372	mdjazamar	85
bouhamdane	28	houari boumadian	101
Tamlouka	170	Héliopolis	490
Djbala khmissi	43	Ouad zenati	401
hammam n'bail	268	ouadchham	90
hammam dbagh	223	ouadfragha	119
total général			7512

Source : Données reconstituées par ABBOUDI Nada à partir de la Chambre d'industrie traditionnelle

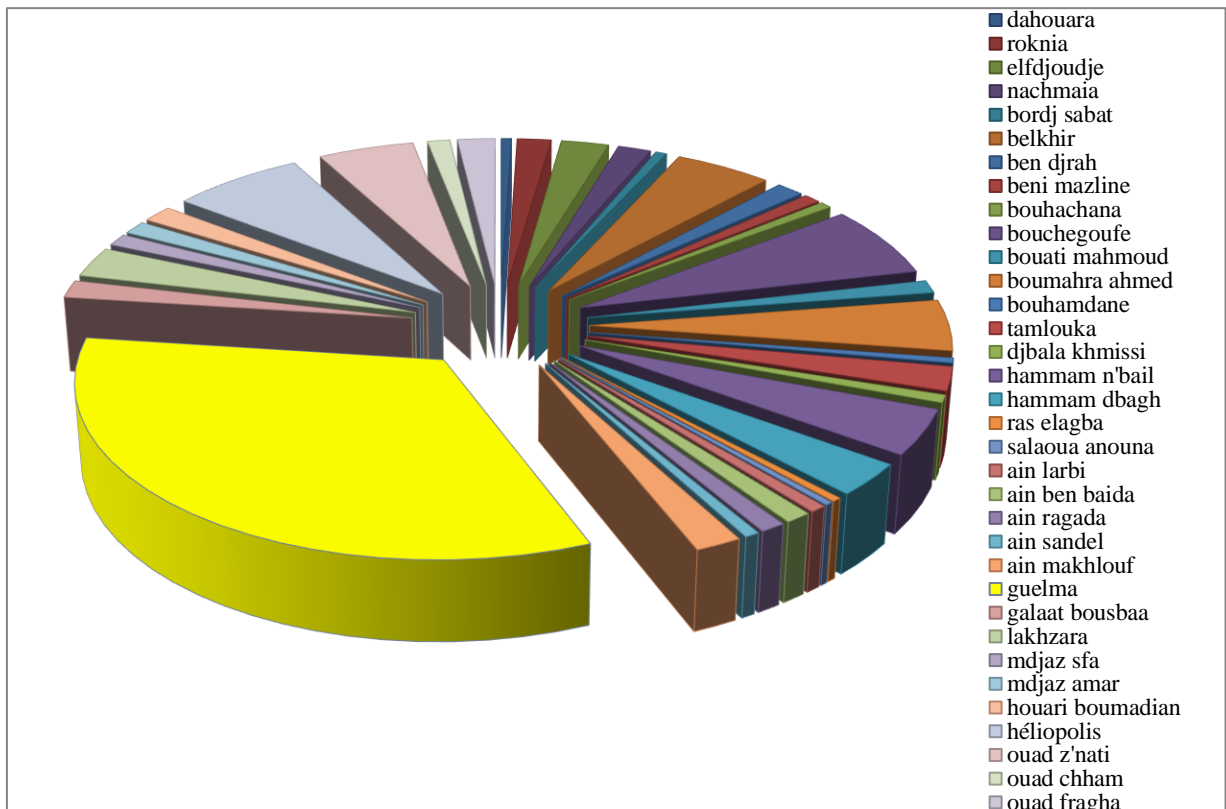


Figure 7.40 : Le nombre des artisans par commune

Source : ABOUDI Nada

L'activité artisanale dans la wilaya de Guelma est implantée en majorité dans l'agglomération chef-lieu à la commune de Guelma (2641 artisans) et la minorité à la commune de Salaoua Anouna (25 artisans), elle se répartit sur 7512 artisans.

Les autres rapports sont élevés dans les communes avec un caractère urbain (Bouchevoufe, Héliopolis, Ouadzenati, Belkhir, Boumahra Ahmed, Hammam dbagh), moyenne dans les communes avec un caractère semi-urbain (Guelaât Bou Sbaâ, Nechmeya, El Fedjoudj, Khezaras, houari boumadian) et faible dans les communes rural (Djeballah Khemissi, Dahouara, Ras El Agba, Bordj Sabath, Bouhachana).

La disponibilité des matières premières est également limitée à certaines municipalités, comme Héliopolis, Oued Zenati, Bouchevouf, Hammam N'bail et la plus forte concentration se trouve dans la commune de Guelma. (Voir la carte n°25).

7.5.3. Type d'artisanat (domaine d'activité) :

La wilaya de Guelma est caractérisée par son artisanat patrimonial hérité des ancêtres .le secteur connaît jusqu'au 31/12/2016. Représentée par trois domaines d'activité qui sont :

- Artisanat traditionnel et art : menuiserie, platerie, couture traditionnel et pâtisserie traditionnel, alimentations traditionnelles, poterie, Sculpture sur le marbre ... etc.
- Artisanat traditionnel production des biens : boulangerie, boucherie, bijouterie, fabricant de chaussures, fournisseur de lait, fabrication des briques, le soudage des métaux ... etc.
- Artisanat traditionnel des services : maçonnerie, peinture, électricité, fleuriste, lavage, jardinage, mécanique générale, plombé, électricité automobile, photographe ... etc. (tableau ci-dessous).

Tableau 7.25 : Type d'artisanat

	féminin			Total	masculin			Total	Total
	Production des biens	service	art	féminin	Production des biens	service	art	masculin	
2010	35	14	15	64	92	95	29	216	280
2011	56	30	81	167	167	156	41	364	531
2012	53	28	150	231	139	237	42	418	649
2013	31	32	287	350	182	300	53	535	885
2014	22	38	372	432	73	378	59	510	942
2015	46	33	475	554	166	353	98	617	1171
2016	49	49	524	622	168	555	100	823	1445

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de la Chambre d'industrie traditionnelle

Cette activité est représenté par plus de 35 métiers : bâtiment (maçonnerie, peinture, électricité, plombage, menuiserie, etc.), mécanique d'automobile (mécanique, carrossage,...), alimentation (boulangerie, pâtisserie, boucherie,...), métier de proximité (coiffure, fleuriste, lavage...) et bien d'autres métiers (sérigraphie, impressions, photographie, etc.). Parmi ces métiers environs de 10 métiers sont des métiers d'art qui reviennent à la période précoloniale (menuiserie, platerie, couture, pâtisserie traditionnel etc.). Aujourd'hui, la majorité de ces métiers restent peu développés. Ils sont pratiqués informellement et se tendent à raréfier à l'image du potier, de la broderie et de la bijouterie traditionnelle (l'argent).

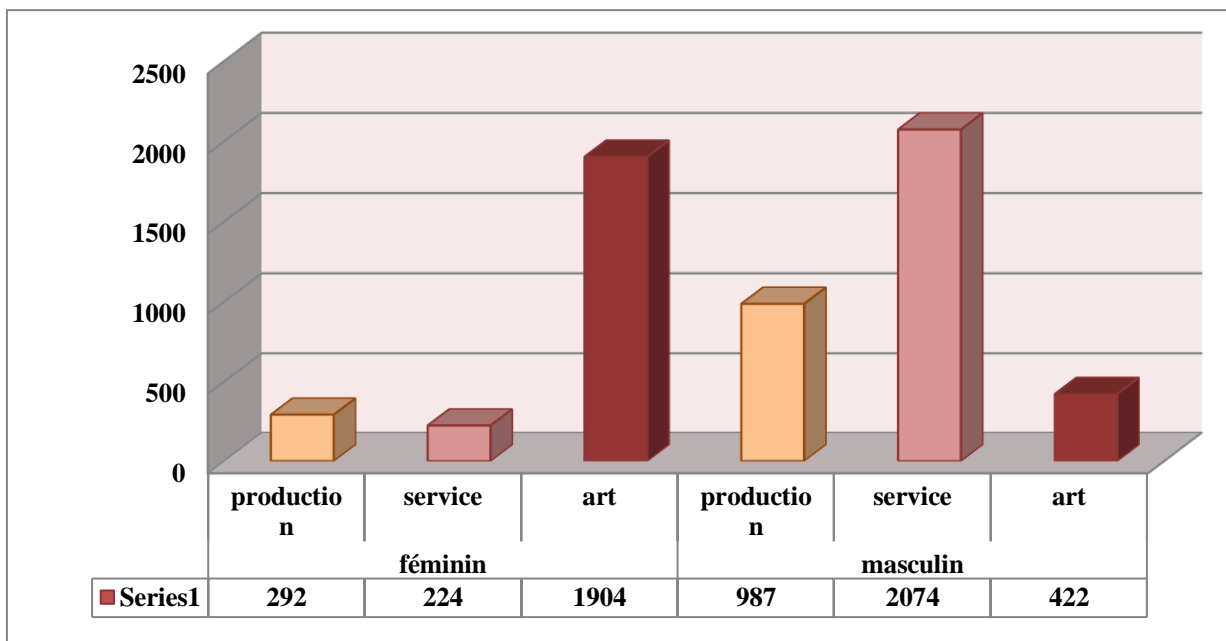


Figure 7.41 : La répartition des artisans selon le domaine d'activité

Source : ABOUDI Nada

Le nombre des artisans est très élevé dans le domaine de l'art pour le sexe féminin par rapport aux autres domaines (1904). Par contre dans le masculin, c'est le domaine faible (422), le nombre des artisans est élevé dans le domaine des services pour le sexe masculin par rapport les autres domaines (2074). Par contre, pour le sexe féminin, c'est un domaine faible (224) et le domaine de production, c'est un domaine moyen dans les deux sexes.

7.5.4. La source de financement :

Tableau 7.26 : La source de financement

	ANGEM	ANSEJ	CNAC	financement individuel	Fonds zakat	Total
2010				280		280
2011		3	1	527		531
2012	101	43	42	460	3	649
2013	195	73	69	546	2	885
2014	362	39	14	526	1	942
2015	269	72	92	730	8	1171
2016	719	120	104	502		1445

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de la Chambre d'industrie traditionnelle

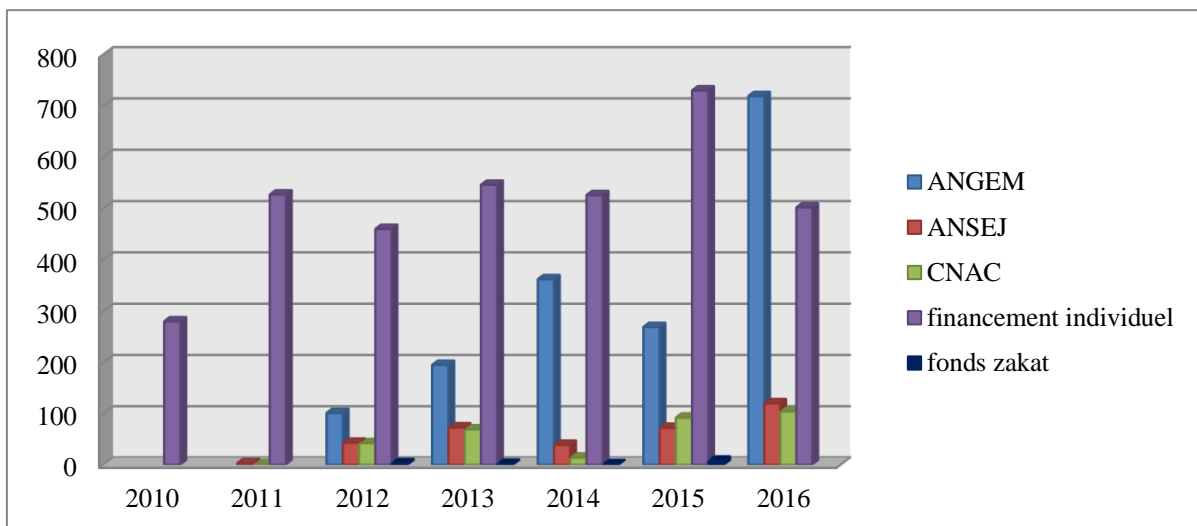


Figure 7.42 : la source de financement

Source : **ABBOUDI Nada**

A partir de l'année 2011 a commencé l'émergence du financement de le cadre de l'ANSEJ (3) et du CNAC (1) et ils resté en évolution jusqu'à l'année 2016. Le financement de l'ANGEM apparu en 2012 (101) et en train de se développer rapidement où il est devenu le plus utilisé durant l'année 2016 (719). Le moins utilisé c'est financement par le fonds zakat et le financement individuel est à la baisse de l'année dernière.

7.5.5. Les richesses artisanales :

La wilaya de Guelma recèle un patrimoine culturel et immatériel d'une grande importance et les sociétés traditionnelles ont conservé un savoir-faire unique, tout à fait typique des traditions de cette région à dominance montagnarde. Nombre d'objets artisanaux y sont fabriqués, entre autres, le bijou traditionnel, le tissage, la tapisserie, la poterie, la céramique, la broderie, l'habit traditionnel, la kachabia etc (voir les photos n°20).

▪ Poterie et céramique



▪ **Habit traditionnel**



El kachabia



▪ **Broderie**



Le bijou traditionnel



▪ **Le tissage**



La tapisserie

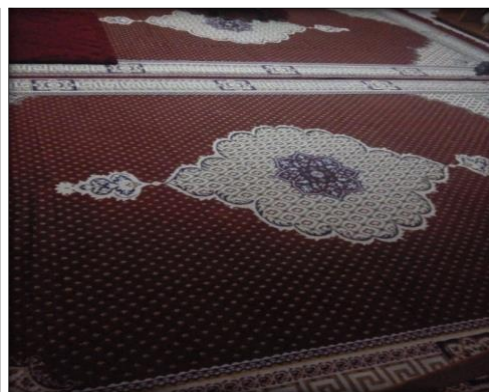


Figure 7.43 : richesses artisanales dans la wilaya de Guelma

Source : ABBOUDI Nada

7.5.6. L'importance du secteur de l'artisanat

Le secteur de l'artisanat est devenu une place importante en raison de son rôle effectif à différents niveaux :

✓ **Au niveau culturel et civilisationnel**

L'artisanat est considéré par tous les peuples comme l'un des éléments fondamentaux de la personnalité nationale, car elle distingue l'intimité, l'identité et l'authenticité de la communauté. Par conséquent, sa préservation est au cœur de la préservation du patrimoine. Par conséquent, une grande importance doit être accordée à cet élément culturel.

✓ **Au niveau social**

Ce secteur a une grande capacité à absorber le chômage et à créer des opportunités d'emploi, ce qui affecte positivement en augmentant le niveau de vie

✓ **Au niveau économique**

Le secteur a un grand avantage concurrentiel dû à la spécificité qui caractérise le produit artisanal d'une région à l'autre. On peut faire du secteur un grand tributaire économique pour apporter des ressources financières. Les institutions artisanales peuvent jouer un rôle majeur dans la production locale et les revenus publics grâce à leur large diffusion et au besoin citoyen qu'ils soient artistiques, traditionnels et la production de matériaux (la menuiserie, la boulangerie...) ou les services (l'entretien...etc.).

Donc, la revalorisation de l'activité artisanale locale notamment celle d'art pourrait créer un dynamisme économique et culturel d'effet important sur l'économie locale et par conséquent sur le développement durable du territoire de la wilaya.

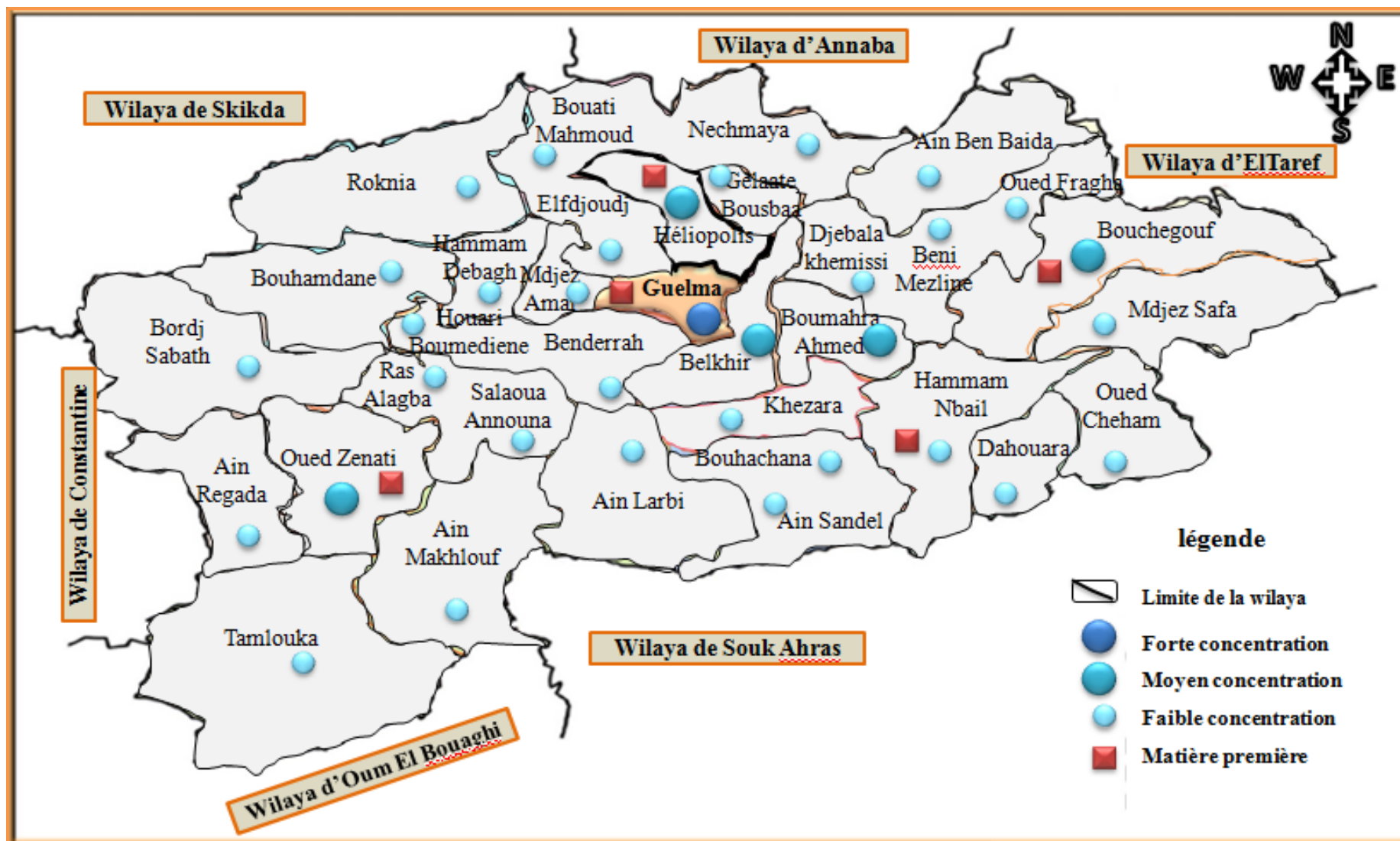


Figure 7. 44 : synthèse de répartition des artisans par commune

Source : SDAT + traitement d'hauteur

199

200

Conclusion :

La dimension économique locale de la wilaya a des indicateurs très importants avec des effets très positifs sur l'économie locale de la wilaya.

L'existence de ces caractéristiques ainsi que la diversité est un atout majeur pour l'économie locale : l'activité agricole qui impose une forte domination de l'espace de la wilaya, l'activité industrielle intégrée, les zones touristiques et archéologiques de différents types et les activités artisanales dans divers domaines en plus de la pêche continentale.

La certitude de ces éléments offre à la wilaya un grand niveau économique et ceci du fait du contexte économique dans ces différentes activités qui un autre équilibre pour la durabilité du développement local

Cependant, le véritable défi pour parvenir à un modèle de développement économique local durable est de savoir comment coordonner toutes ces activités dans le système économique national.

Après avoir étudié les potentialités sociales, environnementales et économiques disponibles dans la wilaya, il est devenu clair que le territoire de la wilaya est riche en atouts qui lui permettent d'élever le niveau du développement local durable.

Après cette analyse, nous essaierons dans le dernier chapitre de répondre à certaines des questions prépondérantes, telles que les politiques et les orientations qui peuvent guider la wilaya vers la voie du développement local durable.

CHAPITRE VIII :

PRINCIPES DE DEVELOPPEMENT LOCAL DURABLE, DISCUSSION ET RECOMMANDATIONS

Introduction :

Comme mentionné précédemment, la wilaya de Guelma étant une zone agricole, il est évident que l'exploitation de cette richesse a été l'une des priorités majeure de la politique nationale pour parvenir à un développement durable.

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents concernant le territoire de la wilaya, il ressort que ce type de territoire n'est pas dépourvu de richesses, notamment naturelles et économiques qui lui permettent de s'engager résolument dans la voie du développement durable.

Donc, le dernier chapitre consistera à discuter les ressources les plus importantes, à savoir mettre en évidence les forces du territoire de la wilaya et à identifier ses faiblesses, tout en discutant les qualifications les plus importantes (les opportunités) qui placent la wilaya au bon endroit dans le programme de développement durable. Par conséquent, pour cette discussion, nous avons adopté la méthode AFOM ou SWOT (Sera expliqué plus tard).

Nous avons également essayé de proposer un ensemble de recommandations pour tenter de garantir le succès du processus de développement de la wilaya dans le cadre de programmes de développement durable.

8.1. Discussion des résultats obtenus du territoire de Guelma

La pensée dans le processus de développement local durable nécessite la discussion des forces et des faiblesses du territoire et pour cela, nous avons adopté dans ce chapitre sur la méthode AFOM et est l'abréviation de les atouts, les faiblesses, les opportunités et les menaces.

La méthode AFOM c'est une méthode de discussion est devenue très connue aujourd'hui, et cette méthode nous permet de mettre en évidence les points forts et les points faibles dans le territoire (Ce qui devrait être sous le contrôle) tout en nous aidant à identifier les opportunités et les menaces actuelles entourant la région (Sont ceux que nous pouvons profiter ou prendre des précautions contre).

8.1.1. Le contexte social local

✓ Population : Synthèse AFOM

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dynamisme démographique <ul style="list-style-type: none"> • Croissance démographique soutenue de la population ; ✓ Importance des centres urbains et ruraux entre CLC et AS ; ✓ Population jeune à prendre en charge (moins de 20 ans (32%)). ✓ Une évolution nette de la population en vingt ans (plus de 36%). ✓ Taux de croissance démographique inférieur à la moyenne nationale (1.2% contre 1.6%) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Taux d'accroissement encore important se traduisant par des besoins sociaux de plus en plus importants ; ✓ Inégale répartition de la population sur les territoires ; ✓ Concentration de la population au niveau de quelques centres et particulièrement le CLW (26, % de la population totale) ; ✓ Le taux de chômage élevé surtout chez les jeunes ;

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Développement des territoires pour une meilleure répartition de la population ; ✓ Prise en charge des besoins sociaux de la population (développement humain) ; ✓ Maintien d'une structure familiale dans les zones rurales permettant l'augmentation des sources de revenu ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Asphyxie des grandes agglomérations ; ✓ Demande sociale de plus en plus forte ; ✓ Poursuite de l'exode rural, désertification ;

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de monographie de Guelma 2015

✓ **Emploi : Synthèse AFOM**

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Une population jeune, 51%, en Age de travailler y compris 31.27 % entre 19 et 34 ans ✓ La mise en place de plusieurs dispositifs et programmes afin de Promouvoir le secteur de l'emploi et lutter contre le chômage. ✓ Diminution intéressante du taux de chômage à 10.37% selon les dernières statistiques ✓ La bonne relance du secteur des BTP qui sont un domaine créateur d'emplois par excellence à la faveur des grands programmes publics d'équipement et d'infrastructures lancés ces dernières années. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La majorité des projets créés dans le cadre des nouveaux dispositifs ANSEJ. ANJEM, CNANC.... étaient hors secteurs productifs Tels que ; l'industrie et l'agriculture, en plus Il n'existe pas de projet professionnel, les initiatives prises par les jeunes restent ponctuelles et irréfléchies. ✓ La Wilaya de Guelma, étant à vocation agricole, son secteur primaire ne suffit plus à absorber les demandeurs d'emploi. ✓ Quant aux unités industrielles, elles sont non uniquement saturées mais en disposition soit de difficultés, soit de non expansion économique. ✓ La majorité des contrats de travail des débouchés est temporaire, cependant les offres d'emploi permanent représentent une proportion très faible, qui a crée une insécurité de l'emploi même pour les cadres. ✓ Il n'existe pas de planification ni une véritable stratégie de politique d'emploi. ✓ la demande reste plus importante que l'offre.

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Développement de l'emploi productif (Agriculture, Industrie) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Chômage ✓ Pauvreté ✓ Déséquilibre de développement économique entre les communes de la wilaya, risque d'accentuer l'exode et d'annihiler la politique de redéploiement.

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de monographie de Guelma 2015

Les enjeux :

- ✨ La baisse du taux de croissance global et la hausse du taux de la population en Age de travailler donne à la wilaya une occasion d'atteindre ses différents objectifs.

Donc : Par conséquent, la dimension sociale reflète le véritable tissu des relations humaines, qui joue à son tour un rôle important dans le développement local. Il peut être considéré l'un des éléments les plus importants sur lequel il est basé du développement local durable.

8.1.2. Le contexte spatial local :

✓ Le contexte environnemental : synthèse AFOM

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none">✓ Ressources naturelles nombreuses et forte diversité écologique et paysagère✓ Les zones d'espaces verts et la zone forestière constituent 30% de la surface totale du territoire✓ Diversité des paysages sur le territoire de la wilaya✓ Plusieurs zones d'intérêt paysager au plan.	<ul style="list-style-type: none">✓ Les conflits de priorités traditionnels entre, d'une part, les exigences d'un développement économique dynamique et, d'autre part, les défis d'un écosystème sensible, se manifestent de manière particulièrement importante en raison de ses particularités topographiques et paysagères,✓ Le potentiel de recherche et de développement dans le secteur des énergies renouvelables n'est pas raisonnablement développé.

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none">✓ Une protection active de la nature permettrait de maintenir l'attractivité et de développer de nouvelles capacités dans le domaine du tourisme durable	<ul style="list-style-type: none">✓ A l'avenir, les risques environnementaux augmenteront plutôt qu'ils ne diminueront, aussi, les menaces environnementales risquent d'augmenter plus rapidement que les capacités à trouver des solutions aux problèmes qui se

<ul style="list-style-type: none"> ✓ Développement positif, de la prise de conscience, par la population, des risques environnementaux, ✓ La forêt et le massif de la Mahouna mérite une revalorisation, ✓ Amélioration de l'épuration des eaux usées ménagères et industrielles (réalisation de la station épuration), ✓ Diversité agricole : culture maraîchère et pépinière. 	<p>posent</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Tant que la position économique restera défavorable, il y a un risque que la priorité soit donnée aux besoins socioéconomiques de court terme, ce qui retardera la production des potentiels de moyen terme au profit de l'harmonie entre l'économie et l'environnement. ✓ Aggravation de la pollution par industries présentes ou à venir ✓ Pratique agricole intensive, conséquence sur la nappe phréatique, ✓ Urbanisation croissante met en péril la plaine agricole de la Seybouse
---	--

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de monographie de Guelma 2015

Les enjeux :

- ✨ la wilaya a un patrimoine naturel très important et des paysages qui doivent être préservés et réduire la pollution et les nuisances.

✓ **Le contexte géographique : synthèse AFOM**

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sa situation de ville relais et de carrefour entre deux métropoles que sont Constantine et Annaba, ✓ Présence d'un vrai centre ville : Guelma dispose d'un vrai centre ville identifiable et reconnu par ses habitants. Abrisant de nombreux services, équipements et commerces, il permet d'assurer une mixité de toutes les populations du territoire au cœur de la ville et constitue ainsi un espace de 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Périmètre urbain entouré de terres agricoles sur ses trois flancs (Nord, Est et Ouest), ✓ Un développement territorial vers Djebel Mahouna, s'éloignant de plus en plus des infrastructures de transport, et rendant ainsi la zone Sud moins accessible, ne lui permettant pas de jouer ainsi son rôle qui lui a été dévolu par le

<p>rencontres et d'échanges.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Présence d'Oued Seybouse ✓ Une ville située au carrefour de quatre principales voies de communication (la RN 20 qui relie Constantine à Guelma, la RN 21 qui relie Annaba à Guelma et celle en provenance de Skikda, la RN 80 et qui relie Souk Ahras à Guelma). ✓ Proximité du port et de l'aéroport (moins d'une heure), ✓ Proximité avec la frontière tunisienne (moins de 150 km), 	<p>PDAU² (intercommunal en cours de révision) de centre secondaire,</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le périmètre est entièrement urbanisé. Il est donc relativement difficile d'intervenir sur la structure de territoire, et notamment de densifier. ✓ Une topographie pour les terrains des secteurs d'urbanisations futures montueuse, rendant l'urbanisation coûteuse,
--	--

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Développement de la liaison routière par la concrétisation du projet de route (2 x 3 voies, en cours d'étude) reliant Guelma à Annaba, pour une meilleure connexion avec l'extérieur, ✓ Ce projet va rendre l'accès à l'autoroute Est-ouest au niveau de Ain Berda (25Km) plus rapide, ✓ Guelma commence à se positionner d'un point de vue stratégique dans la région, grâce aux nombreux projets concrets d'infrastructure de transport notamment le dédoublement de routes et la ligne ferroviaire Khroubs - Bouchegouf, ✓ Possibilité de couvrir ce périmètre par un POS, afin d'augmenter les droits à 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'autoroute Est-ouest qui une fois fonctionnel, peut créer un échange plus dense et diversifié entre les deux métropoles qui sont Constantine et Annaba et donner le dos ainsi à Guelma, ✓ Un développement de l'arrière pays le nouveau pôle urbain (POS SUD UC1 et le POS SUD IIème extension) qui se fait loin des infrastructures importantes (les routes nationales N° 20, 21 et 80) de transport, et de fait « la nouvelle ville » de plus de 180 Ha devient moins sinon inaccessible, ✓ Risque de contamination par la culture intensive des nappes captives qui s'étendent sur plus de 40 km le long de

² PDAU Plan Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme intercommunal, regroupant 04 communes formant la première couronne du chef lieu de wilaya (Guelma, Bendjerrah, Belkheir, El-edjoudj)

<p>construire dans cette zone,</p> <p>✓ Le plan de transport de la ville, arrivant à terme constitue une occasion pour corriger les disfonctionnements.</p>	<p>la vallée de la Seybouse et qui sont les plus importantes de la wilaya (400 l/s de débit, alimentant aussi une partie de la wilaya d'Annaba).</p>
---	--

Source : Données reconstituées par ABBOUDI Nada à partir de monographie de Guelma 2015

Les enjeux :

- ✨ Exploitation de l'autoroute reliant les deux wilayas voisines pour renforcer les relations économiques.

Donc : Le développement local durable basé sur une économie spatiale diverse est basé sur les caractéristiques du contexte spatial local de la wilaya.

8.1.3. Le contexte économique local :

- ✓ **Le contexte d'agriculture : synthèse AFOM**

ATOUTS	OPPORTUNITES
<p>1. Superficie agricole totale (SAT) = 264618ha, soit 70.99% de la superficie totale de la Wilaya ;</p> <p>2. Superficie agricole utile (SAU) = 187338 ha, soit 50.25% de la superficie totale de la wilaya ;</p> <p>3. La dominance de la céréaliculture : 85560 ha, soit 46% de la (SAU) ;</p> <p>4. Ressources animales (bovines, ovines, caprines, apicoles, équins) diversifiées et valorisantes ;</p> <p>5. Diversification des cultures (céréales, arboriculture, cultures maraîchères, cultures industrielles) ;</p> <p>6. L'importance d'évolution de la production végétale aux cours des cinq compagnes sauf la production d'oléiculture a enregistré une production irrégulière durant les cinq compagnes ;</p>	<p>1. Accroissement des superficies irriguées ;</p> <p>2. Mobilisation des eaux superficielles</p> <p>3. Développement des petits élevages (poulet chair, poulet pente, dinde, caprin, apiculture) ;</p> <p>4. L'ouverture de pistes pour le désenclavement agricole</p> <p>5. L'activité agricole dans la wilaya de Guelma connaît un véritable développement.</p> <p>6. L'évolution de la production de miel et d'huile, constituent</p>

<p>7. L'importance de la production de gros et petit élevage aux cours des cinq compagnes ;</p> <p>8. L'importance d'évolution d'effectif de la poule de chair durant les cinq compagnes, soit un taux de croissance de 222.86% ;</p> <p>9. Le maraîchage est la principale production dans l'agriculture durant la campagne 2010-2011 avec 2210871 Qx ;</p> <p>10. L'importance du rendement moyen de la tomate industrielle durant la campagne 2010-2011 : 566 Qx/Ha ;</p> <p>11. L'importance de la main d'œuvre agricole.</p>	<p>une véritable opportunité de développement des PME, PMI à travers la transformation du produit agricole.</p> <p>7. Prise en charge du fellah, mécanisation, la reconversion et vulgarisation.</p>
--	--

FAIBLESSE	MENACE
<p>1. L'importance de la jachère qui occupe une surface de 60924 Ha soit 33% de la surface totale de SAU ;</p> <p>2. Faiblesse de la superficie de culture industrielle.</p>	<p>1. Menace de l'urbanisation, par l'étalement sauvage des zones urbaines sur des terrains agricoles.</p>

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de monographie de Guelma 2015

Les enjeux :

- ☀ Adopter une politique visant à réduire la pression foncière en favorisant la diversification et le soutien des activités agricoles.

Donc, l'agriculture joue un rôle très important dans le côté socioéconomique :

- ☀ La grande diversité dans la nature de la production agricole à travers l'agriculture de la plaine et l'agriculture au niveau de la montagne ;
- ☀ Fournir des opportunités d'investissement dans le secteur agricole, en particulier dans les régions montagneuses, afin d'alléger la pression sur la plaine et de diversifier les cultures agricoles.

✓ **Le contexte industriel et artisanal : synthèse AFOM**

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Plus de 25% de la population de la wilaya vit dans la plaine de la Seybouse. ✓ Localisation de trois grandes unités industrielles : E.N. CYCMA, Une unité de fabrication de sucre (reprise par un grand industriel algérien), Une unité de fabrication de Céramique (reprise par un groupe Italien), ✓ Dynamisme commercial du centre-ville de Guelma et Existence d'une unité artisanale, et d'un savoir faire local reconnu à l'échelle nationale, ✓ Une zone industrielle dont la surface avoisine les 50 ha complètement viabilisé, ✓ Une station d'épuration (en activité) qui va prendre en charge les eaux usées de plus de 40% de la population, et qui va atténuer le niveau de pollution au niveau d'oued Seybouse ✓ Des entreprises de transformation des produits agricoles (laiteries, semoulerie, transformation des viandes...), 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ De nombreuses friches territoriales à l'intérieur du périmètre du centre ville (anciennes écuries, dépôts ex- ex-Onafla³, Textile....) ✓ Des commerces de centre-ville en cours de spécialisation (manque de diversité). ✓ Paysage dégradé des trois entrées de ville, ✓ Absence d'une véritable industrie de l'hôtellerie d'où une nécessité de requalification pour l'hôtellerie. ✓ Inexistence de zones de loisirs à caractère local ou régional, ✓ Régression de l'offre d'emploi dans les domaines industrie, ✓ Absence de mise à niveau des entreprises, pour être concurrentielles ✓ Inexistence d'entreprises grandes génératrices d'emplois, ✓ Des petites entreprises isolées, avec peu de moyens logistiques

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Concrétisation du projet du chemin de fer (les études d'exécution finalisées). ✓ Création d'une Maison de l'artisanat 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Des ressources territoriales peu valorisées. ✓ Privatisation générale du secteur de l'industrie, ✓ Problème de pollution grandissant, notamment des nappes phréatiques

Source : Données reconstituées par ABBOUDI Nada à partir de monographie de Guelma 2015

³ Office National des Fruits et Légumes d'Algérie

Les enjeux :

☀ Faire plus d'efforts pour organiser les activités industrielles et artisanales.

✓ **Le contexte touristique : synthèse AFOM**

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Diversité du paysage ✓ Ville conviviale et accueillante ✓ Riche patrimoine en sites historiques, culturels, et en patrimoine bâti ✓ Nombreuses sources thermales ✓ Qualité de l'artisanat d'art : tapis, poteries, et surtout la bijouterie ✓ Richesse de la culture traditionnelle : chants, danses, costumes, culinaire, fêtes, ✓ Existence de troupes théâtrales amateurs, ✓ Existence d'infrastructures culturelles : centre de loisir scientifique (CLS), maison de la culture, maisons de jeunes.... ✓ Organisation ces deux dernières années au niveau du théâtre romain du festival national de la musique actuelle (sa deuxième édition). Cette année, il y'a eu la ✓ Visite inopportune de son excellence l'ambassadeur de l'Inde. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dégradation des sites historiques et culturels par insuffisance ou absence d'entretien et par l'urbanisation non contrôlée, ✓ Absence, graves insuffisances dans la mise en valeur des sites et des monuments et dans la gestion des sites patrimoniaux, méconnaissance des sites patrimoniaux, ✓ Déficit en savoir-faire en matière de valorisation et d'économie du patrimoine, ✓ Situation « archaïque » et gestion désastreuse des ressources thermales, ✓ Disparition de sites patrimoniaux naturels, historiques, culturels d'où une perte de richesses formant l'identité nationale, ✓ Infrastructures concentrées majoritairement dans le chef lieu ✓ Pas de cinéma

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Concrétisation Une réserve naturelle, la forêt de Beni Salah 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Guelma, ville que l'on traverse sans s'y arrêter, surtout avec la mise en service de l'autoroute Est-ouest

Source : Données reconstituées par ABOUDI Nada à partir de monographie de Guelma 2015

Les enjeux :

- ✨ Le vrai défi est de changer l'image de la wilaya et d'en faire un centre touristique performant ;
- ✨ Développer l'activité touristique de la wilaya à travers la diversité de ses potentialités touristiques indéniables.

Donc, l'économie de la wilaya tire parti des ressources renouvelables pour l'économie locale et le marché de la consommation est relativement vaste et diversifié, ce qui peut stimuler l'innovation et la créativité.

La main-d'œuvre jeune de la wilaya doit être utilisée dans l'économie locale par le biais des différentes bases économiques (agriculture, industrie, tourisme, artisanat, etc.), qui conduisent à une main-d'œuvre moins chère, ce sont les véritables facteurs de la richesse économique.

Synthèse de la discussion :

Un développement local durable dans les territoires montagneux doit être basé sur des diagnostics permettant d'identifier les faiblesses et les forces de ce territoire. Les faiblesses seront des buts à atteindre et les forces seront les instruments et les lignes d'action pour atteindre ces buts. Ce constat crée une perception du développement approprié pour le territoire (projet de développement) et à permet de définir l'approche, la forme et les critères essentiels qui déterminent ce développement. Aussi, ce diagnostic permet de diriger et de déterminer la nature du travail méthodique à suivre afin de réussir ce développement. Cette visualisation peut servir constituer un fondement de réflexion pour un développement local durable dans les territoires montagneux.

8.2. Contraintes spécifiques à la wilaya dans la réalisation des programmes de développement

Le territoire de la Wilaya connaît les particularités suivantes :

- La Wilaya de Guelma, persistant à une structure agricole, son secteur primaire ne suffit plus à absorber les requérants d'emploi. Relativement aux unités industrielles, elles sont non uniquement saturées mais en situation soit des obstacles, soit de non expansion économique.

8.2.1. D'Ordre Physique :

- Sol souffrant de glissement et d'érosion :
- ✓ Glissement du sol : Ce phénomène causé par la fragilité du sol de nature marneuse est à l'origine de grands glissements occasionnant des dégâts sur le réseau routier (RN, CW, et CC) engendrant ainsi des dépenses très importantes en matière de traitement et de réparation.
- ✓ Phénomène de l'érosion des sols causant des pertes dans les terres agricoles.
 - Fort taux de montagne (près de 38 %) d'où l'importance de l'enclavement des zones rurales.
 - Une bonne proportion du territoire rural reste enclavée en dépit de l'importance des programmes de développement.

8.2.2. D'Ordre Spatial et de Population :

- Forte proportion de la population agglomérée chef-lieu des communes (75,33 %).
- Déséquilibre dans la distribution spatiale de la population et des principaux équipements et services qui sont concentrés dans le chef-lieu de Wilaya (ville de Guelma), le chef-lieu de la Wilaya abrite près de 26 % de la population totale.

8.2.3. D'Ordre Economique et de Réalisation :

- Faiblesse des moyens d'études et de réalisation entraînant une mauvaise maîtrise de la réalisation des programmes influant ainsi sur le cout et les délais de réalisation.
- Fluctuation des prix des matériaux de construction et de leur indisponibilité parfois.
- Insuffisance des moyens de suivi et de contrôle par les administrations gestionnaire des projets.
- Saturation du foncier urbain (difficultés de localisation des programmes alloués)
- Manque de main d'œuvre qualifiée dans le bâtiment.
- Sous encadrement de l'administration locale et des collectivités territoriales.
- Saturation du réseau routier.

- Réglementation régissant les marchés publics contraignante.

8.3. Les interprétations de développement local :

Partant du constat que chaque région dispose de spécificités et d'atouts, le développement local dans la wilaya de Guelma qui resurgit à chaque crise économique est recommandé aux municipalités afin de chercher des alternatives pour remplir les caisses de leurs communes. Les domaines traditionnels concernés par le développement local sont l'agriculture, l'industrie locale, l'artisanat, le commerce, le tourisme local et d'autres.

Un autre domaine qui a la capacité d'impulser le développement local, c'est la prise en considération d'une gestion pragmatique de l'urbanisme, du foncier, de l'immobilier et du renouvellement urbain par l'impulsion d'un projet urbain.

Dans certains pays (occidentaux, Afrique, Asie), les projets urbains réalisés dans le cadre d'un renouvellement urbain ou autre ont contribué à dynamiser l'économie locale loin de la dépendance de l'Etat central et de la situation de rente. En effet, une prise en charge par la collectivité elle-même du développement urbain peut offrir une multitude d'opportunités dans les zones situées dans les centres urbains.

De ce fait, le renouvellement urbain peut constituer une dynamique économique considérable. En effet, le renouvellement urbain peut être considéré comme un des piliers du développement local dans l'optique de reconstruire le tissu urbain tout en gardant l'initiative sur par exemple l'urbanisme commercial dans les centres urbains qui tend à être contrôlé par les acteurs de l'informel.

Le renouvellement urbain offre un marché immense pour la ville. Le renouvellement urbain représente un marché très fructueux en termes d'emploi dans ce domaine ainsi que de la richesse et de valeur ajoutée pouvant propulser le développement local d'une ville ou d'un territoire. La revitalisation urbaine est un atout pour l'économie et le développement local en termes de revenus fiscaux.

Entreprendre une opération de « reconstruction /revitalisation » du centre historique est synonyme d'impulsion du développement local. Le rôle du Patrimoine dans le renouvellement urbain, la mise en valeur du patrimoine et « sa patrimonialisation » sont cruciaux dans la promotion du développement local.

En Algérie, la revitalisation des zones centrales, déstructurées par les délocalisations et l'envahissement de l'économie informelle, la reconquête d'assiettes foncières que l'on peut considérer comme friches urbaines, et leur exploitation rationnelle selon une stratégie de développement rationnel ainsi qu'une réforme possible de la finance locale participeront incontestablement à une redynamisation du développement social par effet d'entraînement.

En outre, l'installation des entreprises qui exige le développement de nouveaux services et équipements, la modernisation des infrastructures et l'offre d'espace de bureau, impliqueront l'accroissement de l'offre d'emplois et favoriseront la mixité fonctionnelle. La ville algérienne en général et en particulier la wilaya de Guelma doit avoir un rythme de renouvellement urbain particulièrement élevé afin de créer les réalisations urbanistiques qui doivent être à la hauteur du rôle qu'elles peuvent être appelées à jouer dans le développement local de Guelma.

Dans toutes les villes algériennes, c'est en effet l'ensemble des équipements, des infrastructures, du parc de logement qui sont obsolètes du fait du régime d'un système économique obsolète : problèmes d'entretien, de mauvaise qualité des constructions, de mauvaise gestion... C'est donc le tissu urbain dans son ensemble qui est potentiellement concerné par un tel renouvellement urbain. Les interventions sur le bâti, les espaces publics, le paysage urbain peuvent constituer un facteur d'attractivité pour les investisseurs. Mais d'abord, il va falloir mettre un terme aux inerties qui sont nombreuses.

La nécessité de « revitalisation » implique que le centre historique doit constituer un objectif prioritaire pour la municipalité en matière de renouvellement urbain dans la wilaya de Guelma. Partant du principe que ce centre hérité représente un atout important à l'heure où le patrimoine constitue un vecteur d'image important dans la compétition entre villes, la municipalité est en devoir d'actionner des quelques leviers dont elle dispose.

L'application stricte des instruments d'urbanisme concernant la construction (frais de permis de construire), le foncier et l'immobilier (frais notariaux et fiscaux) au profit de la collectivité locale est une source de richesse pour la fiscalité de la ville de Guelma pouvant booster le développement local.

Les perspectives de l'urbanisme commercial est une source de revenus pour le développement local de la wilaya de Guelma et pouvant engendrer de la richesse de la valeur ajoutée.

Le développement local à Guelma peut profiter de la libération de certaines assiettes foncières occupées par des activités non compatibles avec la fonction urbaine ou des friches afin d'inciter le renouvellement urbain et créer des infrastructures et des institutions pouvant aussi générer de la richesse et de la valeur ajoutée pour la collectivité locale.

Les métiers de la ville : les métiers urbains impliqués dans la fabrication de la ville de Guelma sont fondamentaux dans la promotion du développement local. Cela peut aussi accélérer la dynamique urbaine qui consolide le développement local de la ville.

L'impulsion d'un marketing urbain et la création d'une « marque-ville » sont des facteurs qui peuvent se solder par une attractivité de la ville de Guelma et ainsi donner une dynamique à un développement local durable.

Un partenariat public/privé dans des infrastructures urbaines commerciales ou autres dans le cadre d'une « joint-venture » peut être profitable pour le développement local de Guelma afin de générer des gains urbains au profit de la ville.

Effectivement, les friches urbaines ainsi que les terrains occupés par des activités non compatibles avec l'urbain peuvent être considérées comme des assiettes pour la réalisation de projets urbains structurants. Dans cette optique, les collectivités peuvent s'associer en « joint-venture » avec d'éventuels développeurs afin de contrecarrer les acteurs de l'informel. Dans cette approche, le renouvellement urbain peut devenir un agent moteur de la croissance économique et de stabilité sociale.

Le développement de la mobilité est indispensable pour le développement local. C'est une source de richesse durable qui peut impulser le développement local de la wilaya de Guelma, car la facilité des déplacements des populations est indispensable dans la promotion de l'emploi et de développement des entreprises.

L'intégration des infrastructures universitaires au sein de la ville de Guelma peut être très féconde, dans ce sens où les activités qui vont avec la vie universitaire et la population universitaire représentent un marché immense pour l'économie de Guelma et du coup donner une impulsion à la dynamique d'un développement local durable. La présence d'établissements d'enseignements supérieurs a un impact fort sur le développement local. En effet, les établissements universitaires sont source d'emplois et de revenus et, plus largement un moyen d'agir sur la nature du développement local.

Une gouvernance locale ne peut être qu'un avantage pour la concrétisation du développement local. Pour arriver à cela, les maîtres-mots sont l'assainissement du foncier, la libération des initiatives d'investissement et l'abandon de la mentalité rentière.

Le développement local de la ville de Guelma peut créer une identité régionale par la défense d'un régionalisme urbanistique et architectural critique. Un régionalisme prenant en compte les données vernaculaires afin de constituer un rempart contre les dangers d'uniformité inhérents à la standardisation de l'urbanisme et de l'architecture.

Le développement local de la ville de Guelma est un processus qui vise à améliorer la situation d'un territoire des points de vue économique, social, environnemental et culturel, à partir de l'analyse des intérêts, des besoins et des initiatives de différents acteurs locaux (publics et privés), et par la mise en place concertée entre ces différents acteurs d'actions cohérentes.

Le succès du développement local de la ville de Guelma est dépendante et tributaire de la participation du citoyen et la communication qui sont une protection contre la transgression des lois et de la réglementation qui organisent l'espace urbain et aussi contre certaines pratiques informelles.

La participation du citoyen est un gage de transparence. De toute façon, les autorités centrales imposant aux collectivités locales une obligation de résultat sont aussi contraintes à une obligation de moyens pour parvenir à ce résultat qui ne peut être atteint que dans la transparence, par le biais de la participation du public et de la communication. Donc, la conjoncture actuelle oblige à un changement d'attitude à l'égard du citoyen, en l'impliquant dans le développement local de la ville de Guelma avec sa participation effective.

8.4. Les recommandations :

Le programme de développement repose sur trois axes principaux qui fonctionnent en parallèle :

1. Habilitier les autorités locales ;
2. Développement des ressources humaines ;
3. Développement communautaire.

Pour atteindre ces objectifs généraux, nous proposons quelques recommandations que nous avons divisées en deux types : Recommandations méthodologiques et Recommandations pratiques :

8.3.1. Recommandations méthodologiques :

- Organiser des cours de formation sur tous les sujets liés au travail des municipalités et développer les compétences des participants en matière de planification stratégique et de développement des compétences en gestion de crise et en négociation, afin de fournir un cadre institutionnel qui associe l'études théoriques et l'échange d'expériences pratiques pour améliorer et renforcer les compétences des dirigeants et des employés des unités et organes de l'administration locale ;

-Travailler au développement des capacités des jeunes, car le ministère et les municipalités ne réussiront pas sans la présence de cadres de direction de la jeunesse formés et qualifiés pour traiter de manière nouvelle des domaines liés aux localités et des technologies modernes et innovantes. En tant que dirigeants de l'avenir et fondements de la renaissance de la nation, compte tenu en particulier de l'intérêt manifesté par les dirigeants politiques pour les jeunes, de les pousser résolument vers un avenir meilleur ;

-La mise en place de pouvoirs locaux sur la base de la décentralisation ;

-La possibilité d'envoyer des groupes locaux privés, ce qui ouvre la porte à la création de groupes appartenant à des zones particulières ou posant des problèmes particuliers tels que les régions montagneuses et autres, et ces communautés s'appuient sur la démocratie participative, à savoir la gestion des affaires publiques de manière décentralisée ;

-Concentrez-vous sur le rôle des femmes, qui constituent une tranche sociale qui souffre encore d'une faible représentation, en particulier au niveau local en général et dans les petites villes et dans les régions moins développées en particulier ;

-Réduire la dépendance à l'égard des investisseurs étrangers Ceci afin de réduire le besoin pour la communauté de faire appel à des sources externes pour obtenir de l'aide ;

-Répartir les procédures de développement de manière à corriger le déséquilibre dans la répartition spatiale des activités et de la population c'est à dire la non-discrimination entre les communes de la wilaya (l'égalité des droits) ;

-Encourager l'échange et le transfert d'expériences et d'informations par la mise en place de campagnes de sensibilisation concertées et coordonnées entre les institutions d'information et les acteurs économiques dans le cadre de la stratégie de développement visant à diffuser les informations et les expériences ;

-Augmenter la confiance de la communauté locale en elle-même et le respect de soi peut la rendre autonome et capable d'identifier et de résoudre ses propres problèmes, ce qui motive les citoyens à faire face aux problèmes difficiles et à les résoudre ;

- Les collectivités locales (en particulier les élus locaux) doivent informer et exprimer leurs préoccupations et mettre en valeur les inventions et les innovations, en particulier les jeunes.

8.3.2. Recommandations pratiques :

Sont des recommandations qui affectent chaque branche d'activité économique et visent à proposer des recommandations viables pour faciliter la transition d'une phase de développement à une autre :

Dans le domaine d'agriculture :

- ✓ Réhabiliter les zones agricoles marginalisées et ceci par la remise en état des terres de jachère en plaine et surtout en montagne, en plus d'augmenter les surfaces agricoles irriguées ;
- ✓ Créer des fonds de financement surtout pour l'apiculture et l'aviculture, pour encourager de telles activités, afin de maintenir ce petit bétail ;
- ✓ Augmenter le nombre de points de vente locaux de semences car, comme mentionné plus haut, la wilaya est de nature agricole, qui exige le plus grand nombre possible de ces activités, en plus de salles de stockage et de stockage de produits agricoles pour les protéger ;
- ✓ La tentative de relier les petites exploitations grâce à la collecte des exploitations en fonction de la manière dont elles sont incorporées ou impliquées dans le tissu économique, afin de parvenir à un accès à l'approvisionnement et à la commercialisation et d'améliorer l'accès au marché. De plus, l'intérêt mutuel est que les petites exploitations partagent leurs connaissances et leurs expériences ;

- ✓ L'abondance et la variété des produits agricoles locaux de la wilaya nécessitent une promotion par la mise en place de nouvelles unités de promotion ;

Dans le domaine d'industrie :

- ✓ Améliorer davantage les conditions de commercialisation en veillant à la promotion de la concurrence entre opérateurs économiques en procédant au control des pratiques commerciales et la lutte contre la grande spéculation et pratique anticoncurrentiel ;
- ✓ La pollution de l'eau est un problème majeur auquel l'industrie est confrontée, et des solutions à ce problème peuvent être trouvées grâce à l'installation d'une station d'épuration microbiologique ;
- ✓ Construction de décharges contrôlées pour l'élimination de divers déchets des usines, en particulier de déchets solides ;
- ✓ Inviter le secteur privé à créer des entreprises et des institutions dans le domaine des technologies de l'information afin de réduire la migration des compétences scientifiques et d'attirer des jeunes spécialistes de ces nouvelles technologies ;
- ✓ Établir des partenariats étrangers pour tirer profit de l'expérience et de la diversification des investissements, conformément à la logique économique de la solidarité ;
- ✓ La nécessité de coordonner avec tous les secteurs (publics et privés) et de travailler sur les diverses expériences de différents secteurs et leur incarnation sur le terrain ;
- ✓ Structurer les marchés nationaux en fonction des exigences du développement local équilibré ;
- ✓ Focus sur la composition humaine supervisant le processus d'investissement industriel, En tant qu'organe de supervision qui évalue divers projets de développement.

Dans le domaine du tourisme :

- ✓ Les sites archéologiques et les zones touristiques de la wilaya peuvent devenir une ressource importante pour l'économie nationale grâce à la diversité du tourisme : tourisme thermale, écotourisme, tourisme culturel.

- ✓ Le besoin d'attention, de créativité et d'innovation dans le marketing électronique de la destination touristique et le besoin d'intensifier la publicité pour la wilaya en tant que destination touristique distincte ;
- ✓ Mettre l'accent sur la sensibilisation au tourisme à tous les niveaux et impliquer la communauté locale dans diverses activités touristiques ;
- ✓ Encourager les investissements privés en ouvrant les investissements touristiques aux étrangers ;
- ✓ Enrichir les énergies naturelles en protégeant les espaces verts, en créant des réserves naturelles, des énergies culturelles et en améliorant la qualité des services touristiques pour répondre aux besoins de la demande locale et attirer les étrangers ;
- ✓ Activation d'un mécanisme local de supervision et de suivi de la mise en œuvre des programmes de développement du tourisme local en coordination avec le secteur du tourisme, en plus d'améliorer la réglementation et les lois qui encadrent l'activité touristique pour répondre aux exigences de la prochaine étape ;
- ✓ Préservation des sites historiques et Empêcher les projets de construction et de reconstruction en tissus traditionnels ;
- ✓ Après ces actions de récupération, il est recommandé que :
 - Établissement de nouvelles installations touristiques ;
 - Création des zones de loisirs dans les zones naturelles ;
 - Achèvement du projet de la zone d'extension touristique (ZET) suspendue dans la commune de Hammam Dabbagh.

Dans le domaine d'artisanat :

- ✓ Fournir un soutien adéquat aux artisans à travers :
 - Organiser plus d'expositions pour présenter les produits traditionnels et permettre aux artisans locaux de participer pour rencontrer le public en mettant en place une variété de spectacles ;
 - Créer des forums pour les artisans, en particulier les jeunes.
- ✓ Améliorer la qualité de l'artisanat et introduire des innovations à travers :
 - Fournir des matières premières pour les artisans, en particulier ceux qui manquent ;
 - Fournir des moyens créatifs pour créer des artistes et des créateurs

- ✓ Renforcement des activités artisanales de la wilaya (l'artisanat de l'or, de l'argent, de platerie et de la poterie) ;
- ✓ Fournir une assistance pour encourager les artisans à mettre en place de nouveaux ateliers dans les quartiers et les zones de ressources ;
- ✓ Prêter attention à la situation des artisans et garantes du transfert d'expériences et de compétences entre générations grâce à la mise à disposition d'espaces pour l'éducation, la formation et la formation professionnelle ;
- ✓ Renouveau et relance des saisons commerciales et organisation d'événements, festivals et manifestations pour présenter le produit local ;
- ✓ Création d'un complexe d'industries traditionnelles et du développement de villages d'artisans pour mettre fin à la migration et à la disparition de nombreux métiers traditionnels constituant un patrimoine culturel traditionnel dans la région.

Conclusion :

Sur la base de ce qui précède et en relation avec notre réalité locale, nous concluons ce qui suit :

- ✓ Premièrement, le développement relève de la responsabilité de tous, autorités et citoyens, institutions de l'État et institutions de la société civile, de sorte que la vision traditionnelle qui liait tout à l'État devait être modifiée.
- ✓ Deuxièmement, le moment est venu de dépasser le stade de la description médiatique basée sur l'opposition : les médias sont soumis à ce qui est politique. Les médias influencent maintenant ce qui est politique. Ce n'est pas la quatrième autorité comme c'était le cas dans la littérature traditionnelle.
- ✓ Troisièmement : le passage du stade de la propagande et du discours idéologique au stade de la productivité, via les associations de développement de la société civile.

Ainsi, ces trois éléments devraient constituer des lignes directrices de base pour notre réalité de développement local, afin de nous engager dans le développement de notre réalité en détérioration, et contribueraient beaucoup au développement local, qui est vigoureusement poursuivi par toutes les composantes de la société et ses spectres.

Par conséquent, chaque région se développe à un rythme différent selon ses capacités physiques, humaines et organisationnelles.

CHAPITRE IX :

CONCLUSION GÉNÉRALE

Les résultats que nous avons obtenus nous réconfortent par rapport à notre approche de développement local durable dans un territoire à caractère agricole. Ainsi, il s'affirme comme l'une des voies privilégiées de développement surtout qu'il existe aussi des moyens de mobilité qui sont favorables pour le développement durable.

En Algérie, la problématique de développement des territoires montagneux constitue l'un des véritables défis de la politique de développement durable et de l'aménagement du territoire au niveau national.

Ces territoires à vocation agricole, bien que ciblés par diverses procédures de développement, ont montré des niveaux de développement quasi-faibles par rapport à d'autres régions, ce qui conduit à souvent au sous-développement économique.

Cette thèse vise à mettre en évidence les pertinences offertes par ces territoires au développement local durable de par leur spécificité, de la dimension social, spatiale, et économique. La confirmation de cette hypothèse au travers l'étude du territoire de la wilaya de Guelma et la généralisation des résultats, nous a permis de déterminer les prédispositions de ces territoires à un tel développement.

Pour atteindre cet objectif deux principales approches ont été combinées :

- ✓ **une approche conceptuelle** : nous avons mené une approche théorique afin d'assimiler la portée et l'épistémologie de la thématique et trouver une approche appropriée pour conduire cette thèse, c'est-à-dire d'essayer de trouver les indicateurs les plus importants sur lesquels portera la démarche du travail de terrain

Le développement local durable dans les territoires montagneux, affronte souvent à des contraintes physiques, géographiques et économiques. Il apparaît comme un processus complexe car il suppose l'étude de différentes dimensions (socio-géographiques, économique, politique, territoriales etc.) dans tous leurs aspects matériels et immatériels.

En parallèle, les territoires montagneux par leurs spécificités et fragilités exigent une attention particulière où l'enjeu entre coût/avantage et entre qualité/ quantité est toujours présent en face à des actions de développement et de l'aménagement du territoire.

Ainsi, le développement local a évolué vers une acception qui met l'accent sur la mobilisation des ressources endogènes et les rapports y afférents comme enjeux principaux. Les ressources endogènes, il faut le rappeler, sont d'ordre social, naturel, culturel et patrimonial. En somme tout ce qui permet de mettre en exergue l'identité du local sans compromettre son renouvellement..

Enfin, le développement local est un mode parmi d'autres qu'il ne faut pas refuser et qui pourrait être utile pour dépasser certaines difficultés.

- ✓ **Une approche empirique** : combinant plusieurs sous approches ; une approche par enquête sur terrain fondée sur un questionnaire auprès des principaux groupes socio-économiques ; une approche paysagère ; une approche socio économique, etc.

Elle permet de redécouvrir les richesses potentielles que recèle le territoire de la wilaya. À la lumière de ce diagnostic on identifie la prédisposition de ce territoire au développement local et les enjeux auxquels il est confronté.

Le processus de développement local durable repose principalement sur l'interaction des éléments sociaux, **la dimension sociale** qui est l'élément le plus efficace dans leur mise en œuvre. Par conséquent, les résultats de notre recherche montrent que la dimension sociale locale avec ses différentes caractéristiques (population jeunes, l'emploi, population active, population au chômage ...etc.) encourage la mise en œuvre du développement local comme étant un processus se basant sur la synergie des acteurs locaux.

Les caractéristiques sociologiques contribuent utilement aux trois dimensions de la durabilité: la durabilité économique en facilitant la mobilisation collective, la durabilité environnementale en favorisant l'attachement à la qualité de vie collective et la durabilité sociale de manière pratiquement tautologique. Ce qui fait leurs insertions dans toutes les études de développement et d'aménagement du territoire une nécessité si l'on veut s'inscrire dans une voie de durabilité.

Bien que la wilaya de Guelma soient exposées à certains risques (séismes et érosion), en plus de certains inconvénients elle a aussi de grands avantages, et le plus important es qui est certainement la diversité du paysage naturel (montagnes, plaines, vallée, collines). La wilaya se caractérise aussi par une différence divergente dans l'entité spatiale avec un

contraste de forme et un relief diversifié pour la raison que la wilaya de Guelma est ce qui est appelée « une ville assiette (cuvette) ». Notons aussi la présence de nombreuses friches urbaines. Toutes ces caractéristiques rendent plutôt **la dimension environnementale (spatiale)** généralement favorable au développement local durable.

Le caractère diversifié et multifonctionnel des entités spatiales du territoire de la wilaya constitue à la fois un élément de richesse pour le développement local dans la commune, et un véritable défi à la conception d'un plan d'aménagement et de développement cohérent et durable

En général, la position géographique avantageuse et la nature généreuse (conditions climatiques favorables et diversité des espaces, des ressources et des paysages) sont des atouts majeurs pour le développement local dans le territoire de la wilaya.

Nous croyons avoir atteint notre objectif dans l'étude de **la dimension économique**, qui nous montre que c'est l'une des caractéristiques les plus importantes du développement local durable dans la wilaya en raison des différentes activités dans tous les domaines, en particulier l'agriculture parce que la wilaya de Guelma est une zone essentiellement agricole ; l'activité de l'agriculture qui garde ses fortes emprises sur l'espace, le tourisme thermique, l'activité industrielle intégrée (la localisation des grandes unités industrielles, entreprises de transformation des produits), l'artisanat (l'existence d'une unité artisanale) et la pêche continentale.

Par ces caractéristiques le contexte économique locale constitue un autre atout au service du développement local durable dans la wilaya de Guelma.

Toutes les caractéristiques mentionnées ci-dessus fournies par la wilaya Guelma font de la wilaya une place pour le développement local durable tout en respectant des principes et des enseignements généraux et particuliers pour garantir une certaine réussite des interventions d'aménagement.

Cependant, la réussite de cette approche reste liée aux autres conditions qui doivent être pris en compte :

- ✓ la capacité d'intégrer le développement durable, surtout dans ce type de territoires (montagne du littoral) où les discordances (divergences) entre les nécessités de préserver la nature et répondre aux besoins de la population à court terme et à long

terme ne sont pas rares ;

- ✓ la capacité à construire des articulations des logiques sectorielles et globales et des articulations des dimensions horizontales et verticales ;
- ✓ les pratiques démocratiques et participatives ;
- ✓ le degré de mobilisation et d'implication des collectivités locales dans les pratiques organisationnelles du territoire.

Bibliographie :

A. T. ((2003)). Quelques pistes de réflexion pour un développement territorial durable des collectivités rurales, initiative sur la nouvelle économie rurale centre de recherche sur la gouvernance rurale. Rapport de recherche N°3 Gouvernance locale et renforcement des capacités.

ABDELMALKI L., C. C. ((2003)). Les nouvelles logiques du développement. Paris: l'Harmattan.

AGAGUENIA, S. (2010). Principes d'aménagement pour un développement local durable d'un territoire montagneux du littoral. Cas de la commune de Collo (Nord-est Algérien), Mémoire de Magistère en Aménagement du Territoire,. Algerie.

AGENDA 21 LOCAL. (s.d.). Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre. Récupéré sur www.wikipedia.com.

ALISSOUTIN. (2005). journal Le Quotidien n° 630 : 9 .

AMEUR Sabrina, C. K. (2003). Mémoire de Master académique En sciences économiques: Développement local, Tourisme et valorisation du patrimoine. Algerie.

Article. (2008). Les défis du développement local au Sénégal, conseil por le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique. Distribué en Afrique par le CODESRIA.

ATEA, C. ((1997)). Dictionnaire multilingue de l'aménagement du territoire et développement local. Paris : la Maison du Dictionnaire. PDL,.

AUBERTINL C., A. C.-D. ((1996)). Écologie, Société, Économie Quels enjeux pour le développement durable ?

BACHELARD P. ((1993)). Les acteurs du développement local. . Paris : L'Harmattan.

BAUD P, B. S. (2003). Dictionnaire de géographie. Paris: Hatier.

BENDIB, R. (14.06.2016). L'état rentier en crise OPU 2007. Quotidien El Watan .

BENISSAD, M. E. (1981). Economie du développement de l'Algérie 1962-78. Alger: Office des publications universitaires, .

BENISSAD, M. E. (1991). La réforme économique en Algérie, ou l'indicible ajustement structurel. Alger: Office des publications universitaires, 2e éd.

BEZABAKH P., G. S. (2000). Dictionnaire de l'économie A.Z, Larousse HER le monde.

BONERANDI E. ((2000)). Le recours à l'enquête pour l'investigation du territoire local. Paris/ Nantes : Presses Universitaires de Rennes.

BOUDRA, M. (2013). renouvellement du centre originel de la ville de Guelma par la démarche du projet urbain, mémoire pour l'obtention du diplôme de magistère en urbanisme.

BOUKERZAZA H. ((1991)). Décentralisation et aménagement du territoire en Algérie. Alger : OPU.

- BOURDIN A. (2000). La question locale, Coll. La politique éclatée. Paris : PUF.
- BOUZIDI, A. (13.06.2004). Le développement local: une tache complexe. Quotidien d'Oran .
- CALLOIS, J.-M. (2005). Approche microéconomique du développement économique local : Prise en compte de la notion de capital social dans l'analyse des espaces périphériques, THÈSE pour obtenir le grade de docteur en Sciences Économiques. Université de Bourgogne.
- CALSATE J.H. ((1960).). Enquête d'urbanisme de Constantine. Paris.
- CASAGRANDE, C. (2003). Le rôle des collectivités locales dans le développement local. Récupéré sur www.sabanciuniv.edu/ipm/eng/arastirmaalanlari/documents/Casagrande.pdf
- CHALINE, C. (2007). Les nouvelles politiques urbaines : une géographie des villes . Paris.
- CHAMBRE D'INDUSTRIE TRADITIONNELLE DE LA WILAYA GUELMA . (2017).
- CHAPITRE 28 :. Initiative des collectivités locales à l'appui d'Action 21. www.agora21.org/rio92/A21_html/a21fr/a21_28.html.
- CHAPITRE 6. du programme Action 21 Organisation des Nations Unies, Guide québécois pour un Agenda local 21e siècle. . Ww.a211.qc.ca/web/document/action21_chap28.pdf.
- CHAVEAU L. (2002). « Développement durable une idée neuve de trente ans ». Science et vie n°1020, p.172.
- CNUED. (1992). Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement. Récupéré sur Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre. www.wikipedia.com.
- CÔTE M. ((1998)). L'Algérie au l'espace retourné. Paris : Flammarion.
- CRILLES B, ROUX B. Quelles perspectives pour le développement rural dans les régions de montagne et défavorisées méditerranéennes ?
- DATAR. (1963). Synthèse d'arbitrage et de propositions des politiques de l'État en matière. Récupéré sur www.datar.gov.fr.
- DAVEZIES L. ((2005).). Vers une macroéconomie locale. Le développement local entre économie productive et présentoir.
- DAVEZIES L. ((2005).). Vers une macroéconomie locale. Le développement local entre économie productive et présentoir.
- DEALVARD H. ((1994).). Marchés et développement économique. Récupéré sur http://horizon.documentation.ird.fr/exldoc/pleins_textes/pleins_textes_4/sci_hum/40033.pdf.
- DECOSTER. (2003). cours de développement local durable. Paris.
- DECOSTER D-P. ((2004).). "Le développement local au défi de la mondialisation",. Séminaire Conjoint CAFRAD/OFPA sur la Clarification des Missions de l'État, de la Société Civile et du Secteur Privé dans la Gouvernance Économique et la Lutte contre la Pauvreté en Afrique, aide mémoire. Tanger–Maroc, 24–27Mai2004.

- Direction de l'industrie et des mines de la wilaya de Guelma . (2017).
- Direction de l'hydraulique de la wilaya de Guelma. (2017).
- Direction générale des forêts de la wilaya de Guelma. (2017).
- DOUCET, L. e. (1997). Théorie et pratiques en développement communautaire, . Québec, Presse de l'Université du Québec,.
- Direction de DPAT. (2015). Monographie de la wilaya de Guelma ,
- Direction de DSA. (2017). Direction des services agricoles de la wilaya de Guelma.
- Direction de DTP. (2017). Direction des Travaux Publics de Guelma.
- El AMIRI, M. A. (2013). Article sur la méthode de groupe de discussion.
- Jounale El Watan. (03.07.2016). Développer l'économie sur des décisions administratives par des réaménagements.
- Jounale El Watan. (21.11.2016). planification centralisée
- Jounale El Watan. (25.03.2018). gouvernance locale et gestion administrative des collectivités.
- FAVREAU L., F. L. (2002). Développement local, économie solidaire et coopération Internationale aujourd'hui : l'expérience latino-américaine. .
- FONTAN J-M., LEVESQUE A. (1992). « Initiation au développement économique local et au développement économique communautaire ». Expériences pertinentes et études de cas, Institut de formation en développement économique communautaire (IFDÉC) Montréal Canada. <http://www.ond.uqam.ca/publications/telechargements/DL-DEC.pdf>
- GAZ DE FRANCE, C. 2. ((2002).). L'Agenda 21 en question : 21 approches du développement des territoires,. Consulté le Parsis : Gaz de France, p.16., sur <Http://www.gazdefrance.com/collectivites/developpement/agenda21.pdf>.
- GEORGE P, V. F. (2004). Dictionnaire de géographie. Paris : Presse Universitaire de France PUF.
- GHERARDI S. (2004). La vulgarisation. Agriculture et développement. Vol 1, n° 01,.
- GOUTTEBEL J-Y. ((2001).). Stratégies de développement territorial. Paris : Economica.
- GREFFE X. ((1984).). Territoires en France, les enjeux économiques de la décentralisation. Paris : Economica.
- GUIGOU J-L., R. D. (1983). Aménagement du territoire et développement endogène. . Paris : : Économica.
- GUMUCHIAN H., M. C. ((2000).). Initiation à la recherche en géographie. . Paris Economica. .
- HENNI, A. (1991.). Économie de l'Algérie indépendante. ENAG,Alger.
- HOUÉE P. ((2003).). Le développement local au défi de la mondialisation. Paris : L'Harmattan.

HOUREE, P. (2001). Le développement local au défi de la mondialisation. Paris: L'harmattan.

Initiative des collectivités locales à l'appui d'Action 21. (s.d.). Récupéré sur <http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/agenda21/textes/action21.htm> .

Instruction interministérielle n°01 . (2015, août 06).

JOHANNESBURG. ((2002).). RAPPORT NATIONAL ALGÉRIE POUR LE SOMMET MONDIAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. Récupéré sur www.dz.undp.org/energie/Rapport-national-19_8.pdf .

JOLLIVET, & M. ((2001).). Le développement durable, de l'utopie au concept. De nouveaux chantiers pour la recherche. Paris, : Elsevier, Coll. 'Environnement'.

Journal El Moudjahed. (13 juin 1970.). la responsabilité des collectivités locales.

K., K. ((2006).). Le développement local : réflexion pour une définition théorique du concept. Récupéré sur <http://www.globenet.org/archives/web/2006/www.globenet.org/horizon-local/perso/defloc.html>.

KOLOSY K. ((2006).). Le développement local : réflexion pour une définition théorique du concept. Récupéré sur <http://www.globenet.org/archives/web/2006/www.globenet.org/horizon-local/perso/defloc.html>.

LÉVESQUE, B. E. (2004). La nouvelle sociologie économique, Économie sociale, développement local et solidarité internationale : esquisse d'une problématique. Paris.

MEKIDECH, M. (2008). L'économie algérienne à la croisée des chemins, . Dahleb, Alger.

MERLIN P, C. F. (1988). Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement. Paris: PUF.

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME. Circulaire. N°07 du 29 juin 2008, pour la mise en œuvre de la loi n° 04-03 du 23 juin 2004 relative à la protection des zones de montagnes dans le cadre du développement durable

MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE, Journal officiel de la république Algérienne N° 44 du 17 Juin 1998. La loi 98-04 du 15/06/98 relative à la protection du patrimoine culturel.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REVOLUTION AGRAIRE, Journal officiel de la république Algérienne N° 6 du 08 Février .1983. La loi 83-03-du 05/02/83 relative à la protection de l'environnement.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, Journal officiel de la république Algérienne N° 26 du 26 Juin .1984. La loi 84-12 du 23/06/84 relative au régime des forêts.

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT. Journal officiel de la république Algérienne N° 10 du 12 Février.2002. La loi 02-02 du 05/02/02 relative à la protection et à la valorisation du littoral.

MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET D'INDUSTRIE TRADITIONNELLE, CHAMBRE DE D'INDUSTRIE TRADITIONNELLE ET DES MÉTIERS. (2005).

MINISTERE DU TOURISME, Journal officiel de la république Algérienne N° 11 du 19 Février .2003. La loi 03-01 du 17/02/03 relative au développement durable et du tourisme.

NAIT M, K. N. (Mars 2012). Gouvernance urbaine et développement local en Algérie. Quels enjeux pour les métropoles régionales ? Cas d'Annaba,.

OUCHICHI, M. (2015). Aux origines du caractère rentier de l'économie Algérienne. Université A. Mira, Bejaïa ; Algérie.

OUCHICHI, M. (26 mai 2011). L'obstacle politique aux réformes économiques en Algérie,.

OURABAH, M. (1982.). Les Transformations économiques de l'Algérie au 20ème anniversaire de l'indépendance. Paris, : Éditions Publisud, .

PAW. (2012, 12 11). Plan d'aménagement du territoire de wilaya de Guelma, tome I.

PPECQUEUR B. (1996). Dynamiques territoriales et mutations économiques. Paris : L'Harmattan.

PECQUEUR B. (2000). Le développement local mode ou modèle. Paris : Syros-Alternatives.

PECQUEUR, B. (2000). Le développement local. Paris: le découvert Asyros.

PNUD. ((2001).). Programme des Nations Unies pour le Développement. Développement Humain : passé, présent futur, Rapport sur le développement humain. Disponible sur Internet : www.undp.org/hdr2001/french/chap1-f.pdf .

PREVOST P. ((2005).). Les dimensions et processus du développement des collectivités locales. [Www.cdecdequebec.qc.ca/pdf/diner/paulprevost1.pdf](http://www.cdecdequebec.qc.ca/pdf/diner/paulprevost1.pdf).

PREVOST, P. (2002, Avril 09). groupe d'étude sur le développement local de Montréal lors d'un sommet . Montréal, Université de Sherbrooke.

PREVOST, P. (2003). le développement local : contexte et définition, cahiers de recherche IREC.

Quotidien El Moudjahed. (15 Mai 2014). l'Etat Providence

Rapport, n. (Septembre 2011). Développement local : Concepts, Stratégies et Benchmarking, Série Politique économique et développement, . Algérie: 1ère contribution de MIPMPEPI au débat sur la promotion du développement local en Algérie,.

ROBIC M-C., DEBARBIEUX B. (2001). La montagne : un objet géographique ?

[Http://www.unige.ch/ses/geo/collaborateurs/publicationsbd/SEDES_lamontagneunobjetgeographique_BD.pdf](http://www.unige.ch/ses/geo/collaborateurs/publicationsbd/SEDES_lamontagneunobjetgeographique_BD.pdf)

- SACK, R. (1986). Human Territoriality. Its Theory and History, Cambridge. Récupéré sur [Http://fr.wikipedia.org/wiki/Territoire](http://fr.wikipedia.org/wiki/Territoire)
- SACQUET, A.-M. (2002). Les nouveaux utopistes du développement durable,. Paris :: éditions Autrement / Comité 21, (Coll. Mutations, n° 216).
- SACAREAU I. (2002). La montagne. Une approche géographique. Paris : Belin.
- SAFFACHE, P. (2002). Dictionnaire simplifiés de l'aménagement. Paris : PUF.
- SAVEY S. Espace. Territoire. Développement local ressources.ciheam.org/om/pdf/c03/CI940555.pdf.
- SCHOON A. (2005). Le développement local : 1ER BILAN D'UNE EXPERIENCE PARTICIPATIVE. SAINT-GHISLAIN, LE 25 JUIN 2005. LE DEVELOPPEMENT LOCAL. www.saint-ghislain2020.be/getfile.php?id=18
- SCHNETZLER J. ((1981).). Le développement Algérien. Paris : Masson.
- SDAT. (2017). Direction de tourisme de la wilaya de Guelma .
- SDAT. (2014). Schéma directeur d'aménagement touristique phase II, partie I, .
- TABET-AOUL, M. k. (2008-2009). thème : le marketing territorial, un outil de développement local, mémoire de magister, option : MARKETING,.
- TALAHITE, F. (2010). Reformes et transformations économiques en Algérie. Paris.
- TESSON, F. (2005). introduction au cours de développement local L2-L3. Récupéré sur <http://web.univ-pau.fr/~ftesson1/tesson/recherchepubli.html>
- TIESSERENC, P. (2002). Les politiques de développement local, 2ème éd,. Paris.
- VEYRET, Y. (2007). Dictionnaire de l'environnement. Paris: Armand Colin.
- VIRATELLE, G. (1970). L'Algérie algérienne. Paris.
- WATCHER S, B. A.-G. (2000). Repenser le territoire. Un dictionnaire critique. . Paris : DATAR, edition de l'aube.
- y, v. (2007). dictionnaire de l'environnement. Paris: Armand Colin.
- YVES J., F. L.-G. (2001). Stratégies de développement territorial. Paris : Economica.

ANNEXES

Annexe A :

Questionnaire

Bonjour, je suis doctorante à l'université de Constantine 3, Faculté d'architecture et d'urbanisme, Département d'urbanisme. Nous menons maintenant une étude sur les potentialités de développement local dans la wilaya de Guelma

Date de l'enquête :

L'aspect démographique et socio-professionnel

- 1- Le sexe : male femelle
- 2-l'âge :
- 3- le nombre total de votre famille :
- 4- nom du quartier :
- Commune : Guelma En dehors de Guelma
- 5-Quel est votre niveau d'éducation ?
- Sans Primaire Moyenne Secondaire Universitaire
- 6- Depuis quand professer dans le domaine d'agriculture ?
- 7- C'est la même profession de votre père?
- Oui Non
- 8- Avez-vous un diplôme dans cette profession ?
- Oui Non
- 9-Avez-vous gain un stage dans ce métier ?
- Oui Non

L'aspect socio-économique

- 10-depuis quand vous habitez dans ce quartier ?
- Et avez-vous changé votre lieu d'habitation?
- Oui Pourquoi?
- Non Pourquoi?
- 11- Acceptez-vous de changer votre métier ?
- Oui Pourquoi ?
- Non Pourquoi?
- 12- Faites-vous confiance à une minorité ou à la majorité des gens de la commune ?
- Majorité minorité
- 13- favorisez- vous travailler ?
- Individuellement Pourquoi ?

Crédit bancaire	Aide de l'État	Auto financement
Famille	Amis	

27-Dans un cas catastrophique, vos pertes comment récupérer ?

Assurance	Famille	Amis
Épargne personnelle	Fonds spéciaux de risque	

Relation avec les autorités locales

28 -Est que trouvez des obstacles pour communiquer l'autorité locale en cas de problème ?

Oui	Pourquoi?
Non	Pourquoi

29-Assistez-vous à des manifestations préparées par la commune pour encourager le domaine de votre activité ?

Oui	Non
-----	-----

30- Si « Non » pour quelle raison?

Pas du temps	pas attirant
--------------	--------------

31- Avez-vous eu l'occasion d'être invité à une réunion de consultation concernant votre commune au votre activité ?

Oui	Non
-----	-----

32-Avez-vous eu l'occasion d'avoir une visite du maire dans votre lieu de travail en dehors de la période du travail (au moment du vote) ?

Oui
Non

La vision de développement local dans le futur

33- Quelles sont les principales mesures recommandées pour renforcer l'économie locale de la wilaya ?

- ✓
- ✓
- ✓

Merci

Annexe B : détails des échantillons d'enquête

La taille des échantillons est choisie normalement de 5 à 10% de chaque groupe ciblé mais dans notre cas le nombre des échantillons est très grand c'est pour ça je n'ai pas utilisé cette méthode et voici l'explication en détail :

- ✓ le nombre des agriculteurs dans la wilaya de Guelma sont : **14460 agriculteurs**
 - **10%= 1446 agriculteurs**
 - **5%= 723 agriculteurs**
- ✓ le nombre des industriels dans la wilaya de Guelma sont : **53 industriels (les grands industriels c'est-à-dire les grands usinent à la wilaya) + 654 P.M.E industrielles = 707 industriel**
 - **10%= 70 industriel**
 - **5%= 35 industriel**
- ✓ le nombre des artisans dans la wilaya de Guelma sont : **7512 artisans**
 - **10%= 751 artisans**
 - **5%= 375 artisans**

Donc, la taille des échantillons allant de **1133 à 2267** personnes

Ce tableau est un résumé de la manière dont les enquêtes sont menées et de la manière dont l'échantillonnage est effectué.

Tableau : tableau Récapitulatif des échantillons d'enquête

	Population mère	Taille de l'échantillon	Période d'enquête	Observation
Les agriculteurs	14460	10%= 1446 5%= 723	trois mois : moi de février, mars et avril 2017	Selon les enquêtes de cette manière, nous trouvons que le nombre des enquêtés n'a pas atteint 10% mais dépassé 5%
Les artisans	7512	10%= 751 5%= 375		
Les industriels	707	10%= 70 5%= 35		
Total	22679	allants de 1133 à 2267		

Source : ABOUDI Nada

Annexe C : Promesse de publication

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
People's Democratic Republic of Algeria

Ministry of Higher Education and Scientific Research
University of Hassiba Benbouali in Chlef
Laboratory of Globalization and North African Economies
Faculty of Economic Sciences , Commercial and Management Sciences

وزارة التعليم العالي و البحث العلمي
جامعة حسيبة بن بوعلي بالشلف
مخبر العولمة واقتصاديات شمال افريقيا
كلية العلوم الاقتصادية، التجارية و علوم التسيير

Journal of North African Economies ISSN: 1112-6132
E-ISSN: 2588-1930

مجلة اقتصاديات شمال افريقيا

الرقم: 313 / م 1 ش 1 / 2020

شهادة وعد بنشر بحث علمي في مجلة اقتصاديات شمال إفريقيا

يشهد مدير ورئيس تحرير مجلة اقتصاديات شمال إفريقيا أن البحث الذي يحمل عنوان:

**Le développement économique local un moyen de développement durable.
Cas de la wilaya de Guelma durant 2016-2018**

للباحثين:
Doctorante : ABOUDI Nada (labo : LAUTES) Université de Constantine 03
Professeur : FOURA Mohamed Université de Constantine 03
Docteur : ARIS Mokhtar Université de Mostaganem

نال قبول المحكمين و سينشر في العدد 25 من مجلة اقتصاديات شمال إفريقيا الصادرة عن مخبر العولمة واقتصاديات شمال إفريقيا & كلية العلوم الاقتصادية، التجارية وعلوم التسيير - جامعة حسيبة بن بوعلي بالشلف - الجزائر، و سيكون متاحا للتحميل من خلال الموقع الرسمي للمجلة على المنصة الجزائرية للمجلات العلمية (ASJP): <https://www.asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/9>

ملاحظة 1: تاريخ إرسال المقال: 2017 11 17 تاريخ قبول المقال: 2020 12 05
ملاحظة 2: يمكن حاليا فحص تواجد المقال بصفحة المجلة على المنصة الجزائرية للمجلات العلمية ASJP من خلال ايقونة المقالات التي ستشتر.
ملاحظة 3: المجلة متواجدة على عدة قواعد ع.س.ه. أحسنه منها قاعدة ERIH Plus (European Reference Index for the Humanities and the Social Sciences)
الرابط على ERIH Plus هو: <https://dbh.nsd.uib.no/publiseringskanaler/erihplus/periodical/info?id=496715>

الشلف في: 2020 - 12 - 06
مدير ورئيس تحرير مجلة اقتصاديات شمال إفريقيا
أ.د. محمد راتول

مجلة اقتصاديات شمال إفريقيا
أ.د. محمد راتول

مجلة اقتصاديات شمال إفريقيا - جامعة الشلف. 02000-الجزائر. إميل: revuelabomena@gmail.com revuelabomena@univ-chlef.dz
فاكس: 00213-27-72-19-77 الموقع على المنصة الجزائرية للمجلات العلمية (ASJP): <https://www.asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/9>



Nom et Prénom : Nada ABOUDI

Titre : développement local durable dans la wilaya de Guelma :
réalités et perspectives...

Thèse en vue de l'Obtention du Diplôme de Doctorat L.M.D
en architecture et urbanisme en urbanisme

Résumé

Cet essai est une modeste contribution qui a pour objectif de lier le projet urbain à l'aspect économique de la ville en termes de production de richesse et de valeur ajoutée. Théoriquement, le développement local est une source de richesse et de valeurs ajoutées. C'est un concept qui a pour finalité de conduire à la création par les collectivités locales de leurs propres richesses. Partant du constat que chaque région dispose de spécificités et d'atouts, il est désormais recommandé aux autorités locales de chercher des alternatives pour remplir les caisses de leurs communes. Les domaines traditionnels concernés par le développement local sont l'agriculture, l'industrie locale, l'artisanat, le commerce, le tourisme local et d'autres.

Nous nous attellerons d'abord à définir et à démontrer que le développement local et sa capacité de développement régional sont confrontés à des difficultés dans de nombreux domaines, qu'ils soient culturel, social, politique ou même économique. C'est l'un des concepts économiques les plus importants aux niveaux national et international actuellement. Thème d'actualité suite à la baisse des revenus des hydrocarbures en Algérie suite à une longue période d'économie planifiée, le développement local est devenu une préoccupation majeure pour les autorités locales algériennes sous la contrainte de l'Etat central. Malgré les efforts déployés par les autorités locales afin promouvoir ce domaine, il existe toujours des faiblesses au niveau local, ce qui nous a amené à tenter de répondre à certaines questions liées à la réalité économique de la région.

Notre recherche visera aussi à mettre en évidence ce qu'est le développement local et présenter les différentes parties impliquées pour l'appliquer et comment relever les défis du développement local en Algérie.

Pour atteindre cet objectif, deux approches ont été effectuées : l'une théorique afin de démontrer le concept de notre recherche et une autre approche territoriale combinant plusieurs sous-approches pour identifier les opportunités locales offertes par la wilaya de Guelma et mettre en exergue les richesses potentielles du territoire de cette wilaya.

Au terme de notre cas d'étude, nous mettons en valeur les résultats encourageants pour la mise en œuvre du processus de développement local durable dans le territoire de la wilaya de Guelma qui même enclavé offre des potentialités incontestables de développement, surtout dans le domaine de l'agriculture et du tourisme.

Mots clés : décentralisation, développement locale, collectivités locales, gouvernance locale, démocratie participative, richesses, valeurs ajoutées.

Directeur de thèse : Professeur FOURA Mohamed -Université Constantine 3

Année universitaire 2020-2021